Lemonde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 15767 - 7 F .

JEUDI 5 OCTOBRE 1995

PONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBAN

Les Etats-Unis divisés après l'acquittement surprise d'O. J. Simpson

LE PRÉSIDENT Bill Clinton a appelé, mardi 3 octobre, ses concitoyens à « respecter » leur système judiciaire après l'acquittement de la vedette ooire du football américain, O. J. Simpson, accusé du meurtre de son ex-femme et d'un ami de

Ce verdict, de même que la publication de plusieurs ouvrages provocateurs, rouvre néanmoins la douloureuse question raciale (dans les rangs de la police notamment) et remet en cause certains des fondements de la justice américaine.

Dans sa première déclaration d'homme libre, lue par son fils, O. J. Simpson, « soulagé », s'est fixé comme « premier objectif de retrouver le ou les tueurs qui ont massacré » son ex-femme et l'ami de celle-ci. « Je ne peux qu'espérer qu'un jour (...) les gens comprendront que je n'ai tué personne, que je ne l'ai ni voulu ni pu ». Environ 70 % des Américains blancs ne le croient pas, tandis que la même proportion d'Américains noirs sont convaincus de son innocence.

Lire page 2 ainsi que notre éditorial page 17

Les démons de la guerre d'Espagne

Contraction thanks:

Commercial Control

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

PARTY OF AUDICO

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

THE PROPERTY AND

The state of the state of

Marian American

養物 素が多くで

The state of the state of

A Property of the Parks of

Bridge Berger

BOOK SERVICE

The Party Tilly

Mar (4-7. 7)

Marie Colonia

Mark War A

THE WAY TO

The Contract of

The second second



KEN LOACH

À CINQUANTE-NEUF ANS, Ken Loach demeure l'observateur le plus attentif de la société britannique, dont il détaille et dénonce les travers et les tares depuis près de trente années, aussi bien dans ses documentaires télévisés que dans les fictions qu'il réalise pour le cinéma (Family Life, Raining Stones...). Cette fois-ci, pourtant, il s'est tourné vers le passé et a situé dans l'Espagne de 1937 l'action de son nouveau film; Land and Freedom (Terre et liberté), histoire d'un jeune chômeur de Liverpool parti combattre le franquisme et dont le groupe, composé de trotskistes et d'anarchistes, est écrasé par les troupes républicaines aux ordres de Moscou, qui combattaient jusque-là à ses côtés. L'histoire d'une trahison, donc, qui a laissé en Espagne des stigmates, preuve que les démons de la guerre civile ne sont pas tous morts. Le cinéaste s'apprête maintenant à partir pour le Nicaragua, où il tournera Cario's Song.



La nouvelle aide aux personnes âgées pourrait créer 50 000 à 70 000 emplois

M. Chirac célèbre les 50 ans d'une Sécurité sociale gravement déficitaire

LE CONSEIL des ministres a adopté, mercredi 4 octobre, le projet de loi sur la « prestation au-tonomie ». Soo entrée en vigueur le 1º janvier 1996 permettra aux personnes agées dépendantes de plus de soixante ans, vivant à domicile, de percevoir une allocatioo d'un montaot maximum de 4 300 francs par mois si elles ont un revenu oet fiscal inférieur à 9 250 francs. Cette prestation sera étendue le 1º juillet 1997 aux personnes hébergées dans un établissement de soins.

Après dix ans d'atennoiements, les pouvoirs publics reconnaissent ainsi l'existence d'un nouveao risque social, qui ira croissant avec le vieillissement de la population. Le coût de cette prise en charge atteindra 20 milliards de francs en année pleine. Il sera supporté à hauteur de 9 milliards de francs par les départements, le reste étant financé, selon le premier ministre, par une contribution sur l'ensemble des revenus », qui devrait être la CSG. Cette prestation ne sera pas versée en espèces, mais sous la forme de « chèquesautonomie » afin que les sommes



aillent bien à l'aide aux personnes âgées. Le gouvernement en attend la création de 50 000 à 70 000 emplois de services dans les années

qui viennent. Le principe même d'une telle allocation, instaurée en Allemagne

au début de cette année, fait l'objet d'un large consensus dans la classe politique. En revanche, le gouvernement doit faire face à deux reproches. Les quelque 230 000 personnes agées dépen-dantes hébergées dans des établis-

sements devront attendre dix-huit mois pour en bénéficier. De plus, sa décision d'en confier la gestico aux conseils géoéraux a suscité l'opposition très vive des associations, des syndicats et des responsables des caisses nationales du régime général de sécurité sociale

L'instauration de la prestatioo autonomie coîncide avec le 50° anniversaire de la Sécurité sociale, créée par l'ordonnance du 4 octobre 1945. En cloturant un colloque qui se tenaît mercredi à la Sorbonne à Paris, le présideot de la République devait rappeler les acquis de cette grande réforme sociale vonhie par le général de Gaulle et préparée par le Conseil national de la Résistance. Avec 180 milliards de francs de déficit pour le seul régime des salariés sur la période 1994-1996, la « Sécu » est aujourd'hui placée devant une alternative : la réforme ou la fail-

> Lire pages 6 et 7 ainsi que notre cahier spécial sur le cinquantenaire de la Sécurité sociali

Des militaires français « rétablissent l'ordre » aux Comores

« LES FORCES FRANÇAISES sont en train de permettre de rétablir l'ordre des choses sur place », a indiqué, mercredi 4 octobre, sur RFI, M. de Charette. Le ministre des affaires étrangères a précisé que cette intervention répondait « à l'appel du premier ministre comorien », qui a annoncé la formation d'un « gouvernement d'union nationale » en sa qualité de « sup-pléant du président de la République », prisonnier des auteurs du putsch.

Mercredi dans la matinée, les combats ont fait au moins deux morts et plusieurs blessés graves, dont des mercenaires français, lors de la prise de contrôle par les forces françaises de deux aéroports et du périmètre de l'ambassade de France. Retranché dans un camp militaire, Bob Denard, le chef des mercenaires, a affirmé qu'il o'était. « pas question de déposer les armes » mais qu'il était prêt à « dis-

Lire page 34

New York « bénit » la venue du pape

NEW YORK de notre envoyé spécial

Lorsqu'il songe à la venue du pape, le très catholique maire de New York, Rudolph Giufiani, ne peut s'empêcher de voir un monceau de dollars se déverser sur sa ville. La visite de Jean Paul II aux Etats-Unis, qui débute mercredi 4 octobre, est certes une « bénédiction » pour les soixante millions de catholiques aménicalns, mais elle est aussi une affaire financièrement juteuse pour le premier magistrat d'une municipalité qui souffre d'une faillite chronique. Avant même de faire le compte de l'augmentation du chiffre d'affaires des hôtels et des restaurants, « New York va récolter environ 200 millions de dollors [1 milliard de francs] de publicité grotuite » l

La franchise de M. Giullani est chissante, sans être isolée : bien d'autres New-Yorkais se félicitent sans complexe des considérables retombées commerciales de l'événement. Robert Villani est de ceux-là: il est Pheureux PDG de Robbl Promotional Advertising, la société qui a été sélectionnée par les

vendre vingt-trois souvenirs officiels du séjour du souverain pontife. Grâce à ce contrat d'exclusivité, M. Villani va inonder les foules qui se presseront au Giants Stadium de Newark et à Central Park de plus d'un million de montres, médailles, tee-shirts, casquettes de base-ball, cartes de téléphone, calendriers, chopes à café, sacs fourre-tout, mouchoirs, boutons, fanions et pin's, le tout à l'effigie de Jean Paul II.

Grace a Robbi Promotional, les fidèles pourront en outre se désaltérer en achetant quelque 700 000 bouteilles d'eau minérale arborant les armes du Vatican. Dans ce climat de « papalmania » qui a saisi New York, l'Eglise espère aussi rentrer un peu dans ses frais. Car la visite du pape, même pour la riche Eglise de Central Park représente une facture de 2 millions de dollars (10 millions de francs).

Heureusement, plusieurs possibilités s'offrent aux diocèses: d'abord un pourcentage (on parle de 20 %) sur les ventes des qadgets officiellement estampillés, parmi lesquels

autorités ecclésiatiques pour fabriquer et | une vidéo commémorative de la visite papale. Ensuite, la générosité – un peu sollicitée – des fidèles. Les quelque cinq millions de cathofiques de l'agglomération de New York, par exemple, doivent se partager 283 000 billets, souvent à la suite d'un tirage au sort. Il a donc été demandé aux plus riches de faire un effort : ceux qui ont accepté de faire un don d'au moins 10 000 dollars [50 000 francs] pour faire partie de la Société du rosaire de Jean Paul II sont quasiment assurés d'obtenir une place pour l'office qui se déroulera à la cathédrale Saint-Patrick, sur la Ve Avenue.

Quant aux retardataires qui veulent conserver à la fois l'image et le son de cette visite mémorable, il leur reste à « surfer » sur Internet : outre que les archidiocèses de Newark et Balfourni au « réseau des réseaux » une foule d'informations sur la visite papale, plusieurs temps forts du séjour de Jean Paul II aux Etats-Unis seront transmis en temps réel sur le Net.

Laurent Zecchini

L'islamisme au Maghreb

Jacques Chirac se rend en visite, jeudi 5 et vendredi 6 octobre, en Tunisie, un pays où, sous couvert de lutte contre le fondamentalisme religieux, toute contestation est réprimée. Les autres pays du Maghreb, Algérie et Maroc, apportent leur propre réponse à la menace islamiste.

Menaces sur la Macédoine

Grièvement blessé, mardi 3 octobre, dans un attentat, Kiro Gligorov, le préson pays des conflits dans l'ex-Yougoslavie. Mais des menaces subsistent, qui rendent fragile l'équilibre intérieur et extérieur de ce pays.

Violences préélectorales en Côte-d'Ivoire

Une rencontre entre le président Henri Konan Bédié et les dirigeants de l'opposition, organisée mardi 3 octobre, pour apaiser les tensions politiques en Cote-d'Ivoire, n'a pas abouti. p. 5

La mort de Khaled Kelkal

Accusé de plusieurs attentats terroristes. Khaled Kelkal aurait été tué de onze projectiles - des balles Brenneke servant notamment pour la chasse au sanglier - par les gendarmes. M. Juppé a justifié la mort du jeune Algérien en invoquant la légitime défense. p. 12

Le système Nobel

L'attribution du prix littéraire le plus prestigieux du monde est le fruit d'une longue et secréte gestation au sein d'une Académie suédoise jalouse de son indépendance. Largement critiquée, celle-ci poursuit patiemment une lente mutation.

■ Les éditoriaux du « Monde »

L'Amérique d'« O.J. » ; L'honneur de la

Le futur précaire de la Bosnie

RICHARD HOLBROOKE piétine. Au terme de près de sept semaines de patientes navettes entre Belgrade, Zagreb et Sarajevo, le sous-secrétaire d'Etat américain a certes obtenu un accord sur quelques grands principes devant servir de base à un futur règlement ponr la Bosnie et, même si la négociation devient de plus en plus difficile, personne ne lui a eocore délibérément tourné le dos. Mais l'émissaire américain reconnaît qu'il est eocore très loin du compte.

Non seulement, en effet, bieo des questioos ardoes restent à négocier, mais le processus de paix lui-même semble très précaire ces jours-ci. M. Holbrooke ne parvient pas à obtenir des belligérants l'accord de cessez-lefeu, qui est un préalable indispensable à l'ooverture de véritables oégociations directes. 11 devait s'y essayer de nouveau, mercredi 4 octobre à Sarajevo. après plusieurs tentatives infrucmenses. Les forces serbes, qui ne veulent apparemment pas rester sur leurs cuisantes défaites de ces dernières semaines, ont repris ici et là du service. Surtout, l'armée gouvernementale bosniaque ne se décide pas, en dépit des pressions de Washington, à déposer les armes dans le nord du pays, et elle s'est livrée, à la

veille de la venue de l'émissaire

américain, à quelques provocations aux abords de la capitale. Tout se passe comme si les aotorités de Sarajevo, grisées par leurs récentes victoires, n'étaient plus vraimeot disposées à accepter le type de paix que leur proposent les Occidentaux; comme si ce qu'elles voulaient, c'était tout simplement... la Bosnie.

Le règlement que M. Holbrooke s'efforce actuellement de faire accepter ne garantit pas que la Bosnle unitaire renaîtra un jour de ses décombres. Il ne garantit pas davantage que le parti actuellement au pouvoir à Sarajevo pourra la contrôler.

Le oégociateur américain a

beau dire et redire que l'unité du

pays sera préservée, il a beau en

avoir fait accepter le principe par toutes les parties, c'est un bien étrange Etat qui, élément par élémeot, émerge des négociations. Les responsables américains eux-mêmes en convienment: « Ce ne sera pas un modèle de modernisme ni d'efficocité institutionnelle », dit l'un d'eux. Le pian sur lequel travaille M. Holbrooke prévoit que le futur Etat bosniaque sera composé de deux entités (l'une croatomusulmane, l'autre serbe).

> Claire Tréan Lire la svite page 17

OUVERTURE

DE LA NOUVELLE BOUTIQUE

HOMME

372 RUE SAINT-HONORÉ-PARIS 1° TELEPHONE: (1) 42 97 53 90

ex-femme et de l'un de ses amis. Se-Ion les observateurs, ce verdict équivaut à une condamnation de la police de Los Angeles, déjà mise en

tement de quatre políciers blancs délibérations des jurés. ● LA DÉME-coupables du lynchage d'un Noir. SURE du procès, les moyens financoupables du lynchage d'un Noir.

• LA QUESTION RACIALE, selon le choix fait par la défense d'O.J. Simpson, a été au cœur des debats et des

ders mis en œuvre par OJ. Simpson pour assurer sa défense posent éga-lement la question des limites du

système judiciaire, qui s'y est « effondre», selon Jeffrey Abramson, professeur de droit à l'université Brandeis (Massachusetts). (Lire également notre éditorial page 17.)

Los Angeles troublée et divisée par l'acquittement d'O.J. Simpson

Le verdict, ressenti comme une gifle par la population blanche, relance le débat sur le racisme, la violence conjugale, le rôle de la police et le fonctionnement de la justice aux États-Unis

LOS ANGELES

de nos envoyées spéciales Que peuvent comprendre deux enfants de dix et sept ans, Sidney et Justin Simpson, au verdict rendu mardi 3 octobre à Los Angeles? Leur mère, Nicole, une beauté blonde californienne pleine de vie, a été sauvagement assassinée il y a quinze mois devant sa porte, alors qu'ils dormaient paisiblement à l'étage supérieur. Depuis son enterrement, ils o'ont pas revu leur père, O. J. Simpson, idole noire du football américain, puisqu'il était en prison, accusé d'avoir tué Nicole et l'un de ses amis, Ron Goldman. Aujourd'hui, acquitté par un jury de dix femmes et deux hommes, «O.). » est un bomme libre, il a regagné sa propriété du quartier huppé de Brentwood et entend récupérer ses enfants.

Les babitants de Los Angeles, dont le cœur bat depuis neuf mois d'une manière presque obsessive au rythme de ce procès que l'Amérique a surnommé le « procès du siècle », teotaieot, mardi 3 octobre, de compreodre un verdict qui a surpris tout le monde par sa rapidité: deux beures et demie à peine de délibérations. Trooblée et divisée par l'acquittement d'O. J. Simpson, la population de Los Angeles o'eo a pas moins réagi avec

Une affaire démesurée

Le procés O. J. Simpsoo, qualifié de procés du siécle, peut se résumer en quelques chiffres qui témoignent de sa démesure. Coût estimé pour le contribuable de Los Angeles : 45 millioos de francs. • Coût estimé pour la défense : autant, voire plus (entre 80 000 et 160 000 francs par jour).

 Compte-reodu des audiences : plus de 50 000 pages. lournalistes accrédités : plus d'un millier.

 Jours écoulés depuis le début de la sélection des jurés : 370. Premier tirage du livre d'O. I. Simpson le veux vous dire: 500 000 exemplaires.

Retransmissions télévisées : entre le 1º ianvier et le 22 septembre, les chaines ABC. CBS et NBC ont consacré 1 392 beures au procés et 762 heures à la guerre en Bosnie.

calme à l'annonce du verdict. L'émotion qui a éclaté dans le tribunal à la lecture du verdict - sanglots de la sœur de Roo Goldman, larmes de joie de la famille de l'accusé, grandes claques données dans le dos d'O. J. Simpson par son principal avocat, Johnnie Cochran, poing gauche lancé en l'air par l'un des jurés, uo bomme ooir - a été remarquablemeot contenue à l'extérieur. A 10 beures locales, lors de la lecture du verdict, on entendait une mouche voler dans un des cafés de la ville où s'étaieot massés devant la télévision ceux qui ne pouvaient la regarder chez eux. Lorsque la greffiére a prononcé les mots fatidiques « nan caupable », un «Ah I » de stupeur a parcouru l'assistance, esseotiellemeot blanche, puis le silence est retombé. NI exclamations oi commeotaires, tout au plus un « l'ai honte » à peine audible murmuré

L'beure était grave : Los Angeles

par un consommateur.

les aspects cocasses ou tragicomiques de ce procès-fleuve et sa galerie de personnages, du flamboyant au grotesque, qui en avaient fait au fil des mois le « soap apera » le plus populaire des petits écraos américaios. L'heure était grave parce que avant même que les jurés, enfin libres eux aussi après un an passé au secret, o'aient eu l'occasioo de s'en expliquer, ce verdict claquait comme une gifle à la figure de la population blanche de Los Angeles : si la défense a réussi à insinuer dans l'esprit du jury ce fameux doute qui empêche de condamner un suspect que tant de prenves matérielles accablaient, c'est parce qu'elle a su prouver au grand jour l'incompétence, et surtout le racisme, de la police de Los Angeles, responsable de l'enquête.

avait momentanément oublié tous

Trois ans aprés les graves émeutes qui saluérent dans plusieurs quartiers de Los Angeles l'acquittement par un jury blanc des policiers qui avaient passé à tabac l'automobiliste ooir Rodney King, le fossé racial paraît toujours aussi profond: cette fois, c'est un jury majoritairement ooir (oeof sur donze) et fémioin (dix femmes, deux hommes) qui a acquitté un accusé noir. « Le facteur raciol joue un rôle portout aux Ron Goldman.

Etots-Unis », a simplement commenté Johnnie Cochran après le verdict.

A South Central, le quartier ooir d'où étaient parties ces émeutes, ce mardi 3 octobre fut un jour sans fièvre ni triomphalisme. A la First American Methodist Episcopal Church, une église ooire dont émanèrent à l'époque des appels au calme, le Révérend Vernon Robinsoo affirme qu'un verdict de culpabilité n'aurait pas pour autant provoqué des explosions de colére à South Central: «Lo communouté noire, souligne-t-il, était aussi bien représentée dans le jury que parmi les ovocats de la défense et de l'accusation. »

Et puis, ajoute-t-il doucement, laissant entendre que le champion de football o'était plus depuis bien longtemps l'enfant des ghettos, « même s'il ovoit gardé la peou noire à l'extérieur, O. J., à l'intérieur, s'identifiait à la communauté blanche » au sein de laquelle il vivait, «comme s'il avait subi une opération »; il était « de l'autre côté ». O. J. Simpsoo, reocbérit un autre pasteur, le révérend Jackson, « a été jugé par ses pairs : un jury d'hommes, de femmes, de Nairs, de Blancs, d'Hispaniques ».

Breotwood, le quartier de la graode bourgeoisie où vit O.J.



Hills, voisinage de domaines protégés par des sociétés de gardienoage privées où l'oo circule eo Porsche, Jaguar ou Beotley, est envahi par les équipes de télévision et par la police qui tient les badauds à distance. Depuis des hélicoptères au bruit assourdissant, les chaînes de télévision essaient

que savoure O. J. derrière ses murs bien gardés. A côté d'une poignée de manifestantes dénooçant la violence coojugale, dont Nicole Simpsoo fut régulièrement victime, une voisine regrette que le parquet « ait raté la formidable occasian qu'il avait de faire condamner O. J. Simpson. Mais le jury s'est Simpsoo, aux confins de Beverley de « violer » la liberté toute oeuve exprimé et naus devons respecter sa

décision. Ce n'est pas le jury qui est en cause, ce sont les flics », ajoutet-elle. Quant à soo encombrant voisin, la rumeur dit déjà qu'il va

quitter le quartier. Que sera l'avenir d'O. J. Simpson dont, seloo un sondage réalisé mardi 3 octobre par CNN, 56 % des Américains désapprouveot l'acquittement ? Son statut de héros national étant sérieusement terni, il a surtout songé ces derniers mois, dit-on, aux nombreux moyens de regarnir sa fortuoe pour finir de payer sa très coûteuse et pléthonque équipe d'avocats. Mais O. J. est déjà un personnage presque secondaire dans un douloureux épisode qui laisse à l'ensemble des Américains, au-delà de Los Angeles, une série de questions an goût amer, oon seulement sur les divisioos raciales mais aussi sur un système judiciaire face auquel, à l'évideoce, mieux vaut être riche et célèbre que pauvre et inconnu. « Le procès est fini, mois le chapitre n'est pas clos, releve le révérend Jackson. Il nous faut maintenant nous atteler à l'énarme problème de la violence conjugale, et au « problème Fuhrman », celui du racisme et de la po-

> Sylvie Kauffmann et Claudine Mulard

13

Ζ.

Jeffrey Abramson, professeur de droit à Brandeis (Massachusetts)

« La grande leçon de ce procès, c'est que l'argent peut acheter la justice »

LOS ANGELES

de notre envoyée spéciale-Professeur de droit et de sciences politiques à l'université Brandeis, dans le Massachusetts, Jeffrey Abramson a publié l'an dernier un livre, We, the Jury (Harper Collins), une vibrante défense du système du jury tel qu'il est pratiqué aux Etats-Unis. Dans un entretien accordé au Monde, il livre son analyse de l'acquittement d'O. J. Simpson.

«A vos yeux, O. J. Simpson était-il innocent on coupable?

- Des montagnes de preuves le désignaient comme coupable. Mais que peut faire un jury lorsque l'accusation, dans soo réquisitoire, admet que soo principal témoin à charge est le pire des racistes? Ce verdict sera difficile à expliquer à une grande partie de la population, car même si elle a révélé le racisme d'un policier, la défense o'a pas été en mesure d'expliquer comment, par exemple, des cheveux de l'accusé avaient été retrouvés sur le corps de - Faut-îl réformer le système du jury ? -Ce verdict va entamer la foi dans le système

du jury, mais c'est tout le processus judiciaire la justice. Les moyens mis en œuvre par l'acqui s'est effondré ici. Le jury o'a pas réussi à surmonter l'obstacle de l'introduction du racisme, il a été pris en otage par son dégoût de la police. Il doit y avoir un moyen d'éviter qu'un procès ne dégénère en référendum sur les relations raciales. Peut-être les juges américains devralent-ils s'inspirer de l'expérience européenne, être plus interventionnistes.

- Pourquoi ce procès a-t-il dégénéré ? - La faute en incombe prioritairement à la police de Los Angeles et à ses enquêteurs. La présence des caméras de télévision a, d'autre part, amené les avocats, de la défense et de l'accusation, à se donner en spectacle, et a contraint le juge à mettre les jurés au secret

peodant un an, ce qui a été une source de tensions et de conflits au sein du jury. - A-t-on désormais la preuve qu'il y a une justice pour les riches et une autre pour les

- C'est la grande leçoo de ce procès, celle qu'on a le plus négligée : l'argent-peut acheter cusé pour sa défense ont conduit le parquet à dépenser aussi des sommes énormes. Ce procès a coîté 9 millions de dollars au contribuable californien | C'est extravagant. Aucun procès ne vaut cet argent. Il faut empêcher cette dérive, en limitant par exemple le combre de té-

moins que l'on peut appeler à la barre.

– Qu'est-ce qui a été déterminant, l'argent

ou le facteur racial? - On a eu une combinaison fatale des deux. Si le facteur racial s'est retrouvé au cœur du procès, c'est parce que la défense a eu les moyens de l'y amener, en réussissant, grâce à ses détectives privés, à mettre la main sur les enregistrements racistes du policier Mark Fuhrman. D'autres Noirs sont en prison à cause de Mark Fuhrman, mais ceux-là n'ont pas eo les moyens de révéler son racisme. »

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann

Les États-Unis s'interrogent sur la persistance du racisme

LOS ANGELES

de notre envoyée spéciale Comme un mauvais souvenir qui refuse de s'évanouir, le problème racial ne cesse de ressurgir dans la conscience collective des Américains, de préférence au moment où ils essaient de



se convaincre qu'il o'existe plus. Un livre qui sent le soufre, un article provocateur dans une revue, le ra-

cisme virulent d'un policier blanc au procès d'une star noire et la perspective d'un général noir à la Maison Blanche provoquent ces iours-ci aux Etats-Unis une nouvelle poussée de fièvre sur un front douloureusement familier.

Pour une bonne part, le malaise vient de la remise en cause d'un postulat en vigueur depuis une trentaine d'années, selon lequel les inégalités raciales résultent d'injustices passées et, à ce titre, justifient réparation, notamment sous forme de programmes de traitement préférentiel, connus sous le nom de

Le livre par lequel le scandale arrive, depuis sa sortie en librairie à la mi-septembre, va très loin dans cette remise en cause : intitulé La Fin du racisme (The End of Racism - Principles for a Multiracial

Society. The Free Press, New York), il accuse la gauche américaine d'avoir délibérément gonflé l'histoire et la persistance du racisme par intérêt idéologique : car la eauche, soutient l'auteur du livre, Dinesb D'Souza, refuse d'expliquer les problèmes de la communauté noire autremeot que par le ra-

Aveuglée par le « relativisme culturel » qui place toutes les cultures - la noire et la blanche, par exemple - sur un pied d'égalité, la gauche, affirme Dinesb D'Souza, a ignoré les différences « pathologiques et culturelles » façonnées par l'expérience historique noire, qui sont en réalité à la source des inégalités raciales. Circonstance aggravante, par sa foi dans l'autorité de l'Etat plutôt que dans le bbéralisme pour régler les problèmes raciaux, cette même gauche a créé un état de dépendance chez les Noirs américains. Autrement dit, résume M. D'Souza (l'étoile montante, âgé de trente-quatre ans, d'un institut de recherche conservateur, l'Ametican Enterprise Institute), l'ennemi des Noirs, ce n'est pas le racisme, mais la gauche : « Ce n'est pas le ra-

cisme, mais l'antiracisme. » Avec un tirage initial de 100 000 exemplaires, The End of Racism vise ia liste des best-sellers, tout comme The Bell Curve (La Courbe en cloche) de Murray et Hermstein - paru il y a un an chez le même éditeur -, qui

établissait un ben entre le quotient intellectuel et les facteurs raciaux ou héréditaires, une thèse que réfute d'ailleurs D'Souza. Né à Bombay et naturalisé américain, Dinesh D'Souza a beau se draper dans la légitimité de l'homme de couleur, il n'en suscite pas moins une volée de réactions indignées - « un des livres le plus effrayants de ces dernières onnées », écrit Time Maga-

Le pays subit une nouvelle poussée de fièvre sur un front douloureusement familier

Il ne recule devant rien. L'esclavage? Un problème de droit du travail plus que de droits de l'homme; un phénomène qui a eu le mérite de « placer des Africains dans l'orbite de la civilisation moderne, de telle sorte que les généra-tions suivantes sont plus libres et plus prospères que leurs familles d'origine en Afrique ». La ségrégation? Un excès de paternalisme de la part de « l'élite au pouvoir dons le sud, qui cherchait à protéger les Noirs ». Les droits civiques? Un monvement louable au départ, œuvrant pour une société « incolore » où Blancs et Noirs seraient traités de la même manière, mais qui a mal tourné puisqu'il a donné naissance à l'af-

firmative oction. D'Souza préconise d'abolir non seulement l'affirmative action, mais aussi la législation des droits civiques de 1964, qui interdit la dis-crimination à l'emplol; il recommande de laisser les Noirs se prendre enfin en main, sans chaperons. Bien que partageant cette dernière idée, deux intellectuels conservateurs noirs associés à l'American Enterprise Institute, Robert Woodson et Glenn Loury. viennent d'en démissionner pour protester contre le livre « dégradont » de D'Souza. Le New York Times dénonce l'opprobre jeté sur le mouvement des droits civiques. qui fut « l'élan d'inspiration morale de notre génération, le moment au notre pays a montré qu'il était en-

core capable de progrès moral ». Pour le New Yorker, le magazine de l'intelligentsia, D'Souza ne raconte que la moitié de l'histoire: Péchec « de la croisade de la gauche moderne et du Parti démocrate, entreprise dans les années 60, pour mettre fin à la pauvreté et à la discriminotian rociale » (qui permit pourtant à une importante classe moyenne noire d'émerger); mais il passe sous silence « la tragédie du canservatisme moderne, républicain », qui s'est servi du facteur racial pour diviser la société et a lais-Enfonçant le clou, l'hebdoma-

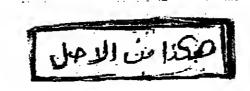
sé croître le sous-prolétariat noir. daire de centre gauche The New Republic vient de publier une longue enquête sur la « politique de diversification ethnique » à la rédaction du Washington Post qui a provoqué des remous bien au-delà de ce quotidien: l'auteur y fait état, témol-guages à l'appui, d'une « hostilité croissante à l'affirmative action » et à la politique de recrutement ssif de journalistes noirs, hispaniques et femmes, qui aurait amené la direction depuis neuf ans à baisser le niveau qualitatif des embauches.

Aussitôt contestée par la direction du Post, cette enquête a touché une corde ultra-sensible dans les rédactions américaines qui se débattent toutes, plus on moins discrètement, avec ce problème. Le plus grave, critique Newsweek, est que, au lieu d'essayer de montrer comment ou peut à la fois avoir un journal de qualité et ethniquement diversifié, The New Republic « présente ces deux exigences comme incompatibles ».

Ces deux controverses montrent toute la complexité de la tâche pour les partisans, de plus en plus nombreux dans les classes moyennes noires, d'une révision profonde du système de lutte contre la discrimination raciale hérité des années 60, qui tend à perpétuer le statut de victime. Les outrances d'un D'Souza leur font d'autant plus de tort qu'ils savent tous que le racisme n'a pas disparu.

Lorsque le riche avocat ooir Johnnie Cochran, celui qui a réussi à transformer le procès Simpson en procès de relations raciales, a fait écouter les bandes magnétiques sur lesquelles l'un des enquêteurs, Mark Fuhrman, se livrait à un violent délire raciste, l'Amérique blanche a été choquée. Elle croyait que cela o'existait plus. Pour Johnnie Cochran, au contraire, « la voix de Mark Fuhrman synthétisait tout

ce que nous savions ». -Dans une atmosphère anssi lourde; le général Colin Powell, dont les mémoires pulvérisent actuellement les records de ventes, est accueilli comme un souffle d'air frais. Il est la preuve vivante que l'affirmative action peut réussir, il encourage les Noirs à surmonter la culture de l'échec, mais il ne propose pas d'abandonner ceux des 🗘 ghettos à leur sort. Pour les Notis des classes moyennes, il représente l'espoir ; pour les Blancs, la bonne conscience : partout on le pousse à se présenter à l'élection présiden-tielle l'an prochain. Il y a longtemps que l'Amérique o'avait pas eu aussi envie d'un leader qui la



prieme judiciaire du l'action selle l'action de discrete de discre

tats-unis

THE PERSON NAMED IN 4.80 V 6 200 La ... 133 **電景域 ソボ**・ 10 A 100 A ちょうけん 大下 * /d 22 22 32 32 .

(Massachusetts) peut acheter la justi

Configuration and the second second

a fraggy to design the ex-

Alteria

rest. en develue (c. c.

AREA STATE OF THE STATE OF THE

The party were the filter to the first to the

. . .

و جوان

Visit Same

the transfer of the party in the transfer 🕶 高、砂油学 (44.7) 事者 徳 ハイ・バー THERE I'M American a lite and the second Salar Agreement Services and the con-White the same in 等級 亚洲 State Traditional Control May 220 21 27 111 1

Of the state of th **网络** 久中 The state of THE NAT! Printer and Britania and

4-3-3

Car Series 1 2

À PREMIÈRE VUE, le personnage paraît falot, avec sa chevelure grise soigneusement peignée, ses

costumes étriqués, son exquise politesse et son air effacé. En fait. c'est un redoutable politicien, l'un des hommes politiques les plus habiles de l'ex-Yougoslavie. Son principal titre de gloire est éloquent ; il surpasse tous ceux qu'il a pu glaner au sein de l'appareil titiste, dont il a gravi tous les échelons : Kiro Glieorov, à soixante-dix-huit ans, est le seul de tous les dirigeants de l'ancienne fédération à avoir su, jusqu'à présent, préserver sa Répo-blique, la Macédoine, de la guerre. Et ce, en dépit d'une situation inté-rieure ainsi que d'un environnement régional qui font de ce petit Etat aux ressources frisant le néant l'une des régions les plus explo-

sives d'Europe. Cette qualité explique les réac-tions internationales qu'a sucitées l'attentat dont le président Gligorov a été victime, mardi 3 octobre à Skopje. Ainsi, la France a-t-elle fait part de son « émotion » et immédiatement dépêché sur place une équipe médicale. Même les adversaires d'une Macédoine indépendante, comme les Grecs, ont exprimé leur « horreur. ». Quant à Jelio Jelev, président d'une Bulgarie qui a refusé de reconnaître le peuple macédonien, il a manifesté « [son] indignation, [son] inquiétude et [sa] compassion ...

LA QUESTION ALBANAISE C'est que tont désigne la Macédoine, fragile construction que M. Gligorov a pu maintenir debout, comme étant une Bosnie potentielle, avec, en plus, l'assurance d'une conflagration régionale en cas de conflit intérient. Tous les ingrédients sont là pour inquiéter: un cocktail d'ethnies vivant sans

Le président macédonien est grièvement blessé dans un attentat à Skopje

Il a réussi à préserver son pays des conflits dans l'ex-Yougoslavie

Alors que les négociations entre la Macédoine et la Grèce débutaient à Athènes en vue de normaliser les relations entre les deux pays, le président macédonien, Kiro Gligorov, a été gravement blessé, mardi 3 octobre, à Skopje, dans un attentat à la voiture piègée. Cet an culièrement agité.

harmonie, avec notamment une forte minorité albanaise face à une majorité macédonienne slave au comportement souvent dominateur, certains voisins aux tentations déstabilisatrices (comme l'Albanie,

à entendre nombre d'officiels macédoniens), un conflit avec la Grèce voisine qui cherche à l'asphyxier, des relations ambiguês avec la Serbie; bref tout ce qo'il faut pour provoquer une explosion, que quelques centaines de « casques

bleus », essentiellement améri-

deuxième lleu, Kiro Gligorov a su contenir la poussée initiale de l'extrême drnite nationaliste, vainqueur des élections législatives de 1990 et soupconnée d'être largement infiltrée par les Bulgares. Il a surtout évité que son pays oe devienne le théâtre d'un conflit ouvert entre la minorité albanaise et la majorité slave. Un tel conflit, s'il éclatait, entraînerait assurément une réaction de l'Albanie et, partant, d'une Serbie elle-même eo butte à un « problème albanais »

Kiro Gligorov opéré d'urgence

L'état de santé de Kiro Gligorov était jugé « stable », mardi 3 octobre dans la soirée, au terme d'une opération de plusieurs beures. Un bulletin médical diffusé par la télévision macédonienne précisait que les chirurgiens avaient réussi à extraire tous les éclats de métal qui avaient atteint le cerveau du président et provoqué une hémotragie cérébrale. Selon le di-recteur de la télévision, Sasa Ordanoski, le président a néaumoins perdu son œil droit. Mercredi matin, il se trouvait en saile de soins intensits à la cli-

nique de la faculté de médecine de Skupje. Kiro Gligorov avait été grièvement blessé mardi matin dans un attentat à la voiture piégée au moment où la limousine présidentielle passait devant l'hôtel Bristol dans le centre-ville. Le chantleur du président a été mé sur le coup, son garde du corps grièvement blessé, et plusieurs passants ont également subi des lésions graves. Selon Radio-Free-Europe, des membres des services amitterroristes américains sont arrivés à Sitopje pour enquêter sor cet attentat, qui, mercredi matin, n'avait toujours pas été revendiqué.

cains, sont chargés de prévenir. Or Riro Gligorov a réussi,

contrairement à ses homologues slovène, croate, bosniaque, serbe et monténégrin, à éviter tous les écueis qui se sont accumulés depuis l'éclatement de la Fédération yougoslave, en 1991. Il a, en premier lieu, négocié un retrait pacifique de l'armée serbo-fédérale de Macédoine avec une facilité apparente, telle que certains, à Skopje, lui ont longtemps prêté des intentions treables vis-à-vis de la Serbie de Slobodan Milosevic. En

au Kosovo voisin. Le président Gligorov a, d'autre part, maintenu eo vie sa République, la pius pauvre de l'ex-Yongoslavie, en dépit do blocus économique que lui inflige la Grèce, opposée à ce que Skopje utilise une appellation - Macédoine - qu'Athènes considère comme relevant exclusivement du patrimoine hellène.

Coincidence (un mot qui n'a pas tellement cours dans les Balkans)? L'attentat commis contre Riro Gligorov survient alors que Skopje

lloration de sa situation sur le plan international. Ainsi le président macédonien venait d'être recu à Beigrade par Slobodan Milosevic. Mieux, le 13 septembre, la Macédoine et la Grèce étaient parveoues, sous la boulette de Washington, à un accord laissant espérer une prochaine réconciliation. Art du compromis, Kiro Gligorov avait accepté de changer le drapeau national, une des conditions posées par Athènes pour lever son embargo. Une normalisation des relations gréco-macédoniennes aurait pour première conséquence d'apporter une bouffée salutaire d'oxygèce en Macédoine, alors que la situation économique désastreuse ne fait qu'accroître les risques de conflits internes, sociaux et eth-

Les conséquences de l'attentat de mardi sont d'autant plus inquié-tantes que, si un problème de succession devait se poser dans l'im-médiat, oo voit mai commeot il pourrait être résolu sans crise, tant la personnalité de Riro Gligorov domine, de très loin, la scène politique locale. Très peu de politiciens, en Macédoine, peuvent se targuer de posséder la popularité, les capacités et l'expérience qui ont permis à M. Gligorov d'assurer « en douceur » l'indépendance du pays, puis de maintenir vaille que vaille la paix civile, et de débloquer une situatioo extérieure qui paraissait, il y a peu encore, totalement dans l'impasse. La région oe manque pas, en revanche, d'extrémistes ou d'opportunistes susceptibles de trouver un terreau favo-- personnelles ou nationalistes -, quitte à eotraîner de dangereux bouleversements régionaux.

Yves Heller

Le pape devrait se prononcer pour un renforcement de l'autorité de l'ONU

L'activité internationale du Vatican est parfois controversée

Chambre italienne: « Nous n'avons pas ressuscité le pouvoir temporel du pape. Nous lui avons laissé un territoire suffisant pour en ensevelir le cadavre. * Aujourd'hui, noo seulement le cadavre bouge encore, mais le contraste n'a jamais été si grand entre la superficie de ce micro-Etat du Vatican (44 hectares), sa souveraineté « quosi symbolique ». comme disait Paul VI, et le statut international dont se prévaut la papauté. Le discours que Jean Paul II doit prononcer devant les Nations unies, jeudi 5 octobre, en sera une nouvelle démonstration. Le pape y abordera tous les thèmes relatifs à la paix, au désarmement, à la justice, à la solidarité internationale et devrait se prononcer pour un renforcement du rôle de l'ONU. Cette visite marquera aussi, presque jour pour jour, le trentième anniversaire dn célèbre discours que, le 6 octobre 1965, son prédécesseur Paul VI avait prononcé devant l'ONU et dont les derniers mots ressemblaient à un cri : « Jamois plus lo guerre. Jomois plus. . Cette intervention marquait l'entrée sur la scène internationale d'un Etat ne disposant, depuis 1954, que d'un siège d'observateur permanent de FONU - comme la Suisse, l'OUA ou la Ligue arabe -, mais doot le

rayonnement va bien au-delà et commence même à être contesté. C'est à Helsinki en 1975, à la faveur de la première Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) que le Vancan devait consolider cette position. Pour la première fois, il était autorisé à participer de plein droit à une conférence internationale de caractère politique, se joignant à la troisième « corbeille » qui traitait des droits de l'homme. La délégation du Saint-Siège prenait alors soin de préciser qu'elle ne pouvait pas être confondue avec « une entité unilean de la Guérivière quement européenne » et représen- à l'ONU, en s'associant même à des

membre permanent de l'OSCE.

Il n'allait pas en rester là. Jean Paul II se sert de l'ONU comme d'une tribune pour y développer ses idées en matière d'éthique, de procréation, de démographie (aux conférences de Mexico en 1984 et du Caire eu 1994), de condition féminine (Pékin 1995). L'activisme des délégués du Saint-Siège dans les différentes conférences ou ageoces (Unesco, FAO, OMS) éveille la curiosité ou le soupçon. A éthiques et aux porte-parole reli-

TROIS MOIS après la signature, tait une Eglise présente dans le conventions internationales, le en février 1929, des accords du La- monde entier. Le Vatican a signé Saint-Siège s'inscrit dans une traditran, Mussolini déclaralt à la l'Acte final d'Helsinki et est devenu tion qui remonte à la fin du XIX siècle, quand le pape Léon XIII était sollicité d'intervenir dans des conflits internationaux ou, dans les années 70, quand le Vatican devint médiateur du cootentieux frontalier opposant l'Argentine et le Chili

sur le canal de Beagle. Sa voix se fait eotendre aussi dans un tout autre contexte international. A l'époque de la guerre froide, les débats de l'ONU laissaient peu de place aux questions

La quatrième visite aux Etats-Unis

C'est le quatrième voyage aux États-Unis que Jean Paul II devait commencer, mercredi 4 octobre, après ceux de 1979 (Boston, New York), de 1987 (Mlami, Los Angeles, San Francisco, Detroit) et de 1993 à Denver pour la Journée mondiale de la jeunesse. Sa première étape sera pour Newark (New Jersey), où le pape devait avoir un entretien avec le président Clinton.

Il se rendra ensuite jeudi 5 à New York, au siège des Nations unies. l'étape principale de ce voyage du cinquantenaire de l'OND, d'abord prévu en octobre 1994, mais annulé au dernier moment par le pape pour raisons de santé. Comme le 2 octobre 1979, Il y prononcera un grand discours devant l'assemblée générale. Ensuite, jusqu'au lundi 8, dans une Eglise catholique soumise à de fortes contestations, Jean Paul II visitera les diocèses de New York, de Brooklyn et de Baltimore. A New York, il présidera un rassemblement à Central Park samedi 7 octobre et aura des entretiens avec les représentants d'autres Eglises, des communautés juive et musulmane.

Pékin comme au Caire, on a entendu des experts s'étonner de la place prise par le Vatican, jugée exorbitante, eu égard à un statut d'observateur permanent, qui hii donne un droit de parole égal aux autres, mais ne l'autorise pas à preodre part aux votes. Le Vatican répond qu'il ne force la main de personne, pas même aux Etats à forte population catholique.

Paul VI recommandait à ses représentants à l'ONU d'être à la fois « attentifs » et « discrets ». Ce n'est bien sîlr pas le style de Jean Paul II. Mais en jouant pleinement son rôle

gieux. Depuis 1989, ceux-ci sont présents dans toutes les discussions sur la démographie, la santé, le développement, le respect de la vie ou la paix. A cet égard, les coovergences, au Caire et à Pékin, entre les positions du Saint-Siège et de tertains pays islamiques sur le cootrôle des naissances ou la coodition féminine n'ont pas manqué d'inquiéter. Cette diplomatie parallèle des porte-parole religieux souligne tootefois la crise des repères éthiques qui orientent les relations internationales.

Henri Tincq

Serbes et Croates signent un accord de principe sur la Slavonie orientale

Une « menace » supprimée, selon Washington

LE GOUVERNEMENT CROATE référendum ou une autonamie de et les représentants des Serbes sécessionnistes de Croatie ont conclu, mardi 3 octobre, un accord de principe coocernant la Slavonie orientale, seule zone de Croație encore aux mains des séparatistes serbes. Le oégociateur américain, Richard Holbrooke, a estime que la signature de ce compromis avait supporné « une menace » pour les efforts de paix des Etats-Unis dans la région. L'accord - qui doit encore être finalisé - prévoit l'instauration d'une période de transition pendant laquelle les Serbes seroot associés à la gestion de cette région sous l'égide de l'ONU. Le porteparole du département d'Etat américain, Nicholas Burns, a précisé qu'a à terme » il était prévu que la Slavonie orientale « fasse

partie de la Croatie ». Croates et séparatistes Serbes doiveot poursuivre leurs négociations, et se reocontreront dès lundi à l'ambassade des Etats-Unis à Zagreb pour discuter notamment de la durée de la période de transition. «Les Croates ant parlé d'un an, et les Serbes de cinq ons, cela dait être discuté », a précisé

En évoquant le statut définitif de la Slavonie orientale, qui doit être décidé à l'issue de cette période, le chef de cabinet de la présidence croate, Hrvoje Sarinic, a rejeté l'idée qu'il puisse être soumis à référendum : « Il est hars de questian qu'il y ait un quelconque

cette région », a-t-il affirmé. Les Etats-Unis ont par ailleurs

annoncé qu'ils armeront et formeront l'armée gouvernementale bosniaque après la conclusion d'un accord de paix, a affirmé, mardi, le secrétaire à la défense William Perry. Une force de maintien de la paix de l'OTAN, qui pourrait comprendre une cioquantaine de milliers d'hommes, restera en Bosnie tant que le gouvernement bosniaque de sera pas assez fort pour se défendre, a-t-il précisé, lors de sa conférence de presse. De son côté, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a déclaré au quotidien Los Angeles Times que s'il y avait « un accard de paix sans que les Etats-Unis participent à son application, [il pen-sait] que ce serait la fin de

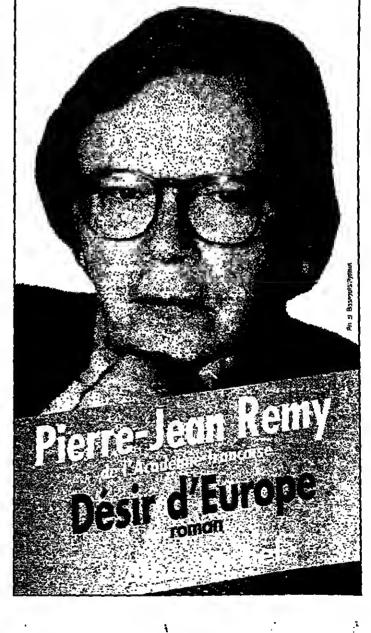
La France a pour sa part souhaité qu'un haut représeotant de l'ONU soit chargé de « superviser » en ex-Yougoslavie l'actioo de la force multinationale qui serait dirigée par l'OTAN pour garantir les efforts de paix, a déclaré mardi le ministre de la défense Charles Milloo. Le ministre n'a pas précisé comment devrait s'exercer ce contrôle d'un responsable de l'ONU sur l'OTAN, mais cette formule ne devrait pas signifier un retour au système de « la double clé », que Paris a rejeté et qui a longtemps paralysé toute actioo militaire des occideotaux en Bosnie. - (AFP, Reuter.)

"Un jaillissement perpétuel. De la vraie beauté, de la juste tristesse." -- ... F. Nourissier de l'académie Concourt

"Une exceptionnelle efferresceuce romanesque. Des merveilles au crépuscule, un fascinant ragabondage. P. Billard, Le Point

Retour à l'humain, l'amertume d'un homme qui atteint l'âge où l'on ne pleure plus parce qu'on ne le peut plus et ne se cache rien de ses défaites. La renaissance d'un écrivain.

A. Rinaldi, L'Express



Budget « maastrichtien » en Belgique

BRUXELLES

de notre correspondont Luc Dehaene, a présenté, mardi 3 octobre à la Chambre, un budget d'austérité qu'il justifie par les contraintes de l'adhésion à l'Union monétaire européenne. Celle-ci, at-il dit, est « d'une importance capitale pour la Belgique», pays commerçant si imbriqué avec ses voisins que « tout isolement pour-rait lui être fatal ».

Les mesures, qui seront approu-vées jeudi par la majorité gouvernementale socialiste et socialechrétienne, visent à ramener le déficit des finances publiques à 3% du PIB des 1996. En réduction progressive, ce déficit était de l'ordre de 7 % au début de la décennie. Le seuil de 3 % doit permettre d'amorcer une réduction structurelle do volume de la dette (9 500 milliards de francs belges, environ 1585 milliards de francs français) et de faire face au coût croissant du vieillissement démographique. HAUSSE DE LA TVA Tout en se défendant d'avoir le

« fétichisme des 3 %», M. Dehaene a réaffirmé sa volonté de maintenir la Belgique dans le peloton de tête des pays en règle avec les normes européennes. Pour cela, il a décidé une diminution de 1,7 % des dépenses de l'Etat, en dehors du service de la dette. Il prévoit que les recettes atteindront 2 440 milliards de francs belges (406 milliards de FF), soit une hausse de 130 milliards (21 milliards de FF) par rapport à 1995. Ce sera possible au prix d'une augmentation de la TVA et des accises sur certains biens et produits, notamment l'essence. Préconisée par Philippe Maystadt, ministre social-chrétien des finances, la cotisation sociale généralisée sur le modèle français n'a pas été retenue dans le dispositif gouvernemental

Les différentes réponses des pays maghrébins à la menace islamiste

Jacques Chirac doit se rendre jeudi et vendredi en Tunisie, où, sous couvert de lutte contre le fondamentalisme musulman, le président Ben Ali a fait taire toute contestation

mir des contentieux irritants » et de « don-

ner plus de chaleur » aux relations entre les

deux pays. En Algérie, le président Liamine

Après s'être rendu, à la fin de juillet, au Maroc, Jacques Chirac doit visiter, jeudi 5 et vendredi 6 octobre, la Tunisie, où le successeur de Habíb Bourguiba, le président Zine el Abidine Ben Ali, a engagé une lutte sans

rait militants et sympathisants du

Mouvement de la tendance isla-

mique (MTI) dont le président,

Rached Ghannouchi, sitôt sorti de

prison, l'assurait de sa confiance

et donnait mission à l'un de ses

adjoints de participer à la rédac-

tion d'un « pacte oational », code

de bonne conduite qui devait régir

la vie politique, Mieux encore, le

chef de l'Etat et l'« émir » se ren-

contraient, au moins à deux re-

La loi interdisant aux partis poli-

tiques de se référer à la religion ou

à la race, le MTI se transformait en

Mouvemeot de la renalssance (En-

nahdha). Les délals prévus pour

une légalisation ne lui permettant

pas de présenter, sous sa nouvelle

étiquette, des candidats aux élec-

tions législatives d'avril 1989, En-

nahdha décidait de patronner des

Face au tout puissant Rassem-

blement constitutionnel démocra-

ique (RCD) et aux six formations

de l'opposition légale, il rempor-

tait un beau succès: 13 % des suf-

frages à l'échelle nationale et lus-

qu'à 30% à Tunis. Il n'en

protestait pas moins contre un

scrutin émaillé d'irrégularités. Un

mois plus tard. M. Ghannouchi

prenait la route de l'exil qui l'a au-

Jourd'hui conduit en Grande-Bre-

listes « indépendantes ».

prises, au Palais de Carthage.

A TUNIS: 30 % DES SUFFRAGES

TOUT AVAIT si bien commen-Peu après, un nouveau refus cé! Dès sa prise de pouvoir, le 7 novembre 1987, après la destitution de Habib Bourgulba pour « sénilité », Zine el Abidine Ben Ali, qui reçoit Jacques Chirac, jeudi 5 et vendredi 6 octobre, à Tunis, s'était engage à « auvrir le dialague avec tous les apposants sans exclusive », à coodition qu'ils se plient aux lois en vigueur. Les islamistes se dirent alors prêts à lui « tendre Entre janvier et novembre 1988, l'« homme du changement » libé-

était opposé à la reconnaissance du courant religieux. Les islamistes accusaient désormais ouvertement le régime de vouloir à tout prix maintenir un système de parti unique. A la rentrée scolaire, Ennahdha réclamait la démission du ministre de l'éducation, Mohamed Charfi, soupçonnné d'étre entré en « guerre cantre l'islam et ses valeurs », lui reprochaot d'avoir remanié les manuels, qui faisaient la part trop belle aux thèses intégristes, et remis en vigueur une circulaire qui interdisait

merci contre les islamistes, au point d'avoir

reussi à étouffer toute contestation. Le

président français entend profiter de ce dé-

placement pour tenter, comme on le dit à Zeroual cherche à utiliser l'élection prési-Paris dans les milieux officiels, d'« endorpoussait le gouvernement à réprirégime canfessionnel théacramer plus durement encore la contestation religieuse. Mals, à la faveur de la guerre du Golfe, les intégristes s'employèrent à faire

> pulaires en affrontemeots avec les forces de l'ordre. Le 17 février 1991, à Tunis, un commando incendiait une permanence du RCD. Les deux gardiens étaient brûlés vifs. Le gouvernement imputait ce « crime planifié » à Ennahdha. M. Gbannouchi le justifiait implicitement, estimant que « cette violence répondnit à in

dégénérer les manifestations po-

La mise au pas des médias

Dans une lettre onverte à Jacques Chirac, Reporters sans frontières (RSF), qui vient de se voir refuser par les autorités tunisiennes l'envoi d'une mission d'enquéte sur place, attire l'attention sur les « graves atteintes à liberté de lo presse » commises dans ce pays, où « trois journalistes sont actuellement emprisonnés pour des délits d'opinion ». Selon RSF, la presse locale « est victime, depuis 1989, d'une sévere mise au pas (...), au point qu'aujourd'hui il n'existe plus de presse libre en Tuntsie ».

« Cette politique de « muselage » de la presse s'est concrétisée par des cas de censure, des interdictians de parution, des licenciements de journalistes « mal-pensants » et lo prise de contrôle de certains titres », écrit RSF, qui dénonce aussi les «tracasseries» et des «entraves à leur libre circulation » dont font l'objet « la presse et les médies étrangers ». RSF stigmatise enfin la décision du gouvernement de « restreindre l'installation d'ontennes paraboliques individuelles, désormais soumise à une outorisation formelle du ministère des communications ».

le port du voile dans les établissemeots scolaires. La réplique du pouvoir ne se fit pas attendre : interpellations, révocations d'imams et d'enseignants, mutations de fonctionnaires, licenciements d'anciens condamnés, etc. Ce climat de tension devait déboucher sur une agitation à l'université où les étudiants islamistes imposaient leur loi, elle fut suivie d'arrestations et de suppressions de sursis militaires.

Le succès du Front islamiste du salut (FIS), lors des élections locales de juin 1990 en Algérie,

violence » du pouvoir. La très grande majorité de la population désapprouvait la dérive sanglante des islamistes et se montra de plus en plus indifférente à la répression

tait sur eur Ces réactions incitèrent le gouvernement à choisir sans état d'âme la politique du tout sécuritaire. Des rafles se soldalent alors par l'arrestation de quelques milbers de personnes. A la fin de mai 1991, le ministre de l'intérieur annoncalt la découverte d'«un camplot terroriste, jomenté par Ennahdho pour établir en Tunisie un

tique », et la mise sous les verrous de ses trois cents principaux organisateurs, parmi lesquels des policiers, des douaniers et une cinquantaine de militaires. En décembre 1991, le succès du

FIS au premier tour des élections législatives incitait le pouvoir à redoubler d'ardeur. Pendant l'été 1992, s'ouvrait, devant deux tribunaux militaires de Tunis, le procès du « complot », au terme d'une procédure entâchée d'irrégularitès. Evitant l'irréparable, les juges prononçaient quarante-six peines de travaux forcés à perpétulté, principalement à l'encontre de M. Ghannouchi et de ses adjoints

DOUBLE LANGAGE

Aujourd'hui, les dirigeants tunisiens répètent à l'envi que le dossier est définitivement clos. A les en croire, si danger il y a, il ne peut venir que de l'extérieur, c'est-àdire de là où sont réfugiés les chefs d'Ennahdha: entre autres, Soudan, Grande-Bretagne, Etats-Unis, C'est oublier un peu vite que ce mouvement a su, à plusieurs reprises, se réorganiser dans la clandestinité à l'intérieur même du

Quol qu'il en soit, M. Ben All. cet ancien « cyrard » qui fut, pendant seize ans, à la tête des services de la sécurité militaire, a pu réaliser autour de sa personne le «consensus» doot Il revalt. Il réussit, pour le momeot, à le maintenir au prix de graves entorses aux prin cratie et des droits de l'homme dont il se targue pourtant d'être le garant. Dans son rapport 1995. Amnesty International évalue à e plus de deux mille » le nombre des prisonniers politiques.

Faible et divisée, l'opposition se plie aux contraintes qui lui sont imposées et a accepté sans maugréer, lors des élections législa-

aux fondamentalistes marocains, s'ils des universités. tives de mars 1995, les 19 sièges de députés – sur 144 – que le pouvoir lui a réservés. Les intellectuels préferent se taire plutôt que de risquer de perdre leur emploi, d'être victimes de tracasseries ou de se voir retirer leur passeport. Les Journaux locaux sont strictement contrôlés. Les émissions de

grand favori, pour entamer une recomposi-

tion du paysage politique et se trouver de a bons » interiocuteurs intégristes avec les-

quels il puisse engager le dialogue. Quant

« politiquement correct »... Pour couper court à toute contestation, M. Ben Ali qui, lors de l'élection présidentielle du 20 mars 1994, avait rassemblé, sous son nom, 99,91 % des suf-

frages exprimés, ne se prive pas de

France 2 sont de plus en plus

chichement diffusées, celles de la

télévision italienne, RAI Uno, ont

été purement et simplement sup-

primées. La Tunisie vit à l'heure du

tirer argument des bons résultats économiques - depuis 1991, la croissance a été en moyenne supérieur à 6 % par an - dont bénéficie une large partie de la population, plus préoccupée par son bien-être qu'attentive à la chose politique.

évitent d'apparaître trop bruyamment sur

le devant de la scène locale, ils n'en conti-

nuent pas moins de travailler en profon-

deur sur le terrain, notamment à l'intérieur

عمر وفدار ويتاري

وفي المدارات

تعبيونية براواروس

Sec. 2 4

A Property

100 m

M. Ben All a-t-il sincerement cherché à composer avec le courant religieux? Apparemment non. Passés maîtres dans l'art du double langage, les islamistes ne semblent pas non plus avoir joué franc jeu avec le régime. Derrière les murailles que ses dirigeants ont élevées pour la protéger du « péril vert », la Timisie ne jouit peut-être pas d'une tranquillité à toute épreuve.

Jacques de Barrin

27

7.7

27

w.a

Le pouvoir algérien veut recomposer le paysage politique

premier tour - le 16 novembre - de l'élection présidentielle, décidée contre vents et marées par la no-menklatura militaire, le président de l'Etat, le général Liamine Zéroual, aura réussi à placer ce projet sur le devant de la scèce politique du pays, reléguant artificiellement les préoccupations sécuritaires au se-

l'opposition et par les islamistes. tains courants de l'armée, accueilli avec circonspection par la population, le scrutin doit apporter une léeitimité, lusqu'alors introuvable, au régime issu de la révolution de palais de janvier 1992. Il est surtout, dans l'esprit de ses promoteurs, la pierre angulaire d'une stratégie qui devrait aboutir à terme, après des élections législatives et communales, à une recomposition du paysage politique - d'où seraient exclus les islamistes radicaux - susceptible de conforter les desseins que les hommes au pouvoir nourrissent

pour l'Algérie. Comme il fallait s'y attendre - les groupes islamistes armés avaient fait savoir à maintes reprises qu'ils feraient tout pour l'empêcher-, le processus electoral a fait monter la violence de plusieurs crans : assassinats de civils et attentats à l'explosif se sont multipliés ces dernières semaines. Personne ne doute que ces actions « terroristes » iront crescendo jusqu'en novembre. Cette situation place les électeurs potentiels face à un cruel dilemme : aller voter et s'exposer aux représailles possibles des islamistes, ou s'abstenir et passer aux yeux des autorités pour des sympathisants de l'ex-Front islamique du salut (FIS).

EVELOSION DU FLN?

Mais c'est surtout du côté des formations politiques de l'opposition que l'élection présidentielle a suscité des remous. Les partis, coauteurs du « contrat national » signé, en ianvier, à Rome, se sont opposés, tous ensemble dans un premier temps, à cette élection, estimant que le retour à la paix civile était l'indispensable préalable à tout recours aux umes. Logique avec ellemême, la direction nationale du Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Ait-Ahmed a appelé à un boycottage du scrutin. Mais les militants du FFS respecteront-ils la consigne, d'autant qu'une partie conteste vivement la démarche faite à Rome et que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), formation rivale, n'entend

pas bouder les umes? Le Front de libération nationale (FLN), l'autre « locomotive » de la réunion de Rome, parrainée par la communauté catholique de Sant Egidio, a arrêté une position beaucoup plus nuancée, à l'aune de ses profondes divisions internes. L'ancien parti unique a décidé, en effet, de mettre en œuvre une « panoplie de mesures » allant de l'abstention dans certaines régions au vote « blanc » dans d'autres. Solutinn de compromis péniblement élaborée à l'issue d'une session hou-

À QUELQUES SEMAINES du leuse de son comité central, au cours de laquelle la liene du secrétaire général Abdelhamid Mehri a

été vivement attaquée. Plusieurs membres du bureau politique - et non des moindres - out alusi rejeté, « dons la forme et le fond », le « contrat national » de Rome et ont dénié que ce document oblige le parti « à en respecter 🗦 les clauses, auprès de ses parte-Rejeté par la majeure partie de naires ». En outre, plusieurs organisations de masse, liées au FLN, ont l'Organisation nationale des anciens combattants (moudiahidins), l'Organisation nationale des enfants des martyrs de la guerre (Chouhada) et l'Union nationale des femmes algériennes ont décidé de soutenir la candidature de M. Zéroual. Dès lors, le travail de sape du pouvoir pour faire éclater la coalition hétérogène réunie à Rome aurait-il, en partie, porté ses fruits?

Selon certains observateurs, le scrutin présidentiel risque de précipiter l'implosion d'un FLN déjà quasiment « grabataire ». Ce cas de figure ne déplairait pas au président Zéroual à qui l'on prêterait, au sein dn sérail, l'intention, s'il est élu comme tout porte à le croire, d'utiliser l'appareil rénové du parti moribond pour se doter d'un instrument capable de lui apporter une base politique... Avec pour contrepoids d'autres formations plus ou moins indépendantes, allant des islamistes modérés aux « républicains » dans un paysage politique « new look ». 🤈 avalisé par la nomenklatura mili-

La rumeur en Algérie - et même en France, dans des milieux autorisés - assure que les résultats du scrutin ont déjà été « quantifiés » par le pouvoir. Vrai? faux? C'est dire le peu de cas que font les Algériens de la crédibilité de cette élection. En attendant l'avis officiel du Conseil constitutionnel, outre le président Zéroual qui apparaît favori, seuls quatre candidats pourraient briguer le suffrage des électeurs : Mahfoud Nahnah (Mouvement de la société islamique-Hamas), Saïd Sadi (RCD), Redha Malek (Alliance nationale républicaine) et Noureddine Boukrouh (Parti du renouveau algérien). L'administration en aurait aidé certains à recueillir les 75 000

signatures de parrainage. Peut-être pourrait-on alors voir, dans ses personnalités, les partenaires privilégiés d'un pouvoir qui chercherait, une fois passée l'échéance présidentielle, une solution politique à la crise avec à la clef, à plus ou moins long terme, d'inévitables négociations avec les isla-

Ali Habib

■ Le rédacteur en chef du quotidien arabophone El Khabar, Omar Ouartilan, a été assassiné par balles, mardi 3 octobre, dans le centre d'Alger, près de la Maison de la presse, une ancienne caseme qui sert de siège à la plupart des journaux. La mort de M. Quartilan porte à quarante-trois le nombre de journalistes tués, depuis mai 1993. - (AFP.)

Les fondamentalistes marocains, à la scène comme à la ville

de natre envoyée spéciale « Prenez le théâtre de Beckett: il n'est jomais clair sur l'issue. Nous, si. Dans nos spectacles, an donne touigurs une réponse aux problèmes. une reponse qui est la loi de Dieu, la reponse islamique », assène calmement Houmad Elmoussaoui, fondateur, en 1987, de l'association « de théatre et d'art » Essalam (la Paix). Malgré l'heure matinale, la terrasse du café est bondée. Rien que des hommes. A quelques rues de là, le cinéma Royal annonce deux films de série B, Georgina, nonne perverse et Lady dragon, affiches croustillantes à la clé. Ici comme ailleurs, pudibonderie et vulgarité font bon ménage.

L'islam. « comme les autres visians du mande », doit Investir « tous les champs d'expressian possibles » pour faire « passer san message », ajoute le jeune metteur en scène. C'est à l'époque où îl était étudiant en physique-chimie, à l'université d'Oujda - une ville d'environ 800 000 habitants, située à quelques kilomètres de la frontière algérienne - que lui est venue l'idée de créer son association. Réceptinnniste dans un hôtel, pour gagner sa vie, il n'en continue pas moins à monter des spectacles. Ses thèmes favoris : « l'injustice, l'inégalité, la corruption, tout ce qui fait la sauffrance du peuple musul-

A l'instar d'Essalam, plusieurs dizaines d'associations culturelles islamiques ont vu le jour, depuis ces dix dernières années. Islamiques ou islamistes? « Intégristes, islamistes, fandamentalistes, ce sont des mots inventes par l'Occident I », rétorque Hnumad. Contrairemem à l'Algérie, nù la mouvance islamiste a lungtemps bénéficlé de la complaisance du pouvoir, le Maroc - où le roi a le titre de commandeur des croyants - a su très vite prévenir toute éventuelle dérive, en renforçant, de manière drastique, le contrôle des lieux de prière. « Les mosquées ant été ver-

rouillées, dès 1984, rappelle l'universitaire Mohamed Tozy. Les seuls espaces d'expressian à peu près libres, ce sont les universités. Les premières « semaines culturelles » arganisées dans les facs par des étudiants islamistes datent de 1979: soirees poétiques, conférences, expositians de livres, ventes d'objets islamiques (foulards, parfums, etc.), tout cela a toujaurs bien marché sur

« LE RÔLE DU CORPS »

La singularité du théâtre islamique, explique Houmad, concerne « le rôle du corps ». Celul des femmes, s'entend. « Les règles islamiques veulent que l'an respecte une certaine décence, souligne-t-il. Naus naus sommes demandé si une femme pouvait ou non être présente sur scène. On a répandu aui, à canditian qu'elle apparaisse voilée. » Du coup, les rôles de femmes non voilées - fille « de mauvaise vie » ou créature imple - sont joués par des bommes. La différence est aussi dans la salle, celle du vieux cinéma le Paris où Houmad et sa troupe présentent le plus souvent leurs pièces : le balcon est réservé aux femmes, l'orcbestre

aux bommes. En matière de répertoire, le jeune homme cite parmi ses auteurs préférés l'écrivain local Mohamed Meskine, aujourd'hul disparu, et qui traina longtemps une sulfureuse réputation d'athée, ou son contemporain Omar Derouich, pourtant grand amoureux de Beckett. Sans oublier le dramaturge algérien Abdelkader Alloula, assassiné en mars 1994, à Oran, et dont Houmad a vu et « beaucoup aimé » plusieurs spectacles, présentés à

« Les gens du FIS, ce ne sont pas des vrais musulmans! », s'exclame Nadia, une ieune institutrice au voile impeccablement nnué. Elle, n'est jamais allée au théâtre. Son tapis de prière lui suffit. « Ici, an a toujours vécu selon les règles du Caran. En Algérie, c'est différent, c'est

pour ça qu'ils ont des problèmes ». estime-t-elle. Pourtant, Nadia ne nourrit guère d'Illusions sur l'état de la société marocaine. Le quartier populaire où elle babite avec sa familie, et les faubourgs miséreux où elle a longtemps enseigné, l'ont mise à bonne école. « C'est chacun pour soi et Dieu pour tous, soupire-t-elle. Il n'y a qu'au moment de l'Aid el Kébir (commémoration du sacrifice d'Abraham) que les riches partagent le mauton avec les pauvres. La solidorité, c'est

surtout au sein de la famille. ». A l'en croire, les seuls qui font preuve de « vraie charité islamique » se trouvent parmi les étudiants. « Its ant fait une coisse pour financer les plus nécessiteux d'entre eux, les aider à trouver un logement au à acheter des livres », commente-t-elle. Pbénomène qui se répète dans toutes les universités du royaume. A Oulda, la cité universitaire des filles est l'objet, diton, de toutes les attentions: les jeunes islamistes y auraient instauré une sorte de « police des mœurs », qui veille à ce que ni garcon ni alcool ne franchisse la porte d'entrée.

LA BATAILLE DES CAMPUS

Banalisé, l'islamisme estudiantin ne provoque plus, en tout cas, de rixes sangiantes avec les « frontistes ». militants d'extrême gauche, comme en 1991, à Ouida et gagné, par défaut, la bataille des campus? « Jusqu'à l'an dernier, toute manifestation islamiste se terminalt en bagarre. Cette année, pour la première fais, personne n'a réagi », assure un enseignant fassi. Quand j'ai pris mes fonctions à Oujda, les filles voilées étaient archiminoritaires. Aujaurd'hui, c'est l'inverse », renchérit un professeur de

Les récentes élections universitaires ont largement confirmé cette tendance, une nette majorité se dégageant en faveur du vote islamiste. Chez les étudiants, l'influence du cheikh Abdessalam Vacine, fondateur du mouvement Justice et Bienfaisance, en résidence surveillée depuis décembre 1989 à Salé, reste prédominante. Chez les enseignants, celle d'Abdehilah Benkirane, dirigeant du mouvement Réforme et Renouveau, demeurerait la plus sensible. Trois autres groupes, celui de Mustapha Ramid, dirigeant de la revue Essawa (l'Eveil), celui des étudiants d'El fist' (le Pont) et celui des militants d'Arrabita (l'Alliance) auraient acquis une popularité non négli-

geable, surtout à Casablanca et à L'islamisme marocain, maintenu sous haute surveillance, n'a pourtant pas réussi sa percée sur la scène politique. Le pouvoir royal y veille, main de fer dans gant de velours. Les partis issus du mouvement nationaliste aussi, jaloux de leurs prérogatives. Restent les amphis universitaires et les tréteaux de la culture. « Ce qui prévaut, dans la société marocaine, relève plus de l'islamité latente que de l'islamisme : le « passage d l'acte » militant reste encore minaritaire, souligne M. Tozy. Cette religiosité très forte de la société, pour qui l'abservance des règles les plus strictes ne pose pas problème, est peut-être la forme de défense la plus efficace contre les ex-

Catherine Simon

Apprenez le CHINOIS

Dans une grande université de Chine Débutants acceptés. Une année : 38 000 F. Un semestre : 23 500 F. Cours, logt, avion A/R inclus CEPES - 42, avenue Bosquet 75007 PARIS - (1) 45-50-28-28

fifth larger of

Me Park de

The statement of

30 40 50

it stone in earth

ア酸(能力性)とし

Ber a walker of

REPORT OF BRIDE

ARECH CHILL.

That Samue . . .

TOTAL AND THE STATE !

CONTRACTOR OF THE

SAWING THE .-

TARREST OF 3 C.

Transmitted.

TARREST STATE STATE

machinetics of

ere, is it tree to

ming fair entit.

and the same of the

MINDS THOSE .

SHOW SHIP IN

A. A. A.

APPRIL

The same of the same

The word : " it is

Mark State

A street har

Espera Nation WENNEST ...

THE PARTY OF

196 The .

15 / /

Sant Bergent

35 1/2

744

発展した。と

ACT IN THE

44

2 ----

142 150

S. 16 . 3 . 4 . 1

344 - 2 1 -

44

医阿根廷氏征 人名

France 71

624 6 7 7

. .

1.30 S. N.

with the same of the same of

ب عاشدون

BAR STATE

All through the second

reutrices.

W Town *** A STATE OF THE The state of THE . 27 EC. W. ST W. St. William white sand it best store, as time I year --SHOW THE REAL PROPERTY.

STATE OF STREET

W. Market P. Williams War at 280 Charles Shirt MARKET A. AND REPORT OF

Manual St. A. Marian Sales William Print

#WE -The second of the second of th

Le Sénat russe veut un référendum sur l'union avec la Biélorussie

MOSCOU. Après avoir adopté, mardi 3 octobre, une loi définissant le champ d'application du référendum, la Chambre haute du Parlement russe a appelé Bords Elisine à poser « la question d'un approfondissement de l'intégration économique et politique entre la Russie et la Biélarussie ». Cette recommandation, adoptée par une large majorité de sénateurs, à été qualifiée par les partisans d'une restauration de l'URSS de « premier pas » dans cette direction. En mai dernier, les Biélorusses s'étaient déjà prononcés en faveur d'une telle intégration. Combattue par certains Russes qui y voient un fardeau économique supplémentaire, l'idée de répondre aux avances biélorusses pourrait, en modifiant la donne institutionnelle actuelle, conduire à un report de l'élection présidentielle prévue en juin 1996. – (Corresp.)

EUROPE

■ GRANDE-BRETAGNE: le chief du Parti travailliste, Tony Blair, et son ministre des affaires étrangères fantôme, Robin Cook, ont réaffinné, mardi 3 octobre, lors de la conférence annuelle du Labour à Brighton, leur attachement à l'Europe. « L'Europe est vitale pour nos intérêts. Etre mis sur lo touche sans aucune influence ne constitue pas une trahison de l'Europe, mais de la Grande-Bretagne », a indiqué M. Blair. – (Corresp.) ■ HONGRIE: le chanceller allemand Fielmat Kohl a annoucé, lunci 2 octobre, à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre hongrois, Gyula Hom, l'attribution par l'Allemagne d'un crédit de 500 millions de deutschemarks à la Hongrie afin que celle-ci rénove ses infrastructures. -

■ BULGARIE : la centrale nucléaire de Rozlodoui a été autorisée, mardi 3 octobre, à remettre en marche la tranche 1, qui était arrêtée depuis huit mois pour travaux. Le redémarrage, qui prendra encore quelques jours avant d'ultimes vérifications, rencontre l'opposition déclarée du G 7 et fait actuellement l'objet d'un audit de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). - (AFP).

■ RUSSIE : une centaine de cas de poliomyélite ont été enregistrés cet été en Tchétchénie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cette organisation ainsi que l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) ont indiqué que l'intervention russe avait empêché la tenue d'une campagne de vaccination dans la République indépendantiste. - (AFR)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : les Américains victimes à leur insu des expériences d'irradiation menées par l'administration fédérale durant la guerre froide seront indemnisés, a annoncé, mardi 3 octobre, le président Clinton. Le chef de la Maison Blanche a présenté ses excuses aux victimes et à leurs familles au nom du gouvernement fédéral. Il a relevé qu'un des cas les plus scandaleux était celui de dix-huit personnes qui s'étaient vu injecter du plutonium sans le savoir. - (Reuter.)

CUBA: le président Fidel Castro est attendu à la fin du mois d'octobre à New York pour un sommet lié au cinquantenaire de l'ONU, ont annoncé, mardi 3 octobre, les Nations unies. Pour l'instant, le numéro un cubain n'a pas demandé de visa et le gouvernement n'a « aucune obligetion légale précise » de lui en fournir un, a précisé le département d'État. -

HATT: un ancien officier supérieur de l'armée, le général de brigade Henri-Max Mayard, quarante-six ans, a été tué, marti 3 octobre, par un commando d'incomnus qui a pris la fuite. Non revendiqué, l'assassmat a été condamné par le président Jean-Bertrand Aristide. Depuis son retour au pouvoir, une vingtaine de militaires ont été tués de la sorte. -(AFP, Reuter.)

■ EGYPTE: 350 Islamistes « repentis » devraient être libérés, jeudi 5 octobre, à l'occasion de l'amiversaire de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, a-t-on appris de source policière. Depuis deux ans, les autorités ont relâché près d'un millier de « repentis » à l'occasion de différentes

■ LIBYE : le colonel Mouanmar Kadhafi devait rendre visite, mercredi 4 octobre, aux centaines de Palestiniens qu'il a expulsés de son pays et qui vivent dans un camp de tentes installé en lisière de l'Egypte. Selon un communiqué de l'ambassade de Libye au Caire, le numéro un libyen a prévu de réunir, au poste-frontière de Missaed, une conférence de presse.

AFRIQUE

STERRA LEONE : une tentative de putsch aurait été déjouée dans la mit du lundi 2 au mardi 3 octobre, a amoncé la junte au pouvoir à Freetown. Six officiers auraient été arrêtés et deux autres seraient en fuite. L'armée sierra-léonaise a affirmé contrôler la situation dans la capitale. Au sud du pays, dans la région de Bo, de violents combats opposent l'armée et ses auxiliaires sud-africains à la rébellion du Front révolutionnaire uni (FRU). ~ (Reuter.)

SRI-LANKA: l'armée a assuré avoir tué 200 rebelles lors de l'offensive qu'elle mène depuis le 1º octobre dans la péninsule de Jaffna, an oord du pays, contre le LITE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul). La radio clandestine de cette organisation a déclaré que 5 000 civils ont fui la région d'Achchuvell, où les combats se poursuivent. - (AFP, Reuter.)

■ RUSSIE : un projet de loi sur l'exploitation d'hydrocarbures associant les Russes aux compagnies étrangères a été rejeté, mardi 3 octobre, par le Conseil de la Fédération, l'une des deux Chambres du Parlement. Adopté en juin par l'autre Chambre, la Douma, le texte devra être examiné par une commission de conciliation. Un regain d'activité de l'industrie pétrolière russe est attendu d'un accord sur le partage de la production de gaz et de pétrole. - (Reuter.)

■ La Russie risque de connaître cette année sa pire récoite de céreales depuis trente ans, a déclaré, mardi 3 octobre, le ministre russe de l'agriculture, Alexandre Nazartchouk. La production devrait atteindre 65 à 66 millions de tonnes en 1995, coutre 81,3 millions de tonnes en 1994. Il faut remomer à 1965 pour trouver un résultat aussi médiocre. - (Reuter.) ■ ZONE FRANC : au cours de la réunion semestrielle des ministres des finances de la zone franc, mardi 3 octobre à Bamako (Mali), le ministre français de la coopération, jacques Godfrain, a demandé à ses interlocuteurs de « montrer l'efficacité de l'aide qui leur est occordée » au titre de l'aide publique au développement (APD). « Seule l'augmentation de l'efficocité de l'aide peut permettre de défendre des volumes importants de contributions » des bailleurs de fonds multilatéraux, a précisé le ministre.

Bill Clinton oppose son veto au Congrès pour la troisième fois

WASHINGTON. Bill Clinton a mis son veto, mardi 3 octobre, à un texte de loi sur le financement des activités du Congrès pendant l'année fiscale 1996. « Je ne pense pas que le Cangrès devrait s'occuper de ses propres affaires avant de s'occuper des offaires du peuple », a fait savoir le président. C'est la troisième fois depuis le début de son mandat que Bill Clinton a recours à son droit de veto. Il avait déjà rejeté en juin une réduction des dépenses et l'Etat et, en août, la levée de l'embargo sur les annes à destination de la Bosnie. - (AFP.)

Les fissures de Mururoa ne présentent aucun danger selon le ministère de la défense

L'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement reconnaît leur existence avant 1980

Le ministère de la défense et le Commissariat à fissuration possible des atolis de Mururoa et de fense Jean-Pierre Chevenement a reconnu merl'énergie atomique contestent les informations Fangataufa où sont réalisés les essais nucléaires credi l'existence de fissures en 1980, comme le

publiées par Le Monde du 3 octobre quant à la français. De son côté, l'ancien ministre de la dé-LE MINISTÈRE de la défense a récif (depuis 1981, ils sont effectués fense adopte une position identique réagi vivement, mardi 3 octobre, aux dans le basalte du lagon, sous la informations que oous avons pumer). La carte indique d'ailleurs bliées (Le Monde du 3 octobre) à l'emplacement des puits sur le récif. propos de la fissuration possible des Pour le CEA, il n'y a de toute façon atolis de Mururoa et de Fangataufa. aucun danger: même si, « par un La carte de Mururoa qui accompaphénomène inimaginable », une cavité s'ouvrait, « la radioactivité reste-

COMMENTAIRE

types de remarques.

CONFIRMATIONS

Les réactions officielles aux infor-

D'abord sur le document cartogra-

phique que nous avons publié et

dont nous réaffirmons l'authersticité.

Nous avons évidemment reproduit le

document lui-même, sans nous livrer

à la moindre retouche ou correction.

L'histoire de cette carte n'a rien de

mystérieux. Elle a été élaborée en

1980 par les services de la base mili-

son personnel les zones interdites à la

circulation. Un souci de rigueur a fait

figurer sur le document l'emplace-

ment des fissures existent à cette

époque. C'est ce qui lui confère son

caractère polémique. Cette carte - à

propos de laquelle on parle au-

mations du Monde appellent deux

IN I'ERNATIONAL

gualt ces informations et dont nous affirmions qu'elle émanait des services de la base militaire, est qualifiée de « montage cartagraphique ». Pour le ministère de la défense, « le fait de présenter l'atoll de Mururoa comme menacé de fissuration relève de la parfatte mauvaise fol et de la volonté délibérée de tromper. Toutes les expertises réalisées depuis plus de dix ans démontrent que la structure de l'atoli de Mururoa comme de celui de Fangataufa, n'est en rien menocée par les effets des expérimentations ».

De son côté, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) réaffirme que les tirs ne peuvent provoquer de fissures susceptibles d'entraîner des fuites radioactives. Les spécialistes du CEA précisent cependant qu' « après les premiers essais souterrains effectués dans le récif de Mururoa lui-même, il y a eu des fissures, nous l'avons dit depuis longtemps. Il n'y en a plus depuis que les tirs ont lieu au milieu du lagon ». Rappelons à ce propos que la carte que nous avons publiée date de juin 1980. Elle révèle la présence de fissures, au moment où les essais se déroulaient dans le

rait piégée à 99,5 % dans les roches et dans les loves ». Le ministère de la dé-

en dénonçant « le caractère fantaisiste des arguments avancés». De son côté, Jean-Pierre Chevène-

ment, ancien ministre socialiste de la défense, a reconnu mercredi sur Europe 1 l'existence de fissures mais a affirmé que, depuis 1980, « on n'o pas observé d'aggravation de lo situotion ». « Depuis 1980, a-t-il ajouté,

jourd'hui de « propagande de

Greenpeace » - est d'ailleurs connue en Polynésie depuis plusieurs années, sans que Greenpeace en soit à l'origine. Elle est parvenue au gouverne-ment territorial de l'époque par l'intermédiaira d'un employé polynésien de la base qui a été licenoe pour cette « fuite ». Ensuite sur le fond du débat de la fracturation » possible de l'atoll. Tout en reconnaissant l'existence de fissures, le ministère de la défense

comme le CEA réaffirment l'innocuité des essais en raison des précautions prises et de la structure géologloue de l'atoll. Nous avons taire de Mururoa afin d'indiquer à largement donné place à cette arqumentation en citant longuement le directeur du laboratoire de détection et de géophysique du CEA, Yves Caristan. En revanche, l'évocation par le ministère de la défense, à l'appui de cette thèse, de « toutes les expertises réalisées depuis plus de dix ans » ne

date à laquelle on s'est aperçu qu'il va eu un certain nombre de fissures, elles ont été repérées et on surveille leur evolution. *

montrait la carte que nous avons publiée.

Le mouvement écologiste Greenpeace a réagi de soo côté en indiquant que cela causait « un sérieux occroc à lo crédibilité de la France et à sa prétendue approche scientifique du problème de la sécurité de ces atolls ».

relève pas d'une information exacte. Aucune expertise indépendante n'a eu lieu sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, hormis les missions Tazieff. Atkinson et Cousteau, Mais relles-ri, tout comme la mission envoyée récemment par l'Union européenne, n'ont pas été autorisées à vérifier la structure sous-marine des atolls comme elles l'ont reconnu elles-mêmes. D'autre part, de nombreux scientifiques reconnus internationalement pour ne pas travailler de pothèse d'une fissuration du sode.

Ce débat, extrêmement important quant à ses conséquences écologiques, pourrait être sereinement tranché si le gouvernement français acceptait qu'une mission scientifique internationale puisse mener une enquête complète, en totale indépen-

Jean-Paul Besset

Dialogue de sourds entre la présidence et l'opposition ivoiriennes

correspondance Une rencontre entre le président Henri Kooan Bédié et les dirigeants de l'opposition, orgarisée, mardi 3 octobre, pour apaiser la violence préélectorale en Côte-d'Ivoire, o'a servi qu'à confirmer l'incompatibilité des thèses en présence à moins de trols semaines du premier tour de l'élection présidentielle. Au lendemain des manifestations politiques les plus violentes que le pays ait connues, et alors que les deux principaux partis de l'opposition appellent au boycottage octif > du prochain scrutin, le chef de l'Etat a élargi le tête-à-tête prévu avec les responsables de l'opposition, en invitant des délégations des 89 partis politiques.

« Je ne reviendrai pas sur le code électoral », a annoncé d'entrée de leu M. Bédié, inflexible sur le maintien en l'état de ce texte dont les manifestants demandent l'abrogation, estimant qu'il oe garantit pas des élections « claires et transparentes » et empêche notam-

ment la candidature du principal rival potentiel du président, l'ancieo premier ministre Alassane Ouattara.

Pendant plus de quatre heures, les dirigeants des partis politiques ont développé leurs arguments devant le chef de l'Etat, qui les recevait dans sa résidence du quartier de Cocody, sans que le dialogue reussisse à s'engager. Les deux principaux responsables de l'opposition, Laurent Ghagho, du Front populaire ivoirien (FPI), et Djeny Kobina, du Rassemblement des républicains (RDR), partisan d'Alassane Ouattara, ont participé à la rencontre.

« Que ceux qui ne sont pas candidots, de grace, ne troublent pas le processus », a lancé M. Bédié à l'adresse des chefs de l'opposition, qui continuent, depuis dix jours, de braver l'interdictioo de manifester sur la voie publique pendant toute la période électorale en cours. « J'espère bien être compris, cette fois-cl. Sinon,

nous entrerons dons une période que ne souhoitent pas les Ivoiriens », a ajouté le président. Les dirigeants du FP! et du RDR ont répondu à la fin de oon-recevoir du chef de l'Etat en organisant un rassemblement commun dans le quartier populaire de Treichville.

Au cours de celui-ci, M. Gbagbo qui fut l'unique candidat d'opposition en 1990, lors de la première élection présidentielle pluraliste de l'histoire du pays, a annoocé qu'il reconcait à se présenter. En brandissant son dossier de candidat, il a renvoyé sur le gouvernement la respoosabilité des violeots affrontements du hindi 2 octobre, qui oot fait, officiellement, trols morts, sept selon l'opposition. « Même si la folie s'étuit emparée de moi et que j'oie déposé ma condidature. a-t-il déclaré, j'ourais retiré co, oujourd'hul. Je ne fois pas de lo politique pour que les gens meurent, pour que les gendarmes nous tuent »

François Picard



INFORMATION A NOS ACTIONNAIRES

Chiffre d'effaires 7 503 6 175 Chiffre d'affaires 2 139 Resultat d'exploitation 468 - 229 Resultat financier 1119 part du Groupe • Chilles d'affaires industriel aiux mares mannestiale

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 1995 a progressé de 8% par rapport au 1" semestre de l'année précédente. Cette augmentation correspond à la progression en valeur du marché français, du fait des hausses de prix moyen

des produits du tabac.

Le chiffre d'affaires écono atteint 3,24 milliards de francs, en hausse de 3,2%. La marge commerciale est cuasiment stable à 431 MF. Le chiffre d'affaires Industriel progresse de 3,9 % tabac, partiellement atténuée par la balase des volumes sur le tabac brun.

Le résultat d'exploitation est en amélioration de 8% (+6,4% à périmètre de consolidation constant), grace notamment à la progression du chiffre d'affaires industriel. Cette tendance ne peut a'extrapoler pour l'année entière car la second semestre sera marqué par un effet prixe de moindre ampleur et par le paiement des cotisations Assedic sur ment sur le premier semestre).

semestre est de 37 MF. Il a été affecté par des provisions pour perte de change de 59 MF (aul seront fortement rédultes au second semestre) et par des provisions sur des filiales non-consolidées, liées à l'effort d'assamissement de leur situation. Les résultats de placement de la trésoraria sont satisfaisants et s'élèvent

Le résultat financier aur l'ansemble de l'exercice devrait être plus en phase avec la situation de trésorerle de l'entreprise, cée en début d'année.

Le résultat pet part du Groupe au 30 juin 1995 s'établit à 314 MF. Maigré des éléments imprévisibles lors de la privatisation (absence de nouvelle hausse des prix industriels, alourdissement de la pression fiscale sur le tabac, relèvement de l'impôt sur les sociétés), il devrait enregistrer une progression sur l'ensemble de

plus d'informations sur la Seita. vous désirez adhérer au club des actionnaires Seita. au (1) 45 56 67 67



Relations actionnaires Selts: 53 qual d'Orsay 75007 Paris.

SETA sur Internet = http://www.imaginet.fr/seita

● LE NOMBRE de personnes âgées dépendantes ne cesse d'augmenter. Cependant, l'espérance de vie sans incapacité augmente elle aussi : elle atteint aujourd'hui 63,8 ans pour les

femmes. • LES FAMILLES prennent en charge, davantage qu'on ne le croit parfois, leurs ascendants. Deux personnes agées dépendantes sur

hommes et 68,5 ans pour les trois restent à domicile. Leurs proches souffrent d'un manque d'aide et sont souvent placés, à cet égard, dans une situation d'isolement moral (lire page 7).

La prestation autonomie favorisera le maintien à domicile

L'Etat et les départements cofinanceront cette aide mensuelle, de 4 300 francs maximum, gérée par les conseils généraux. Une fois adoptée par le Parlement, elle permettra, à partir du 1^{er} janvier 1996, de rémunérer les aides individuelles

LE MINISTRE de la solidarité entre les eénérations, Colette Codaccioni, a présenté, mercredi 4 octobre, au conseil des ministres, le projet de loi sur la prestation d'autonomie en faveur des personnes dépendantes àgées de plus de soixante ans. Le texte sera soumis au Sénat courant octobre. puis à l'Assemblée nationale, avant d'entrer en vigueur le 1° ianvier 1996. Alain Juppé, qui en avait dévoilé les grandes lignes au cours d'un déplacement en Haute-Loire (Le Monde du 19 septembre), n'avait pas caché - un nen emphatique - qu'il y voyait l'une des « grandes conquetes sociales » de cette fin de slècle.

De fait, après dix ans d'atermoiements, ponctues par trols rapports officiels, un projet de loi mort-né en 1992 et une expérimentation lancée dans douze départements en 1995, la France va rejoindre les pays qui, comme l'Allemagne (au terme de vingt ans de polémiques), ont finalement reconnu le phénomène de la dépendance à sa juste dimension: un risque social dont l'importance et le coût financier front croissants dans les années à venir.

M. Juppé a précisé qu'il s'agira

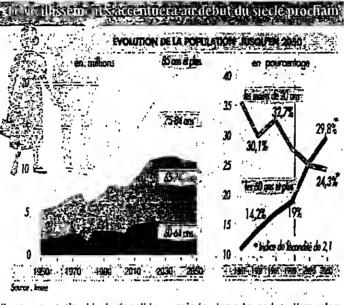
Les exemples européens

 L'Aliemagne dispose, depuis le la janvier 1995, d'une prestation dépendance obligatoire, financée par un prélèvement de 1 % sur les salaires et par la suppression d'un jour férié. Cout pour les salariés : environ 1700 francs par an. 90 milliards de francs seront ainsi collectés pour aider quelque un million six cent mille personnes agées. Le montant de la prestation variera de 2 250 francs par mois à 12 000 francs (pour des cas

exceptionnels). L'Autriche a adopté, par une loi fédérale datant de 1993, une législation unique pour la converture du risque dépendance. Les Pays-Bas ont créé une allocation des 1968, financée par des cotisations et gérée en étroite collaboration avec l'assurance-maladie. Des commissions determinent régulièrement si les soins aux personnes dépendantes doivent etre délivrés en établissement ou à domicile. Au-delà d'un certain niveau de dépenses, la personne doit prendre une assurance complémentaire ou utiliser ses

 La Belgique verse, dans le cadre de l'assurance-maladie, des montants forfaitaires aux établissements et aux services de soins à domicile. Quand les ressources de la personne ne peuvent couvrir les dépendances. l'aide sociale intervient. Ses trais peuvent être récupérés auprès de la famille du bénéficiaire.

 La Grande-Bretagne a privilégié le maintien à domicile. Un peu plus d'un million de bénévoles aident les personnes agées. La famille reste au cœur du dispositif, soutenue par une logistique publique (soins à domicile, hébergement temporaire etc.). Les soins sont gratuits. Le montant des aides à la vie courante dépend des ressources des personnes.



d'une « prestation légale de solidarité nationale ». Autrement dit, toutes les personnes ayant un certain degré de dépendance et certaines ressources y auront droit. Cette précision n'est pas indifférente. Actuellement, de nombreux consells généraux refusent ou retirent de manière arbitraire - et au mépris du droit - l'allocation compensatrice à ceux qui sont hébergés en maison de retraite. Le gouvernement a prévu la création dance •, réunissant les départements, les caisses de sécurité sociale et les associations de personnes ágées, qui veillers à ce qu'une égalité de traitement soit respectée sur l'ensemble du terri-

L'allocation, versée à partir de soixante ans, sera d'un montant maximum de 4,300 francs par mois. Cette somme est censée couvrir les trais occasionnés par les diverses aides à domicile, hors dépenses médicales remboursées par l'assurance-maladie. Elle sera modulée selon le degré de dépendance des bénéficiaires et déter-

petite, rousse, à l'accent parisien et

à la cigarette vissée aux levres. Elle

a dirigé les établissements de long

séjour au sein de l'Assistance pu-

blique de Paris dans les années 70,

au moment où l'on a commencé à

fermer les hospices, et mène un

combat sans relache pour la re-

connaissance de la dignité des per-

« Commeot définiriez-vous la

- C'est le fait d'avoir besoin

d'une institution, d'une personne

ou d'une chose pour des besoins

réels ou idéels sans lesquels on ne

peut vivre correctement. Tout le

monde est dépendant. Cependant.

depuis quelques années, on utilise

ce terme pour qualifier la situation

d'une personne qui a besoin d'une

aide humaine pour survivre décem-

ment. On peut être dépendant phy-

siquement et indépendant menta-

lement. A l'inverse, une personne

peut être physiquement valide

sonnes agées.

dépeodance?

minée dans le cadre d'un plan d'aide à la personne, établi par une équipe médico-sociale sur la base d'une grille nationale d'évahuation de la dépendance.

20 MILLIARDS DE FRANCS

Pour limiter son coût (20 milliards de francs en année pleine), l'allocation sera soumise à des conditions de ressources. Selon les données fournies par Matignon, seules les persoones disposant rieur à 9 250 francs (y compris la prestation) y auront droit. Ce plafond de ressources est plus élevé que celui qui est en vigueur pour compensatrice l'allocation (7 600 francs).

La prestation d'autonomie intéressera dès le le janvier 1996 les quelque quatre cent mille personnes dépendantes vivant à domicle. Celles qui sont hébergées en maison de retraite (environ deux cent trente mille) devront attendre le 1ª Juillet 1997 pour en bénéficier. M. Juppé a justifié ce double traitement, très critiqué par les syndicats regroupant les maisons pour personnes àgées, par « la nécessité d'adapter la tarification des établissements au financement des dépenses de dépendance . Il s'est engagé, eo artendant, à ce qu'une personne vivant chez elle garde le bénéfice de son allocation quand elle entre dans une structure collective.

La nouvelle prestatioo ne sera pas versée en espèces. Les pouvoirs publics veulent ainsi éviter qu'elle soit détournée de son objectif, comme c'est souvent le cas pour l'allocation compensatrice jorsqu'elle est versée sur un compte-épargne ou distribuée à des proches. Toutefois, la nouvelle aide pourra servir à rémunérer un membre de la famille qui se met au service de la personne âgée, à coodition que ce proche ne perçoive pas dejà une retraite.

Les personnes àgées qui recourent directement aux services d'une aide à domicile la paleront avec l'équivalent du chèque-service, lancé en décembre 1994, ce qui leur évitera de faire les démarches administratives imposées à tout employeur. Celles qui passent par une associaboo o'auront pas à payer leurs employés. puisque c'est le département qui

rémunérera directement l'association d'aide à domicile. Quant aux personnes bébergées en maison de retraite, l'essentiel de leur prestation sera versée à l'établissement par un système de tiers payant le projet prévoit que les enfants des bénéficiaires de la nouvelle prestatioo ne seront pas soumis à l'obligation alimentaire pour leurs parents. En revanche, le gouvernement propose qu'il y ait récupération sur succession audessus d'un certain plafond.

CRÉATION D'EMPLOIS

La prestation aura deux sources de financement: l'allocation compensatrice pour tierce personne et les aldes actuellement versées, de manière très sélective, par les départements (9 milliards de francs par an); et une « contribution sur l'ensemble des revenus », selon l'expression de M. Juppe, qui sera probablement la CSG. La part à la charge de l'Etat (10 milliards de francs) n'est toujours pas financée, mais elle transitera par le Fonds de solidarité vieillesse (FSV), créé en 1994 pour prendre en charge des dépenses de retraite relevant de la solidarité (cotisation des chômeurs, des étudiants, des

détenus, etc.). Les associations et les syndicats de salariés estiment que la dépendance est un cinquieme risque (après la retraite, la maladie, la famille, les accidents du travail), et qu'il aurait du être pris en charge et géré par la « Sécu ». Eo dépit de leur opposicion résolue, le gouvernement a décidé d'en confier la gestion aux départements. . J'oi foit le choix d'un moitre d'œuvre clairement designé, a expliqué M. Juppé. Je n'oi pas souhaité (...) créer, en quelque sorte, une administration spécifique de la dépendance [ni] des instances de codécision, dont toute notre expérience montre qu'elles ne peuvent fonctionner efficacement. » Le gouvernement veut éviter les lourdeurs administratives du RMI, dénoncées dans le rapport de la Cour des comptes (lire p. 10). Les conseils généraux devront néanmoins passer des conventions de coopération avec les caisses d'assurance-maladie et d'assurancevieillesse.

Avec cette réforme, évaluée fin 1998, le gouvernement affiche un double objectif: maintenir le plus grand nombre de personnes à domicle; créer de cinquante mille à soixante-dix mille emplols par le développement des offres de services qui leur seront faites. Le premier objectif ne sera pas difficile à atteindre. Le second est, en resoixante-dix mille personnes (dont beaucoup à temps partiel) travaillent dans les associations de soins et de services à domicile regroupées au sein de l'Unassad. Doubler leur nombre sera difficile.

- 770 (29) -420 3 7

Dans la mesure où un parent de la personne dépendante pourra se faire rémunérer sous forme de « chèques-autonomie » pour l'aide qu'il lui apporte, le nouveau dispositif ne fera que salarier des bénévoles et ne devrait donc pas faire beaucoup reculer le chô-

Jean-Michel Bezat

Conditions de ressources

l'actuelle allocation compensatrice pour tierce personne, versée par les conseils généraux. Seloo les calculs effectués par le ministère de la solidarité eotre les générations, une personne lourdement dépendante ayant un revenu net fiscal de 4 680 francs par mois (après déduction des 10 % et 20 %), touche aujourd'hui une allocation qui oe dépasse pas 2 920 francs eo raison d'un plafond de ressources fixé à

Ce plafond mensuel a été relevé à 9 250 francs de revenus net fiscal (prestation autonomie de 4 300 francs incluse). Dans le nouveau système, une personne ayant 4 680 francs par mols pourra béoéficier du total de l'allocation, lui procurant un revenu mensuel oet de 8 980 francs. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont décidé qu'au-delà d'un certain niveau d'héritage, il y aura récupération sur succession. Selon les experts gouvernementaux, cette récupération interviendra au-delà de 250 000 francs. Toutes les dispositions financières seront précisées dans les décrets que le gouvernement prendra après le vote du Parlement.

Geneviève Laroque, présidente de la Fondation nationale de gérontologie « Le nombre de gens âgés et très âgés explose »

LA PRÉSIDENTE de la Fondamais n'avoir jamais atteint ou avoir tion nationale de gérontologie, Geperdu sa capacité de décision. neviève Laroque, est une femme

» L'écrasante majorité des personnes agées est autonome et indépendante. Une partie d'entre elles, le plus souvent très àgée, a besoin de l'aide d'un tiers pour un certain nombre d'activités. D'autres, en raison de maladies ou de séquelles de maladie, peuvent perdre leur autonomie ou leur indépendance physique. Lorsqu'on évoque la prestation autonomie, on désigne les aides dont ces personnes ont besoin pour survivre décemment.

» Si on estime qu'une vieille dame est dépendante des lors qu'elle ne peut plus monter sur un tabouret pour faire ses carreaux, alors plus d'un million et demi de personnes sont dépendantes. Si on considère seulement les personnes qui sont confinées au lit ou au fauteuil et celles aui ont besoin de quelqu'un pour s'habillet, se levet. faire leur toilette, on arrive autour de 600 000 personnes. Mais il y a beaucoup de gens qui se situent entre ces deux cas de figure, qui ne peuvent sortir seuls de peur de tomber, ou ne peuvent assurer leurs taches domestiques.

- Pourquoi est-ce un problème si lourd pour notre société, alors que les études démographiques prévoyalent depuis longtemps que le nombre de personnes très àgées allait augmenter ?

 Toutes les sociétés ont eu à gérer des gens agés fragilisés. Mais c'est un problème nouveau pour des raisons numériques. Le nombre de personnes survivant après 60 ans n'a cessé d'augmeoter, plus vite que l'augmentation de la population. Donc, en pourcentage et en valeur absolue, le nombre de gens très àgés augmente. Cela fait longtemps qu'on le sait, et on s'est mème organisé. La réglementation relative à l'aide mépagère date de plus de quarante ans. Elle est accordée à des gens qu'il faut soutenir dans leur quotidien. L'allocation compensatrice existe depuis 1977. En 1975, oo a prévu la disparition architecturale et administrative des hospices, presque achevée aujourd'hui. Il reste moins de 10 000 lits à transformer encore sur un total de près de 300 000 il y a vingt ans. Au même moment, on a créé le long séjour à l'bôpital pour permettre de mieux accueillir les personnes dépendantes sans les mettre totalement à la charge de l'assurance-majadie. Aujourd'hui, plus de 70 000 places de long séjour sont disponibles.

« On peut être dépendant physiquement et indépendant mentalement »

Avec l'allocation autonomie. on fait passer dans une problématique grand public quelque chose qui est perçu et connu depuis plus de vingt ans. On a sans doute raison d'agir ainsi afin de faire mieux accepter les logiques de financement.) ai eu très peur, lorsqu'on a commencé à évoquer une allocation spécifique pour les personnes agées, que la situation ne leur devienne plus défavorable qu'auiourd'hui. Cela ne semble pas être

- Malgré ces prévisions, chacun paraît préoccupé. Est-ce seulement dû à no problème de

nombre? - Oui, car le nombre de personnes agées et très agées explose. Les gens nés en 1890 ont vécu beaucoup plus longtemps que leurs prédécesseurs. Cela a été atténué par la guerre de 1914. Dans les années 30, on a eo une baisse de la natalité considérable. Ce qui fait que les sexagénaires d'aujourd'hui appartiennent à des classes creuses. On a done un petit souffie devant nous. Car les baby-boomers – ceux nés entre 1942 et 1965 - n'arriveront au grand age que dans vingt à quarante ans. Mais ils ont des parents

» Il y a quinze ans, les professionnels se sont émervelllés de voir les dortoirs de quarante lits disparaître au profit de chambres de quatre lits. Autourd'hui, ils se demandent comment transformer ces mêmes chambres de quatre lits en chambres individuelles. Quant aux enfants des personnes âgées dépendantes, ils ne supportent plus la médiocrité, tout comme les gens vieux, abîmės mais pas gâteux. Le gåteux silencieux et sans famille est un « très bon client ». Il ne gêne

personne, ne revendique rien... - Le choix fait par le gouvernement de maintenir à domicile les personnes âgées vons semble-t-li pertinent?

- Aujourd'hui, ne viennent en établissement que les invalides. Et encore, deux invalides sur trois sont chez eux ou dans leur famille, même si la famille n'est pas la seule à s'en occuper. La majorité des personnes àgées souhaitent rester chez elles. Je considère que le meilleur moyen d'aider ces familles est de faire comme si elles o'existaient pas. C'est-à-dire que l'ouverture de droits ne doit pas être liée à leur

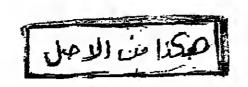
présence ou à leur absence. Que l'allocation dépendance ne prenne pas en compte la préseoce d'une fille ou d'un conjoint auprès de la personne dépendante rentre dans cette logique. Sinon, on ne soulagera pas les aidants, qui seroot tellement sollicités qu'ils ne pourront nen faire d'autre. Actuelement, nous avons des épouses et des enfants de malades d'Alzheimer qui n'ont plus un instant de libre. Cette maladie est la pire, la plus lourde à porter avec les démences séniles qui touchent 25 % des gens après 85 ans.

- Pour l'esseotiel, la politique mise eo œovre en direction des personnes âgées porte sur les services. Pourra-t-on encore éluder loogtemps la question de leurs droits?

- A la Fondation nationale de gérontologie, nous avons établi en 1987 la charte de la personne âgée dépendante. Elle n'a qu'une valeur d'incitation, mais je suis sure qu'elle a été utile. L'invention des conseils d'établissement des maisons de retraite a été méprisée au début. Mais les usagers étant repré-sentés par eux-mêmes ou par leur famille, cela a donné une plateforme d'expression, et une certaine transparence. Il y a quinze ans, parler de projet de vie pour un établissement était risible. C'est devenu commun. *

> Propos recueillis par Michèle Aulagnon





· 5-12-12-1--

and the state of the state of

haring a finished and the second

· 海州是安治生 · ·

And to willing.

电传通频道:1944年11日本

Liverage the second

SACHWEST CO.

RECTERCO 1

Grade Organia

Ages of the same of

24 M (21)

SELECT TO SERVICE STREET

40.00

Carrelines and the Control of the Co

ne rapident ne 📑

A TOTAL NO.

with traffic to a

والمراجع والموالي

Trans. Trans.

网络花 化二十二

14 4 h . . .

 $\gamma \circ \varphi \circ \varphi \circ \varphi = \varphi$

Section 1.

NET TO STATE OF

April Color

William Charles

1 A 1. 1 1. 1

- Mana Lanton of Millian

ABINE AN ESTATE OF MALL SE

SERVEROSE FEMALES

war tradition of the second

32 7 7

Jean March

4.00

See.

L'accueil dans les établissements spécialisés reste encore très inégal

C'EST UN BATIMENT austère dont Parchitecture massive trahit ses trente ans d'existence. A Saint-Maur (Val-de-Marne), la maison de retraite intercommunale de l'Abbaye accueille aujourd'hui plus de deux cents personnes. La plupart d'entre elles ont entre quatre-vingtsept et quatre-vingt-quinze ans et les plus valides déambulent dans de larges couloirs. Cet établissement o'est pas tout à fait semblable aux autres. Il y a sept ans, le directeur, Pascal Champvert, qui préside aussi l'Adehpa (Association des directeurs d'établissements d'héberge-ment pour personnes agées) a décidé de donner la parole aux usagers. Une révolution dans le monde des maisons de retraite, où beaucoup de structures s'accommodent fort bien de pensionnaires muets. Les premières réunions n'ont attiré qu'une poignée de personnes, Aujourd'hui, ils sont plus de soixantedix à faire partie du conseil des résidents. Les rendez-vous mensuels se sont imposés comme des moments forts de la vie de l'établissement. Mª Jarry, quatre-vingt-dix-huit ans, l'œil pétillant et les cheveux blancs très court, est une des plus assidues : « Cela nous permet de dire ce qui ne va pas », explique cette vicille dame qui se déplace en fautenil roulant et vit ki depuis dix ans.

En ce qui concerne les personnes agées, le meilleur côtoie le pire, souligne le docteur Renée Sebag-Lanoë, qui dirige le service de gérontologie et de soins palliatifs de l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif, en banlieue parisienne. Certoins établissements publics ou privés sont formidables. D'autres sont un véritable scandale. » Entrée en gériatrie en 1977, dans ce même hôpital, le docteur Sebag-Lanoë mesure le chemin parconru. « A l'épaque, c'était un autre monde, un lieu de rejet et de pauvreté. C'était l'hospice. Les canditinns d'hospitolisation étaient terribles, les molodes n'avaient pas droit à la moindre dignité. Pour le personnel, y être affecté était une brimade. » Désormais, son service de cent trente-sept lits est, dit-eile, « sorti de la honte » et chacun travaille sur une prise en charge globale de la personne. Mais ce médecin se bat encore contre le manque de moyens, contre le fait que la gériatrie n'est pas jugée prioritaire par rapport aux demandes de services plus pointus de l'hôpi-

Dans le 13 arrondissement de Paris, en plein quartier chinois, rien ne distingue la porte de droite, au premier étage, d'un autre appartement. C'est pourtant là que vivent, dans une ambiance chaleurense,

Les personnes agées dépendantes

dix personnes agées, certaines dépendantes, d'autres non, dans une toute petite structure à échelle humaine gérée par une association de

La maison de retraite de Saint-Maur, le service de gérontologie de l'hôpital Paul-Brousse on l'apparte-ment du 13° arrondissement offrent des modes de prise en charge très différents. Tous sout onéreux : dans la maisoo de retraite de Saint-Maur, les personnes âgées débnursent 11 000 francs par mois; dans le service hospitalier de long séjour, la famille paie environ 14 000 francs mensnels, comme dans l'appartement du 13° arrondissement. L'obligation alimentaire contraint les enfants et parfois les petits-enfants à payer la pension de leur ascendant. Si l'argent manque, l'aide sociale intervient. Mais en retour l'Etat ponctionnera une partie de l'héritage.

Cette manne financière liée à la

dépendance a aiguisé les appétits.

Le docteur Denis Labayle, chef de service dans un hôpital parisien, a publié au printemps un livre La vie devant nous (Éditions du Seuil). dans lequel il crie son indignation. « Tout se rencontre, écrit le docteur Labayle. Du très cher infilme ou très cher howers, du très confortable au prix modéré. » Car îl n'y a pas de Men entre le prix demande et la qualité de l'accueil fourni. Il dénonce le secteur public comme-le secteur privé. Entre les services vitrines de l'Assistance publique de Paris, qui masquent la grande misère des autres où les personnes agées sout traitées à la chaîne et les canines gourmandes des femmes de médecins qui ouvrent leur propre établissement, afin de prendre leur part de gâteau, le tableau est terrifiant. Il suggère des solutions simples, comme la fermeture des établissements les plus m la form rontologie des personnes intervenant auprès des personnes âgées.

La prise en charge des personnes âgées en Europe repose d'abord sur la famille

Une étude souligne le manque d'information sur la gérontologie

en croit une enquête menée dans l'Union européenne, conditions de vie et de travail.

Le désengagement des familles à l'égard des per- en 1993, alors qu'elle ne comptait que douze membres, sonnes âgées dépendantes est une idée reçue, si l'on par la fondation européenne pour l'amélioration des

LE STÉRÉOTYPE du déseogagement familial à l'égard des personnes les phis âgées et les phis dépendantes est largement répandu. Les familles se désintéresseraient de leurs ascendants, en-Les vieillards, abandonnés par les leurs, délaissés par leur entourage, nubliés de leurs voisins, iraient mourir seuls dans des établissements sordides ou, pis encore, s'éteindraient dans la solitude de leur appartement jusqu'à ce qu'un commerçant de

quartier donne l'alerte. Ancrée dans les esprits, cette conviction oe repose sur aucune réalité, et tous ceux qui sont eo cnntact avec les personnes très âgées - personnel médical, aides à domicile, chercheurs - ont la preuve du contraire. « Quand on me parle de désengagement familial, je sars un kalachnikov », lance Geneviève Laroque, présidente de la Fondation nationale de géron-

MONTÉE DÉMOGRAPHIQUE « Les familles sont plus que présentes, souvent en gronde souffrance », confirme le docteur Sebag-Lanoë, qui dirige un service de gérootologie et de soins palliatifs à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif, en banlieue parislenne. Nulle part en Eurape, la conviction très fortement établie et très répandue ou sein du grand public du désinvestissement fomiliol à l'égord des ascendants n'est fondée sur la realité», conclut une enquête de la Fondatioo européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, menée en 1993 dans les douze pays qui coosti-

tuaient alors l'Union européenne. Selon cette étude, le rôle des familles auprès des personnes agées est fondamental dans tous les pays, que l'Etat ait développé une politique de prise eo charge des vieillards, comme au Danemark, ou que rien ne soit prévu, comme en Grèce. En France, 77 % des persoones les plus dépendantes vivent à domicile, et cela n'est possible que parce que l'entourage contribue largement à leur prise en charge, indique-t-oo ao ministère de la solidarité entre les générations.

La plupart des pays membres se par la montée démographique du grand âge. Les services d'aide à domicile sont saturés lorsqu'ils existent. Les établissements souffrent d'une mau-

vaise image et parfois d'une qualité insuffisante.

Face à ces lacunes, qui prend le relais? «Lo famille et lo famille seule », répond le Centre de liaison, d'étude, d'information et de recherche sur les problèmes des personnes âgées (CLEIRPA), qui a réalisé la synthèse de l'étude européenne. « Lo famille s'odonte à toutes les circonstances et les difficultés, elle œuvre dons le silence et souvent dans lo misère marale, sinon matérielle. Qu'un pays soit on-cré dons le modèle de lo famille traditionnelle au qu'il oit odopté lo famille dite moderne, elle fait face là où l'Etat est défaillant ».

Mais le terme générique de famille est trop large pour comprendre comment les plus agés sont soutenus au quotidien. L'enquête souligne qu'on connaît mal les aidants. La majnrité d'entre eux sont des conjoints, hommes ou femmes. Mais, parmi les descendants, la prédominance féminioe - fille et, dans une moindre mesure, belle-fille - s'impose partout. La durée de la prise en charge est très longue. Enviroo la moitié des personnes dépendantes étaient aidées depuis cinq ans au moment de l'enquête, mais pour combien de temps encore? Pour le quart des aidants en Grande-Bretagne, l'entreprise dure depuis plus de dix ans. Et la charge ne cesse ou avec la mort de la personne agée.

ÉVITER L'ENTRÉE EN INSTITUTION

A la question «commeot devient-on aidant?», l'enquête répond qu'il s'agit, le plus souvent, d'un noo-choix. Lorsque le processus est lent et lié à la perte progressive d'autoonnie de la personne agée, les débuts sont difficties, voire impossibles à dater: on est deveou aidant sans s'en être aperçu, sans en avoir fait le choix et sans se rendre compte de ce que cela implique comme investissement. Lorsque la prise en charge est liée à un événement maladie, accident ou veuvage -, la décision est souvent prise sans qu'une solution alternative soit

L'une des motivations les plus souvent avancées est la volonté d'éviter l'entrée en iostitution. terme honte et culpabilisation et est aidont et aidé menant une vie vide vécu comme un abondon ou un échec », conclut l'étude. Les aidants paraissent animés d'un cer-

tain jusqu'au-boutisme. «On ira jusqu'à ce que ce ne soit plus possible », entend-on dans les douze pays. Les limites exprimées sont assez unanimement la démence sénile et l'iocootinence. Avant cette extrémité, la prise en charge d'une personne agée dépendante est très lourde.

Les restrictions du temps libre sont difficiles à vivre : « Il a envahi mo vie », dit un aidant en Allemagne. « C'est une corde au cou », reprend un autre en écho aux Pays-Bas. Quels que soleot les choix, la vie de famille est perturbée, surtout lorsque l'aidant principal est un descendant. Ses propres relations conjugales « en sont inévitablement affectées », indique l'eoquête. « L'obsence de conflit entre conjoints, entre frères et sœurs, entre parents et enfants est rare », oote l'enquête.

Uo phénomène fait l'unanimité, la tendance des aidants, conjoints et descendants, à somatiser : surmenage, fatigue, douleurs dnrsales, épuisement physique et mental, affaiblissement, nervosité, irritabilité, anxiété, insomnies et état dépressif sont « les fidèles compagnons » des aidants. Les relations avec la personne âgée dépendante s'en ressenteot : « Une fois, j'ai giflé man père, ont enteodu dire les enquêteurs français, je n'en pouvais plus, il m'exaspérait, oprès je n'oi fait que pleurer, pleurer... de honte. Le pire, c'étoit quand il m'o pris lo main pour me dire qu'il comprenoit. »

L'étode snuligne le manque d'information sur les aides dont souffrent les aidants. Ils ignorcot ce que signifie concrètement le mot dépendance. Ils se plaigneot de l'ignorance des médecins généralistes en mattère de gérontologie et de supports d'aide. Enfin, « le besoin d'oides est grand, et l'équilibre dons la Communauté entre l'offre et la demonde n'a pas été trouvé. » Le Danemark en serait le plus procbe.

Le rapport indique qu'il cooviendrait de développer les systèmes d'aides à domicile, de permettre aux aidants d'être temporairement relevés de leur fonction et de trouver un certain réconfort à l'extérieur, « pour éviter que lo situation ne se transforme en sale affaire de solitude à deux. et insatisfaisante ».

M. A.

« Douceur et énergie », les deux vertus de l'aide ménagère

de notre envoyée spéciale

fenêtre de sa petite maison proprette de la campagne nonnande, près de Rouen, Antoinette, quatrevingt-cinq ans, installée dans son fauteuil roulant, attend. Au travers de l'autre fenêtre de la cuisine, Jules, son mari, à peine plus âgé qu'elle, regarde un agneau téter sa mère. Près d'eux, Nathalie, trente et un ans, prépare le déjeuner. Trente heures par semaine, elle re-passe, cuisine, lave, ou désherbe le parterre de fleurs. Amputée d'une jambe, Antoinette n'est plus en mesure d'assumer les tâches ménagères. Jules « ne tient plus très fort sur ses jambes ». Sa vue a beaucoup baissé, et il souffre de dépression. En plus de leur fille Yvette, cinquantehuit ans, quatre personnes se relayent quotidiennement auprès de M. et M= Lemarchand, qui déboursent pour cela quelque 15 000 francs par mois et joignent les deux bouts avec les versements de leur munuelle et leurs économies.

Si Nathalie débarrasse le couple du souci de prévoir et d'ordonner, elle les oblige cependant à réfléchir à ce qu'ils aimeraient manger. La mission de l'aide ménagère ? Faire preuve d'infliative sans paralire autoritaire, « être douce et énergique à la fois », répond Nathalie, qui, souhaité retrouvez une activité professionnelle une fois sa progéniture

le dernier départ ». Elle pallie de son mieux les pertes de motricité de cha-Onze heures sonnent. Derrière la cun, essaie de réveiller l'appétir de Jules, incite Antoinette à continuer de regarder le journal télévisé. De la toilette aux démarches administratives, elle préserve au mieux l'autonomie de ses clients. « Si on n'aime pas les personnes âgées, c'est un métier qu'on ne peut pas faire », ré-

« Depuis quelque temps, les cas sont de plus en plus lourds »

Les aides ménagères savent que s'occuper d'une personne dépendante, qui ne supporte pas forcément très bien sa déchéance physique, n'est pas toujours une tâche facile. Un « client » de quatre-vingthult ans accueillait Monique tantôt avec un fusil, tantôt par des « propo-· sitions malsaines ». Un jour, un grand-père a porté plainte contre Nadine parce qu'il était persuadé qu'elle lui avait volé un yaourt et son code d'accès à Canal Plus. Quand le courant ne passe pas bien, on leur reproche un retard de cinq minutes, comme la pimpart de ses collègues, a un coup de sonnette mal tiré. « Depuis quelque temps, les cas sont de plus en plus lourds », remarque Yves Gevée. Elle sait que, désonnais, elle Jeangeorges, le responsable admis'occupera de M. et M= Lemar- nistratif de l'Association d'aide à dochand jusqu'à «la préparation pour micile en milieu rural (ADMR) de

Seine-Maritime. Le réseau d'aides à domicile de l'ADMR - elles sont 1500, pour une demande qui a doublé en cinq ans dans le département - prend de l'âge. La rudesse de la tache rebnte plus d'une jeune femme, qui compte bien souvent ne trouver dans l'aide à domicile qu'une occupation professionnelle provisoire. Les nécessités économiques ont pris le pas sur la vocation. Le Cafad (certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile) n'est pas encore très répandu, mais des stages de formation permettent à celles qui persévèrent de parfaire leur connaissance du troisième âge, par des cours de diététique, de DSYchologie ou de manipulation des personnes alitées. L'ADMR voit arriver la prestation

autonomie avec quelque méfiance. Les bénévoles redoutent qu'elle soit dispensée en nature : la tentation du bas de laine n'a pas disparu et l'impact sur l'emploi ne serait pas garanti. En outre, l'expérience montre que la personne agée redoute les formalines administratives liees à son statut d'employeur. Moyennant une commission, l'ADMR les décharge de leurs relations avec l'Urssaf, les caisses de retraite ou les nurtuelles. Quelle que soit l'évolution de la législation, l'association, qui dispose d'un réseau hi permettant de remplacer en quelques heures toute personne faisant défection, sait qu'elle restera intemplaçable pour Antoinette et Jules, qui n'auront pas à changer, leurs habitudes.

Aude Dassonville

Les dernieres nouvelles sur les medias et la communication,

News Stand: Vendredi 22h30 HCE (heure centrale européene)

Aujourd'hui, ce sont souvent les médias eux-mêmes qui sont à la une. C'est pourquoi, sur EBN : European Business News. la chaîne d'informations economiques permanentes, nous ne vous donnons pas simplement les nous yous alertons aussi sur ce qui se passe dans les salles de redaction, à la direction des organes de presse et même dans les salles de conférence.

Sur reseau câble ou par satellite

et ce qui

Media Report: 21h00 HCE |heure centrale européene)

Nous vous aidons à comprendre ou en sont la télévision, l'édition et la publicité, ce qu'elles ont été, et ce qu'elles nous réservent pour l'avenir. Demandez donc à votre installateur de réseau câblé, ou à votre hôtel, de recevoir EBN, ou branchez-vous sur 11,265 MHz, sur le satellite Hotbird, à 13° Est. Vous y trouverez des informa-

tions indispensables et qui sauront vous captiver, que vous travailliez ou non dans European Sysiness News

Business as you've never seen it before.

Jean Arthuis est contraint de se séparer d'un collaborateur suspect de « séguinisme »

La direction du Trésor va, en outre, changer de titulaire

Le conseil des ministres devait régler, mercredi 4 octobre, un conflit qui, depuis plusieurs se-Reiller, un de ses conseillers, soupçonne d'idées 4 octobre, un conflit qui, depuis plusieurs se-maines, met Bercy en ébullition. Alors que Jean « séguinistes », Alain Juppé a obtenu qu'il rèin-

tègre la préfectorale. Jean Lemierre, directeur de cabinet du ministre de l'économie, deviendra directeur du Trésor.

LE « PSYCHODRAME » qui agite depuis plusieurs semaines le ministère de l'économie, des finances et du Plan touche à sa fin. Le cunseil des ministres devait, mercredi 4 octobre, en rédiger l'épiingue, il a, en effet, offert une « purte de surtie » hunorable à deux des protagonistes de cette affaire : le principal conseiller de Jean Arthuis, Jacques Reiller, devient préfet du Territoire-de-Belfort : et Jean Lemierre, l'actuel directeur du cabinet du ministre, est anmmé directeur du Trésor, en remplacement de Christian Noyer qui dirigera le cabinet de M. Arthuis.

Cet ultime rebondissement permet, avec le recul, de mieux comprendre un conflit qui a donné lieu à plusieurs quiproquo (Le Monde daté 1" et 2 octobre). Initialement, l'affaire semblait se résumer à une épreuve de force, somme tnute assez banale, entre l'Hôtel Matignon et Bercy: promu ministre des finances, M. Arthuis voulait apparemment se débarrasser de M. Lemierre, déjà en fonction à l'épuque de son prédécesseur, et imposer à un premier ministre réticent la présence dans son cabinet de certains de ses conseillers qui travaillaient auparavant avec lui. Alain Juppé ne pnuvant se permettre, après l'éviction d'Alain Madelin, d'ouvrir une crise avec son nouveau ministre des finances, ce demier avait de bonnes raisons d'utiliser cette faille pour assurer son autorité.

L'histnire a une explication inatcollaborateur du ministre. Directeur du cabinet de M. Arthuis lorsque celui-ci était au ministère du déve-

Inppement économique et du Plan, M. Reiller défend, en économmie, des thèses très proches de celles de Philippe Séguin. C'est lui, voici trois mnis, qui a présenté Henri Guainn. un ancien collaborateur de M. Séguin, à M. Arthuis, et qui a pris une part dans sa nomination au poste de commissaire au Plan.

Les collaborateurs du premier ministre se sont inquiétés de la présence de tenants de « l'autre policonflit. Grand serviteur de l'Etat. réputé pour son intégrité, M. Lemierre a été pris dans une tourmente qui lui était, à l'origine, etrangère, M. Arthuis faisant savoir à Matignon qu'il souhaitait se passer de ses services. Directeur général des impôts jusqu'en juillet, M. Lemierre avait longuement hésité à abandonner ce poste pour devenir directeur de cabinet de M. Madelin, et il a fallu que de num-

Mutations parmi les préfets de région

Le conseil des ministres devait procéder, mercredi 4 octobre, à un mouvement préfectoral englobant plusieurs préfets de région. Le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, Madhl Hacène, âgé de soixante-quatre ans, devait être placé hors cadre et remplacé par Alain Ohrel, préfet de la région Pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique depuis six ans, soit une période relativement longue pour un préfet. M. Ohrel devait lui-même être remplacé par Charles-Noël Hardy, préfet du Languedoc-Roussillon et de l'Hérault, en poste depuis octobre 1993. Outre la nomination de Jacques Reiller, Jeune sous-préfet et collaborateur de Jean Arthuis, qui devait réintégrer le corps préfectoral dans le Territoire de Belfort, où il va remplacer Louis Montchovet, le consell des ministre devait placer le préfet des Landes. Philippe Martin, en position hors cadre et le remplacer par un sous-préfet, Dominique Dubois, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne.

tique » dans l'entnurage direct du ministre des finances. Dans le cas de M. Guaino, qui est l'un des inspirateurs du discours-programme prononcé à la porte de Versailles par Jacques Chirac le 17 février et dont la nomination au Plan était souhaitée par le chef de l'Etat, ils ont dû s'incliner. Dans le cas de M. Reiller, en revanche, ils n'ont pas tendue, qui tient à la personnalité souhaité qu'il figure dans le cabinet de M. Reiller, l'un des plus proches de M. Arthuis, avec rang de conseiller, de peur que cela ne fasse trop de « vagues ».

C'est là la véritable origine du

breuses pressinns, jusqu'au plus haut niveau, s'exercent sur lui pour qu'il cède. Alors qu'on l'a souvent présenté comme l'« œil de Matigonn » au sein de Bercy, il est, en realité, devenu la victime d'un conflit politique dant l'enjeu dépassait largement sa personne.

La décision du conseil des mlnistres peut donc être interprétée comme un échec pour M. Arthuis. Alors que le ministre des finances tenait à garder M. Reiller à ses côtés, ce dernier retourne dans son corps d'orginie, la préfectorale. Ac-

tuellement snus-préfet, il devait être nommé préfet de l'austère Territoire-de-Belfort. Dans sa sécberesse, cette décision est un clin d'œil, puisque la personnalité politique duminante du département est Jean-Pierre Chevenement, un autre ténor de « l'autre politique », version gauche.

Le revers, pour M. Arthuis, est d'autant plus sévère qu'il devra confinuer à travailler avec M. Lemierre. Après que celui-ci eut refusé la présidence de la Commission des opérations de Bourse et qu'on eut. ici où là, pensé pour lui à La Poste, il devait être nammé directeur du Trésor, l'une des plus prestigieuses administrations de Bercy. L'actuel directeur du Trésor, Chritian Noyer, qui fut brièvement directeur du cabinet de l'ancien ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, deviendra pour sa part directeur du cabinet de M. Arthuis.

L'histoire n'a donc rien d'anecdotique puisqu'elle éclaire d'un jour nouveau la personnalité du ministre des finances. Certes, il ne peut pas être taxé de « séguinisme » occuite, car, dans son département, la Mayenne, il a mené en 1992 une campagne en faveur du oul au traité de Maastricht; mais il est tout aussi difficile de le ranger dans les rangs des « nrthodoxes ». Quolque M. Arthuis s'en soit défendu à l'époque, son rapport sur les « délocalisations et l'emplui », rédigé à l'automne 1993, a souvent été présenté comme un libelle de tonalité « hétérodoxe ». La bataille menée - et perdue - par M. Arthuis confirme cette

> Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

M. Fabius président du groupe socialiste de l'Assemblée

LAURENT FABIUS, député socialiste de Seine-Maritime, ancien premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale entre 1988 et 1992, a été élu, mardi 3 octobre, à l'unanimité, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Il succède à Martin Malvy, député du Lot, qui avait annuncé sa démission, dimanche 1ª octobre. Jean-Pierre

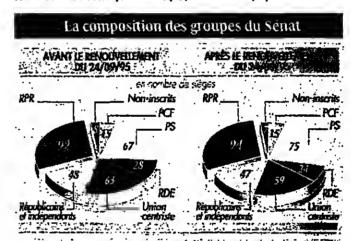
Balligand, député de l'Aisne, a indiqué que dès que Linnel Jospin, qui n'est plus député, serait premier secrétaire du PS, après la convention nationale du 14 octobre, il assisterait aux réunions.

DÉPÊCHES

■ COUR DES COMPTES : Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, a déposé, mardi 3 octubre, à l'Assemblée nationale, le rapport annuel de la Cour des comptes. Devant les députés, M. Juxe a souligné que la Cour des comptes y fait des propositions destinées à « améliorer les conditions de préparation et d'exécution des lois de finances », notamment

pour « limiter le recours aux mesures dites de régulation budgétaire ». ■ PROPRIÉTÉ: une vingtaine de députés ont assisté, mardi 3 octobre, à l'Assemblée nationale, au débat sans vote sur la réforme de l'accessinn à la propriété. Ils ont accueilli, sans enthousiasme, les explicatinns de Pierre-André Périssol, ministre du logement. Georges Mesmin (UDF, Paris) a même qualifié de « fousse bonne idée » les nouvelles dispositions du « prêt à taux zéro », craignant que le gouvernement soit a rapidement obligé, pour des raisons budgetoires, de contingenter ces

■ SÉNAT : les sénateurs devaient élire, mercredi 4 octobre, les six viceprésidents et les trois questeurs du Palais du Luxembourg. Trois postes de vice-président sont vacants, du fait des départs ou des échecs de MM. Chamant (RPR), Chinaud (Rép. et ind.) et Cartigny (RDE). Ils devraient être remplacés par Henri de Raincourt (Rép. et ind., Yunne), Paul Girod (RDE, Aisne) et Jacques Valade (RPR, Gironde), qui avait retiré sa candidature à la mairie de Bordeaux pour laisser le champ libre à M. Juppé. Jacques Bialski, questeur socialiste, devrait être remplacé par l'ancien ministre François Autain (PS, Loire-Atlantique).



L'opposition de gauche compte désormais 96 sénateurs, doit 75 socialistes, 15 communistes, républicains et citoyens, grâce au renfort de Paul Loridant (MDC, Essonne), et 6 radicaux de gauche inscrits au groupe du Rassemblemeat démocratique et européen (RDE). La majorité de droite compte 225 sénateurs : aux 94 RPR s'ajoutent 124 UDF, répartis dans trois gratuis 459 à l'Union centriste, 47 à l'Union des républicains et des indépendants et 18 au groupe charmière du RDE - ;; et 7 non-inscrits.

La rentrée des parlementaires, ou du bonheur d'être député

HEUREUX QUI, comme Nicolas 5arkozy, revient à l'Assemblée nationale. On emprunterait vnlnntiers, à propos de l'ancien ministre du budget, le mnt cruel d'un socialiste, qui évo-



Linnel Juspin: « Dons son cos, niieux vaudrait parler

quait la courte

« traversée du

désert » de

de troversée du bac à soble... » Celle de Niculas Sarkozy a duré cinq mois. Cinq mois, dans une vie, ce n'est pas très long. Et pourtant! En entrant. mardi 3 octubre, dans la salle des Quatre-Colonnes du Palais-Brurbon, où l'attendait une nuée de caméras et de micros, le nouveau député des Hauts-de-Seine π'a pu celer son bonheur : • Qu'est-ce que ça fait ploisir! Vous m'ovez monqué, messieurs... », a-t-il lancé à

l'adresse des cameramen. Heureux qui, comme un socialiste, retrouve la fierté de l'être. Salle des Quatre-Colonnes, toujnurs, les flashes crépitent, les micros se tendent, les caméras s'allument. • Ço doit être pour Balladur... v., soupire, résigné, un élu du PS. « Mois non, corrige sa voisine, pour une fais, c'est pour nous : c'est Fabius ! >

Heureux ils sunt, et ils se le disent. Au groupe RPR de l'As-semblée nationale, qui accueillait, à l'occasinn de cette première reunion de session, mercredi matin, l'ancien premier ministre, Edouard Balladur, et ses fidèles, « tous les gaullistes étaient contents de se retrouver », a affirmé leur président, Michel Péricard. « Finolement, on s'oime bien tous *, a-t-il ajouté, en précisant, pour mé-moire, que « les bolladuriens ont cessé d'exister ou soir du premier tour de l'élection présidentielle ». Réduit d'office à sa plus simple expression, le rival défait de Jacques Chirac à l'élection présidentielle a tout de même eu droit à une ovation à son entrée. Modeste, il est allé s'asseoir au fond de la salle. où l'a rejoint Nicolas Sarkozy. L'ancien ministre du budget, qui siégera à la commission des finances, avait glissé quelques instants auparavant à son président : « Tu peux compter sur moi. De-

mande-moi, si tu veux, d'oller ou chorbon... » Ces civilités passées, on est revenu à des choses moins dròles. Les députés RPR, a rapporté M. Péricard, « approuvent point par point » la politique gouvernementale, mais ils peinent à faire partager leur enthnusiasme à l'opininn. C'est la faute à la « lisibilité ». Le pays est un peu analphabète, en ce moment, et il faudrait l'aider, car « tout n'est pas bien expliqué et compris », a indiqué M. Péricard. Mieux que d'autres, Jean de Lipkowski a ex-primé ce malaise devant Alain luppé, venu défendre son calendrier. « Juppéiste ochorné ». comme il se décrit lui-même. l'ancien ministre du général de Gaulle s'est exclamé: « En t'écoutant, je note que le gouvernement fait beoucoup. Le problème, c'est que l'opinion pense qu'il ne fait rien. » Les députés néogaullistes ont donc exprimé le voen que le premier ministre « redise les finolités de l'organisation générale», selun la formule limpide de M. Péricard. Alain Juppé les a entendus et s'est engagé à reprendre le cours à la première lecon, dès le 7 octobre, à l'occasion des journées parlementaires du RPR.

Heureux, un l'était aussi au groupe communiste, même si ces derniers partagent avec les néogaullistes quelques problèmes de « lisibilité ». L' « opposition constructive » n'est plus ; vive *l'esprit combotif * contre la

Heureux, on l'était encore chez les socialistes. Enfin presque. N'eût été ce rappel de temps que l'on croyait oubliés, avec les confessions de l'ancien député PS, Jean-Pierre Destrade, mis en examen pour escroquerie, qui accuse son parti et, plus particulièrement, son ancien trésorier, Henri Emmanuelli, d'avoir continué à bénéficier de commissions occultes après la loi de 1990. Présent dans la matinée à la réunion de son groupe, M. Emmanuelli a, de luimème, souhaité s'exprimer sur le suiet devant ses collègues pour démentir les accusations dont il est l'objet. Après son intervention, personne n'a jugé utile de poursuivre ce débat douloureux.

De la journée de mercredi, les

socialistes ne voulaient retenir

qu'une chase: l'électian de Laurent Fabius à leur tête, comme signe d'une pugnacité retrouvée de leur groupe. En bon petit soldat, Martin Malvy, qui avait eu l'inbligeance de céder sa place à l'ancien premier ministre, s'est déclaré « très heureux » de lui passer le relais, ainutant que «l'occasion était idéale ».

Nicolas Sarkozy aux cameramans: « Qu'est-ce que ça fait plaisir! Vous m'avez manqué, messieurs... »

A l'ouverture de la séance des

questinns an gnuvernement, désormais bihebdnmadaire, tout ce petit monde s'est retrouvé dans l'hémicycle. Longtemps, Ednuard Balladur est resté seul à son banc. S'avisant de cette situation un pen génante, un député de Seine-et-Marne, lean-Claude Migunn (RPR), qui l'avait soutenu pendant la campagne présidentielle, est venu lui faire un brin de conversatinn. Il a ensuite été remplacé par Ladislas Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, préposé à la critique sans nuances du gouvernement d'Alain Juppé. Tout à sa nouvelle fonction, les deux mains posées bien à plat sur son pupitre, l'ancien premier ministre a distillé chicbement ses applaudissements : à Alain Juppé, répondant à une question sur la mort de Khaled Kelkal et affirmant que les gendarmes avaient agi « en état de légitime défense »; à Jean Puech, ministre de la fonction publique, qui a défendu les fonctionnaires : à Hervé de Charette, qui s'est livré à un violent réquisitoire contre Greenpeace.

Mais pas à Philippe Vasseur. En

réponse à l'indignation toute départementale d'un député de la Dröme, Georges Durand (UDF), venu dénancer, preuve juteuse en main, l'importation des kiwis de Nnuvelle-Zélande, « sons parler des tomotes et des pommes », le ministre de l'agriculture s'est enflammé à son tnur, provoquant l'hilarité sur tous les bancs. «Il fout réconcilier nos concitoyens ovec lo noture, a tnoné M. Vasseur. Ne pas chercher à manger de la froise ò Noël, ni du kiwi en octobre. » Bien sur, « le gouvernement ne va pas se loncer dans une politique de rétorsion », maraîchère ou autre, vis-àvis de la Nuuvelle-Zélande. Cependant, qu'nn se le tienne pour dit: * A titre personnel, quond, chez moi, on vo ocheter du kiwi, on n'ochète pas du kiwi de Nouvelle-Zelonde. A bon entendeur, salut ! ». a lancé le ministre, brandissant le fruit que lui avait offert M. Durand.

Au rang des bienheureux, il ne faudrait pas nublier deux députés. Le premier d'entre eux, président de l'Assemblée nationale, et le petit dernier, éln de dix juurs, Jean-Jacques Filleul, « tombeur » socialiste mattendu de Bernard Debré, ancien ministre balladurien. Philippe Séguin présidait avec un ravissement non feint cette nouvelle séance de questinns au gouvernement, imposée à des ministres qui s'en seraient bien passés. Le président de l'Assemblée avait même exigé du ministre chargé des relations avec le Parlement, Roger Romani, qu'il lui fournisse les noms des ministres qui ne pourralent honorer cette séance et les raisons, circonstanciées, de leur ab-

Jean-Jacques Filleul, Iui, savnurait une volupté plus candide. Laurent Fablus lui avait fait, en guise d'accueil, l'honneur de le laisser poser la première question du groupe socialiste sur la reprise des essais nucléaires. La réplique cingiante du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette -

 Vos propos sont uresponsables ! » n'entame pas sa sérénité. Mieux : il en redemande. Au début de la soirée, alors que l'ordre du Jour s'achève sur un débat relatif à l'accession à la propriété, M. Filleul est quasiment le seul député socialiste en séance. D'un coup d'œil, il vérifie l'heure de son train sur son billet SNCF, mais il attendra poliment la fin du débat pour aller racnoter, ailleurs, sa journée de bonheur.

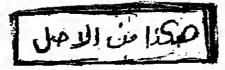
Récit de la séquence France

M. Marchais vole au secours

de son successeur

GEORGES MARCHAIS s'est lunguement expliqué, mardi 3 octobre, dans les couloirs du Palais-Bourbon, sur le rejet, par les parlementaires communistes, de la formule « opposition constructive » (Le Monde daté 1 « -2 octobre). Sans attendre la réunion, les 5 et 6 octobre, du comité national du PCF, l'ancien secrétaire général a assuré que cela ne constituait pas un désavœu pour son successeur, Robert Hue, auquel le bureau national a, du reste, apporté son soutien, lundi matin, « à l'unanimité ».







The part of the pa

The second secon

Constitute of the constitution of the constitu

s vole au secour

PUPUS

Manuel person management of the party of the party and the party of th

A CONTRACTOR OF THE SERVICE





Crédit Lyonnais, désigné meilleur gestionnaire de l'année.

Cette année, la Corbeille d'Or a été décernée au Crédit Lyonnais. La Corbeille d'Or de Mieux Vivre récompense la banque élue meilleure gestionnaire de l'année pour sa gamme de SICAV, actions et obligations. Les calculs de performances qui servent à établir le classement sont réalisés par Micropal, société indépendante, selon une méthodologie qui a reçu le label de la COB. Cette corbeille, preuve de la qualité de nos équipes de gestionnaires, nous la dédions à nos clients seuls bénéficiaires de ces excellentes performances. Votre banque vous doit des comptes.



CREDIT LYONNAIS

Opposants à Jean Tiberi ou proches de Jacques Chirac, les CDS de l'Hôtel de Ville rêvent de Jacques Toubon

une candidature d'olerte. Je suis, en effet, canvaincu que si on ne change pas nos comportements, la majorité risque de perdre la Ville de Paris », se justifiait, mardi 3 octobre lors d'une conférence de presse, Jean-Charles de Vinceno, conseiller de Paris (CDS), qui a conduit une liste indépendante de celle de la majorité RPR-UDF-CNI aux élections sé-

FOR LE MICHUE, JEOUL 3 OCTOBRE 1993

Cette incartade lul a dejà valu deux sanctions. Jeudi 28 septembre, Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, lui a retire sa délégation d'adjoint chargé de la jeunesse. La veille, il avait été exclu par le bureau polioque du CDS. Après l'affaire Roger Chinaud (PR) exclu de la liste des sénatoriales, cette dernière est révélatrice des difficultés de l'UDF parisienne.

Au CDS, on explique la dé-marche de M. de Vinceno par le dépit qu'il a pu ressentir du fait qu'on lui a préféré Jean-Dominique Giuliani, directeur de cabinet de René Monory, pour figurer sur la liste des sénatoriales. « Pas du taut », répond M. de Vincend, qui affirme que sa décision de présenter une liste est la conséquence du mauvais score de la majorité lors des élections municipales. Selon lui, les objectifs de son programme - exigence morale et transparence, solldarité active, democratie de participation - attestent de sa volonté de changer les mœurs de la vie politique pari-

Le choix de ses colistiers, membres du CDS, écologistes de Génération Ecologie ou des Verts et représentants d'associations, va dans le sens du développement « d'un pôle centriste de renauveau, une sarte de préfiguration du grand centre que sauhaite François Bav-

* MA CANDIDATURE se voulait rou, président du CDS . explique M. de Vinceoti. Pourtant, c'est apparemment une autre stratégie qu'a choisi de soutenir le CDS parisien. * Je ne souhaite pas que le CDS ait une image de dissidence. Dans les débats, je défendrai des propositians qui vont dans le sens de l'ouverture et de la rénovation », explique Claude Goasguen, ministre de la réforme de l'Etat, conseiller de Paris et proche de Jacques Chirac. En réalité, les démarches de M. de Vinceno et de M. Goasguen, si elles n'empruntent pas les mêmes chemins, tendent vers un meme objectif.

> Il s'agit de profiter de la nouvelle configuration parisienne, de la

« ISOLER LE CLAN CORSE »

balsse d'influence du RPR et des mini-crises qui traversent l'UDF pour tenter de constituer un « pôle » centriste qui, à terme, pourrait servir à Jacques Toubon pour ravir la mairie à Jean Tiberi. « C'est une manière d'isoler le

clan carse », commente un édile qui fait allusion à Jean Tiberi, Roger Romani et Jacques Dominati. De tout côté en effet, la grogne est réelle contre les pratiques de certains elus, dont beaucoup estiment que ce sont elles qui ont coûté des suffrages à la majorité. Ce n'est pas le cambriolage du bureau de M. de Vincenti, mercredi 27 septembre, constaté par huissier, qui calmera ces rumeurs.

Le plus contesté est Jacques Dominati, premier adjoint au maire et présideot de l'UDF-Paris. Les coudu «shadow cohinet» ou'il aurait constitué, notamment avec les collaborateurs de la mairie du 3° arrondissement. Ses pratiques commencent à déranger certains

Françoise Chirot

Les villes d'Ile-de-France sont rattrapées par la spéculation immobilière

Le rapport de la Cour des comptes souligne les inconvénients des sociétés d'économie mixte

La Cour des comptes a rendu public, mercredi des collectivités locales. Celui de cette année inreurs de gestion des administrations de l'Etat ou

4 octobre, son rapport annuel. Il égrène les ermal maîtrisé leur urbanisme en faisant trop

confiance aux sociétés d'économie mixte, ce qui leur fait perdre la direction des opérations tout en les laissant gérer les pertes.

LE PIÈGE de la frénésie s'est refermé sur de nombreux élus. Le rapport annuel de la Cour des comptes, rendu public mercredi 4 octobre, confirme, dans son chanitre consacré aux sociétés d'économie mixte communales d'aménagement en Ile-de-France, que l'effondrement du marché immobilier a coûté très cher à ceux qui ont cru, dans les années 80, développer leur commune à moindre coût. Certains, dont les erreurs de gesoon constituent l'armature du rapport, y ont perdu leur mairie, et leurs successeurs tentent de sortir de l'impasse financière dans laquelle des sociétés d'économie mixte (SEM) au bord de la faillite

conduisent les finances commu-

Boulogne-Billancourt et Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) sont les symboles les plus criants de cette décadence immobilière. Les immeubles rutilants et les sièges sociaux prestigieux ne font plus il-lusion, dissimulant mal les bureaux vides et les chantiers en panne. Les électeurs ne s'y sont pas trompés, en sanctionnant Paul Graziani, ancien président du conseil général des Hauts-de-Seine et senateur RPR, comme Patrick Balkany, qui, depuis qu'il avait pris aux communistes, en 1983, la ville de Levallois-Perret, avait connu une rapide ascension en devenant cooseiller général, puis député (RPR) et président de l'office départemental

d'HLM des Hauts-de-Seine. comptes, la loi a rapproché le statut commerciales. De 1985 à 1990, le législateur a supprimé la procédure d'agrément pour la construction des bureaux « en blanc », c'est-àdire non affectés lors du permis de construire. Enfin, en 1987, le gouvernement présentait un plan de relance foncière pour l'Ile-de-

France. Dans ce contexte, la souplesse des SEM eo a fait un outil d'aménagement idéal pour les

MAÎTRISER L'URBANISME

Mais des erreurs de gestion, comme la priorité accordée aux bureaux, aisément réparables sur un marché florissant, sont devenues lourdes de conséquences avec la crise, Au-delà de l'échec retentissant de la Société d'aménagement de Boulogne-Billancourt (SA2B) et de la quasi-faillite de la Société d'économie mixte d'aménagement,

nisme, en raison de « l'engagement limité au ambigu » de ses partenaires privés dans la SEM. De facilités financières en plans de redressement, les investisseurs et autres promoteurs, « quaique faiblement engages dans le capital social, s'assurent la maitrise de fait de la SEM », dont la commune devra assumer les pertes d'une façon ou d'une autre. Le rapport cite à ce titre la Société d'économie mixte Courbevoie-Danton (Semcodan), bien que la ville soit finalement parvenue à rééquilibrer les risques à la faveur d'une révision, à la

Marchés publics et amendes

En annexe du document de la Cour des comptes est présenté le rapport de la Cour de discipline budgétaire et financière, une juridiction chargée de statuer sur les manquements ou irrégularités constatés chez certains ordonnateurs de dépenses publiques, La Cour a statué sur quatre affaires en 1994 dont deux concernaient les marchés publics. Le président et le directeur d'une société d'économie mixte, dont le capital était majoritairement détenu par une commune, ont été condamnés à des amendes pour avoir fait des versements injustifiés à une société de presse.

Dans un autre cas, c'est le directeur de l'hôpital d'Albi (Tarn), qui avait fait effectuer des travaux de rénovation excessifs sans avoir respecté la procédure des marchés, qui a été sanctionné. La Cour de discipline a enfin înfligé une amende ao PDG et an directeur du comité du tourisme de la Gironde pour paiement irrégulier d'une dépense publicitaire.

de rénovation et d'équipement de Levallois-Perret (Semarelp), la Cour des comptes conclut « que c'est l'autil même de la société d'écano-En 1983, explique la Cour des mie mixte qui appelle réflexion », dans la mesure où «il s'acne en effet l la prise en charge, par les collectivités, de l'essentiel des risques des apératians d'aménagement, situation d'autant plus dangereuse qu'elle est moins transparente ».

Une des dérives soulignées par la Cour des comptes est la perte de maîtrise, par la ville, de son urba-

baisse, de son urbanisation. A Boulogoe-Billancourt, le nouveau maire, Jean-Pierre Fourcade, sénateur (PR), choisit délibérément de racheter les créances détenues par les iovestisseurs sur la SA2B pour reprendre la maitrise de son centre-ville, en panoe depuis pour renégocier la dette et mettre quatre ans. Mettant à profit ses contacts personnels avec les dirigeants des banques et des groupes immobiliers, il est parvenu, cet été, à ramener ces créances à 350 millions de francs, couvertes par un emprunt de 325 millions de francs

qu'il compte rembourser en deux ans, par la vente des terrains dont il est désormais seul propriétaire, Cette opération évite une augmentation du taux d'endettement de la commune, qui, bien qu'il ne place pas la ville parmi les plus mai loties, a grimpé en flècbe ces dernières années, « Si une SEM fait la synergie entre une collectivité et les investisseurs, elle reste à mes yeux un outil valable », estime M. Fourcade.

A Levallois-Perret, Olivier de Chazeaux (RPR) n'envisage pas de dissoudre la Semarelp, citée comme exemple d'un détournement de son objet inidal, dans la mesure où elle s'est transformée en promoteur immobilier, par le jeu des filialisations et du portage des opéradons non commercialisées. « Je ne crois pas que la position simultanée de maire, d'aménageur et de pramateur immobilier sait tenable, en raison des intérets cantradictoires qui sont en jeu », analyse le successeur de M. Balkany. « Mais la ville n'a pas terminé son aménagement et il n'est pas questian de se priver d'un autil techniquement performant », continue-t-il, en expliquant qu'il a pu renégocier certaines petites opérations immobilières, en privilégiant les logements sur les bureaux.

Si le cas de Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, n'est pas évoque par la Cour des comptes, le nouveau maire socialiste, Claude Dilain, est lui aussi victime des erreurs de la Société d'économie mixte du Nord-Est parisien (Seminep), dont il a obtenu le redressement juen vente le parc social (trois cent dix logements) d'une ville structurellement incapable de faire face à son endettement sans se défaire de son patrimoine immobilier.

Pascale Sauvage

PREFECTURE DE LA MANCHE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE Par arrêté du Préfet de la Manche en date du 7 septembre 1995, il a éte prescrit, conformément aux dispositions des décrets nº 65-1228 du 11 decembre 1963 modifié. nº 85-449 du 23 avril 1985 ei nº 85-453 du 25 avril 1985. l'ouverture d'une enquête publique au sujet de la demande de modification de l'installation nucléaire de base dite centre de stockage de la Manche présentée par

l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Cette enquête se déroulera du 2 OCTOBRE 1995 au 15 NOVEMBRE 1995 inclus. à la sous-préfecture de CHERBOURG. où le dossier pourra être consulté chaque semaine

du lundi au jeudi de 8h30 à 11b45 et de 13h30 à 17h30. le vendredi de 8h30 à 11b4S et de 13h30 à 16h30 et les samedis 14 et 28 octobre de 10h à 12h.

Pendant ces jours et heures. le public pourra présenter ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Un dossier d'enquête et un registre seront également déposés du 2 OCTOBRE 1995 au 15 NOVEMBRE 1995 dans les mairies des communes d'AUDERVILLE. BEAUMONT-HAGUE. BRANVILLE-HAGUE. DIGULLEVILLE. ECULLEVILLE. GREVILLE-HAGUE. HEROUEVILLE. JOBOURG. OMONVILLE LA PETITE. OMONVILLE LA ROGUE. SAINT GERMAIN DES VAUX et VAUVILLE.

Ils seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture.

Une commission d'enquête, composée de M. Jean PRONOST - Président, M. Bernard POIDVIN et M. Jacques LOISELET se tiendra à la disposition du public, pour recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

- **▶ SOUS-PREFECTURE DE CHERBOURG :** le vendredi 6 ocrobre 1995 de 13h30 à 16h30 le lundi 13 novembre 1995 de 14h00 à 17h00
- MAIRIE DE BEAUMONT-HAGUE : le samedi 7 octobre 1995 de 9h00 à 12h00
- MAIRIE D'HERQUEVILLE : le mardi 10 octobre 1995 de 15h00 à 18b00 • MAIRIE D'AUDERVILLE :
- e jeudi 12 octobre 1995 de 15h00 à 18h00 MAIRIE D'OMONVILLE LA ROGUE :
- le *m*ardi 17 octobre 1995 de 9h00 à 12h00
- le mardi 17 octobre 1995 de 9h00 a 12n00

 MAIRIE DE JOBOURG:
 le jeudi 19 octobre 1995 de 14h00 à 17h00

 MAIRIE DE DIGULLEVILLE:
 le lundi 23 octobre 1995 de 9h00 à 12h00

 MAIRIE D'OMONVILLE LA PETITE:
- le mercredi 25 octobre 1995 de 9h00 à 12h00

 MAIRIE DE VAUVILLE:
 le vendredi 27 octobre 1995 de 14h00 à 17h00
- MAIRIE DE GREVILLE-HAGUE:
 le jeudi 2 novembre 1995 de 15h00 à 18h00
 MAIRIE DE SAINT GERMAIN DES VAUX:
- le lundi 6 novembre 1995 de 14h00 à 17h00 MAIRIE DE BRANVILLE-HAGUE :
- le mercredi 8 novembre 1995 de 15h00 à 18h00 MAIRIE D'ECULLEVILLE : le jeudi 9 novembre 1995 de 14h00 à 17h00.

Gilles KILIAN

La politique de la ville entre flou et lenteur

EN SE PENCHANT pour la première fois sur la politique de la ville, la Cour des comptes pouvait difficilement tomber plus juste. A l'heure où les banlieues et leur évolution suscitent de multiples inquiétudes, elle met au jour tout un éventail de dysfonctionnements: des lignes budgétaires floues aux subventions désespérément tardives, des maitres d'ouvrage introuvables aux actions interrompues sans bilan ni explicación.

Sur le terrain, d'abord, les pouvoirs publics peinent à définir de véritables priorités. Ainsi, après avoir tout misé sur des opérations urbaines et de rehabilitación, les contrats passes entre l'Etat et les villes s'attacbent aujourd'hui à interveoir en matière d'emploi, de prévention de la délinquance, de culture. Toutefois, cette évolution entraine le financement d'actions dont le rapport avec la lutte contre l'exclusion • est fréquemment assez làche », constate la Cour des comptes. C'est la réalisation d'un conservatoire de musique ou la mise en valeur des vestiges du baptistère de Clovis à Reims; ou eocore la réalisation d'un nouvel bôpital ou de foyers pour les personnes agées à Mantes-la-Jolie... Et le rapport d'estimer que « la part des inscriptians finoncières cansacrée à l'insertian et au développement sacial stricto sensu apparait portant minaritaire: au mieux, elle approche 20 %, mais dans la maitié des cas elle ne déposse pas 5 % du mantant des crédits inscrits aux centrats ».

RADIOS POUR POLICIERS

La procédure des contrats de ville n'est pas seule en cause. Lorsqu'ils gèrent seuls leurs affaires, certains services de l'Etat o'bésitent pas à utiliser des crédits spécifiques pour « compenser l'insuffisance des crédits d'équipement de draits communs ». La politique de la ville a ainsi permis aux policiers des Bouches-du-Rhône d'acquérir quatre-vingts cyclomoteurs, des radios portatives ou des vêtements de protection.

Enregistré à la base, ce flou se retrouve au sommet. L'examen détaillé de l'« effart financier de l'Etat » consacré à la politique de la ville (8,2 milliards en 1995) est à cet égard édifiant. La Cour s'étonne par exemple de découvrir que la totalité des crédits de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie entrent

dans cette enveloppe « camme si ces palitiques n'étaient canduites que dans les seus quartiers de la géographie priaritaire ».

De même, la résorption de l'babitat insalubre ou le financement des agences d'urbanisme sont intégralement classés « ville ». Pour la Cour, une prise en compte rigoureuse des crédits véritablement identifiés « canduirait vraisemblablement à minarer de beaucaup

les mantants affichés ». Mais II y a sans doute plus grave. Le retard enregistré dans la mise en place des moyens d'investissement mais surtout de fonctionnement met en péril la vie de certaines associadons « qui exercent une véritable missian de service public ». Nombre de petites structures impliquées dans les opéradons « préventionété » doivent par exemple attendre novembre ou décembre pour être payées. En 1994, le budget prévoyait pourtant de dégager à leur profit une enveloppe de 403 millions de francs. Mais le 30 juin de la même année, explique la Cour, 5 millions, soit 1,2 %, avaient été affectés.

Nathaniel Herzberg

La fraude au RMI s'élèverait à près de 2 milliards de francs

PARMI toutes les catégories de dépenses publiques, le revenu minimum d'insertion (RMI) est sans doute celle qui a connu la plus forte progression: +14 % à +18 % eo moyenne annuelle. Les bénéficiaires ont plus que doublé eo cinq

Début 1995, quelque 908 000 dtulaires (dont 105 000 dans les DOM-TOM), soit près de 1,8 million de personnes avec les conjoints ou enfants à charge, recevaient cette prestation qui « pèse », pour les finances de l'Etat et des départements, 32 milliards

On comprend dans ces conditions que les magistrats de la Cour des comptes aient voulu savoir si cette mesure sociale avait atteint ses objectifs. A partir d'enquêtes dans vingt départements. la juridiction financiere constate que « le dauble dispositif conçu pour le service de l'allocation et pour la promotion des actians d'insertian n'est pas encore parfaitement maitrisé ».

Selon les départements, la densité des allocataires peut varier du simple au triple en fonctioo du

taux de chômage local. La Cour relève une anomalie: « Le RMI semble servir, de plus en plus, de dispasitif d'accueil de jeun**e**s odultes en attente du premier emplai au de chomeurs qui ant épuisé leurs droits à indemnisation. alors que, à l'arigine, le système était cançu comme le mayen de combler, en faveur des exclus, les failles du sytème de protection sociale. »

BUREAUCRATIE

Les structures administratives sont trop complexes, ce qui provoque lourdeur, hétérogénéité et insuffisante articulatioo entre les différentes procédures. La Cour coostate aussi des délais de traitement trop longs entre la date de dépôt de la demande et la mise en paiement effectif de la somme : de dix-sept a... quatre-viogt-clnq

Quant à la couverture des dé-

penses de soins, elle est « compli-

quée à l'extrême ». Le volet « insertion » du RMI, lui

noo plus, oe fonctionne pas correctement. Il faut, d'abord, que le préfet et le président du conseil général, codirigeants de cette pobrique, aient signé une coovention, ce qui n'était pas le cas, en 1993, dans dix des vingt départements étudiés. Les opérations d'insertion ne peuvent commencer qu'après la réunioo du conseil départemental d'insertion où siègeot, dans certains cas, quatre-viogts, voire

quatre-vingt-quinze, personnes. De conseil départemental eo commissioo locale et en « cellule d'appui », la mise en place du RMI aura sécrété une bureaucratie pléthorique. Les magistrats souhaitent que les contrôles des allocataires et des prestations versées soient, à l'avenir, beaucoup plus rigoureux car on s'aperçoit que certaines persoones dissimuleot d'autres ressources spécifiques

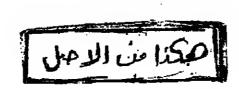
qu'elles peuveot recevoir par ail-

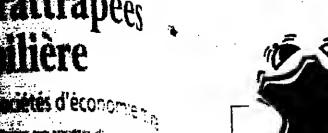
leurs. La récupération des sommes indûment versées pourrait rapporter quelque 2 milliards de francs au Trésor, assure la Cour des

Que deviennent les RMistes au stade du contrat d'insertion professionnelle et après ? « Il n'est pas possible, actuellement, d'assurer le suivi individuel des bénéficiaires. Les fichiers ne conservent par leur trace en mémoire, à la suite des abservations de la Commission nationale informatique et libertés », regrette la

Uo même bénéficiaire peut sor-Or quelques mois du dispositif, échouer dans l'insertion proposée et revenir dans le circuit sans qu'Il s'agisse d'un nouvel allocataire. Globalement, le taux d'accès à l'emploi et à la formation - un allocataire sur trois, à peine, parvient à se placer dans les rouages de l'économie - ne progresse guère depuis 1990.

F. Gr.







D E S

Vous n'avez iamais eu autant de bonnes raisons d'embaucher

LES MOYENS D'AGIR EN FAVEUR DE L'EMPLOI, c'est le sens des premières mesures décidées par le gouvernement. Ainsi, pour faciliter l'accès rapide des jeunes à un emploi stable, L'AIDE AU PREMIER EMPLOI est renforcée. Elle concerne les jeunes sans diplôme ou sans qualification 3 mois sans emploi.

Quels sont ses avantages? Pour les jeunes sans qualification, la prime atteint désormais

dant 9 mois pour toute première embauche d'au moins un an en contrat à durée déterminée, ou à durée indéterminée.

Pour les jeunes diplômés elle est de 2000 F par mois, et ce pendant 9 mois, pour toute embauche d'un jeune sans emploi depuis trois mois et de et les jeunes diplômés depuis 3000 F par mois pour toute embauche d'un jeune pour un poste à l'étranger, valable elle aussi pendant 9 mois. Le contrat de travail doit être à durée indé-

10 000 F par apprenti jusqu'au orienter vos recherches. 31 décembre 1995.

LES GUICHETS INITIATIVE EMPLOI permettent aux employeurs de recueillir en un lieu unique toutes les informations sur les aides à l'emploi. Ils sont ouverts pour la plupart dans les agences locales de l'ANPE ou

DONNER AUX ENTREPRISES 2000 F par mois, versée pen- terminée ou à durée déterminée dans les chambres consulaires L'APPRENTISSAGE permet, ALLO EMPLOI 36 67 45 67* également, d'insérer les jeunes et INFO EMPLOI 47 87 01 01 dans l'entreprise. La prime à sont également disponibles pour l'employeur passe de 7 000 F à répondre à vos questions et



MINISTERE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL ET DE LA PARTICIPATION • SECRETARIAT D'ETAT POUR L'EMPLOI

LE MONDE / JEUDI S OCTOBRE 199S

que les gendarmes qui avaient tué Khaled Kelkal étaient en « état de

chaîne de télévision M 6, d'une bande-son où l'on entend crier « Finis-le! Finis-le I », une enquête administrative sur le déroulement de la fusillade a pourtant été ordonnée par le directeur genéral de la gendarmerie nationale, Patrice Maynial. Les premiers résulats de l'enquête montrent que Khaled Kelkal a été tué de onze balles par les gendarmes du peloton parachutiste.

• LE COMPLICE DE KHALED KELKAL, Karim Koussa, a été mis en examen, mardi 4 octobre, par le juge d'instruction parisien Laurence Le Vert.

M. Juppé invoque la légitime défense après la mort de Khaled Kelkal

Sans attendre les conclusions de l'enquête de gendarmerie, le premier ministre a justifié le comportement des gendarmes du peloton parachutiste. Selon les premières constatations, le jeune fugitif a été mortellement touché par onze balles

MALGRÉ l'existence d'une bande-son, enregistrée par la chaîne de télévision M 6 pendant la fusillade entre les gendames et Khaled Kelkal, ou l'on entend une voix crier . Finis-le! Finis-le! », Alain Juppé a affirmé, mardi 3 octobre, à la tribune de l'Assemblée nationale, que les gendarmes de l'EPIGN avaient agi en état de « légiume défense ». Selon le premier ministre, qui s'exprimait lors de la séance de questions au gouvernement, Khaled Kelkal, qui avait » chaisi la violence et qui en a paye le prix », a été « abattu par des gendormes sur lesquels il tirait ct qui se trouvaient foce à lui en état

« J'ai clairement entendu Khaled Kelkal hurler »

Un témoin, qui n'est pas journaliste, a pu assister de bont en bout à la fusillade du vendredi 29 septembre. « Fai d'abord entendu des voitures s'arrêter sur le parking, dit-il. Je suis nllë voir ce qui se passait et, au moment où j'arrivais, j'al entendu le premier coup de feu, mois j'oi d'obord cru qu'il s'agissait d'un petned. Puis, tout est alle très vite et je n'ai pas immédiatement compris ce qui se pnssnit. Co tirnit dans tous les sens, mais j'ai clairement entendu Khnled Kelknl hurler et juste - des balles Brenneke qui servent après un gendarme crier « Halte au feu! ». A ce moment-là, le jeune est tombé. les baltes ont cesse de siffler, puis, très vite, la fusillade n repris. Quand tout s'est nrrėtė je me suis approchė. J'ai eu très peur, j'oi tout vu et pourtant, nujourd'hui, je n'arrive plus à me souvenir de tous les détails. C'est que je veux oublier ces instants

de légitime défense ». « On va jusqu'à parler d'assassinat délibéré, a noté M. Juppé. Il ne m'appartient pas de me prononcer sur le déroulement de l'enquête; toutefois, il m'oppartient d'affirmer que je ne laisserai pas des gendarnies ou des policiers sans défense quand on leur tire dessus. » Le premier ministre a assuré que « nous aurions préféré prendre Kelkal vivant ».

Le directeur général de la gendarmerie nationale, Patrice May-nial, a pourtant demandé au lieutenant-colonel Gilles Janvier. commandant du groupement de sécurité et d'interventloo de la gendarmerie nationale, d'instruire une enquête administrative sur le déroulement de la fusillade (Le Mande du 4 octobre). La chaîne de télévision M 6 avait en effet reconnu avoir supprimé, dans le reportage sur la mort de Khaled Kelkal, la séquence dans laquelle on entendalt « Finis-le ! Finis-le ! ». Cette déclaration pourrait remettre en cause la thèse de la légitime défense avancée par le procureur de la République de Lyon, puls par le ministre de l'intérieur.

Les premiers résultats de l'enquête Indiquent que Khaled Kelkal a été tué de onze balles par les gendarmes du peloton parachutiste. Les deux premiers projectiles pour la chasse au sanglier - ont atteint le jeune Algérien à la jambe et à la main, la dernière balle l'a touché à la tête. Le corps de Khaled Kelkal se trouve actuellement à l'institut médico-légal de Lyon. Le juge d'instruction antiterroriste parisien Laurence Le Vert a délivré à la famille un permis d'inhumer et la levée du corps pourrait avoir lieu dans les jours qui viennent.

Karim Koussa, le jeune Algérien qui avait protégé la fuite de Khaled Kelkal lors de la fusillade du col de Malval (Rhône), a été mis en examen mardi 3 octobre par le juge Le Vert. Grièvement blessé lors de l'intervention des gendarmes qui recherchaient Khaled Kelkal, Karim Koussa, qui est originaire de Vaulx-en-Velin, a été transféré une heure avant l'arrivée de M™ Le Vert du service de réanimation au service médical carcéral de l'hôpital Jules-Courmont. Ce dernier service est situé dans l'enceinte du centre bospitalier uni-

versitaire (CHU) de Lyon-sud. Défendu par le cabinet de Me Jacques Vergès, le complice de Khaled Kelkal a été mis en examen pour « tentative de meurtre sur personnes dépositaires de l'autarité nublique dans l'exercice de leurs fonctions, Infraction ò lo législation sur les ormes et les munitions et association de molfoiteurs en vue de préporer un acte de terrorisme ». Laurence Le Vert, qui est restée une heure et demle à l'hôpital, n'a cependant pas pu entendre Karim Roussa, en raison de la gravité de son état de santé. « Il est vraisemblable que, dons l'étot où il se

COMMENTAIRE

EMPRESSEMENT

Alain Juppé a donc tranché.

Les parachutistes de l'EPIGN nnt

aul « en état de légitime dé-

fense » face à Khaled Kelkal,

abattu vendredi 29 septembre de

onze balles. Dès lundi, Michel Ro-

card concluait également à la le-

gitime défense, ajoutant qu'il ne

fallait pas « faire un procés aux

puliciers ». Une fois de plus, le



trouve, il ne pourro être entendu ovant deux ou trois semoines, a noovant deux ou trois semoines, a noté l'un de ses avocats, Me Philippe Pétillault. Son étot de conscience est assez oltéré. » Selon Me Jean-Félix Luciani, autre avocat de Karim Koussa, le jeune homme de-

traditionnel soutien des respon-

sables pulitiques aux forces de sé-

curité est réaffirmé avec précipl-

Non que celles-ci dnivent être

autnmatiquement placées sous

les feux du soupçon, vnire de

l'accusation. Mais, en l'oc-

currence, de graves questions de-

meurent sur la façon dont a été

« neutralisé » Khaled Kelkal.

L'EPIGN, un corps d'élite rompu à

ce type d'intervention, n'avait-il

jeune homme? La fusillade a-t-

d'autre choix que de tuer le

lectiles n'auraient pas été extraits lors des précédentes opérations. Le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM,

gauche), Jean-Claude Bouvier, a

elle donné lieu à une faute, comme peut le laisser penser une partie - non diffusée - d'un reportage de M 6 où l'on entend cette terrible injonction : « Finis-

le i ». Dès lundi, le directeur général de la gendarmerie nationale décidait l'ouverture d'une enquête administrative visant à répondre sans ambiguité à la question : les militaires ont-ils sciemment abattu le jeune homme ? Cette initiative prise par la gendarmerie

regretté, mardi, le décès de Khaled Kelkal, un « temoin essentiel dans une procédure au l'an n'a pas énormement d'éléments ». « Je crois que l'on pouvait attendre de gendormes extremement entroinés une confrontotion qui ne se solde pas forcement par lo mort, a-t-il estimé. Il était par terre, il était blesse. il n'ovait pas o sa disposition un armement qui lui permette de tenir langtemps, il étoit à terrain découvert et il n'ovait pas d'otages. Ne pouvait-on pas envisager une outre issue ? »

Mardi, le grand mufti de Lyon, Abdelhamid Shirane, a, pour sa part, lancé un appel au « colme et ou respect de lo République » aux jeunes de la région lyonnalse en leur demandant de ne pas « se laisser entrainer par certoins dons des violences qui ne pourraient serrir que les détrocteurs de lo cammunauté musulmone ». Le grand mufti a également appelé les médias « o ne pas exacerber les sensibilités » des jeunes et à « ne pas utiliser leur désespéronce pour donner une image négative » de l'islam et de sa communauté.

Anne Chemin

لانشر والتي

. :-

fin à une polémique grandissante qui, par ricochets, peut nuire à l'ensemble des forces antiterroristes et rejeter dans la violence une certaine ieunesse des banlleues. En devancant les conclusions de l'enquête et en accusant ceux qui s'interrogent de manifester « plus d'égards à celui qui viole les lais qu'à celui qui les défend », le premier mlnistre fait preuve d'autant de maladresse que d'empressement.

François Bonnet

Les témoignages des journalistes sur les lieux

de notre bureau régionol Que s'est-il passé pendant les quelques minutes qui ont precédé la mort de Khaled Kelkal? Dans quelles conditions et par qui a été prononcée à deux reprises l'injonction « Finis-le I », enregistrée par un caméraman de M6? La chaine a décidé de ne pas diffuser ces quelques dizaines de secondes de reportage, jugeant que cette séquence comportait de nombreuses ambiguités (Le Mande du 4 octobre). Un photographe et des journalistes présents sur les lieux ou arrivés juste après la fusillade ont fait pour Le Monde le récit de ces

quelques minutes. Vendredi 29 septembre, après avoir reçu un coup de téléphone signalant la présence d'un jeune homme ressemblant a Khaled Kelkal devant l'arrêt de bus Vaugneray-gare, huit membres de l'EPIGN, accompagnés de trois gendarmes de la brigade de Vaugneray, prenneot deux Overland pour se rendre sur les lieux, immédiatement suivis par la voiture de France 2 et par celle d'un photographe de l'agence Sygma. Le pho-

tograpbe raconte: « le me trouvais comme d'autres iaurnalistes au OG de la gendormerie. J'ai pris ma voiture avec un cameraman de M 6 et nous avons suivi les voitures de gendormerie. Une vaiture de France 2 naus suivait. Naus sammes passės devant l'Abribus où se trouvait Kelkal, seul, debout, de l'autre côté de la choussée. Je pense qu'il ne naus a pas vus. En revanche, il a vu les vointres de gendarmerie aui se sont garées juste en face de lui. Après être passé devant l'Abribus, ic me suis garé vingt mètres plus loin, également sur la choussée apposée. L'ai regardé dans mon retroviseur mais il faisait nuit. Kelkal était juste éclaire par un lampadoire

» Des gendormes sont sortis de la voiture, l'ai entendu des mats, ie ne peux dire lesquels ni d'où ils venaient. Pai entendu un cri. Pai vu

dans le rétroviseur, camme dans un flash, Kelkal sortir san orme avant le moindre coup de feu, mais je ne voyais pas les gendarmes. Comme j'étais dans l'axe de ce qui s'onnonçait comme une fusillade, je me suis aussitat cauché dons la voiture pour me pratéger et changer mes films. Je n'oi donc pas vu les échonges de caup de feu ni qui a tiré le premier. J'ai entendu une vingtaine de coups de feu en une gunrantaine de secandes. Puis, quelqu'un a crié « Halte au feu! ». J'ottendais la fin de la fusillade pour sartir de lo voiture et prendre des photas.

 Quand j'ai à nauveau reeardé. i'ai vu les gendarmes se diriger vers Kelkal, qui gisait sur le ventre, tis l'ant retourné. Kelkal tenait encore son pistalet. Un gendarme lui a danne un caup de pied dans la main paur, je pense, lui enlever l'arme. Le cameraman de M 6 était ossis à côté de moi dons la voiture. Après les premiers coups de feu, il est sorti, protégé par le véhicule, et a filmé. Je ne sais pas à quel stode de la fusillade il a commencé à filmer. »

Laurent Guisset, le cameraman de M 6-Lyoo qui était dans la voiture du photographe « ne souhaite pas être consulté sur cette histaire ».

PANIOUE

De son côté, Michèle Fines, envnyée spéciale de France 2, raconte: * J'ai vu les 4X4 des gendarmes s'orrêter sur un parking. A cc mament-là i'ai regardé sur la droite et j'ai aperçu à l'arrêt de bus un icune homine de type maghrébin. J'ai compris ce qui se possait lorsque i'ai vu que le jeune hamme en question était habillé en treillis. l'ai immédiatement essayé de faire fanctianner notre caméra, mais les batteries étaient à plat. Très vite. Khaled Kelkal a sorti son arme et a fire en direction des gendarmes qui ont ripasté. l'ai jeté un œil sur la voiture du photogrophe, ses occupants s'étaient cauchés. I'en ai fait autant et je n'ai danc pas vu le déraulement intégral de l'échonge de coups de feu. Je n'oi entendu que

Je n'ai pas entendu « Finis-le I Finis-le! », mais tout le monde était paniqué. Pendant un court moment de répit, un gendorme a crié: « Il bouge encore. » Puis j'oi à nauveau tenté de faire redémarrer la caméra. C'est à ce mament-lò que le cameramon de M 6 o tourné les images ou an voit Khaled Kelkal ou sol, penché sur le côté, tirant sur un gendarme en foce de lui sur le même trottoir. »

Nicole Guyard, journaliste au bureau lyonnais de Radio-France, est arrivée peu après la fusillade. « Je me suis garée dans un renfoncement, du côté de l'Hôtel du parc. C'est alors que j'ai vu le corps de Kholed Kelkal. A ce mament-là, an envisage en une secande toutes les hypathèses. J'ai d'abard cru qu'il avait été froidement abottu. Mes canfrères de M 6 et de Sygma m'ont expliqué la scène avec taus les détails : Khaled Kelkal avait tire le premier et les gendarmes n'avaient fait que se défendre. J'ai eu la convicrian qu'ils n'avaient pas sciemment tue Kelkal quand, un peu plus tard, Jean-Mane Deleau [correspondant de TF 1 à Lyon] a raconte que, quosiment au même mament, alors qu'il se trouvait avec d'autres gendarmes qui ratissaient un champ de mais voisin, il avait entendu l'un d'eux rappeler à ses collègues : « N'ou-

bliez pas les sommatinns d'usage ... Un peu plus tard, Maurice Fusier, également journaliste à Radio-France, arrive à snn tour sur les lieux. . Co sentait encare lo poudre, se souvient-il. Une dizaine de gendormes mabiles, accroupis au cachés derrière des murs, recherchoient d'éventuels camplices de Khaled Kelkal. J'ai également le souvenir très précis de la présence d'un soc de sport de couleur naire à côté du carps. Les gendarmes ont attendu que les artificiers orrivent. Le sac contenait de perites choses, un couteau, une carte_. >>

Le départ précipité outre-mer du GIGN a placé les gendarmes parachutistes en première ligne

L'INTERVENTION de la gendarmerie - notamment de l'escadron parachutiste, dont un peloton s'est retrouvé face à Khaled Kelkal - dans les monts du Lyonnais a été organisée par le commandement du groupement de gendarmerie du Rhône dans le cadre d'une ppération de pobce judiciaire. Au niveau du département, le colonel Elie Arnault, le « patron » du groupement à Lyon, a estimé avoir besoin de renforts. C'est à ce titre - et avec l'accord de son supérieur, le général de division André Lorant, à la tête de la circonscription de gendarmerie au niveau du préfet de zone -, que trois formations se sont agrégées aux gendarmes départementaux et mnbiles déjà sur place : deux groupes (douze à quinze gendarmes chacun) qui relevent du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et un peloton (une trentaine d'bommes) appartenant à l'escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN). L'escadron a d'abord été engagé pour la vérification d'un renseignement lié à « lo recherche d'une personne »,

Composé de moins de cent trente officiers et sous-officiers, l'EPIGN dépend – avec d'autres unités comme le GIGN – du groupement de sécurité et d'interventinn de la gendarmerle natinnale (GSIGN), commandé par le lieutenant-colonel Gilles Janvier. C'est une formation de gendarmes mnbiles spécialisés, qui ont l'habitude de s'entraîner et d'npérer avec le GIGN et qui sont souvent engagés en soutien nu en renfort des unités du GSIGN. Ce fut le cas, par exemple, en décembre 1994, à Marseille, quand des gendarmes paracbutistes sont intervenus aux côtés du GIGN pour libérer des passagers d'un avion d'Air France D'une manière générale, l'EPIGN peut être appelé à assurer des missions d'observation ou de renseignement dans le cadre de la lutte contre la criminalité ou le terrorisme, la protection des intérêts français à l'étranger (postes diplomatiques et ressortissants menacés), la sécurité de hautes personnalités. Il peut aussi prêter son concours à une action de pobce classique. Il intervient en métropole et bors du sol national. C'est ainsi que, depuis sa création en 1971 à Mont-de-Marsan (Landes), l'EPIGN, basé à Satory (Yvelines) depuis 1984, a été engagé dans une trentaine de pays, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique

Dans les monts du Lyonnais, l'EPIGN a été mobilisé en tant que réserve générale d'intervention, à l'appel du général Lorant, qui s'est adressé à la Direction générale de la gendarmerie à Paris, seule instance babilitée à engager des effectifs venant de l'extérieur de la circonscription de gendarmerie. Un peloton d'une trentaine d'hommes a renforcé les effectifs sur place et, singulièrement, deux groupes du GIGN.

DES PROBLÈMES D'EFFECTIFS

Ces gendarmes parachutistes se sont trauvés en première ligne, dans la traque de Khaled Kelkal et de ses complices, à la suite du retrait précipité, au milieu de la semaine dernière, de leurs collègues du GIGN. A vingt-quatre heures d'intervalle, en effet, les deux groupes du GIGN ont brutalement quitté les mnnts du Lyonnais pour aller grossir les rangs des forces spéciales que la France avait décidé d'envoyer à Mayotte, après le coup d'Etat perpétré aux Comores par Bob Denard et par ses mercenaires (Le Monde du 4 octobre), pour s'y préparer à une riposte.

Même s'ils sont spécialisés

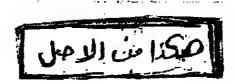
comme chuteurs opérationnels. plongeurs, secouristes, tireurs d'élite ou experts en explosifs, les gendarmes parachutistes sont considérés par la hiérarchie de la gendarmerie au même titre que d'autres gendarmes mobiles, appelés à prêter leur concours à des enquêtes ou des opérations de police judiciaire et administrative.

Les événements actuels, le plan « vigipirate » comme ce qui se passe outre-mer, mobilisent, de fait, une grande partie de la gendarmene mobile, dont le GSIGN est l'un des fleurons. Sur les cent vingt-cinq escadrons de l'arme, pas moins de vingt-cinq servent outre-mer (dont neuf en Polynésie, pour les essais nucléaires) et douze autres (on en a compté jusqu'à seize) sont engagés dans la lutte contre le terrorisme en France. Ce qui signifie, si l'on inclut les trois escadrons demeurés dans la région lyonnaise après la mort de Khaled Kelkal, que près du tiers des formations de ce type, dans la gendarmerie, sont aujourd'hui sur le terrain. Un tel taux de disponibilité, sans constituer un maximum, laisse peu de temps au reste, notamment à l'instruction et au perfectionnement des personnels, à leur relève éventuelle et aux

périodes de récupération. Ce problème des effectifs a, durant les années passées, amené tous les gouvernements à inscrire, dans les budgets de la défense, une augmentation régulière du nombre des gendarmes. Selon les cas, il s'est agi de recruter entre sept cents à mille gendarmes supplémentaires par an. Pour 1996, la pratique a été rompue. Charles Millon a annoncé, la semaine dernière, que le train de vie de l'Etat devait être réduit et que les armées, gendarmerie comprise, de-

vaient prendre part à cet effort.

Jacques Isnard



pris en otage à Alger.

SOCIÉTÉ

Le professeur Roux

et le docteur Netter

ont été mis en examen

Ils sont accusés de complicité d'empoisonnement

LE PROFESSEUR Jacques Roux, docteur Netter avaient déjà compa-

4 Dillion 1

2" 4 Cal . 14

18 M. Oak

- 1 mm

de Co

The Charles of the

化多路 在 しんとし

** 大学性をいった。

1001

7212631

The Control of the Control THE PROPERTY.

HARA Service

A . Ro . W. W. A 45 W 1 ...

rer du GIGN a place

sen premiere ligne

Artist Control

45.00

Service Control

A Section of the sect

Part Age

Marchan w

l == 12: , ~ .

Bran.

Marie Salara de la companya della companya della companya de la companya della co

Max

April 18 mg

and the same of

Act of the contract of

7704 1 1 1 1

1000

Asset Section

1997 1992

 $\int \varphi_{\mathbf{z}} \varphi_{\mathbf{z}} = e^{-i\phi_{\mathbf{z}}} e^{-i\phi_{\mathbf{z}}}$

₹₹.

影響を発光した方法がある。

Marie Control

Marine or

Francisco V

THE TANK

San San San . . .

200

ligibilité cnotre Alain Carignoo, ancien ministre RPR et ancien maire de Grennble. En le désignant comme un «corrompu», M. Charpentier a estimé qu'Alain Carignon avait « gravement manqué au devoir de sa charge, sombré dans lo vénalité et sacrifié l'intérêt general au profit de so corrière politique et de sa valanté de puissance ». La même peine a été demandée contre Jean-Louis Dutaret, dépeint par le magistrat comme « l'éminence grise, le mauvais génie d'un couple infernol qui a racketté les entreprises ». S'adressant ensuite à ceux qui sont, à ses yeux, les « corrupteurs », le magistrat a demandé trois ans de prison et I million de francs d'ameode contre Marc-Michel Merlin, ancien président du groupe régional Merlin, et trente mois de prison assor-

naise des eaux à l'époque des faits. D'autre part, M. Charpentier a demandé au tribunal de Lyon de cnodamner Frédéric Mougeolles, ancien directeur do groupe Dau-

tis de 500 000 francs d'ameode

contre Jean-Jacques Prompsy, di-

recteur commercial de la Lyoo-

Le parquet a requis quatre à cinq ans de prison contre Alain Carignon

Selon le procureur, les agissements des corrompus sont plus graves que ceux des corrupteurs

Le procureur adjoint de Lyon, Bertrand Charpen-tier, a demandé une peine de quatre à cinq ans cinq ans d'inéligibilité contre Alain Carignon. Le sa charge, sombré dans la vénalité et sacrifié procureur a estime que l'ancien maire de Gre-

de notre envoyé spécial Au terme d'un réquisitoire d'un peu plus de deux heures, le procureur adjoint de Lyon, Bertrand Charpentier, a demandé une

Deine

d'amende pour recel d'abus de biens sociaux. Contre Louis Bera, ancien président de la Serepi et de la Serecom, il a requis seize mois de prison avec sursis pour abus de biens sociaux. Le magistrat a aussi quatre à cinq demandé deux ans de prison avec ans d'emprisursis cootre Claudine Meinnier, sonnemeot, sœur de Jean-Louis Dutaret et 500 000 francs présideote de la suciété Whip, d'amende et snupçunnée de recel d'abus de cing ans d'inébiens sociaux. Enfin, il a été demandé six mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende contre Pierre Merlin, qui répondait

d'abus de biens sociaux. Avant le réquisitoire, les parties civiles estimaient que des questions étaient restées sans réponse. Les parties civiles se sont senties bien seules lors de ce procès », soupirait M Thierry Aldeguerre, conseil de l'Association Eau-Secours, avant de reprocher ao procureur « sa grande absence » pendant l'audience. Elles avaient donc tenté, chacune à sa manière, de démontrer la corruption. Me Pierre Albert, conseil de la Confédération syndicale des familles, avait déooncé « le tour de passe-passe des prévenus, qui essaient de tomber dans l'amnistie du financement des partis politiques ». Me Gerald Gallo, représentant de 101 usagers de l'eau de Grennble, coostatait : « Jusqu'à présent, on a assisté à un véritable monologue des prévenus qui sont venus nous vendre leur in-

été gommé. » Chacun attendait le réquisitoire, qui se devait d'être une démons-

nocence. Le dossier o été oublié, il o

phine News, à deux ans de prison tratioo rigoureuse. Hélas, le disavec sursis et 100 000 francs cours de M. Charpentier fut décevant car presque uniquement constitué par une lecture à peine modifiée de l'ordonnance de renvoi du juge Philippe Courroye. Laborieusement, le magistrat a repris chacun des arguments développés par le magistrat instructeur, sans faire référence aux explications fournies pendant l'audience. Pour répoodre aux critiques sur un procès apparemment peu contradictobre, il a reproché aux prévenus d'avoir a multiplié les dépositions afin d'apacifier le débat et évidemment, de refaire l'instruction ». Puis, à l'adresse des magistrats, M. Charpentier a rappelé: « Naus ne sommes pas à la cour d'assises; vous vous retirerez avec le dossier pour délibérer. Vous aurez accès à l'ensemble de la procédure. » En une phrase, le représentant du parquet venait de balayer une semaine d'audience ainrs que l'atti-

noble avait « gravement manqué au devoir de tique ». (Lire notre éditorial page 17.)

« LOI DU SILENCE »

Au lieu de cela, le représentant du parquet a reconnu « la spécificité du délit de corruption, qui préfère l'obscurité ou grand jour », avant d'ajouter: « Il est ourêmement difficile de briser cette lai du silence. » Il a aussi souligné que la Lynnnaise des eaux était un « empire » disposant d'une direction juridique « efficoce ». Faute d'une preuve impossible, il s'est alors reposé sur l'ordonnance du juge et sur les accusations de M. Merlin. Mais celles-ci ont tellement varié au

tude des prévenus, si désagréable

fint-elle par moments, aurait méri-

té quelques solides réponses.

cours des débats qu'il a parfois été difficile de savoir si le PDG du groupe Merlio courtisait assidument la commune de Grenoble ou si le maire avait lui-même pris l'initiative d'échanger la concession de l'eau contre une multitude

d'avantages. Restait à chiffrer les sanctions et, sur ce point, l'analyse de M. Charpentier ne manque pas d'intérêt: «Le code pénal ne fait aucune différence entre le corrompu et le carrupteur et pourtant je pense qu'il est nécessaire d'établir une distinction. » Selon le procureur, « les agissements des corrompus sont plus graves que ceux des corrupteurs ». L'affirmation sera discutée, surtout si l'on se réfère à l'appréciation portée par le magistrat sur l'« empire » de la Lyonoaise des eaux. Mais M. Charpentier a expliqué : « Le corrupteur n'a qu'un seul moven à sa disposition. c'est celui de payer. Le corrompu a le pouvoir de monnayer au de ne pas mannayer. » Le débat est plus moral que juridique mais, en l'occurreoce, l'analyse du représentant du parquet justifie une échelle des peines qui connaît cependant quelques variantes. Ainsi, M. Charpentier a estimé qu'il failait tenir compte du rôle de M. Medin, « qui a permis de faire progresser l'enquête ». SI M. Prompsy, « grand dissimulateur, grand simulateur », oe mérite que treote mois, c'est, selon le magistrat, parce que la Lyonnaise des eaux a beaucoup moins payé que

Maurice Peyrot

de la santé (LNS), ont été avisés par professeur Roux avait été condamun courrier du juge parisien Marie-Odile Bertella-Geffroy de leur mise en examen pour complicité d'empoisonnement dans le cadre de l'affaire du sang contaminé. Me Bertella-Geffroy leur reproche d'avoir contribué au retard dans la mise en place, en France, du test de dépistage ubligaroire dans les dons de

ancien directeur général de la santé,

et le docteur Robert Netter, ancien

directeur du Laboratoire national

sang et d'avoir cherché à favoriser le test de dépistage de l'infection par le virus du sida mis au point par la firme française Diagnostics Pasteur au détriment de celui commercialisé par la firme américaine Abbott. Deux dossiers, nuverts en 1994. sont actuellement en cours d'instruction. Dans le premier, que Mª Beriella-Geffroy a en charge, MM. Roux et Netter sont les treizième et quaturzième personnes

ciens salariés du Centre national de transfusioo sanguine (les docteurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain et Bahman Habibi, ainsi que Gérard (acquin), six anciens membres de cabinets ministériels (Claude Weisselberg, François Gros, Gaston Rimareix, Charles-Henri Filippi, Louis Schweitzer et Patrick Baudry) et deux membres de la directino générale de la santé (le docteur Jean-Baptiste Brunet et Marie-Thérèse Pierre). Le second dossier vise trois mioistres eo exercice en 1985. MM. Fabius et Hervé, alosi que M= Dufoix, également mis en exa-

men pour « complicité d'empoison-

oement ». Le professeur Roux et le

mises en examen après quatre an-

né à quatre ans de prison avec sursis; Robert Netter avait été relaxé. La cour d'appel de Paris, en julliet 1993, avait ramené la peioe de lacques Roux à trois ans avec sursis. Ouant à Robert Netter, il fut condamné en appel à un an de prison avec sursis. Le 13 mars 1985, dans une note adressée au docteur Netter, le professeur Jacques Roux avait indique

ru lors du procès dit « du sang

contaminé », en 1992, devant le tri-

bunal correctionnel de Paris. Le

que, compte tenu des « Incertitudes » sur la fiabilité des tests proposés, « il convient de surseoir à l'enregistrement de taut réoctif de ce

Le 25 avril, dans une unte adressée au docteur Claude Weisselberg (du cabinet d'Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé), le docteur Netter indiquait qu'il ne lui était pas possible de surseoir plus longtemps à l'enregistrement du test de dépistage américain Abbott sans risquer un « recours en Canseil d'Etat paur abus de pouvoir ». Quelques jours plus tard, an cours d'une réunion interministérielle qui se tenait à l'Hōtel Matignon sous la présidence de François Grns, le cabinet du premier ministre Laurent Fabius avait demandé que le dossier d'enregistrement d'Abbott soit « encore retenu quelque temps au LNS ».

Finalement, le 19 juin, Laurent Fabius avait annoncé à la tribune de l'Assemblée oationale qu'il avait décidé de rendre obligatoire le dépistage de l'infection par le VIH

La Sécurité sociale en conflit avec les vaches landaises

"OAX

de notre envoyé spécial Depuis des lustres, de la fin de l'hiver au début de l'automne, dans les villages d'une partie des Landes, du Gers et des Pyrénées-Atlantiques, une polgnée d'hommes hors normes, les écarteurs, affrontent des vaches rapides en diable, peu commodes et solidement armées. Planté au centre de l'arène, l'écarteur doit esquiver la coursière de près de 400 kilos qui fonce sur lui, simplement en la faisant passer dans le creux de ses reins. Il y faut de l'adresse, un brin d'inconscience et une capacité exceptionnelle à encaisser les coups que les vaches de course distribuent généreusement.

Cette tradition serait aujourd'hui remise en cause. Non pas que le public déserte les arènes au profit des corridas. La menace vient de là où personne ne l'attendait : de l'Urssaf, l'organisme chargé du recouvrement des cotisations sociales, qui s'est mis en tête d'imposer des retenues sur les diverses primes que touchent les écarteurs une centaine de personnes au maximum pendant les courses. Au cri de « touche pas à mon écorteur » et de « non, les vaches n'ont rien à poyer », ils étaient près de 2 000, dimanche 1º octobre, devant les arènes de Dax (Landes), pour aller, en cortège et banderoles

au vent, remettre au sous-préfet une motion | de députés, une guinzaine de maires, de protestation. L'affaire a mis en émoi le monde de la course landaise. Les communes qui organisent ces manifestations évoquent avec effroi les montagnes de formulaires à remplir pour être en règle avec les organismes sociaux, et les taxes supplémentaires qui menacent leurs finances. Les écarteurs, qui ne le sont que quatre mois par an et exercent le reste du temps un second métier, n'entendent pas abandonner une partie de leurs primes douloureusement acquises et payées de la main à la main.

SAUVEGARDER LES TRADITIONS

A la mi-luillet, les écarteurs avaient délà manifesté leur mauvalse humeur en refusant. au dernier moment, de participer au concours de Mont-de-Marsan, l'une des plus prestigieuses épreuves de la salson. Du jamais vu, de mémoire d'amateur de courses landaises. Depuis, les hommes en boléro ont su gagner à leur cause les élus locaux. Et c'est ainsi que dimanche, quelques heures avant que ne débute le championnat de France des écarteurs, les ultimes curistes venus soigner leurs rhumatismes à Dax ont eu droit à une manifestation de vaches de course au sombre pelage flanquées de quelques paisibles taureaux. Suivaient un sénateur, une brochette

écharpe tricolore en bandoulière, des écarteurs en habit de lumière, une bandas de musiciens gersois et la foule des amateurs de courses venue en ce matin d'automne pour souvegarder les traditions du pays ».

le groupe Merlin.

Avant que le sous-préfet ne reçoive une déégation, un discours frappé de fortes phrases fut prononcé. La mort des épiceries de campagne, la fermeture des écoles communales, la mise en place de jachères, Bruxelles et son souci de tout normaliser furent successivement évoqués. La course landaise serait-elle l'ultime victime d'une fausse modernité, s'interrogea gravement l'orateur? « Si l'Urssaf met sa menace à exécution, les courses londaises, ovec leur côté spontané, vont disporaître. On n'auro plus que des spectacles sans âme », prédisait de son côté le socialiste Henri Emmanuelli, président du conseil général des Landes.

Pour l'heure, le moratoire qui a été accordé devrait s'achever le 15 netobre. L'Urssaf dira alors si la course landaise bénéficie ou non d'un traitement de faveur. En cas de réponse négative de l'administration, des écarteurs ont prévu de se rendre en pèlerinage à Lourdes. Flanqués de vaches de course.

Jean-Pierre Tuquoi

Jacques Chirac souhaite un islam mieux organisé

LE PRÉSIDENT de la Répubbque a reçu, mardi 3 octobre, le Haut Conseil à l'intégration. Son président, Marceau Long s'est inquiété des risques d'amalgame qui, à travers les événements actuels, jugés « angoissants », dans les bantieues, « peuvent entraver le processus d'intégration ». Soulignant que « l'islom est peut-être lo meilleure borrière contre l'islomisme », l'historien Pierre Chaunu, membre du Haut Conseil, a indiqué que le président de la République avait marqué la nécessité d'une meilleure organisation de la communauté musulmane et chargé le Haut Conseil à l'intégration de « s'en occuper ». Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, et Eric Raoult, ministre de l'intégration, assistaient à l'entretien. De son tôté, Jean-Pierre Delalande, député (RPR) de Deuil-la-Barre

(Val-d'Oise), a souhaité qu'il y ait en France « de plus en plus d'imoms français, d'origine française ou connoissant bien lo culture

■ ÉTRANGERS : Etienne Mourrut, le maire (RPR) d'une localité du Gard de 5 000 habitants, Le Grau-du-Roi, a décidé de ne plus signer les certificats d'bébergement des étrangers hars CEE, « pour ne plus cautionner un processus qui focilite l'immigration clandestine avec toutes les conséquences que l'on connaît ». M. Mourrut, qui enteod ainsi exprimer un « ras-le-bol », a expliqué à l'AFP que « si l'on signe un certificat d'hébergement – qui permet à un étranger hors CEE d'obtenir un visa tauristique - à quelqu'un venant des Etats-Unis, an sait qu'il repartira chez lui, pas s'il vient d'Afrique du Nord ». Les demandes de tertificat d'bébergement doivent être contresignées par le maire de la commune concernée ou par le préfet du département. Le maire de Grau-du -Rni renvoie désormais les demandes sur la préfecture de Nimes.

■ STATUT DE L'ÉTUDIANT: L'UNEF (proche des communistes), lance, pour la mi-novembre, des Assises consacrées au statut de l'étudiant. Le syndicat étudiant eotend ainsi intervenir dans la concertation annoocée par Français Bayrou et qui doit s'ouvrir à la mi-octobre (Le Monde du 4 octobre). Ces assises devraient, pour l'UNEF, être l'occasion de rappeler quelques-unes de ses revendications fortes sur l'amélinradon de l'aide sociale aux étudiants, le droit aux bourses, les problèmes de logement étudiant et de transport.

Les liens entre M. Longuet et le « réseau Cellier » se précisent

APRÈS de lungs mois de silence, Gérard Longuet a reconnu, lundi 2 octobre, que c'était bien lui, et non pas l'ancien trésorier du Parti républicain Jean-Pierre Thomas, qui avait négocié, en 1988, l'achat d'un appartement parisien pour le compte du PR. L'ancien ministre, confronté à Jean-Pierre Thomas et à l'ancien PDG de la Sages Michel Reyt dans le bureau du juge d'instruction Mireille Filippini, a cependant réaffirmé tout ignorer du potde-vin verse à cette occasioo via un compte panaméen géré par l'un de ses amis, le banquier Alain Cellier. MM. Longuet, Thomas et Reyt sont mis en examen dans le cadre d'une information judiciaire concernant

le financement du PR. Enquêtant, l'an dernier, sur le financement du Parti républicain, le conseiller à la cour d'appel de Rennes, Renaud Van Ruymbeke, avait révélé le rôle-clé joné par Gérard Longuet dans l'achat, pour le compte de son parti, d'un appartement de 200 mètres carrés, situé rue de Constantine à Paris. Le hasard avait voulu que ce local, situé tienne à Michel Reyt, l'un des intermédiaires financiers attitrés des socialistes. Il ressortait de l'enquête du conseiller Van Ruymbeke que toute l'affaire avait été pilotée par M. Longuet, qui n'était pourtant à l'époque ni président ni trésorier du PR.

Gérard Longuet avait négocié simultanément avec Michel Reyt et avec l'acheteur de l'appartement, la Soredim, une filiale du groupe immobilier Cogedim, pnur lequel l'ancien ministre allait bientôt travailler comme consultant. Résultat : un prix de vente officiel de 13.5 millions de francs - soit près de 70 000 francs le mètre carré! auxquels s'ajootait, d'aprés M. Reyt, un dessous-de-table de 6 millions de francs payable eo deux fois sur un compte suisse. Le 14 septembre 1988, à la veille de la signature de l'acte de vente entre la Soredim et Michel Reyt, le compte ouvert par ce demier à la Banque populaire suisse de Genève était

Luxembourg par le banquier Alain Cellier, ami intime de Gérard Longuet. Inculpé dans cette affaire pour trafic d'influence aggravé et incarcéré pendant trois semaines, en octobre 1994, à Rennes, le PDG de la Cogedim, Michel Mauer, avait affirmé être étranger à ce versement. Peu après, il avait démissionné de ses fnoctions à la tête du groupe immobilier.

LA CAISSE NOIRE DU PR

Le 14 octobre 1994, l'affaire avait connu deux rebondissements spectaculaires. Michel Reyt, entendu à Rennes par le conseiller Van Ruymbeke, avait révélé qu'il avait oégocié « soit avec MM. Thomas et Longuet ensemble ou avec M. Thamas au M. Longuet seuls ». Quelques heures plus tard, Gérard Longuet démissionnait de ses fonctions de ministre de l'industrie d'Edouard Balladur. Depuis, Jean-Pierre Tho-

Corp., ouvert dans une banque du sion présentée par Michel Reyt et au silence prolongé de Gérard Longuet. Il aura fallu un an pour que ce demier se décide, en reconnaissant les faits, à lever les soupçons pesant sur son ancien trésorier. Faudra-t-Il atteodre aussi long-

temps pour découvrir qui a donné l'ordre de virement du pot-de-vin reçu par Michel Reyt? Gérard Longuet affirme tout ignorer de cet aspect des choses. Reste que ce virement fait clairement le lieo entre la vente de l'appartement de la rue de Constantine et le réseau de comptes géré par Alain Cellier au Luxembnurg. Et que plusieurs mouvements de fonds repérés récemment par la justice suisse entre le « réseau Cellier » et des comptes ouverts à Genève par des collaborateurs de Gérard Looguet et d'Alain Madelin confortent l'hypothèse, formulée par le conseiller Van Ruymbeke dès le début de l'affaire, seion laquelle les montages financiers d'Alain Cellier abriterajent une « caisse noire » du Parti

Roland-Pierre Paringaux

Symposium international SIDA, SOCIETES ET POPULATIONS

Mardi 17 et mercredi 18 octobre 1995 A L'ASSEMBLEE NATIONALE - PARIS

Place sous le patronage de M. Padraig Flynn, membre de la Commission Européenne.

Discours d'ouverture prononcés par le Dr Elisabeth Hubert, ministre de la Santé publique et de l'Assurance maladie, et par M. Jacques Godfrain, ministre de la Coopération. Discours de clôture prononcé par le Dr Xavier Emmanuelli,

secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire d'urgence.

Deux journées organisées par l'association EQUILIBRES ET POPULATIONS, à l'initiative du club interparlementaire

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: 140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS-PERRET Tel.: 47.30.78.00 - Fax: 47.30.76.93

« PROJET POPULATIONS ET PARLEMENT ».

mas a mé toute participation à une crédité de 5 millions de francs. Le négociation dont il affirme n'avoir reliquat était versé peu après. Dans même pas été tenu au courant (Le les deux cas, l'argent avait transité Monde du 10 janviet). Mais il se au-dessous du siège du PR, appar- par un compte panaméen, Suchy heurtait aux ambiguités de la ver-

Monique Gadant

Une intellectuelle témoin atypique de la société algérienne

Monique Gadant, directrice de l'Institut Maghreb Europe, spécialiste de l'Algérie, est morte, vendredi 29 septembre, à Paris, des suites d'un accident de la circulation. Elle était àgée de soixante-quatre ans. Monique Gadant venait d'achever deux livres, Parcours d'une intellectuelle en Algérie (L'Harmattan) et Le Notionolisme olgérien et les femmes (préface de Mohammed Harbi), à paraître fin octobre

chez le même éditeur. Née à Dijon le 10 décembre 1930, Monique Gadant était arrivée en Algérie à l'automne 1962. Jeune agrégée de philosophie, elle y restera dix ans. Professeur au lycée Delacroix, elle enseigne

LA SOCIOLOGUE française ensuite, de 1964 à 1971, à la faculté des lettres d'Alger. Mariée à un dirigeant du Parti communiste algérien (PCA), elle participe, dans l'ombre, aux débats et aux activités de l'opposition pro-

MILITANTE DE GAUCHE

Témoin atypique de la société algérienne, Monique Gadant « possède » trois handicaps dont elle fera ses plus précieux atouts: elle est femme dans une société profondément misogyne; étrangère dans un pays marqué par le nationalisme; épouse de communiste et militante de gauche elle-même, alors que l'Algérie subit un régime autontaire que peu d'intellectuels,

en France comme allleurs, osent alors critiquer. « Peut-on connoître les Mayas si l'on n'est pas Moya soi-meme? S'il est vroi que l'étrangeté permet, ou mieux, un regord exotique, lo négotion de l'étrangelé por l'identification à un Autre fantasmolique, l'aspiration à la fusion ovec lui, loin d'ovoir un effet de connoissonce nous enferme au contraire dans l'ethnocentrisme, celui de l'un ou

janvier 1992. Très fine observatrice, rebelle aox dogmes, volontiers provocante, Monique Gadant savait faire montre, au plus haut point, de ce qu'elle appellait « le courage de lo lucidité ». Son premier livre, Islom et notionalisme en Al-

- Thierry Billette de Villemeur,

M. el M™ Rongières,

ses beau-frère et sœur,

ne, Raphaëlle, Barthélemy,

ses parents,

Le lieutenant-colonel et M Dusaillant,

M= Billette de Villemeur, M_ et M= Régis Billette de Villemeur,

ses beaux-parents, ont la douleur de faire part du décès de

Agnès BILLETTE

de VILLEMEUR,

son époux, Delphin ses enfants

l'outre bord », écrivait-elle en

gérie (L'Harmattan, 1988, préface de Benjamin Stora), ouvrage précurseur, en témoigne de facon exemplaire, qui analyse, sans hargne ni complaisance, les filiations historiques du « mal algérien ».

Maître de conférences à l'université de Paris-VIII, membre du comité de direction de la revue Peuples méditerronéens, Monique Gadant avait aussi publié de très nombreux articles - sur la question des femmes notamment. Le procbain numéro de la revue Nouvelles questions féministes, à paraître en décembre, et qui doit publier son tout dernier article, lui sera dédié, en hommage.

- M= Adèle-Charlotte Colombani,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Sextus COLOMBANL

survenu le le octobre 1995, à l'âge de

Les absèques religieuses sernal

célébrées. le vendredi 6 octobre, à 10 h 45, en l'église Sainte-Louise de Ma-

Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue Pascal.

ses enfants, petits-enfant et arrière-petits-enfants,

Et joute la famille.

Catherine Simon

l'hôtel Negresco à Nice, est mort, lundi 2 octobre, à son domicile niçois. Né le 26 novembre 1912 à Nice, Paul Augier a été avocat au barreau de Nice avant de prendre la direction du palace de la promenade des Anglais en 1957, puis de créer de nombreux établissements hôteliers en France et à l'étranger. Il a slégé au conseil général des Alpes-Maritimes de 1946 à 1952 et au conseil municipal de Nice de 1948 à 1954.

LE GÉNÉRAL ROBERT CAIL-LAUD, ancien combattant de Dien Bien Phu, est mort, dimanche le octobre, à Aubiat (Puy-de-Dôme). Il était agé de soixantequatorze ans. En septembre 1943, à vingt-deux ans, Robert Caillaud, qui sort de Saint-Cyr, rallie les Forces françaises de l'intérieur et, avec le groupement Mortier, il est mtégré dans la demi-brigade d'Auvergne. Il effectue ensuite plusieurs séjours en Indochine et par-

PAUL AUGIER, propriétaire de ticipe, avec le 2* bataillon étranger de parachutistes, aux combats de Dien Bien Phu en 1954, où il est prisonnier durant cinq mois. Il sert en Algérie dès 1957. En mai 1963, Il commande le 2 régiment étranger de parachutistes, puis, en 1972. l'école des troupes aéroportées à Pau et, en 1975, la 1º brigade parachutiste à Toulouse. Il quitte l'armée en 1978 avec le grade de général de division. Titulaire des croix de guerre 39-45 et des théâtres d'opérations extérieures, le géné-ral Robert Caillaud était grand officier de la Légion d'honneur.

LE PÈRE ABEL JEANNIÈRE est mort, dimanche 1ª octobre à Paris. Il était àgé de soixante-quatorze ans. Prêtre de la Compagnie de Jésus depuis 1952, il a enseigné à Beyrouth, à l'Institut d'études sociales de la faculté catholique de Paris, ainsi qu'au centre Sèvres. Il fut l'un des animateurs du Centre d'action sociale des jésuites et collaborait à la revue Projet.

AU CARNET DU MONDE

<u>Naissances</u>

La famille Vanderhægen,
Catherine et Christian Giraud,
et Nicolas,
oni iz joie d'annoncer la naissance de

Le | octobre 1995.

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire,

Mamie DOUN.

Tes petits-enfants Alexandre, Wilfried, Julie, Sherwood, Tara et Scott.

Décès

• GUYTER CRASS ACK C'HASTORE ALLEMANDE . MAN

diplomatique

OUCEANINDIEN

LE MONDE

Un monde

Sans cap

Karim AOURAS

s'était Joint à Act Up-Paris dès 1990.

Il est décédé ce mercredi 27 septembre 1995, dans sa vingt-sixlème année.

révolte contre le sida. Karim, sois sûr que nous poursulvrons - Eric et Philippe Barboux ont la tristesse d'annoncer le décès de

M™ le docteur Françoise ANDRÉ,

survenu le 30 septembre 1995, à l'âge de à ceux qui l'ont côtoyée pendant ses études,

à ses patients, à ses collègues, à tous ses amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 6 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Salle, sa paroisse, 17, rue Ampère, 75017 Paris (métro Wagram), où l'on se réunira.

L'Inhumation aura lieu, à 16 h 30, au

cimetière commi son (Essonne).

130. boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

survenn accidentellement le 28 septembre 1995, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu, le rendredi 6 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-d'Assise de Vanves.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Téléphone 40-65-29-94 40-65-29-96

The PECLUM SONE PHALE MEMBER TIME

Dynamique infernale

en Algérie

Télécopieur 45-66-77-13

- Giulia Cournot, Tu es avec nous pour toujours. son épouse, Stéphane et Françoise Cournot, Antoine et Patricia Cournot, ses enfants et belles-filles, Camille, Clara, Quentin, Olivier et

Margaux, font part du décès de ses petits-enfants, Louis, Michel, Béatrice, Monique, Elisabeth, Jean-Pierre et Mare,

Ses frères et sœurs. Ses belles-sœurs Et toute la famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Claude COURNOT,

survenn à Paris, le 2 octobre 1995, à l'âge

La cérémonie religieuse sera célébrée, vendredi 6 octobre, à 11 heures, en 'église Saint-Sulpice, Paris-6.

34, rue Madame.

Au nom d'Actions-Traitements, d'Act Up-Paris, d'Aides Fédération nationale, d'Arcat-Sida, de Vaincre le sida, le collec-tif interassociatif TRT5 s'associe à la

uleur des proches d Nathalie DAGRON,

décédée, le 30 septembre 1995, dans sa trente-sixième année. Sa force et son sourne resteront éter-

iels dans nos mémoires. Bisous, petil dragon.

- M™ veuve Louis Chauland, Ses enfants et petits-enfants, Mª Geneviève Chazelas, ous invitent à vous joindre à leurs prières

pour le repos de l'âme de M™ veuve Victor DURAND.

La messe des obsèques sera célébrée le jeudi 5 octobre, à 15 heures, en l'église Sainl-Pierre de Montrouge, place d'Alésia, Paris-14°, suivie de son inhumation au cimetière constitued de Montrouge. cimetière communal de Montrouge, dans le caveau de famille.

Jean-Luc LAGARCE,

est décédé, samedi 30 septembre 1995.

Nous publions ci-après ses dernières nlontés :

« ...En ce qui concerne mes obsèques, je souhaite être incinéré, si possible à Paje souhaite être incinéré, si possible à Pa-ris et au cimetière du Père-Lochaise, ou cours d'une cérémonie la plus rapide et la plus intime possible. Ni fleurs ni cou-ronnes. Aucune intervention religieuse de quelque ordre qu'elle soit. Aucune ins-cription ensuite ne sera inscrite sur quel-que plaque ou monument que ce soit, ni date, ni même mon nom. Rien. (Ces volon-tés sont les plus importantes pour moi et elles doivent être respectées sans que per-sonne puisse se sentir blessé dans sa propre sensibilité.)

Fait à Paris, le le avril 1994, »

(Le Monde du 4 octobre.) - Le tribunal de grande instance de Créteil à la tristesse de vous faire part du décès de

> Mor Agnès MONGIÈRES, épouse Billette de Villemeur, juge aux affaires familiales.

Le 2 octobre 1995, quelques jours vant ses cinquante-cinq ans,

Jean-Pierre FOGACCI en est allé, à la grande douleur de ses

Sa femme, Ses enfants, Frédéric et Floriane, Sa belle-mère, Noëlle Fogacci, Sa famille.

 Penser à l'avenir, dans l'étreinte de chaque larme, rappelle la vie que nous connaissions. Mais ton ombre, qui se tient au bord de la roue, te rappelle sans cesse à notre souve-

- M⁻ Joseph Jung, M. et M⁻ Bernard Jung, M. Pierre Jung et M⁻ Colette Heitz, M. et Mac François Jung, Pierre, Jacques, Vincent, Juliette,

> Joseph JUNG, inspecteur d'académ cier de la Légion d'ix

commandeur des palmes académiques,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième an

née, le 3 octobre 1995.

avenue Clemenceau,
 Thionville.

- Aguès et Jean-Marie Noizet,

hène et Michel Thery, Lise Noizet, Valérie Noizet, Lectitia, Alice, Fanny, Alexandre, Charlotte, Manuel,

Marie-Pierre, Marion, Et toute sa famille, out la douleur de faire part de la mort de

Yvoune NOIZET,

le 3 octobre 1995,

et rappellent le souvenir de son mari

Georges NOIZET,

dispanu le 11 mars 1984.

L'inhumation aura lieu, la vendredi 6 octobre, à 15 b 45, au cimetière de Saint-Marc-Jaumegarde (Bauches-du-

10, traverse de Roux, 13007 Marseille.

- Anna Lewitte-Wekstein, Sophie et Philippe Noël, Isabelle et Gabriel Steg, Et leurs enfa Jeanine et Paul Rozembe out la douleur de faire part du décès du

Dr Charles WEKSTEIN,

survenu le 2 octobre 1995.

au cimetière de Pantia. Réunion devant l'entrée principale à 14 h 45.

Anna Lewitte-Wekst 12, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.

Remerciements

- Simone Canguilhem, Et ses enfants, remercient avec émotion toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympa-thie lors du décès de

Georges CANGUILHEM.

Condoléances

 Les membres du conseil d'adminis-tratinn, le directeur ainsi que tonte l'équipe de l'EPRA (Echanges et producs radiophoniques), profondém lés par le décès de

Mª Martine BARRÈRE,

présentent à son époux, M. Jean-Yves Barrère, président du conseil d'adminis-tration de l'EPRA, leurs sincères condoléances et lui expriment leur profond sympathie.

V

Avis de messe

77.14

. ---- داد میسود. استان میرود و استان داد و داد استان داد و داد استان داد و استان داد و استان داد و داد و داد و داد و داد و داد و

4. 10. 10. 10. 15

. . . .

an america

15/20

25"

To the world

4 44

. A tag to se

ALC:

ويوارهم والمراس

 Une messe sera célébrée, le samedi
 7 octobre 1995, à 11 heures, en la chapeile Saint-Bernard de Montparnasse, 34, place Raoul-Dautry, à Paris 15' (sous l'hortoge de gauche en façade de la gare), à l'inten-

Jean de MONÈS del PUJOL.

décèdé le 5 septembre 1995, à Muret Haute-Garonne).

- Une messe sera célébrée à la mémoire de

Philippe VENIN-BERNARD,

décédé à Paris le 8 septembre 1995.

Samedi 7 octobre, à 11 heures, eq l'église Saint-Eustache, chapelle de la Vierge.

Messe anniversaire Une messe sera dite en l'église Saint-

Joseph-des-Larmes le jeudi 5 octobre, à 17 heures, à la mémoire de Vincent MENNESSON,

rappelé à Dieu te 5 octobre 1993.

<u>Anniversaires</u>

-Le 5 octobre 1994.

Hervé JACOB

Sa famille et ses amis se souviennent.

- Le 5 octobre 1993,

Ivan SKOPAN

araissait, tué dans l'exercice de son

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Communications diverses Anciens élèves du lycée Carnot! Participez aux nombreuses activités de l'ALCT (Journal Officiel, 6 janvier

Parmi elles, un voyage à Tunis pour le pont de la Toussaint 1995 avec d'autres anciens. Rens.: ALCT, 18, Champs-Elysées, Paris-8. Tél.: 40-74-35-75. Fax: 40-31-85-25.

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris (3*), ce jeudi 5 octobre 1995, à 20 h 30 : « L'ex-Yougoslavie : fin de chapitre ? » : M. Lazare, membre du bureau Sarajevo, et Falk Dizdarevic, ambassadeur hono-

Colloque

 $>_{\mathcal{E}_{\sigma}}$

. .

- Le groupe Développement, organisation non gouvernementale partenaire d'ECPAT (End Child Prostitution In Asian Tourism) France, organise, du vendredi 13 octobre à 15 heures au samedi vendredi 13 octobre à 15 heures au samedi 14 octobre à 12 heures, au centre culturel Les Foutaines, route de Gouvieux à Chan-dily (Oise), un colloque ayani pour thème: Le tourisme, or et misère du tiers-monde. Renseignements et inscrip-tions: groupe Développement, Bât. 106, BP 07. 93350 Le Bourget Cedex. 161.: 49-34-83-13, fax: 49-34-83-10.

Claude-Alain Sarre soutiendra sa thèse de doctorat ès lettres « Ursulines provencales et comt soumission, 1592-1792 », sous la direction de Monique Cubells, le samedi 7 octobre, à 14 heures, à l'Université de Provence, 29, av, R.-Schuman, à Aix-en-Provence.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Nos abonnés et nos action-naires, bénéficiant d'une réduction sur les insertion du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nons communiques leur numéro de référence.

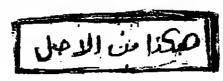
CE MOIS-CI DANS & LE MONDE DIPLOMATIQUE »: Superioris au surification internationales : Les participates de la Fao.

Suillage surrégique.

Suillage surrégiq OCÉAN INDIEN: Verrouillage strangelique. 3 ORGANISATIONS INTERNATIONALES. Les de la FAO.

Nations unles au propriées de l'agrées suerre. 7 BOLIVIE: Coca répression chez les paysans.

Nations unles défis de l'agrées suerre. 7 BOLIVIE: Coca répression chez les paysans. La juridiction assure son époux, ses enfants et tous ses proches de sa plus sincère



HORIZONS

Le système Nobel

L'attribution du prix littéraire le plus prestigieux au monde est le fruit d'une longue et secrète gestation au sein d'une Académie suédoise jalouse de son indépendance.

Largement critiquée, celle-ci poursuit patiemment une lente mutation

É en 1901, le plus important prix littéraire mondial conservé un prestige sans commune mesure avec la somme, pourtant considérable, qui lui est attachée. Habilement placé (la Bourse de Stockholm dispose du rez-dechaussée de l'Académie, et l'écran vidéo des cotations en continu est scellé contre sa porte), le fonds Nobel a permis de faire passer la dotation, qui était de 150 800 couronnes suédoises à l'origine et de 175 000 cinquante ans plus tard, à 400 000 en 1970, 880 000 en 1980 7 200 000 . en 1995 (5 200 000 francs). Une somme qui, selon le conservateur de la bibliothèque Nobel, Ake Erlandsson, correspond très exactement à la valeur du montant originel. Elle sera remise à l'élu par le roi de Suède le 10 décembre - jour anniversaire de la mort de Nobel.

4 P. P. T.

建心发生,使心

新 本本 海

The Carry

- - 184 3 Vi-

to Hambar

献 横

the state of the state of

医生物———

学生的是一个

M. 7 ;

1 3 m

PROPERTY.

the same and

· 在石泉。 **

124.7

* 4 . * *

ኛው ሚ.

 $T^{(\frac{1}{2})_{k+1,k+1,\frac{1}{2},\frac{1}{2},\frac{1}{2},\frac{1}{2},\frac{1}{2}}$

MARKET STATE

 $|\mathcal{A}|^{-1}(x_{2}) \neq x_{1} \dots$

Epotential Contract

\$ 24 Person

Mer:

niversaire de la mort de Nobel.

Il faut neuf mois pour donner naissance à un prix Nobel. Neuf mois précédés de plusieurs années de mise à l'épreuve. Les parties remises sont la règle, et les élus ont du montrer une aptitude particulière à la comparution répétée

de leur œuvre.

Chacun aura été « proposé par écrit par une personne habilitée » - membre d'académie, professeur de langue et de littérature, ancien lauréat, président d'association d'écrivains... - avant le 1° février de l'année d'attribution. Il devient

A l'indépendance et à l'intégrité, il convient d'ajouter la compétence, si l'on souhaite faire tenir debout l'édifice

alors « candidat », selon l'appellation des jurés.

Attirer l'attention de ces derniers de façon plus directe est le meilleur moyen de finir sur les rayons de « l'enfer » de la bibliothèque Nobel, où sont stockés les envois des candidats autoprocla-

Un patient travail d'élimination s'engage. Le comité Nobel, formé de cinq membres de l'Académie, auxquels a récemment été adjoint un sixième, le romancier Torgny Lindgren, présente ses choix chaque jeudi à 17 beures devant l'Académie (en théorie de dix-huit membres), qui tranche. En deux mois, la liste de quelques centaines de noms est réduite à une quinzaine. Deux mois encore d'études et de débats, et, fin mai. la fameuse « liste courte », comportant cinq noms, objet des premières spéculations, est close.

Les académiciens font alors leurs devoirs de vacances : lire en

profondeur les cinq œuvres et les

classer par ordre de préférence.

Septembre est le mois intense où l'assemblée passe progressivement de la discussion à la délibération. Lorsque le secrétaire perpétuel est « convaincu » qu'une majorité existe et lorsque le mois d'octobre se profile, il convoque les académiciens le jeudi suivant à 11 b 30, pour passer au vote. Une heure et demie plus tard, le nom du lauréat est rendu public.

Entre-temps, les spéculations n'auront pas manqué – elles tournent notamment, cette année, autour des noms de Seamus Heaney, Yachar Kemai, Aimé Césaire, Ismail Radaré, Salman Rushdie, Jorge Amado, Adonis, Günter Grass, Milan Kundera...

* Notre seul critère, c'est la valeur littéroire, dit le poète Östen Sjöstrand (70 ans), traducteur de du Bouchet et d'Yves Bonnefoy. Ce ne sont pas des olympiodes. Chaque cas est discuté plusieurs onnées. Il nous faut lire, lire, lire tout le temps. On a demande à des critiques littéraires de présenter une liste de leur choix. C'était d'un conventionnel qu'on ne peut imaginer I Nous sommes indépendents de l'Etat et nous avons les meilleurs services secrets de la littérature. Les enjeux économiques et les rivalités entre écrivains sont trop importants pour que nous levions le secret. Nous sommes plus libres de discuter oinsi. » Le secret, la grande affaire.

Le secret, la gratide affaire.

« Vous voulez rencontrer le comité
Nobel? Mois ils n'ont pas le droit
de parler! Tout est secret! »,
s'alarme-t-on dans les chancelleries suédoises. L'Etat fait assaut
de zèle, comme si l'on toucbait à
la sécurité nationale. Mais, riche
et indépendante, l'Académie suédoise se garde de tout tuteur. Et
ses membres ne ressemblent en
rien à une armée de l'ombre.
L'institution communique volontiers leurs numéros de téléphone
personnels. Chacun fait l'effort
d'accueillir le visiteur de passage.

d'accueilli le visiteur de passage.

Courtois et attentifs, prudents à ne rien dévoiler d'autre que leur infinie curiosité pour le monde de l'écrit, leur aptitude à se tenir informés, la démonstration d'une petite collectivité intègre, qui bénéficie d'une organisation légère et sans failles.

A l'indépendance et à l'intégrité – deux piliers auxquels ils font sans cesse référence –, il convient d'ajouter la compétence, si l'on souhaite faire tenir debout l'édifice. C'est celui que choisit d'attaquer George Steiner à l'automne 1984, à la veille de la remise du prix, dans un article retentissant publié par le New Yark Times Book Review et Le Monde.

Selon le professeur, les choix de

Selon le professeur, les choix de l'Académie suédoise auraient été « une insulte à l'esprit critique ». Il relève qu'elle a ignoré Joyce, Kafka, Proust, Conrad, James, Malraux, Broch, Musil et conclut : « Le prix Nobel de littéroture est décerné por une bureaucratie de bon tau, non par des pairs qui font outorité. » Et il donne comme exemple d'écrivains à reconnaître Octavio Paz, Milan Kundera, V. S. Naipaul, Claude Simon et Nadine Gordi-

Malraux était membre d'un gouvernement, ce qui conduisit à lui préférer Saint-John Perse,

Il reconnair de graves oublis, mais rappelle Beckett, Faulkner. que le Nobel lancera véritablement, Singer, " oui a'etail connu qu'o New York et est, depuis, traduit en trente langues », Milosz, Canetti, Garcia Marquez, Seifert... Et contre l'amalgame effectué par Steiner, il montre que l'Academie a une histoire. Il différencie les strates reflétant chaque époque, le poids ioué par les secrétaires perpétuels successifs, et décèle une autonomisation progressive de l'Academie, dont témoignent, outre les choix de ces dernières années, les états de lecture du testament de Nobel.

tament de Nobel.

Lu et relu durant un siècle (il fut rédigé le 27 novembre 1895), le testament attribuait l'un de ses quatre prix + à l'auteur de l'œure littéraire la plus remarquable d'inspiration idéaliste ». Le secrétaire perpétuel de l'Académie au début du siècle, conservateur acharné, entendait par » idéalisme » que l'on se conformat aux canons de la Couronne et de l'Eglise. Son homologue actuel, Rude Allen (66 ans), qui se réfère au premier manuscrit de Nobel, en tient pour le mot + ideal ».

Linguiste, il a mené une étude comparative des textes de l'époque qui l'a persuadé que l'inventeur de la dynamite n'avait pas pu écrire « idéaliste ». « C'est clair: l'œuvre doit être dirigée vers un idéal, c'est-ò-dire vers un but. Quel but? Ce critère de base est énoncé à lo phrase precédente; « le bénéfice de l'humanité. »

mer. Pas plus qu'aux nombreuses

attaques qui ont précédé, portant

alors essentiellement sur ses ba-

lancements politiques, l'Académie

n'a répondu à cette diatribe. On

relèvera toutefois que dans les

sept années qui ont suivi, trois des

cinq écrivains cités par Steiner re-

cevront le Nobel. C'est sur le fond

du problème que l'Académie sué-

En 1986, l'un des siens, Kjell

Espmark, aujourd'hul président

du comité Nobel, publie sous le

titre Le Prix Nobel (en français

chez Balland), une « histoire inté-

neure ». L'analyse est trop subtile,

trop nourrie, pour laisser poindre

le plaidoyer. Contre ses détrac-

teurs, elle en rajoute : et 20la? et

Surtout, Kjell Espmark rappelle

que Kafka est mort avant la paru-

tion de ses textes essentiels, que

Tolstol? et Strindberg?

doise choisit de contre-attaquer.

L'incisif Ulf Linde (66 ans), historien, critique d'art et poète, s'agace de ce « fondamentolisme de la lettre. Pour lui, l'œuvre littéraire s'impose comme un idéal en soi. « Les questions morales et politiques ne m'intéressent pas, c'est la poésie qui est primordiole. Vaves celle de Soyinka. Elle a ses racines dons les mythes de son pays. Lesquels sont partie de la trodition égyptienne. On les retrouve chez les poètes grecs, dons le gnostiscisme. Ce qui o penetre lo culture de Soyinka a aussi secrété le mysticisme europeen. Lui et moi avons les mêmes racines. Lire, d'est être l'arbre dont les racines s'enfoncent

c'est la même eou partout. Aujourd'hul, dans la littérature, c'est le commence qui l'emporte, Francjort et ses messes. Pour être comu, un cerivain deit agir comme un cionn. Un des objectifs de l'Académie est de tenter de contrebalancer cela. En fin de compte, que sommes-nous d'autre qu'un petit groupe d'honnes et de jenunes qui padent d'autre chose que de mar-

E débat ne redessine pas seulement le texte et son interprétation, mais l'image de Nobel lui-même, peint en fibre-penseur, quasi anarchisant, " Il etait très individuoliste, souligne Sture Allen. Certains Suedois l'ont considéré comme un traitre parce que son argent ollait revenir à la communauté internationale en place de la Suede. « Et de rappeler que l'Académie (fondée pour la défense de la langue suédoise, sur le modèle de son ainée française), sollicitée pour décemer le prix de littérature, n'avait accepté la charge qu'après de longues hési-

L'Académie continue d'attribuer une cinquantaine de prix nationaux, mais le poids spécifique du Nobel l'a profondément trans-

tations.

« Chacun développe ses préférences, ses priorités. Chacun s'en rapporte à sa subjectivité, à ses choix de lecteur »

formée. Ses membres ne recherchent pas leurs semblables pour remplacer les disparus, mais leurs complémentaires. Leur souci est d'élargir le champ des compétences littéraires de la collectivité.

tences littéraires de la collectivité. A ce régime, les évêques et les généraux ont été balayés. Des

et, plus troublant dans un milieu d'ascendance luthérienne qui se dit volontiers agnostique, des catholiques – quatre également – siègent aujourd'hui. Trols générations se côtoient (un demi-siècle sépare le doyen de la beniamine), partagées entre écrivains et enseignants.

Leur ouverture sur le monde leur parait un autre garant d'indépendance. Tous lisent, outre les langues scandinaves, l'anglais, le français et l'allemand. Quelques uns pratiquent également l'italien, l'espagnol ou le portugais. Mais il n'y a plus de spécialiste des langues slaves, ni d'arabe, ni des langues extrême-orientales, excepté le chinois.

cepté le chinois.

Devant ces énormes lacunes, ils se sont donné, ces dernières années, les moyens « d'elorgir l'horizon ». L'aisance de la fondation Nobel leur permet de commander aux meilleurs experts des rapports détaillés sur un auteur, sur son environnement culturel, ainsi que des traductions à leur usage exclusif.

La question de la traduction est une cle essentielle, estime Katarina Frostenson (42 ans), poète et traductrice de Michaux, Duras, Koltès et Bove, qui pratique les lectures croisées dans les langues qu'elle possède. Membre de l'Académie depuis trois ans, elle + essoie de comprendre les traditions, et comment agir. Il n'y a pas de ligne Nobel, assure t-elle. On ne prend pas les choses pays par poys, Ce sont les véritables écrivains qui nous retienment, ceux qui travaillent la langue, pas les machines à écrire professionnelles. Encore y en o-t-il que je ne comprends pas. Je vois leurs qualités, mois elles ne me disent pas grand-chose. Il faut occepter celo. Cet intérêt des outres pour les outres, »

Réitérée il y a onze ans encore par la voix du précédent secrétaire perpétuel, l'idée d'une répartition géographique du prix rencontre désormais une hostilité marquée : ~ L'Acodémie veut être libre de choisir n'importe qui, de n'importe quel pays on origine. C'est l'œuvre qu'elle distingue, insiste Birgitta Trotzlg (66 ans), romancière et poète, dernière entrée à l'Académie. Le prix est littéraire, mais il coincide avec un souci politique. La persécution des écrivains coîncide avec la répugnance du pouvoir pour la littérature lorsqu'elle s'affirme comme une recherche de l'être humain réel. On ne peut pas dire que le prix n'est pas politique quand le choix de l'écrivain devient politique. » Et Riell Espmark ajoute: « Nous savons que notre choix peut avoir des conséquences politiques, et nous l'assumons parce que le candidot est le meilleur du point de vue littéraire. »

OURTANT, la hantise de la politique n'a pas fini de faire trembler la maison Nobel. Lors de la condamnation à mort de Saiman Rushdie par le pouvoir iranien, quelques académiciens l'ont pressée de manifester sa réprobation. Elle a persisté dans son refus de « s'expimer sur des suiets d'intérêt politique », tout en laissant à chacun de ses membres la liberté de le faire.

Trois d'entre eux, dont un an-

Trois d'entre eux, dont un ancien secrétaire perpétuel, ont demissionné. Elus à vie, ils demeurent dans les effectifs, mais les assemblées se déroulent à quinze, au lieu de dix-huit. Une réception discrète de l'auteur des Versets sataniques à l'Académie en 1992 n'a pas permis le retour des dissidents.

A une question d'un iournaliste sur les «fractions» au sein de l'Assemblée, il sera répondu qu'il existe « dix-huit fractions ». Le temps n'est plus à feindre l'unanimité, mais à valoriser le débat, tout en conservant son contenu secret, par déférence envers les auteurs, méfiance envers les marchands, vigilance envers les politiques.

 Il n'y a pas de chaix abjectif, reconnaît Sture Allen. Chacun developpe ses preférences, ses priorités. Chacun s'en rapporte à sa subjectivité, à ses choix de lecteur.

En bonne démocratie, une majorité de quinze lecteurs achamés devraient s'accorder sur un nom. En conscience. Non sans avoir pesé l'émoi qu'ils peuvent causer, tant, comme l'écrit Kiell Espmark, « le choix de l'Avadémie conserve un canactère perpétuel de totale imprevisibilité ».

Jean-Louis Perrier



écrans? Pour les jours récents, la mémoire retiendra Sébastien déguisé en Le Pen chantant une chanson raciste sous l'œil hilare et complice de son modèle ; un reportage sur les ventes d'armes en banlleue, criant de vérité puisque l'image devait en apporter la preuve, mais sur lequel plane le soupcon de « bidonnage » ; les yeux hagards d'un adolescent expliquant comment son père a été assassine la veille presque devant lui par le tueur fou de Cuers ; la fusillade nocturne, mais suffisamment éclairée pour que rien n'échappe à la caméra, qui aboutit à la mort de Khaled Kelkal, Autant de zooms sur des scènes emblématiques de la télévisinn, et qui impriment les esprits bien davantage que le flux tor-

rentiel des programmes. Si l'on se tourne vers l'évolution des programmes, grand angle braque sur les années récentes, on découvre un tout autre sujet de ré-

UOI de neuf sur les derne dans une société en crise: telle est la thèse habilement développée par Alain Ehrenberg dans L'Individu incertain.

Fragilité du lien social et familial. difficulté à gérer les tensions entre désirs individuels et responsabilités, modifications des rapports intergénérationnels: les fictions télévisuelles puisent leur inspiration dans les travaux des sociologues de la famille La même veine traverse d'autres émissions, magazines sur la famille, reolity shows ou divertissements. L'exclusion et ses conséquences (solitude, problèmes psychologiques) sont aussi des thèmes abondamment traités, en particulier dans les émissions de télé-vé-

Face à ces situations, les animateurs n'apportent pas de message univoque ou de solution. Selon les émissions, ils peuvent discrètement valoriser les comportements traditionnels ou appuyer une attitude de tolérance envers les situations hors normes, ou même les légitimer. Plus nouveau : la télévision d'au-

La télévision nous parle de plus en plus de nous, dans une société en crise, d'elle-même, toute-puissante, et de la distance à établir face à cette société en crise

flexion. De quol nous parle de plus en plus la télévision? D'abord de nous, dans une société en crise. Ensuite d'elle-même, toute puissante dans cette société en crise. Enfin de la distance qu'il convient d'établir (par le biais de l'humour, de la dérision, d'une lecture polysémique de la réalité, et de ses représentations médiatiques) face à cette société en

La télévision porte le phare et donne des clefs de lecture des comportements de l'époque. Au service de cet objectif, deux genres télévisuels qui se taillent une place grandissante dans les grilles, notamment aux heures de grandes écoute : la fiction télévisuelle (qui est presque exclusivement d'origine française à ces heures-ci sur TF 1 et les chaines publiques), d'une part ; les magazines de société, d'autre part - débats, conseils, témoignages d'experts ou de gens ordinaires, reportages, beaucoup de formules coexistent, la part laissée aux reality shows tendant à s'ame-

Que le média s'empare des angoisses et des mythologies contemporaines pour faire du spectacle, susciter de l'émotion, nouer une connivence avec son public. construire du lien social, correspond parfaitement à son mode de fonctionnement, depuis toujours-Ainsi le petit écran des années 60 a contribué à donner de la femme une image émancipée. Il véhicule aujourd'bui toutes les incertitudes et les souffrances de l'individu mo-

jourd'bui ne se contente pas de montrer et de susciter un débat, mais ambitionne d'aider efficacement les personnes qui viennent s'exprimer sur ses plateaux, et de donner à tout téléspectateur le sentiment qu'il peut faire de même, « devenir un professionnel de sa propre vie » (A. Ehrenberg).

Autre orientation des programmes: la télévision se met au cœur de son propre dispositif. Déjà dans les années 60, Umberto Eco signalait ce travers de la télévision qui d'abord « parle d'elle-même et du contact qu'elle est en train d'établir ovec son public ». Ce narcissisme souriant parcourt depuis longtemps les programmes (annonces d'une émission à l'autre pour promouvoir les programmes suivants, invitations croisées, empressement à évoquer l'histoire, les histoires et les petites histoires du média). Maintenant il est organisé: émissions-souvenirs, magazines d'actualité, magazines sur l'image ont fleuri dans une période récente.

La télévision s'autopromeut, se donne à voir, à commenter, à disséquer comme elle le ferait de tout autre champ culturel - avec une visibilité nettement supérieure si l'on songe à la place accordée au cinéma ou aux arts plastiques par exemple. Ce faisant, elle se borne à prendre acte du pouvoir et de la fascination qu'elle exerce.

Le développement d'émissions ou de séquences satiriques marque aussi la période. L'humour et la dérision ont toujours habité le petit

écran, mais la nouveauté réside dans ce décodage au quotidien du fonctionnement des élites políticomédiatiques, et ce avec une liberté de ton qui semble ne connaître aucune limite. Aussi, si ces émissions sont peu numbreuses, leur influence est importante par leurs retombées dans les représentations et l'espace public. Là encore, la télévision met en formules et en images, et popularise des sentiments prégnants aujourd'hui, notamment celle d'une coupure entre les dirigeants et le peuple. L'im-

pression de no future, propre à

beaucoup de gens, déclenche l'hila-

rité du désespoir et la recherche de

boucs émissaires : un terreau fertile

pour les imitateurs et les chanson-

Cette focalisation de la télévision sur les malaises contemporains. que ce soit sur le mode de la compassion ou de la dérision, favorise la course aux images chocs. Une télévision de témoignages trouve une légitimité à montrer ce que la réalité lui propose, et ne s'interdit pas, bien au contraire, le spectacle de la violence, de l'étrange, de la mort ou de la dé-

Une télévision centrée sur les gens ordinaires s'attarde sur des visages, dont l'expression est souvent plus éloquente que tout discours, s'appesantit sur les émotions qu'elle orchestre elle-même à l'écran (retrouvailles, surprises, évocation d'un passé douloureux. confession intime, etc.). Une télévision qui se sentira d'autant plus autorisée à repousser les limites du sarçasme et de la dérision que son public a lui-même élargi ou perdu tous ses repères.

La caméra est par nature voyeuse, sa propre propension la tion cathodique à pointer, notamment par des témoignages individuels, les avatars d'une société en crise, favorise l'impudique et les exhibitions. Ajoutons à cela la surenchère sur les images, pendant de la concurrence exacerbée entre les chaines. Tout concourt pour que la caméra brise les tabous et s'autorise toutes les intrusions sous le couvert de « preuve », de témoignage, de transparence, d'authenticité, de thérapeutique par le passage à l'écran, mais aussi sous la logique du scoop et de la provoca-

Faut-II tout montrer et comment? L'affaire Kelkal fournit une illustration des questions qu'engendre cette course à l'image. La vision de la fusiliade et de la mort du ieune homme, maintes fois et longuement présentée, peut-elle être considérée simplement comme une information? Ou ne met-elle pas en ieu d'autres éléments : le respect de la personne humaine et le sens et la force symbolique d'une telle scène?

Monique Dagnaud est sociologue et membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Cinéma et résistance à l'argent-roi par Marcel Ophuls

ENÉ CLETTMAN, producteur du film Le Hussard sur le toit, affirme (Le Monde du 21 septembre) vouloir * s'odapter » à ce qu'il appelle « les methodes américaines », mais sans porter atteinte à « lo créativité et lo jouissance de travailler ensemble ». Pour pouvoir s'adapter aux méthodes américaines, Il faut d'abord les connaître. Pour cela, il ne suffit pas de lire les pages financières du Wall Street journal on de suivre les tribulations des chefs de studio dans Le Film françois. Il faut aussi avoir une connaissance approfondie de la langue anglaise, des traditions du show-biz et de l'histoire du cinéma américains, savoir de quelle école et de quelles traditions sont sortis Fred Astaire, Buster Keaton ou Howard Hawks. A lire M. Cleitman, je doute que ce soit le cas.

Lorsque les hommes d'argent et de pouvoir, dans le cinéma, parlent de e travoiller ensemble » et invoquent la iouissance créative, ils pensent rarement à la collaboration entre un réalisateur et son (co)scénariste, entre la mise en scène et les acteurs, entre un cinéaste documentaire et sa chef monteuse. Pour les producteurs, ce fameux - travail d'équipe » auquel ils aiment tant se référer (team spirit en langage hollywoodien) ne signifie pour eux rien d'autre que de leur donner carte blanche pour penetrer sur les lieux de tournage, entrer dans les salles de montage et assister aux

Cela signifie ensuite que le réalisateur acceptera de partager sa maitrise de l'œuvre, en tenant compte de leurs « mémos » à la Selznick, de leurs observations. Dans la réalité, compte tenu des forces réelles en présence, cela équivaudrait à suivre leurs ordres. Mais a quel titre, sinon conduit à capter l'indicible. L'ambi- au titre du pouvoir conféré par l'argent?

Le tandem Rappeneau-Cleitman (en attendant que cela devienne le tandem Cleitman-Rappeneau, puis le « champion » Cleitman tout court), est « le tandem qui gagne ». Evidemment, pour un capitaine d'industrie, le monde est divisé non pas en bons et en méchants, ni en héros et en làcbes, ni en « résistants » et en « collabos », ni en compétents et incompétents. Tout cela serait intolérablement manichéen, bien sûr, et aussi épouvantablement élitiste. Non, le monde est divisé en winners et losers, c'est-à-dire entre ceux qui remportent du succès et ceux qui subissent des échecs. Ces derniers, n'en doutons pas, métitent pour le moins

(leurs films, par exemple!). Et pourquoi pas l'euthanasie? Drole de conception de l'égalitarisme en démocratie, quand même... M. Cleitman semble insister pour

que le réalisateur accepte « de se livrer à l'examen de la sneak preview » [NDLR: pré-projections-surprises] afin de procéder à des « coupes et réaménagements à faire subir ou film pour rencontrer l'assentiment du plus grand nombre .. Il affirme que Bertrand Tavernier s'est « désintéressé » de la sneak preview organisée avant la sortie de son film L'Appat. Faut-il en conclure que Jean-Paul Rappeneau, hi, s'y intéresse, et est prêt à en subir les conséquences, donc à procèder à des « coupes et réamenagements ». afin de rencontrer « l'assentiment du plus grand nombre »? Est-ce à dire que Patrice Chéreau, lorsqu'il a procédé à un nouveau montage de La Reine Margot, l'a fait dans ce but et dans cet esprit? J'espère que non, car ce sont là des camarades pour lesquels l'éprouve du respect et de l'ad-

« Toute atteinte à l'intégrité de l'œuvre est blasphématoire », déclare René Cleitman sur un ton visiblement sarcastique. Mais non, elle n'est pas « biasphématoire », voyons! En France, elle est tout simplement illégale. Cette illégalité est fondée sur une idée fort simple, d'ordre laïque, républicain, et non pas religieux : le respect des accords contractuels. Ce fameux final cut, contrairement à ce

Les producteurs revendiquent le pouvoir de disposer de la vie d'un film

que veulent toujours nous faire croire les producteurs du monde entier, n'est pas du tout basé sur le bon vouloir, les lubles ou la mégalomanie du maître d'œuvre, mais sur un commun accord entre le réalisateur et son ou ses commanditaires au moment de la projection du premier montage

La seule arme dont dispose le réalisateur, à ce moment très vulnérable de sa carrière, consiste à refuser la sortie de son film si aucun accord n'intervient entre les deux parties. Cette arme est dangereuse, parce que forcément plus ou moins suicidaire. Elle est donc très rarement employée. Le final cut (le respect de l'in-

de disparaître sans laisser de traces tégralité de l'œuvre) ne signifie rien de plus ni de moins que ceci: une fois les conflits entre maître d'œuvre et commanditaires résolus d'un commun accord, personne n'est plus autorisé à toucher au film, sauf en cas d'un nouvel accord entre les parties. If ne s'agit donc, tri plus ni moins, que du respect d'un contrat établi.

Monde

réforme

En accusant les cinéastes français de se comporter en « artistes » mésa los et irresponsables, les producteurs revendiquent le pouvoir de rompre ce contrat quand bon leur semble, de disposer du pouvoir sur la vie d'un film, donc le droit de « coloriser », de raccourrir pour ménager les coupes publicitaires, de censurer pour pouvoir vendre à des pays intégristes et totalitaires des scènes qui ne conviendraient pas à leurs dirigeants, de changer, de railonger selon le goût des Américains ou des Japonais, peu

« Peut-on parler d'art quand on se désintèresse de la forme? » se demande René Cleitman. Au moins sur ce point, non seulement Godard, auquel Il fait référence, mais tous les grands cinéastes du monde seront d'accord avec lui. Il est vrai également que ceux qui ne s'intéressent pas à la forme, donc à « l'intégralité de l'œuvre », soit par manque de talent, soit par manque de courage, ne peuvent être de grands cinéastes. A qui la faute ? Aux « collabos » ou à leurs maîtres? Mais on peut craindre que M. Cleitman ne pose cette question sur un plan rhétorique que pour inciter les cinéastes à abandonner cette revendication, cette « chimère

Ce faisant, il pose admirablement le problème et définit ainsi la frontière entre « résistance » et « collaboration » dans notre métier. Ceux qui acceptent les sneak previews et leurs conséquences désastreuses sur leur liberté et leur autonomie ou ceux qui affectent de s'en désintéres ser sont des « collabos » en puissance. Ceux qui refusent de s'y plier, aujourd'hui comme hier, à la MGM de Louis B. Mayer comme chez Hachette-Première, seront et resteront toujours des « résistants ». Seuls les grands « résistants » ont encore quelque chose à nous apprendre, qui puisse contredire la pensée unique. Honneur donc aux « résistants ». honneur à Stroheim, à Keaton, à Mumau, homeur à Lang, à Ophuls, à Renoir, à Capra et à Ford, et que les autres aillent donc voir du côté de René Cleitman si i'y suis!

27.12

ت∷ا

120

51.

a;

45

Acres

Marcel Ophuls est réalisateur.

AU COURRIER DU « MONDE »

A DÉFAUT D'ÉCU... LE MARC

Puisque l'Allemagne ne veut pas entendre parier d'écu - un nom de monnaie bien européen pourtant -. et que sa position monétaire est dominante, admettons donc qu'il faille trouver un autre nom. Et qu'une nouvelle concession soit faite à ce pays. qui a déjà obtenu l'installation à Francfort du siège de l'Institut monétaire européen, ainsi qu'une représentation plus nombreuse à l'Assemblée européenne de Strasbourg.

Une nouvelle concession: au risque de susciter la protestation de

ceux qui estimeraient décidément trop belle la part faite à l'Allemagne, nous suggérons que la future monnaie européenne porte le nom de marc (ou d'euromarc, comme il y a le

deutschemark). Des dizaines d'Etats européens dans le passé – royaumes, principautés, républiques - ont eu un marc pour unité monétaire.

Ce nom de marc, nous suggérons et pas seulement comme contrepartie à la concession ainsi faite - qu'il s'écrive à la française, avec un c et non un k, car l'adoption d'une monnaie unique européenne pose aussi, avec l'émission et l'impression de billets de banque et la frappe de pièces de monnaie, un probleme linguistique

qui n'est qu'un aspect - important -

du problème inguistique européen. Nous suggérons donc que les futurs billets européens soient rédigés en français, seule langue internationale européenne qui puisse – et doive 🥒 - être opposée à l'anglo-américain comme langue véhiculaire du continent, c'est-à-dire comme langue de travail officielle des institutions et comme première langue étrangère de tous les Européens dont elle n'est pas la langue maternelle, nationale ou ré-

> **Emmanuel Aubert**, **Amaud Claret** et Aurèle Giraud.

N'osons pas trop! par Kenize Mourad

revendiquée par M. Patrick Sébastien et mise en scène dans sa nouvelle émission « Osons » signifie-t-elle liberté d'incitation à la baine et au racisme? Est-ce cela, les droits de l'homme que nous défendons? Les valeurs de la République francaise - Liberté, Egalité, Fraternité - qui furent et sont toujours un espoir pour les peuples du minde entier, sont en passe de devenir une mascarade, dévoyées qu'elles sont par certains, et non des moindres. Car le pouvoir des médias est aujnurd'hui immense: plus qu'une religion nu qu'un parti pnlitique ce snnt eux qui fnnt

Ne serait-il pas temps d'adinindre au CSA, Conseil supérieur de l'audiovisuel, un CDA, code déontologique de l'audiovisuel, qui rappellerait à leurs responsabilités ceux qui, distraitement, vuigarisent baine et violence raciale. li y a d'ailleurs déjà une loi contre

'ENTIÈRE li- cela, et aucune justification de « creativité artistique » ou d'« humour » - comme si « casser du noir. allumez vos briquets, an va leur foutre le feu » était de l'art ou de l'humour – ne permet de passer outre à cette loi fondamentale

d'une société qui se veut civilisée. Tout meurtrier, sauf le dément, élabore un système de justification à son crime; sinon, il serait un monstre à ses propres yeux. Les crimes racistes du régime hitlérien n'auralent pu avoir lieu sans la propagande préalable qui a empoisonné les esprits. Le danger aulourd'hui, c'est que, de plus en plus, certains médias justifient le racisme, si bien que celui-ci, de honteux, devient banalisé et parfnis même revendiqué. Je ne donne pas longtemps aux skinheads et autres esprits primaires pour faire de « Casser du noir » (et du bronzé), leur chant de ralliement dans leur activité favorite, la

chasse à l'immigré. Or il y a en France quelque cinq millions de musulmans, dont la moitié Français de plein droit. Cela peut déplaire, mais c'est un fait : il n'y a pas le choix, il faudra bien les intégrer.

Problème difficile qui relève de facteurs économiques, mais peutêtre tout autant de facteurs psyconlogiques. Et la solution ne passe certainement pas par le mé pris et la violence qui ne peuvent qu'engendrer en retour haine et violence. De nombreuses enquetes chez les beurs m'ont convaincue que ces derniers ne révent que de poovoir s'intégrer. C'est lorsqu'ils se sentent rejetés. méprisés, que naît la révolte qui s'exprime souvent dans la délinquance, la drogue ou... dans le ralliement désespéré à des idéologies extrémistes manipulées de l'exté-

N'y a-t-il pas déjà assez de problèmes en France sans qu'on laisse des irresponsables jouer, pour raison d'audimat, aux apprentis sorciers ? Va-t-on continuer à exaspérer les passinns jusqu'à provoquer une spirale de violence qui finira par devenir incontrolable?

Kenize Mourad est écrivain.

Notre supplément mensuel « Le Monde Poche » reprendra sa parution le vendredi 6 octobre (daté samedi 7)

Le Monde POCHE

Le premier vendredi de chaque mois

Air-Corisations

CENTRALES 50 ANS DELLA SÉCURITÉ SOCIALE

La réforme ou la faillite

RISTE anniversaire! Les cinquante ans de la Sécurité sociale, créée le 4 octobre 1945, nous valent une avalanche de chiffres négatifs. Il n'est qoestlou que du <tron > - uu trou énorme, effrayant, qui annonce les pires catastrophes.

Ces difficultés ne dolveut pas faire oublier d'où Pou vient. Grace à la Sécurité sociale, les Français ont été débarrassés de l'incertitude do lendemain : l'accident, la maladie ou la vieillesse ne sont plus des caoses de misère. C'est un progrès considérable, que peuvent uous envier de nombreux pays du tiersmonde, et même les Etats-Unis. Au-Jourd'hui, la quasi-totalité de la population a accès aux soius médicaux, son état général de santé s'est nettement amélioré, et les retraités connaissent une aisance moyenne sans précédent. Qoant aux prestations familiales, elles ont soulagé de nombreux ménages, facilité l'accès de leurs enfants aux études supérieures et encouragé la natalité. Parallèlement, les dépenses sociales ont été l'un des moteurs de la croissance économique et, en période de crise, ont empê-ché la consommation de chuter.

L'échec du système, c'est d'abord le « trou ». A loi seul, le déficit cumulé du régime général attein-dra 120 milliards de francs à la fin de cette année. La facture la plus lourde est celle de la branche maladie, véritable gouffre. Cela s'explique, à la fois, par une diminution sensible des recettes (en raison du chômage) et par une augmentation considérable des dépenses (dne à un allongement de la durée moyenne de vie et une extension des besoins de santé).

L'échec du système, c'est aussi les inégalités de régime entre les professions - alors que la Sécurité sociale avait pour vocation d'être la même pour tous - et la persistance de la pauvreté. Le retour troublant de la mendicité dans les grandes villes ne coincide-t-il pas avec l'exclusion d'un nombre croissant de jeunes do système des soins?

L'échec de la Sécurité sociale, c'est enfin son mode de gestion. Dans l'esprit de ses fondateurs, elle devait être directement administrée par ses cotisants et ses bénéficiaires. Or salariés et patrous ne comptent guère face à la tutelle de l'Etat. Et malgré leur attachement à la « Sécu », les Français réduisent cette institution à un vaste guichet dont ils ne semblent être que les consommateurs ronchons.

La Sécorité sociale a le choix entre une réforme profonde oo la faillite. Elle ne s'en sortira pas par une énième hausse des cotisations, doublée d'une énième haisse des prestations. Son salut passe par des innovations profondes, impliquant une modernisation du système médical et une autre organisation du travail.

Réformer la « Sécu » ne signifie pas la démanteler. Ses foudateurs avaient étroitement associé le principe d'assnrauce (contre les risques) et le principe de solidarité (entre actifs et retraités, malades et hlen-portants, familles uombreuses et ménages sans enfants). Grande est la tentation aujourd'hui de dissocier ces deux termes, en allant vers des systèmes corporatistes ou des assurances privées. Cette mise en cause de l'Etat-providence porteralt atteinte à l'Idée même de nation, qui est le contraire du « chacun pour soi ».



CRISE Un déficit record met en péril la survie dú système

EXCLUS Une Carte santé pour accéder gratuitement aux soins médicaux

page V

ÉTRANGER

Tous les pays occidentaux tentent de réduire les dépenses sociales pages VI et VII

AVENIR

Les réformes nécessaires ne peuvent se limiter ... au financement

page VIII

Oche » arution ctobre

at mensuel

weel Oplinix

4.30

15. Adv. 25.

E HELVE IN

Self Self As

War Harris

47 A 24 . . .

C. 1 2

MET WATER AND

the Lance to Bit.

Constant Service.

STREET, OC. ..

Explicit + 15....

WHITE JAME.

TRANSPORT FRANCES

Marcri (:: ::

Martin No. 17

grante to the

Mind Said Sugar

British States Sta

A THE THE REST

CONT. - With Marie - Warfe Torr.

or at a sittle state.

the same are select

第 301年一日81日日

Market & Translation

THE PROPERTY WAS

A THE STREET

Tacks

·美國教育 100 mg - 200 mg 21 ...



HISTOIRE Créée par l'ordonsociale française visait à « garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature ».

● DESTINÉE à être unique et universelle, elle n'a cependant pas résisté eux corporatismes. Et la « démocratie sociale » voulue par ses fonda-teurs est restée lettre morte.

● DÉFICIT. Les difficultés financières de la « Sécu » sont apparues eprès le choc pétrolier de 1973. Une quinzaine de plans de redressement n'ont pas permis d'y remédier.

Un modèle de protection ambitieux mais fragile

C'est un système hybride qui a vu le jour en octobre 1945, inspiré à la fois de l'égalitarisme « beveridgien » du Royaume-Uni et du système allemand fondé sur le paritarisme et les solidarités professionnelles

LA FRANCE, qui n'avait guère été à l'avaot-garde dans le domaine des assurances sociales, s'est largement inspirée des exemples étrangers pour édifier, au lendemain de la Libération, des mécanismes de protection sociale. La greffe a pris et le pays a rattrapé son retard en jetant les bases d'un système original, plutôt généreux mais dont l'organisatioo, pragmatique, est devenue un bandicap sous l'effet de la crise.

On trouve des traces d'une sorte de préhistoire de la protection sociale bieo avant la Révolution. Il s'agissait alors de rendre un peu moins pénible la situation de certains corps de métier particulièrement exposés et dont l'activité était essentielle pour le pays. Un édit d'Henri IV, en date du 16 mai 1604, permet de « prélever dans chaque mine une portian destinée à rêmunérer un chirurgien et à ocheter des médicaments afin que les pauvres blessés soient secourus gratuitement et, par cet exemple de charité, les autres plus encouragés nu travail». Plus abouti est le règlement royal du 23 septembre 1673 attribué à Colbert et qui impose une retenue de six deniers par livre sur la solde des officiers de tout grade de la marine royale afin d'alimenter un fonds de retraite. Par la suite, et malgré le droit à l'assistance évoqué par la Déclaration des droits de l'homme, le concept de protection sociale ne va guère progresser : les idéologies libérales out le veut en poupe, et la classe ouvrière est trop minoritaire

L'EXEMPLE DE L'ALLEMAGNE Après 1848, la mutualité prend un certain essor, mais les sociétés de secours mutuel sont immédiatement mises sous tutelle par le Second Empire. En 1898, émerge enno une première grande loi sociale: le texte promulgué le 9 avril de cette année établit le principe de la responsabilité de l'employeur eo cas d'accident du travail et lui impose d'eo réparer les conséquences. Eo Allemagne, les choses soot allées beaucoup plus vite. Dès 1883, une loi sur l'assurance-maladie est votée, suivie par un texte sur les accidents du travail l'année suivante et, en 1889, par la mise en place d'un régime d'invalidité et de vieillesse. En France, Il est révélateur de constater que le retour des départements d'Alsace-Lorraine dans le giron national va accélérer la constructioo d'un édifice législatif. Ces départements enteodaient en effet continuer à bénéficier des lois sociales

1930 pour que soient introduites les premières véritables assurances sociales : les salariés de l'industrie et du commerce doivent choisir un organisme assureur fournissant des prestations (modestes) dans les domaines de la maladie, de la maternité, de l'invalidité, de la vieillesse et du décès. Juste avant la guerre, une loi plus ambitieuse élargit - dénatalité oblige - le régime des prestations familiales. Quant aux retraites par capitalisation, elles feront faillite, ruinées par l'érosion monétaire.

Le grand bouleversemeot provoqué par le conflit mondial va tota-

Il faudra oéanmoins atteodre la mise en pratique de ces grands principes suscitent des controverses multiples. Faut-il créer une institution unique ou plusieurs brancbes assurant chacune la gestion des grands risques ? Faut-il désigner ou élire les représentants aux conseils d'administratioo? Et quelle place accorder au mouvement mutualiste?

Sur toutes ces questions, les principales forces politiques et syndicales en présence apportent des réponses d'autant plus divergentes que les protagonistes se trouvent devant une page blanche. Chacun comprend la nécessité de changer d'époque en protégeant les ci-

ront gérés par des organismes disctincts: retraite, maladie, accidents du travail et famille. Le financement est assuré noo pas par l'impôt mais par l'intermédiaire de cotisations obligatoirement prélevées auprès de l'employeur et du salarié.

La « Sécu à la française » est universelle ou, plus exactement, est appelée à le devenir : le régime général, qui regroupe les salanés du secteur privé, doit rapidement s'élargir à la totalité des autres catégories de Français. En mai 1946, est adoptée la loi posant le principe de la généralisation de la Sécurité sociale à tous les citoyens. À peine plus d'un sur deux (53 %) seuleveau, qu'il s'agisse des contributions ou des prestations maladie et retraite, entre salariés et non-sala-

De leur côté, les fonctionnaires refusent de quitter le budget de l'Etat pour se fondre dans le régime général. Les salariés du secteur privé écornent eux aussi et sans tarder le beau rêve de l'universalité. En 1947, apparaît l'Agirc (Association générale des institutions de retraite des cadres) qui colffe les caisses de retraite complémentaire des cadres. Quatorze ans plus tard, la retraite complémentaire sera généralisée pour tous les salariés. Finalement, les allocations familiales restent aujourd'bin encore la seule composante de la Sécurité sociale qui regroupe tous les assurés sociaux quel que soit leur statut professionnel. En revanche, on compte au total quelque 538 régimes de retraite différents.

UNE AMBIGUÎTÉ PESANTE

En avril 1947, les premières élections aux conseils d'administration donnent une large majorité (59 %) à la CGT devant la CFTC. Malgré ce succès, les cégétistes sont écartés des responsabilités par les syndicalistes qui s'allient avec les représentants patronaux dans les caisses primaires, régionales et nationales. La naissance, peu après, de Force ouvrière, issue de la CGT, va consacrer la prééminence des syndicats « réformistes » au côté des administrateurs patronaux. Une prééminence en trompe-l'œil. Alors que ciaux les gestionnaires en titre des régimes sociaux, la pratique falt des pouvoirs publics les véritables

détenteurs du pouvoir. Pendant quarante ans, cette ambiguité ne sera pas trop génante, mais, passé la période d'édification du système de protection sociale (la généralisation de l'affiliation à la « Sécu » sera achevée en 1980), elle va devenir de plus en plus pesante. En cinquante ans, les principes fondateurs de la protection sociale à la française n'ont pas pris une ride mais son organisatioo a bien mal vicilli. En effet, l'absence d'une répartition claire des responsabilités o'a pas sculement encouragé les gnuvernements à se défausser de certaines dépenses au détriment de la protection sociale (exonérations de charges pour les employeurs, gestion du RML...). Ce pilotage incertain a, surtout, contribué à accumuler les obstacles devant la moindre velléité de ré-

Les grandes dates

• 1673 : création d'un mécanisme de retraite pour les officiers de la marine rovale. ● 1850: institution d'une caisse

nationale de retraite (prévoyance individuelle volontaire). ● 1853 : centralisation des régimes

de retraite des fonctionnaires. 1893 : assistance aux indigents. ● 1898 : liberté de constitution de mutuelles, loi sur les accidents du travail (le salarié n'a plus à fournir la preuve d'une faute de l'employeur).

● 1930 : premières véritables assurances sociales obligatoires. • 1939 : unification et relèvement des allocations familiales. • 1945 : ordonnances créant la Sécurité sociale.

● 1946 : reconnaissance de l'autonomie des régimes spéciaux. ●1947 : création de l'Agirc (retraite complémentaire des cadres). ● 1956 : constitutioo du Fonds national de solidarité qui assure le financement du

minimum-vieillesse

● 1958 : ordonnance créant les centres hospitalo-universitaires.

• 1961 : création de l'Arrco (retraite complémentaire des salariés). ● 1967 : éclatement de la Sécurité sociale en trois caisses nationales (maladie, vieillesse, famille); représentants patronaux et syndicaux siègent en nombre égal dans les conseils d'administration : ils sont nommés et non plus élus. calcul des retraites ; signature de la première convention nationale entre les médecins et l'assurance-maladie ; apparition de la planification hospitalière. ●1974 : instauration de la · : compensation financière prenant en compte les différences démographiques entre les différents

ž.

42:--

.

3...

1

2 44 1

1127

. . / .:

7, 57,

TEF

●1980 : création du secteur à honoraires libres pour les médecins. ● 1982 : âge de la retraite à taux plein ramené de 65 à 60 ans : rétablissement des élections des administrateurs.

● 1983 : élections à la Sécurité

● 1984-1985 : instauration du budget global dans les hôpitaux publics.

• 1991 : entrée en vigueur de la contribution sociale généralisée

● 1994 : début de la réforme des retraites allongeant la durée de cotisation et modifiant, dans un sens moins favorable, le calcul de la

L'ordonnance du 4 octobre 1945

LA SÉCURITÉ SOCIALE (maladie, retraite, allocations familiales) a été créée par l'ordonnance du 4 octobre 1945 (88 articles), prise par le gouvernement provisoire de la République française. Uoe seconde ordonnance, datée du même jour, adaptait le régime



des accidents du travail en vigueur en Alsace et en Moselle à celui eti vigueur dans les autres départements. Dans l'exposé des motifs, les « pères fondateurs » justifiaient la création de cette institution inscrite dans le programme du Conseil national de

la Résistance. Il s'agissalt de « débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemoin, qui crée chez eux un sentiment d'infériorité, et qui est lo base réelle et profonde de lo distinction des classes ». Dans soo article 1, l'ordonnance précisait : « Il est institué une organisation de Sécurité sociole des-

lement changer la donne. Influen-

cée par le New Deal américain (qui

a donné naissance au Social Securi-

ty Act de 1935), la réflexion se cris-

tallise en Grande-Bretagne, où Wil-

liam Beveridge est appelé, à la

demande du gouvernement, à pré-

sider un comité chargé de mettre à

plat les mécanismes de protection

sociale. Rendu public fin 1942, le

« rapport Beveridge » fixe comme

objectif l'élimination de la pauvre-

té. Parmi ses propositions figurent

la géoéralisation de prestations

uniformes intéressant toute la po-

pulation, gérées par un service pu-

blic unique, financées par l'impôt

afin de compenser - au moins par-

tiellement - les inégalités sociales.

Le plan français de sécurité so-

ciale va étroitement s'en inspirer.

Dès 1944, le Conseil national de la

résistance (CNR) a élaboré un pro-

gramme prévoyaot « un plan

complet de sécurité sociale visant à

moyens d'existence dans tous les cas

où ils sont incapables de se les pro-

curer par le travail ». Le pays libéré,

tinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les chorges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent. L'organisation de la Sécurité sociale assure des à présent le service des prestations versées prévues por les législations concernant les assurance sociales, l'allocation oux vieux travailleurs salariés, les accidents du travail et molodies professionnelles, et les allocations familiales (...). Des ordonnances ultérieures procéderont à l'hormonisation desdites législations et pourront étendre le chomp d'application de l'organisation de la Sécurité sociole à des catégories nouvelles de bénéficiaires et à des risques ou prestations non prévus par les textes en vi-

L'ordonnance prévoyait l'organisation administrative du système (calsses primaires, régionales...), son mode de financement, les contrôles, les contentieux et les pénalités.

maladie

toyens contre la pauvreté, mais la réflexioo manque de points de repère. Ni les syndicats ni les partis politiques n'ont, avant guerre, véritablemeot réfléchi à la question. C'est probablement cette absence de consensus qui explique que les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 soient dépourvues d'exposé des motifs.

538 RÉGIMES DE RETRAITE

Parallèlement à l'influeoce beveridgienne, apparaisseot des logiques fondées sur la solidarité noo seulemeot nationale, mais aussi professionnelle. De même, la gestioo est oon pas étatique mais paritaire, sur le modèle allemand. La Sécurité sociale française est une création hybride, une synthèse entre le modèle britannique et la référence allemande.

En 1945, le principe de la désignation des administrateurs syndiassurer à taus les citayens des caux et patronaux est provisoirement reteou, mais, dès 1946, le principe de l'électioo sera établi. Les quatre grands « risques » sement est alors couvert en cas de

Ce généreux dessein va être ra-

pidement cootrecarré. Les premières résistances viendront des catégories de salariés pour lesquelles existent déjà des caisses de retraite ou d'assurance-maladie. Les cheminots, les marins, comme les mineurs, se trouvent dans cette situation. Ces cas particuliers resteront door des cas particuliers. Quant aux autres catégories d'actifs (les agriculteurs, les commerçants et, plus généralement, les non-salariés), elles n'ont pas non plus l'intention de s'insérer dans un vaste melting-pot aux côtés des salariés. Elles considèrent que le fait d'être non salarié et de détenir un capital les met, dans une certaine mesure, à l'abri du besoin (la perspective de pouvoir revendre l'exploitation agricole ou le fonds de commerce au moment de la retraite reodrait superflu un haut niveau de cotisatioo...). Ces divergences initiales expliquent encore aujourd'hui les différences de ni-

Jean-Michel Normand

De l'âge d'or aux jours difficiles

« C'EST LA RÉVOLUTION que nous devons faire et c'est la révolutian que naus ferans », laoçait Pierre Laroque en 1945. Cinquante ans après, le « père fondateur » de la Sécurité sociale regrette que cette institution sortie du creuset de la guerre et de la Libération o'ait pas résisté aux corporatismes et ne soit plus perçue, aujourd'hui, que comme un immense guichet.

bismarckiennes.

Les succès oot, pourtant, été au rendez-vous. Avec l'extension progressive de l'assurance-maladie, 99,5 % des Français sont désormais couverts, même si 15 % d'entre eux ne disposent toujours pas d'une mutuelle. Jusqu'à la fin des années 70. le système de remboursements n'a cessé de s'améliorer. Les conventions entre les médecins et les calsses, d'abord individuelles (1960), puis nationales (1971, 1976), ont facilité l'accès aux soins.

Les années 80 ont marqué un tournant, en particuller avec la créatioo du secteur à honoraires libres, où exercent actuellement un quart des 110 000 praticiens libéraux convectionnés. Depuis quinze ans, la Sécurité sociale s'est progressivement désengagée au gré des plans de redressement (lire ci-cantre): elle ne rembourse plus que 73 % de la consommation médicale (près de 700 milliards en 1994), l'un des taux les plus faibles des pays riches. Le même mouve- de la « Sécu » à répondre, même

ment d'avancée, puis de recul, a marqué le domaine de l'assurancevieillesse. La loi Boulin de 1971 avait considérablement amélioré la situation des retraités du secteur privé (calcul des pensions sur les dix meilleures années).

Malgre ses réussites, la « Secu » n'a pas fait disparaître la pauvretė

Vingt-deux ans plus tard, le déficit de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse a atteint de telles proportions, que 5imone Veil, alors ministre des affaires sociales, a dû prendre des mesures douloureuses: allongement progressif de 37,7 à 40 ans de la durée d'assurance, calcul des pensions sur les

vingt-cinq meilleures années. Seules les caisses d'allocations familiales nnt développé leur champ d'intervention sans revoir continuellement les prestations à la baisse, comme en témoigne la dernière loi sur la famille votée eo juillet 1994. La politique familiale a illustré, ces dernières décennies, la capacité de cette branche

imparfaitemeot, à des besoins multiformes: logemeot des familles modestes, soutien aux parents isolés, aides pour la garde d'enfants à domicile ou les pareots qui s'arrêtent un temps de travailler, allocatioo pour la rentrée sco-

Durant cinquante ans, l'Etat a

gardé la baute main sur un système qui pèse plus lnurd que le budget de l'Etat (1 600 milliards), décidant de tout : bausse des cotisations, baisse des prestations, réforme du mode de financement. compensations financières entre les régimes. L'élection des administrateurs salariés des caisses supprimée en 1967, réintroduite en 1983 - n'a rien changé : la « démocratie sociale » voulue par les fondateurs de la «Sécu» est restée lettre morte.

Le système s'est généralisé et démultiplié pour répondre aux risques sociaux qui émergeaient. Il n'a pas su s'adapter aux contraintes éconnmiques. Pire, en dépit de son coût croissant, la Sécurité sociale n'a jamais fait disparaitre la pauvreté. C'est sans doute l'échec le plus culsant d'une institution qui avait pour mission, pour reprendre une expression désormais consacrée, de « réduire la

Jean-Michel Bezat

Un plan de redressement tous les dix-huit mois

financement de la Sécurité sociale apparaissent peu après le premier choc pétrolier de 1973. Dès lors, les plans de redressement vont se succéder en moyenne tous les dix-huit mois. En 1975, le plan Durafour prévoit une réduction de la TVA sur les produits pharmaceutiques (de 20 % à 7 %) et le déplafonnement de la part salariale de la cotisatioo maladie. Uo an après, le plan Barre (1976) relève de 1 point la cotisation maladie et de 0,5 point la cotisation vicillesse. Il instaure une nouvelle catégorie de médicaments à taux de remboursement réduits et fait passer de 25 % à 35 % la part des dépenses d'auxiliaires médicaux (hors infirmières) laissée à la charge des ménages. En 1977 et 1978, les plans Veil se traduisent par une hausse des cotisations des salariés agricoles et des plus de 65 ans, ainsi que par la création d'une cotisation maladie pour les

retraités. Pour endiguer la dérive des dépenses, en juillet 1979, le plan Barrot bloque les budgets des hôpltaux et les honoraires médicaux. Le premier ministre prévient les médecins qu'ils devroot « atteindre une maîtrise plus grande du nambre des actes et du volume des prescriptions médicales » s'ils veulent une revalorisation de leurs honoraires. En novembre 1981, le plan Ques-

LES VÉRITABLES difficultés de tiaux prévoit un déplafonnement des cotisations des employeurs, le rétablissement du 1 % de cotisation maladie supplémeotaire instauré par M. Barre (et supprimé à l'approche de l'élection présidentielle) et le doublement des taxes sur les primes d'assurance automobile. Cette ponction de 32 milliards est également répartie entre salariés et employeurs.

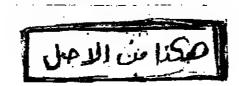
> DÉRAPAGE CONTINU Le plan Bérégovoy de sep-

tembre 1982 marque une rupture: instauration progressive du budget global dans les bôpitaux publics (1984-1985) et du forfait hospitalier à la charge des malades, baisse des remboursements de 1300 médicaments, création d'une taxe sur la publicité pharmaceutique, réduction de certaines prestations familiales. En 1983, Jacques Delors, alors ministre des finances, crée un prélèvement « exceptionnel » de 1 % sur les revenus imposables et ceux du capital. Le plan Dufoix de 1985 se traduit par une hausse des dépenses à la charge des ménages (frals d'infirmiers, biologie...) et la baisse du remboursement de plusieurs centaines de médicaments.

Avec le pian Séguin (1986), le gouvernement veut favoriser une plus grande responsabilisation des assurés. Pour les personnes qui ont une affectioo de longue durée, il

supprime le remboursemeot à 100 % des actes et des prescriptions qui ne sont pas directement liés à cette affection. La grippe du diabétique lourd ne sera plus intégralement prise en charge. Par ailleurs, il instaure un prélèvement de 0,5 % sur les revenus de 1985 et 1986. Le plan Evin (1988) revient en partie sur le plan 5éguin, conformément aux engagemeots électoraux de François Mitterrand. En 1990, le Parlement vote la création de la cootribution sociale géoéralisée (CSG), qui entre en vigueur le 1º février 1991 (1,1 point).

Les dépenses de la Sécurité sociale continuent de déraper. En juin 1991, le plan Bianco prévoit un relèvement de 0,9 point de la cotisation maladie des salariés. Le forfait hospitalier passe à 50 francs par iour. La nomenclature des actes de radiologie est revue, certaines préparations pharmaceutiques ne sont plus remboursées. En 1993, le plan Vell marque un nouveau tour de vis: augmentation de 1,3 point de la CSG, dont le taux passe à 2,4 %, et baisse de 5 points (à 65 %) des remboursements de l'assurancemaladie. Ces mesures ne suffiront pas, et l'Etat devra reprendre. fin 1993, les 110 milliards de dette accumulés par le régime géoéral



FONCTIONNEMENT La Sécurité sociale comprend trois branches: l'assurance-maladie, l'assurance-vieillesse et les allocations familiales. Son système est renforcé

par les régimes complémentaires pour la retraite et les mutuelles pour la maladie. • PARITARISME. Alors que les fondateurs de la Sécurité sociale avaient voulu en

confier la gestion aux représentants des assurés sociaux, c'est l'Etat, en réalité, qui joue le rôle principal, fixant les cotisations et les prestations. • DÉPENDANCE. Une nou-

velle allocation, la prestation autonomie, fait l'objet d'un projet de loi. Quelque 600 000 personnes âgées, moyennement ou très dépendantes,

La gestion des caisses est étroitement contrôlée par l'Etat

Les représentants des assurés ne jouent pas vraiment le rôle que leur avaient assigné les fondateurs de la Sécurité sociale. Un paritarisme de façade masque à peine une pesante tutelle étatique

INSPIRÉS par l'esprit de justice sociale du Conseil national de la résistance, les pères fondateurs de la Sécurité sociale avaient voulu confier des responsabilités importantes aux bénéficaires (les représentants des assurés sociaux). Mais, dans son fonctionnement, le régime général a connu un paritarisme à géométrie variable, l'Etat exerçant de manière à peu près

Les grandes dates

E SECTION STORY

Children Comme

MATERIAL WAY TO THE

Charles Services

THE PARTY.

Charles and the second

AL WATER MANAGEMENT

CALL SAN COTTON

MENTALTY CLASSE.

ermire has produced to

A TRANSPORTED IN

WM : MW MARK

CHARLEST PARTY POR

SANTANIAN POPULAR

PROPERTY AND PROPERTY.

BERRY AND TYPE

1982 1 2 de 15 1

Mary Mary Company

Maria Lile

Maria Maria

The state of the s

· (1) 大学 (1)

THE PARTY AND TH

一番的 なっちー カラ・・・

50 W 14 ...

MARCH STATE STATE

#14 #1545 "

200 A. T. C.

A Page take 1

· Cart Tidal

職員会の場合をして

P. ..

Karthisting of the Co

THE PARTY OF THE P

phote frite:

MET BEFORE MET LIVE . . .

A Principal and the second

constante une pesante tutelle. En 1945, la Sécurité sociale se présente comme un régime unifié, avec une Caisse nationale, établissement public, qui assure la trésorerie des différents risques. Les partis (MRP, SFIO, PCF) qui gouvernent, comme les syndicats (CGT et CFTC), sont divisés sur le mode de gestion.

Dans un premier temps, le gouvernement opte pour la désignation - et non l'élection - des représentants des salariés et des employeurs, dans un rapport de 2/3 pour les premiers et 1/3 pour les seconds, dans les conseils d'administration des caisses. Le patronat, en voie de reconstitution, rechigne. La CFTC préfère la politique de la chaise vide, laissant ainsi à la CGT le monopole de la représentation des assurés:

LE GRAND CHANGEMENT DE 1967

Très vite, le décor change : la loi du 30 octobre 1946 adopte le principe de l'élection des administrateurs au suffrage universel. Lors du premier scrutin, en avril 1947, la CGT, encore unie, est largement majoritaire: 59,2 % aux caisses de Sécurité sociale, 61 % aux caisses d'allocations familiales.

En juin 1950, un nouveau rapport de forces s'établit. Ainsi, aux caisses de Sécurité sociale, la CGT recoeffic 43,6 %, la CFTC 21,3 %, PO 15,1 %, les mutualistes II;1 % et les mouvements familianx 5,2 %. L'ordonnance du 30 décembre 1958, comme les décrets dn 12 mai 1960, qui créent une Union de recouvrement de la Sécurité sociale et des allocations familiales (URS-SAF), visent à stimuler une politique conventionnelle, par le biais

entre les caisses et les médecins, mais sous haute surveillance, les tarifs conventionnels ne pouvant pas dépasser des plafonds fixés par arrêtés ministériels.

Le grand changement intervient sous le gouvernement de Georges Pompidou, avec les ordonnances du 21 août 1967 qui séparent les risques et créent des caisses nationales spécialisées (maladie, retraite, famille). Elles jettent surtout les bases d'un renouveau du paritarisme, tout en créant une tresorene commune qui rogne les ailes des partenaires sociaux. L'élection est abandonnée pour les

de conventions départementales administrateurs et on en revient vation qui entraîne une scission au au mode originel de désignation, sur la base d'un strict paritarisme entre les syndicats et le patronat. La CGT et la CFDT protestent et refusent de prendre part à l'élection des présidents de caisses. En s'alliant au patronat et aux syndicats modérés, FO fait de l'assurance-maladie son empire.

> **180 000 AGENTS** Dans la foulée, la loi de 1971 définit le socle légal d'un nouveau système conventionnel: l'exercice libéral de la médecine est garanti mais les praticiens doivent accepter de s'autodiscipliner. Une inno-

sein de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), mais qui aboutit à une première coovention nationale sur la période 1971-1975. Dans la convention de 1980, apparaît la notion de « maîtrise concertée des

dépenses ». Avec des gestionnaires, privés pour l'essentiel du droit d'agir sur les prestations et surtout de fixer cotisations, mais qui gèrent eux-mêmes, à travers l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (Ucanss), un personnel qui compte aujourd'hui environ 180 000 agents, le paritarisme

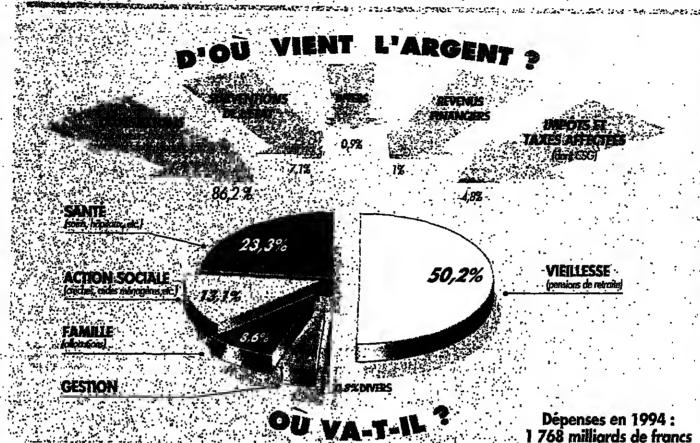
s'installe. Sous l'impulsion de Pierre Bérégovoy, la loi du 17 décembre 1982 rétablit l'élection au suffrage universel des administrateurs. Le paritarisme lui-même est remis en cause, la représentation étant remodelée au profit des syndicats et au détriment du patronat.

UN NOUVEAU DÉPART ?

Les élections de 1983 - aucun autre scrutin n'a eu lieu depuls. mais le ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie a l'intention d'en organiser un en port de forces favorable à FO, arti-

En 1992, le patronat abandonne la vice-présidence de la caisse nationale d'assurance-maladie et réclame une définition claire des responsabilités des gestionnaires. Il la reprend en juin 1995, près d'un an après la loi du 25 juillet 1994 qui réforme de nouveau l'organisation de la « Sécu », en séparant la trésorene de chaque branche. Désormais, les caisses nationales doivent obligatoirement être consultées sur les mesures législatives et réglementaires les concernant. Le paritarisme tente de prendre un nouveau départ.

Michel Noblecourt



Les droits aux prestations du régime général

Qui en bénéficie et à quelles conditions?

ASSURANCE MALADIE Pour le régime général d'assu-

rance-maladie, les droits sont ouverts à tous les salariés ou assimilés, aux retraités, aux étudiants et aux chômeurs, ainsi que, à titre d'ayants droit, aux conjoint ou concubins, enfants à charge, etc.

Les bénéficiaires de prestations comme l'allocation aux adultes handicapés, le RMI ou l'allocation de parent isolé peuvent aussi bénéficier de l'assurance-maladie. Pour faire valoir ses droits aux prestations en nature (frais médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques), l'assuré doit avoir occupé un emploi salarié pendant an moins 1200 heures au cours de l'armée civile, ou 200 heures au cours du trimestre, ou encore 120 heures dans le mois qui a précédé la date des soins. Le maintien des droits est assuré douze mois aux assurés qui ne remplissent plus les conditions d'assujettissement.

• Pour les prestations en espèces (indemnités journalières. d'un montant de 50 % du salaire journalier, sous plafond, un complément pouvant être versé par l'employeur), l'assuré doit avoir été salarié pendant au moins 200 heures an cours du trimestre précédant l'arrêt de travail, si l'interruption d'activité n'excède pas six mois. Si elle est d'une durée supérieure, le demandeur doit être assuré depuis au moins un an et avoir travaillé au moins 800 heures dans les douze derniers mois.

• Pour les frais médicaux, les assurés, qui choisissent librement leur médecin et font l'avance d'honoraires, sont remboursés sur la base des tarifs conventionnels -110 francs la consultation pour un médecins non conventionnés). Les en 1995) jusqu'en 2003 (160 tri-

assurés gardent à leur charge un ticket modérateur représentant 25 % de la dépense (ou 20 % pour les consultations dans les hôpitaux). Pour trente maladies dites de longue durée, la prise en charge est de 100 %

• En cas d'hospitalisation, l'assuré peut choisir entre un établissement public ou une clinique privée conventionnée. Il bénéficie du tiers payant qui le dispense de l'avance de frais, pris directement en charge par sa caisse primaire, à 100 % pour les hospitalisations supérieures à trente jours ou pour les actes chirurgicaux supérieurs au K50 . L'assuré acquitte un forfait hospitalier de 55 francs par jour. Pour les médicaments, les taux de remboursement varient de 35 % à 65 % pour les troubles sans gravité. Les assurés en maladie de longue durée sont totalement pris en charge, essentiellement pour la maladie en cause. Les médicaments dits « de confort » ne sont pas remboursés.

• Pour l'assurance maternité, les examens médicaux obligatoires et les frais d'accouchement sont pris en charge à 100 %. Les indemnités journalières de congé maternité, versées en principe pendant seize semaines (vingt-six à partir du troisième enfant), représentent 84 % du salaire de référence dans la limite du plafond de la sécurité sociale.

ASSURANCE VIEILLESSE

Pour bénéficier d'une retraite à taux plein (plafonnée à 50 % du salaire annuel moven pour le régime général), l'assuré devait, avant la réforme de 1993, avoir cotisé pendant 150 trimestres. Depuis le 1er généraliste et 150 francs pour un janvier 1994, cette durée augmente spécialiste - ou d'autorité (pour les d'un trimestre chaque année (152

mestres requis). Les congés de maladie et de matemité, l'invalidité, le chômage indemnisé, les accidents du travail et le service militaire sont assimilés à des périodes de cotisations. Les femmes assurées sociales ayant élevé un enfant pendant neuf ans, avant ses seize ans, bénéficient d'une majoration de leur durée d'assurance de deux ans par enfant élevé.

Si le nombre de trimestres n'est pas atteint, il est possible de bénéficier d'une retraite à taux plein après 65 ans ou, dans des conditions particulières (inaptitude au travail, ancien combattant ou déporté, etc.) entre 60 et 65 ans.

Jusqu'à la réforme de 1993, le montant de la pension était calculé sur la base du salaire annuel moyen des dix meilleures années. Depuis 1994, une année s'ajoute tous les ans à la période de réfé-

Les personnes de plus de soixante-cinq ans n'ayant pas ou peu cotisé peuvent avoir droit au minimum vieillesse. Une pension de réversion, égale à 54 % de la pension du défunt, est versée au conjoint survivant d'au moins cinquante-cinq ans.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Les allocations familiales sont dues à partir du deuxième enfant à charge, résidant en France et ayant moins de 21 ans. De 6 à 16 ans l'enfant doit être scolarisé, de 16 à 18 ans ne pas toucher plus de 55 % du Smic et de 18 à 20 ans être étudiant ou ne pas pouvoir travailler. Des majorations sont accordées suivant l'âge de l'enfant.

De nombreuses autres prestations out été créées, ayant trait à la naissance, à l'enfance ou au logement. Dans la première famille, on distingue l'allocation pour jeune l'habitat.

enfant (APJE), courte ou longue, l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama), l'allocation parentale d'éducation (APE). versée à partir du deuxième enfant en cas d'arrêt partiel ou total d'activité. l'allocation d'adoption.

Dans la deuxième se trouvent le complément familial - sous condition de ressources pour les familles de trois enfants et plus -, l'alloca-

LES RÉGIMES complémentaires pour la retraite et les mutuelles pour la maladie renforcent le système de la Sécurité sociale.

Les régimes de retraites complémentaires sont devenus obligatoires depuis la loi du 29 décembre 1972 : tout salarié assuietti au régime général de l'assurancevieillesse doit être affilié à une institution de retraite complémentaire (en moyenne 20 % du salaire). Le premier régime de retraite complé-

La dépendance, un nouveau risque social

Le ministre de la solidarité entre les générations devait présenter mercredi 4 octobre, en conseil des ministres, un projet de loi créant nne « prestation autonomie » pour les quelque 600 000 personnes âgées moyennement on très dépendantes. Elle sera attribuée par les conseils généraux après avis d'une commission médico-sociale. En instaurant cette nouvelle allocation - 4 300 francs maximum par mois versés aux personnes de plns de 60 ans ayant moins de 9 250 francs de revenus nets mensuels –, le gonvernement reconnaît un risque social ne relevant ni de l'assurance-maladie ni de l'assurance-vieillesse. Ce risque - et son coût - iront croissants avec le vieillissement de la population. De 20 milliards de francs par an après montée en charge dans un premier temps, il ne cessera d'augmenter an début du siècle prochain. La France comptera 1,8 millinn de personnes de plus de 85 ans en 2015. Les atermoiements qui ont précédé la création de cette prestation illustrent les difficultés du système de protection sociale à s'adapter aux nouveaux besoins dans un contexte de crise financière : il fallu dix ans de réflexion, trois rapports officiels et plusieurs mois d'expérimentation dans douze départements pour déboncher enfin sur un pro-

location de soutien familial (ASF). l'allocation de parent isolé (API), l'aide à la scolarité (AAS).

Pour leur logement, les familles peuvent bénéficier de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement (APL), ainsi que d'une prime de déménagement ou d'un prêt pour l'amélioration de

tion de rentrée scolaire (ARS), l'al-mentaire a été créé en 1947 par une convention collective nationale: l'Association générale des institutions de retraite des cadres (Agirc). Le financement provient d'une cotisation, variable selon les entreprises, assise sur la part de la remunération comprise entre le plafond de la « Sécu » (13 060 francs) et huit fois ce plafond. Les cadres cotisent également, sur la partie de leur sa-

laire inférieure au plafond, pour une retraite complémentaire de non-cadre. Créée en 1967 par un accord patronat-syndicats, l'Association des régimes de retraites complémentaires des salariés (Arrco) réunit les institutions des noncadres. Les agents noo titulaires de l'Etat et des collectivités locales ont aussi un régime de retraite complé-

mentaire, l'Ircantec. Les fonctionnaires ont une retraite unique, mais peuvent adhérer à des régimes facultatifs (Préfon, Cref). Les caisses complémentaires fonctionnent, comme l'assurancechômage, selon les règles d'un véri-

table paritarisme. Bénéficiant d'une totale autonomie vis-à-vis de l'Etat, le patronat et les syndicats gèrent l'Agirc et l'Arreo sur la base d'une parfaite parité entre représentants des employeurs et représentants des salariés au sein des conseils d'administration. Les organismes décident du montant des cotisations et des prestations. Ils peuvent placer librement - en respectant des règles prudentielles - les fonds provenant de cotisations versées.

• Les mutuelles garantissent un remboursement complémentaire. notamment pour l'assurance-maladie, en prenant en charge une partie du ticket modérateur, noo remboursé par la Sécurité sociale, sans que les prestations ne puissent dépasser les dépenses engagées par l'adhérent.

Les adhésions sont libres et généralement collectives et, à l'heure actuelle, 83 % des Français sont couverts par une complémentaire (mutuelle ou assurance). Les mutuelles peuvent aussi intervenir en complément pour d'autres risques (invalidité, décès). Elles mènent une action sanitaire et sociale importante (ceotres médicaux, dispensaires, centres d'optique...).

L'effort social de la nation

des pensions de combattant, : l'aide sociale des départements et les odlocations du revenu minim d'assertion Soit, au total

Une protection complémentaire étendue

CRISE Depuis sa création en octobre 1945, jamais la Securité sociale π'a connu une situation financière aussi dégradée. Financé à plus de 80 % par des ressources assises sur

les salaires, le régime général des salariés a pris de plein fouet la hausse du chômage et la rigueur qui a prevalu dans les entreprises.

• LA « SECU » accuse, aujourd'hui,



un déficit de 180 milliards de francs sur la période 1994-1996, sans compter les difficultés d'autres régimes, comme ceux des exploitants agricoles, des agents des collectivités



LES 50 ANS

Un déficit record met en péril la survie du système

Depuis vingt-cinq ans, les comptes de la Sécurité sociale n'ont jamais été spontanément équilibrés. Au-delà d'une hausse des prélèvements, la solution passe par une meilleure maîtrise des dépenses, notamment dans le domaine de la santé

IL Y A quelques années encore, quelques bons esprits - au ministère des finances notamment - répétaient, en évoquant le « trou » de la Sécurité sociale, que c'était « l'épaisseur du trait ». En sabir de haut-fonctionnaire, cela signifiait que le déficit du réglme général n'avait n'en de catastrophique et que quelques mesures d'ajustement suffiraient. La formule n'a plus cours aujourd'hui.

Depuis 1992, la « Sécu » est entraînée dans une spirale qui, de l'avis de tous les experts, menace sa survie: aux 180 milliards de francs de déficit accumulés par le régime général des salariés entre 1994 et 1996 s'ajoutent les 110 milliards de dette repris fin 1993 par l'Etat et les déficits prévus pour les caisses couvrant d'autres catégories sociales (agents des collectivités locales, fonctionnaires de l'Etat, agriculteurs, commerçants, arti-

Les trois « branches » du régime des salariés ne sont pas confrontées aux mêmes difficultés, Depuis 1994, pourtant, elles sont toutes « dans le rouge ». Excédentaire depuis des années et pourvoyeuse de fonds pour les branches déficitaires, la Caisse nationale des allocations familiales (230 milliards de recettes prévues en 1996] s'est installée dans le déncit depuis 1994 (-11,6 milllards l'an dernier, - 13,5 milliards cette année).

Principal responsable des déficits : I'« effet de ciseaux » entre des recettes amputées ... du chômage et des dépenses presque indépendantes de la conjoncture économique

Plusieurs raisons expliquent la dégradation de ses comptes : les premiers effets de la loi sur la tamille de juillet 1994, dont certaines mesures sont entrées en vigueur le Ir juillet 1994 (allocation parentale d'éducation au deuxième enfant1: la poussée des demandes d'aides au logement sous l'effet de la crise économique et du chomage : la majoradon de l'allocation de rentree scolaire...

La situation de cette branche n'est pourtant pas préoccupante. « La CNAF a une tendance naturelle à revenir à l'equilibre dans la mesure où les prestations évoluent comme les prix alurs que les ressources sont indexces sur les salaires, explique-t-on au ministère de la solidarité entre les générations. Les recettes augmenteront plus vite que les allocations à l'horizon 1995. - De plus, la loi oblige depuis 1994 l'Etat à compenser intégralement toute exonération de cotisations sociales (au nom de la lutte contre le chômagel qui amputerait les ressources de la branche famille.

La Caisse nationale d'assurancevicillesse des travailleurs salariés (350 milliards de recettes prévues en 1996) est, elle, structurellement déficitaire. Ce déficit se creuse mécaniquement d'environ 10 milliards par an, en dépit de l'allègement d'une partie de ses charges (environ 40 milliards), transférée depuis 1994 sur le Fonds de solidanté vicil-Jesse (FSV). La CNAVTS revient pourtant de loin : après un « trou » de 17,9 milliards en 1993, elle a accusé un déficit de 39,5 milliards en 1993 et devrait encore avoir un besoin de financement de 13,2 mil-

Mais le problème essentiel vient anjourd'hui de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (535 milliards de recettes en 1996). Son déficit annuel dépasse 25 millards de francs depuis 1993: 27,3 milliards en 1993, 31,6 milliards en 1994, 35,5 milliards en 1995 et, si rien n'est fait, plus de 38 milliards l'an prochain, traduisant à la fois un ralentissement de la hausse des recettes et une progression soutenue des dépenses.

Le Livre blanc sur le système de santé, remis en décembre 1994 à Edouard Balladur, remarquait que la consommation médicale est passée de 3 milliards de francs en 1950 à plus de 650 milliards en 1994 (en francs courants). Rien que de très normal dans une période marquée par l'extension progressive de la « Sécu » à toute la population et par des progrès médicaux sans précédent. Les auteurs du rapport ajoutaient néanmoins que « plus que leur niveau absolu, c'est la dynamique de ses dépenses qui singulorise la France ». Entre 1960 et 1990, leur croissance annuelle a atteint 4,7 % (en francs constants), contre 3,4 % en Allemagne et 2,2 % en Grande-Bretagne.

Les causes de ces déficits sont multiples et connues, mais elles se résument à un seul phénomène : I'« effet de ciseaux » entre des recettes assises à plus de 80 % sur les salaires, qui sont amputées par la croissance du chômage, et des dépenses, qui sont beaucoup moins soumises à la conjoncture économique. « Depuis le début des années SO, la croissance movenne des prestations, bien que sensiblement ralentie par rapport à la tendance de la décennie précédente, est restée supérieure à 3 % en termes réels, note la Cour des comptes dans le premier rapport sur la Sécurité sociale qu'elle vient de remettre au Parlement. Dans le même temps, lo progression moyenne de la masse saloriale était de l'ardre de 1,5 % en termes réels. » Malgré les effets des mesures d'économies et des plans de redressement, " l'écart de croissance entre prestotions et assiette des cotisations o donc été de 1,5 à 2 points par an v.

Le principe même du système français de protection sociale est de financer les dépenses o posteriori, une fois celles-ci constatées. Cela explique la croissance très rapide des prélèvements sociaux obligatoires, dont la part prélevée sur la richesse nationale est passée de 15,8 % en 1975 à 21,8 % en 1994. Sur la période 1988-1993, « les dépenses de l'ensemble des régimes de Sécurité sociale ont augmenté de 36 % alors que le PIB ne croissait que de 24% - constate Rolande Ruellan, directeur de la Sécurité sociale au ministère de la solidarité entre les

gėnėradons. Le meilleur exemple est fourni par l'assurance-maladie. Elle n'a jamais été structurellement équilibrée depuis 1968 et sa remise à flot a nécessite une douzaine de plans de redressement ces vingt dernières années (lire page 2). Las, l'augmentation continue de la cotisation maladie, conjuguée à une baisse aussi continue des remboursements, n'est pas parvenue à réta-blir un équilibre durable des

La maîtrise comptable des dépenses n'a pas été, non plus, d'un plus grand effet à long terme. Le budget global, généralisé dans les 1000 hópitaux publics et 600 éta-blissements sanitaires à but non lucraff en 1985, a bien entraîné un brutal ralentissement de leurs dépenses. Mais celles-ci n'ont jamais été totalement contenues. Pis, la dotation globale a lourdement pénalise les hópitaux performants, tout en accordant une rente de situation à ceux qui étaient mal gé-

A ces problèmes purement financiers se sont ajoutés d'autres handicaps: relations conflictuelles entre les partenaires sociaux, gestionnaires de droit, et l'Etat, gestionnaire de fait : complexité d'un système alimenté par plusieurs sources de financement (cotisations sociales, contributions de l'Etat, CSG, taxes affectées, puis retirées...]; comptabilité peu fiable; opacité des transferts entre caisses excédentaires et caisses déficitaires, qui portent sur plusieurs dizaines de milliards chaque année; politique de lutte cantre le chômage qui, à travers des exonérations de charges sociales non campensées par l'Etat, a privé le régime général d'importantes ressources 128 milliards en 1992-1994).

Le gouvernement a-t-il médité les erreurs du passé ? Alain Juppé a annancé qu'il jouerait sur le tableau des recettes et des économies au terme du « grand débat » sur l'avenir de la protection sociale qu'il va organiser - à travers des forums animés par un membre du gouvernement - dans les vingtdeux régions françaises. Le premier ministre a assuré qu'il voulait en finir avec les plans de redressement à répétition et s'est fixé un objectif ambitieux - irréaliste, disent certains experts: ramener le régime général à l'équilibre fin 1997.

 Nous sommes au pied du mur, et les mesures que nous prendrons seront douloureuses », prévient-on au

générations. Une hausse des prélèvements est inévitable l'an prochain, et toutes les hypathèses sant étudiées : relèvement de la CSG ou de la cotisation retraite (Le Monde du 3 octobre) : contribution accrue des retraités à l'assurance maladie, extension de la CSG à des catégaries jusqu'à présent éparenées (chômeurs en dessous du RMI, retraités non imposables, RMistes, adultes handicapés) ou à des revenus exonérés (prestations familiales, indemnités journalières

maladie, Codevi, PEP, PEA...). Au-delà de la réforme du financement, c'est la maîtrise des dépenses sociales qui est, plus que jamais, d'actualité. Et tout particulièrement dans les domaines des retraites, où un allongement de la durée de cotisation des fonctionnaires de 37,5 ans à 40 ans pour bénéficier d'une pen-

ministère de la solidarité entre les sion à taux plein est sérieusement générations. Une hausse des prélè-étudié. Ou encore dans le secteur de la santé, où les dépenses dérapent après le répit enregistré en 1994. « Aucun recours au financement, qu'il s'agisse de l'assiette au du taux de prélèvement, n'est susceptible de mettre un terme à cette dérive structurelle des comptes de l'assurance-maladie, soulignaient les auteurs du Livre blanc sur le système de santé. Seule une action sur la dépense neut la rendre compatible avec l'évolution des recettes disponibles. »

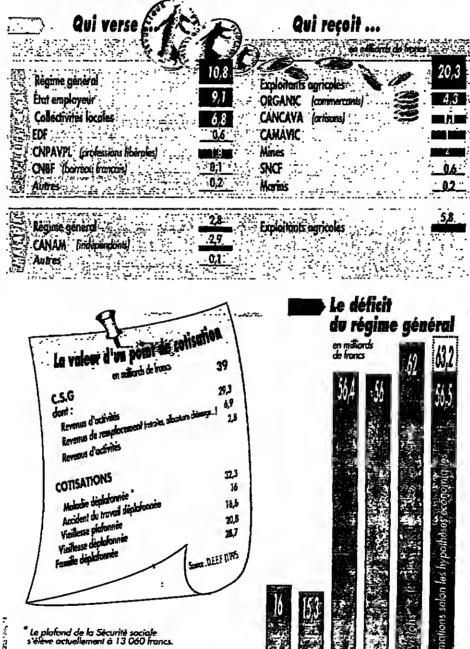
Depuis la fin des années 80, un phénomène économique nouveau est apparu: l'amplitude des variations de l'économie, qui soumet les finances de la Sécurité sociale à rude épreuve. « Il est vraisemblable que lo récession de 1993 manifeste le retour de cycles éconamiques plus accusés, comme les économies occidentales en cannoissoient ovant

guerre, note la Cour des comptes dans son rapport au Parlement. Les cotisations sociales se trouvent elles-mêmes soumises à des cycles, alars que la croissance des dépenses, qui dépend pour l'essentiel de facteurs structurels, en est très largement indépendante. »

En 1988-1990, période de forte croissance, les experts ant pu croire à un retour durable de l'équilibre. Ils déchantèrent dès 1991. C'est pour éviter de telles déconvenues que la Cour des comptes souligne que « la gestion des régimes sociaux ne devrait pas viser l'équilibre dons le cadre annuel, mais en mayenne sur l'ensemble du cycle, grâce à la constitution d'excédents pendant les phases de haute conjoncture, qui seraient consommés dans les périodes de ré-

Jean-Michel Bezat

Le financement de la Sécurité sociale





Sombres perspectives pour les régimes de retrait

EN DROIT, la retraite des fonc- 1,4 en 2015. Cette évolution est le tionnaires de l'Etat ne pose pas de problème de financement : les pensions des agents ne sont pas gérées par une « caisse » qui devrait équilibrer ses recettes et ses dépenses, mais par le budget de l'Etat, qui comble la différence entre le montant des pensions (125 milliards de francs en 1994) et les cotisations des fonctionnaires peut, toutefois, s'inquiéter des perspectives démographiques présentées dans un rapport du Commissariat du Plan ILe Monde daté 24-25 septembre).

Ce document indique que le ratio cotisants-retraités va se dégrader pour passer de 2,53 (2 millions

résultat de la forte augmentation des effectifs entre 1960 et 1970, suivie d'une stabilisation à partir de 1980.

92

rce . Commission des comptes de la Sécurité sociale. juill. 95 1991

Les besoins en financement vont considérablement augmenter: en 2015, les charges des retraites des fonctionnaires civils atteindront 219,6 milliards (en francs 1993) contre 104 milliards (21 milliards). Le contribuable cette année, alors que les ressources (sur la base des taux de cotisations de 1993) ne seront que de 139,4 milliards. Le déficit atteindra donc 80 milliards, soit l'équivalent de 20,6 points de coti-

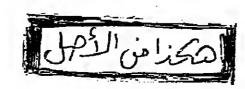
sations. L'Etat va-t-il imposer un effort aux fonctionnaires? Le premier d'actifs pour 821 000 retraités) à ministre a ouvert le débat en déclarant qu'il n'était « pas normal » que certains cotisent seulement 37,5 ans pour obtenir une retraite à taux plein, alors que les salariés du privé devront cotiser 40 ans. Une éventuelle réforme devra cependant prendre en compte le fait que les pensions des fonctionnaires sont calculées sur la base du traitement indiciaire des six derniers mois d'activité (hors primes et indemnités).

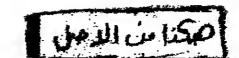
LE PRIX DE LA SOLIDARITÉ

Les fonctionnaires des höpitaux et des collectivités locales sont, pour leur part, affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) créée en 1945. Elle dispose de 1,5 million de cotisants pour payer

les pensions de 500 000 personnes (3 actifs pour 1 retraité). Les collectivités locales et les hôpitaux ont beaucoup embauché dans les années 70 et 80. Après des années fastes, la CNRACL devrait, elle aussi, connaître une passe très difficile: 1,33 actif pour un retraité en 2015, selon le Commissariat du Plan, qui évalue les besoins de financement à 70,8 milliards en 2015 (30,8 points de cotisations supplémentaires).

Cette estimation ne surprend pas Claude Domeizel, l'élu socialiste qui préside la CNRACL. Il a, depuis longtemps, fait le calcul. Pour passer le cap de l'an 2000, la CNRACL s'était constitué des réserves. Les pouvoirs publics les ont utilisées pour financer des ré-









locales (retraite), des commerçants et des artisans. • LES RÉFORMES sont aujourd'hui nécessaires. Alain Juppé a affirmé que le gouvernement voulait s'attaquer aux causes

structurelles du mai: un financement assis sur les salaires et des depenses non maîtrisées. Le premier ministre entend amsi réduire de moitié le déficit de 1996 (60 milliards de



francs). • EXCLUS. De nombreux départements, comme le Territoire de Belfort, ont mis en place une Carte Santé pour faciliter l'accès des exclus au système de soins.

les exclus

Passeport miracle pour

La Carte santé permet l'accès gratuit à tous les soins médicaux, sans limitation du nombre des consultations et sans avances de frais.

A Belfort, ce petit carton bleu a changé la vie de personnes en grande difficulté

BELFORT

de notre envoyée spéciale On avait craint de l'importuner, de paraître indiscret ou policier, d'entrer, fût-te sur la pointe des pieds, dans un iardin intime. Des yeux neurs et un sourire poupin ont balayé nos doutes: « En voilò un bon sujet! La santé c'est la vie!» Et puis il y eut cette phrase, prononcée du même ton joyeux : « En tout cos, c'est le truc le plus important de mo vie. Mon souci, si vous vonlez. La bagarre qui m'obsède et qui conditianne tout. Le reste... . Elle a levé un bras en arrière et sou-

ri à nouveau. Et puis, ses deux sacs

de médicaments à la main, elle s'est

complaisamment glissée dans l'ar-

rière-boutique de la petite pharma-

cie du quartier des Résidences où

elle a pris ses habitudes, elle a ran-

gé avec des manières de petite fille

ses cheveux blonds derrière ses

oreilles, et posé sur la table une

carte en trois volets intitulée: contrôles sanguins, deux fois par « Carte santé, territaire de Beljort ». « Voilà, a-t-elle dit, voilà ce qui foit qu'oujourd'hui j'ai le droit de bien me soigner. Ce droit est très récent. »

Elle plie, déplie le petit carton bleu, « bleu conime un ciel de beau tenips et un espoir de guérison ». Elle dit que c'est, de loin, son « papier le plus précieux », une sorte de « passeport santé». Gràce à lui, elle a gratuitement accès à tous les soms médicaux, sans limitation du nombre de consultations, de visites ou de prescriptions, et sans faire l'avance des frais. Elle pense que « c'est miraculeux ».

Divorcée, mère de deux enfants de hult et cinq ans, Brigitte, RMiste de vingt-neuf ans, a déjà passé une partie de sa vie en soins médicaux. Victime d'une pathologie affaiblissant ses défenses immunitaires, elle doit rester sous constante surveillance, subir chaque semaine des

an des examens de la moelle épi-

nière; elle a fait des séjours en chambre stérile, subi quatre opérations des jambes en trois ans, sort tout juste d'un zona, etc. Mais pendant des années, Brigitte a été mal

que le repos me soignerait tout seul. le limitois les prises de sang, demondais à ce qu'on n'encoisse mes chèques qu'après le délai nécessaire ou remboursement Sécu, et contractais des dettes pour payer le ticket modéroteur... » Sa maladie portait

« La Carte santé, je n'ai pas choisi de l'avoir! Si cette foutue société n'est pas capable d'offrir du travail, qu'elle nous permette au moins de nous soigner dignement!»

soignée. « Quand on ne dispose pas de moyens, même l'avance des honoraires du médecin se révèle périlleuse, pour ne pas dire impossible, raconte-t-elle. Je ne l'oppelais qu'en dernier ressort, oprès avoir espéré

un rude coup au budget familial. La faiblesse de celui-ci amenuisait ses chances de vaincre la maladie. Brigitte bénéficia alors de l'aide médicale à domicile et se vit re-

mettre, « ou compte-gouttes », et

après avoir présenté « un bazor de documents » prouvant sa situation et ses faibles revenus, un camet de bons de couleurs différentes ; blanc pour les consultations de médecin, bleu pour les visites chez le dentiste, vert pour les produits pharmaceunques. « Quelle anxiété! se souvient-elle, le soupesais le cornet et comptais les bons restants : plus que trois, plus que deux... Et il me folioit courir o nouveou au centre communol d'oction sociale, subir un nouvel examen de mo situation, etc. » Le médecin, souvent, était suffisamment « gentil » pour ne prendre qu'un bon pour une consultation familiale. Mais c'était

à Belfort en 1991 a tout changé. « Comment décrire ce confort soudoin? L'appel à l'oide au médecin, lo visite à l'infirmier, lo consultation du spécialiste... Taut cela, d'un coup, m'opparaissait comme un droit naturel et normol. Je n'avais plus l'impression de mendier un soin, d'implorer une faveur. Ma santé et cetle de mes enfants étaient de mo responsobilité. A moi de mener ma barque pour le mieux, et sons angoisse de trésorerie ! »

* humiliont ». La Carte santé lancée

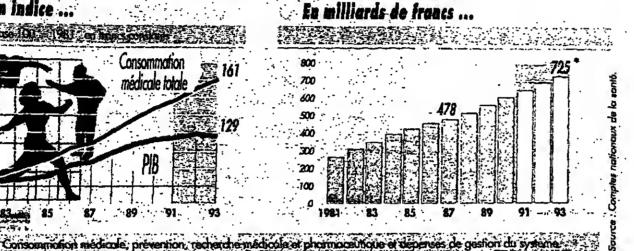
Ouand ses filles partent en vacances chez leur père, Brighte lui remet leurs Cartes santé, « sinon il déduirait de ma pension olimentaire le moindre frais médicol ». La carte lui permet d'économiser ainsi entre 300 et 400 francs mensuels. C'est énorme, bien sûr, dans un budget global de 4 200 francs. Et a ce luxe inoui » lui permet de régler peu à peu de vieilles dettes et de sortir une fois par mois ses enfants chez Quick. Il lui permet surtout, en cas de crise un peu plus grave, de ne penser « qu'à se soigner ». Elle rapporte consciencieusement à la pharmacie tous les médicaments non consommés en suggérant une sorte de « pot commun » pour qu'ils servent à d'autres. « Comment les jeter comme de vieux bonbons? J'en connois tellement la valeur! C'est un suiet sur lequel je suis incopuble de ploisanter ! ».

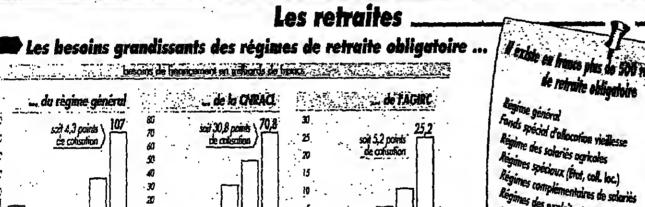
Maria, vingt-sept ans, fréquente la même pharmacie. Elle a sorti sa Carte bleue et attend que la pharmacienne enregistre sur ordinateur la prescription du médecin. Puis elle fait vérifier sur un cahler l'état de son ardoise - 50 francs - en ralant contre les produits vitaminés que la Sécurité sociale ne prend pas en charge et que son médecin, pourtant compréhensif, a prescrits pour son petit garçon de chiq ans. Elle aussi se rappelle les bons que sa mère, il y a quelques années, al-laît « mendier » à l'administration. « Pas question d'aller voir un mêdecin sur un coup de tête ou o Otre préventif! Il folloit être bien malode et prouver qu'an avait besain de soins! » Mais au moins les bons évitaient-ils à la famille toute dé-

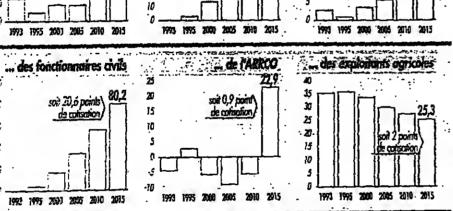
Ouand elle quitta la maison et trouva provisoirement un travail ~ · poyé des clopinettes »-. Maria tomba alors dans le régime commun et passa quatre ans « o ruser, négocier un retard de paiement avec le médecin, retarder un exomen sanguin... .. Pas de mutuelle, cela signifiait la prise en charge personnelle du ticket modérateur. Et Maria, qui préférait parfois se voir accuser de désinvolture

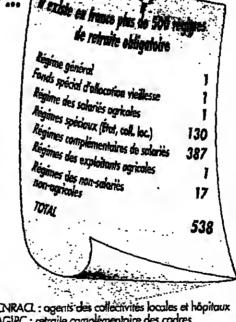
Les dépenses de santé











CNRACI: agents des collectivités locales et hopitaux AGIRC : retraile complémentaire des codres ARRCO: retraite complémentaire de tous les salariés

régimes de le es des fonctionnaires

gimes spéciaux déficitaires (cheminots, marins-pêcheurs). Le projet de loi de finances 1986, préparé par Laurent Fabius, prévoyait déjà que la caisse verserait une « surcompensation ».

LA PRUDENCE D'EDF

En décembre 1994, Nicolas Sarkozy, ministre du budget du gouvernement Balladur, a augmenté le taux de cette cotisation de prés de 4 points, déclenchant un tollé chez les elus locaux. M. Domeizel manifeste aujourd'hui de l'inquiétude: les « prelèvements excessifs » versés au titre de la solidante ont libre à venir de son régime de remis en péril la CNRACL, qui pourrait, selon lui, se trouver en déficit avant la fin de l'année.

Quant aux regimes speciaux

(SNCF, RATP, EDF_), qui font face à la baisse des effectifs des entreprises publiques et à l'augmentation du nombre des retraités, leur situation n'est pas plus enviable. Selon le Livre blanc commandé par Michel Rocard en 1991, ils afficheraient un déficit de 41 milliards en 2010. Pour la seuie SNCF, les besoins de financement représenteront alors entre 17 et 20 milliards, vient de calculer le commissariat du Plan. Preuve de la sensibilité sur le sujet : la direction d'EDF-GDF affirme qu'elle n'a pas encore calculé le déséqui-

> Frédéric Lemaître et Rafaële Rivais

Trois dossiers pour en savoir plus

La revue Droit sociol consacre un numéro spécial à « La Protection sociale demain * (nº 9-10, septembre-octobre 1995). Selon son directeur, Jean-Jacques Dupeyroux, les cinquante ans écoulés montrent que la principale « cohérence » du système a été d' « avantager systématiquement les catégories les plus oisées ». Ce dossier comporte notamment les contributions de Michel Bon, ancien directeur général de l'ANPE, Claude Bébéar, président d'AXA et Jean Choussat, membre du Haut Conseil de la réforme hospitalière.

De son côté, l'bebdomadaire Espace sociol européen publie, sous le titre + 50 uns de Sécurité sociole, l'œuvre collective », un numéro spécial de 225 pages (180 francs) qui retrace l'histoire de l'institution et la replace - année après année - dans son environnement politique, économique et social. Des membres du patronat, des syndicats et de la mutualité y donnent le point de vue de ceux qui

gèrent le système de protection sociale. Une truisième dossier est présenté par la Revue françoise des affaires socioles, qu'éditent conjointement plusieurs ministères (octobre-décembre 1995, 275 pages, 93 francs). Ce numéro, intitulé « Les 50 Ans de la Sécurité sociole - Pourquoi une protection sociole ? », est présenté par Rolande Ruellau, directeur de la Sécurité

Des jeunes de plus en plus mal couverts

La «frocture sociole» passe aussi par la santé. Une étude du Credes (Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé), publiée le 12 septembre, indique que les inégalités d'accès aux solns s'aggravent. 24 % des personnes Interrogées déclarent avoir renoncé à des soins parce que les remboursements étaient insuffisants.

Ces restrictions portent d'abord sur les soins dentaires et les lunettes, mais aussi sur le recours aux médecins. 28 % des personnes ayant renoncé à des soins n'avaient pas de mutuelle.

Cette converture par la seule Sécurité sociale, qui ne rembourse en muyenne que 73 % de la consommation médicale, est plus cou-rante dans les ménages ouvriers. Une étude de l'Insee, publiée en juillet, Indique qu'en dépit du « grand mouvement de médicolisotion et de prise en chorge assurantielle » amorcé dans les années 60 et 70 l'exclusion des soins touche de plus en plus les jeunes (alors que les personnes àgées sont mieux couvertes).

L'étude précise que les inégalités ont été « oggrovées » par de nombrenses réformes : création du secteur à honoraires libres (1980), instauration du forfait hospitalier (1984), réduction de cinq points des taux de remboursement de l'assorance-maladie (1993).

plutôt que d'avouer son incapacité Marguenite Mouilleseaux, au à payer certains soins, paiera toute sa vie le report d'un examen qu'on lui avait pourtant prescrit en urgence. La Carte santé, qui lui a été octroyée automatiquement depuis qu'elle touche le RMI, a mis fin à ses appréhensions. Entin, elle put aussi commencer de se soigner les

dents. Evidemment, quond lo télé nous balonce des discours sur le trou de la Sécu, je ressens un malaise. Et il se trouve toujours des petits soloriés pour rôler: ouois, c'est nous qui payons lo Corte santé des RMistes !... Mois moi, je rêve de trouver du trarail ; je serais ravie de pouvoir cooser, d'olimenter les cnisses à mon tour! Et je ne supporte pas que certoins medecins jettent un ceil meprisant sur ma corte. Je n'ai pas choisi de l'ovoir! Si cette foutue société n'est pas copoble d'offrir du travail, qu'elle nous permette ou moins de nous soigner dignement! >-

La mère de Maria, qui a été opérée d'un cancer et touche une pension de handicapée, s'est vu refuser la fameuse Carte santé. Ses revenus dépassent très légèrement le seuil fixé sur le territoire pour en bénéficier. Et Maria pense que c'est « écœurant », qu'il faudrait « trouver un système qui tienne compte des besoins en soins. Il y a des gens plus molades que d'outres et pour lesquels lo corte serait un opaisement jornidoble. Et il en est qui ne s'en servent même pos! C'est du ga-

Brigitte, Maria, Rachid, Helène, Tania... On les vit défiler ainsi. un après-midi de septembre, dans la oetite pharmacie chaleureuse de

centre d'un quartier de logements sociaux. Là au moins, disaient-ils, on pouvait toujours parler, demander un conseil, un petit délai de paiement et présenter sa Carte santé sans la moindre gêne. Et là, disait la pharmacienne, on touchait du doigt la détresse de cenains devant le coût de la santé, l'inégalité des assurés sociaux devant la maladie - + 20 francs de ticket modérateur, c'est portois dissuosif » - le désarroi de jeunes mamans isolées qui ne peuvent se permettre d'aller chez le dentiste et l'opticien, le défoulement de certains qui, c'est vrai, avec la complicité de médecins complaisants, assouvissent, grâce à la Carte santé, une frénésie de consommation impossible sur tout autre produit.

Inévitable, sans doute. Mais en aucun cas excessif, précise Chrisrian Proust, le président du conseil général du territoire de Belfort, ardent promoteur de la Carte santé et d'une politique innovante en matière d'aide médicale. Tous les indicateurs, affirme-t-il, font même état de dépenses de santé, par individu, légèrement inférieures à la moyenne nationale. La Carte santé est à ses yeux un facteur essentiel de la prévention sanitaire et de l'insertion sociale. Une sorte d'investissement à long terme, en quelque sorte. 6 200 habitants du département en bénéficialent à la fin 1994, soit environ 5 % de la population : 2 700 au titre du RMI et 3 500 en raison de faibles resssources (RMI + 25 à 35 %).

Annick Cojean

tations élevées. L'Italie vient de modifier l'âge de départ à la retraite. ● AU ROYAUME-UNI, les conservateurs ont introduit une concurrence à l'intérieur du système hospitalier public. En

Suède, les sociaux-démocrates ont décidé de réduire les prestations de l'Etat-providence. • AUX ÉTATS-UNIS enfin, Bill Clinton n'a pas réussi à gé-



Partout en Occident, une recherche obsédante d'économies

Des remèdes voisins sont appliqués aussi bien au Royaume-Uni et en Suède, où un système étatique est financé par l'impôt, qu'en Allemagne et en Italie, où les citoyens sont assujettis à des assurances obligatoires

LA PROTECTION SOCIALE n'est pas, comme le bonheur, une idée neuve en Europe. Dès le XIX siècle, avec la montée du salariat, le souci de « prévoyance » pour les vieux jours ou les aléas de l'existence s'est ajouté et mêlé à la traditionnelle « assistance » aux pauvres et aux victimes du sort. Mais ce o'est que très progressivement que se sont formées, dans les pays industrialisés, des protections collectives - et obligatoires - contre l'ensemble des risques de perte du revenu, qu'ils fussent apportés par les accidents du travail, la maladie, la vieillesse, le chômage, ou la nais-

Cette constitution s'est accélérée

avant et après la deuxième guerre mondiale, donnant lieu à de multiples constructions, entre « assurances sociales », offrant des droits ou des garanties en échange de cotisations, et Welfare state, prise en charge globale par l'Etat, financée

15 Å 30 % DU PIB

L'Allemagne, la France - malgré les inclinations de certains des pères fondateurs de la Sécurité sociale - voire l'Italie, ont plutôt emprunté au premier modèle. La Grande-Bretagne et les pays nordiques ont suivi le secood. Seuls les Etats-Unis sont restés en chemin, ne parvenant pas à assurer une

ladie, alors qu'ils avaient mis eo place, dès 1939, un système de re-

Mais tous les systèmes ont connu leur maturité et vu les dépenses croître alors que les ressources disponibles tendaient à se réduire. L'aspiration générale aux soins et l'allongement de la durée de la vie ont accru les coûts alors que l'augmentation du chômage réduisait les ressources et abrégeait la durée de vie professionnelle. Cette contradiction a touché tous les pays.

La « viscosité» sociale et bureaucratique semble avoir empêché de bouleverser les systèmes. En Grande-Bretagne, Me Thatcher et

sé les retraites, mais en se contentant, pour le reste, de comprimer encore des dépenses pourtant déjà mieux contrôlées qu'en d'autres pays. Plus souvent, la crise a amené, comme en Italie et en Allemagne, l'Etat à prendre en charge une bonne partie des dépenses. Elle a ainsi brouillé les modèles.

Partout, tôt ou tard, les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, se sont efforcés de freiner la montée des coûts, voire de réduire ceux-ci. Cette croissance comptait davantage que le niveau atteint : des Britanniques économes aux Allemands ou aux Scandinaves plus « généreux », la

fense et de la recherche réunis I Ce

dossier est une priorité politique

absolue pour le chancelier Kohl,

consacrée à la protection sociale allait de 15 % à 30 % au début des an-

On est même frappé par une certaine convergence des remèdes. Pour la santé, on a donné des « coups de gomme » à la prise en charge, en introduisant des « tickets modérateurs», en supprimant des remboursements: l'Allemagne l'a fait avec plus de constance que la France ou l'Italie ; la Suède s'y met. D'autre part, on a essayé de réduire les bureaucraties, en responsabilisant notamment les bôpitaux, en Italie comme en Grande-Bretagne.

Pour les retraites, l'Italie, en retardant l'âge de départ, en modifiant le mode de calcul des pensions, vient de suivre l'exemple des Etats-Unis, au début des années 80, et de

la France une décennie plus tard-Devenu obsédant aujourd'hui, le souci de réduire les déficits des finances publiques a amené partis et gouvernants à prendre le risque de l'impopularité. Il peut même pousser, aux Etats-Unis, à viser des dépenses sociales, en l'occurrence les retraites, pour une raison presque purement arithmétique: en raison de leur masse, c'est là qu'il faut

Guy Herzlich

Allemagne : la protection a été maintenue à un haut niveau

BONN de notre correspondant

Comment maintenir un haut niveau de protection sociale tout en limitant l'explosion des dépenses ? Face à ce dilemme général, l'Allemagne a choisi de privilégier la première option : le niveau des prestations demeure globalemeot élevé, tandis que la maîtrise des coûts n'est pas absolumeot satis-falsante. Si la réforme est uoe priorité affichée du gouvernement, dans les faits, peu de sacri-

fices ont été conseotis. Une population vieillissante « minimum d'existence » (au titre rend de plus en plus lourd un sys- de l'aide sociale), qui représente tème certes performant, mais ex- au minimum 1 000 marks par mois trèmement coûteux. On évalue (3 500 francs), et prend en charge aujourd'hul à 1 000 milliards de deutschemarks (3 500 milliards de francs) le montant des dépenses valeot d'un tiers du PIB. Le mon-

tant des cotisations sociales, partagées à égalité entre le salarié et l'employeur, atteint 40,1 % des revenus du travail.

La République fédérale a résolument choisi de se définir comme un « Etat social » (article 20 de la Constitution), ce qui l'a amené à tourner le dos aux expériences d'inspiration thatchérienne au cours des années 80. Seule ombre au tableau: les allocations familiales sont plus faibles qu'en France.

Mals l'Etat garantit à chacun un le loyer des nécessiteux. La coalltion au pouvoir s'est même offert le luxe de créer il y a quelques mois une « assurance-dépen-

Votre retraite

On comprend pourquol le SPD a du mal à se faire entendre : la CDU au pouvoir est elle-même, d'une certaine façon, sociale-dé-

L'équilibre financier du système

qui l'évoque à chacun de ses meetings électoraux. L'indexatioo des retraltes de l'Est sur celles de

Excédentaires jusqu'en 1994, les comptes de l'assurance-maladie sont en déficit pour le premier semestre de 1995

est en permanence menacé par le l'Ouest, aujourd'bui acquise, a vicillissement de la population. Or l'Etat fédéral finance 20 % du coût des retraites: en 1995, le budget y a consacré 72,6 milliards de marks (dont un bon quart pour la prise en charge des cotisations des chômeurs). Ce montant dédance » pour les personnes âgées. passe celul des budgets de la dé-

permis de stabiliser l'électorat de la CDU dans la partie orientale de l'Allemagne. A l'Ouest, un vent de panique se lève dès que l'avenir des retraites paraît menacé, comme lors de la dernière réces-

Le niveau moyen des retraites a (5 327 francs), sur la base de quarante-cinq ans de cotisations (celles-ci atteignent 18,6 % du salaire brut). Un système de retraites complémentaires permet d'arrondir les fins de mois. Les libéraux du FDP plaident depuis longtemps pour l'introduction d'un système de retraites privées par capitalisation, mais les chrétiens-démocrates s'y sont toujours opposés. Cette solution, selon eux, exigerait de l'Etat un effort financier démesuré, puisqu'il n'y aurait plus de

cotisations pour financer les retraites en cours. Pour avoir une idée de l'effort réalisé par l'Etat en ce domaine, il suffit de constater que les cotisations-retraite des chômeurs sont prises en charge par le budget fédéral, ce qui représente une charge annuelle de 19,7 milliards de marks (près de 70 milliards de francs).

Certes, des économies sont réalisées. Les caisses de retraite ne prennent plus en charge qu'une cure tous les trois ans, et non une chaque année. On ne rembourse plus noo plus, comme avant, les frais d'enterrement... Mais toutes ces mesures interviennent à la marge, bien qu'elles provoquent à chaque fois de très fortes protestations de la part des lobbies

concernés. L'équilibre financier du système de protection sociale est mieux atteint cette année 1 522 marks - respecté en Allemagne qu'en France en ce qui concerne l'assurance-maladie, dont les comptes ont été excédentaires jusqu'à l'an dernier grâce à deux réformes de la santé mises eo ceuvre depuis 1989. Au total, grâce à une panoplie de mesures visant à plafonner les dépenses de santé, 35 milliards de marks (122 milliards de francs) ont été économisés depuis cinq ans et ce, assure-t-on ao ministère des affaires sociales de Bonn. « sans toucher à la qualité fondamentales des prestations offertes ».

Ces économies représentent 10 % de l'ensemble des dépenses de santé en Allemagne.

A nouveau, l'assurance-maladie accuse, cette année, un déficit (5,4 milliards de marks pour le premier semestre). D'où de nouvelles discussions entre les partenaires de la santé, en vue d'obtenir, sans doute l'an prochain, une nouvelle réforme - la troisième en six ans -, qui concernera essentiellement la maîtrise des dépenses à Phôpital.

Le système de protection sociale en Allemagne offre encore d'importantes marges de manœuvre pour réduire les coûts. La preuve : depuis des années, on débat pour savoir s'il faut réintroduire ou non les « jaurs de carence » en cas de maladie du salarié, supprimés à la fin des années 70. Les salariés allemands profitent largement de ce système, qui permet, avec un certificat médical, d'éviter d'aller au bureau le lundi matin. Avec treize jours de maladie en moyenne chaque année, les Allemands ont fait de ce système un sport national. Dans le langage courant, on appelle ça «se mettre au bleu». Pas un jour ne passe sans que ces abus ne soient dénoncés, et pourtant rien n'est fait pour y mettre fin, tant les pesanteurs sociales sont grandes.

Lucas Delattre

Chaque année, vous gagnez trois mois de vie en plus.

ne se joue pas au pake

Trois mois de liberté pour votre retraite.

Mais trois mois qu'il faut également prévoir financièrement.

Depuis près de 50 ans, les caisses de cadres vous permettent de construire votre sécurité financière de demain.

Sous la responsabilité des confédérations syndicales et patronales, elles gèrent vos cotisations, avec rigueur et responsabilité, pour que l'avenir soit celui de vos projets.

Italie : l'hydre des retraites domptée

de nos correspondants Avec un déficit public chronique qui a atteint pour la seule année 1994 la somme de 160 000 milliards de lires (480 milliards de francs), le poids de la couverture sociale quasi totalement à la charge de l'Etat - a toujours été ressenti en Italie. A commencer par un système de retraites à la fois laxiste et compliqué, devenn ces dernières années ingérable: au début des années 90 en effet, le coût des retraites atteignait 13% du produit intérieur brut, contre 9 % en France. Si le gouvernement italien n'avait rien fait, on risquait d'atteindre les 20% en l'an 2000, selon les prévi-

Mais réformer un système qui comprend au bas mot 47 régimes de retraites différents, articulés sur le ministère du trésor pour le secteur public et sur l'institut national pour la prévoyance sociale (INPS) pour le privé n'a pas été facile. D'autant que s'étaient multipliées les inégalités flagrantes entre régimes, et qu'avaient survécu de nombreux particularismes, le tout compliqué par une gestion peu rigoureuse et surtout par une semi-« assistance ». Un exemple? Jusou'en 1993 existaient dans la fonction publique des « baby pensions » qui, à certaines conditions, permetde 35 ans d'age. Quant aux « pen-sions d'involidité », accordées sans trop de vérifications, voire en échange de faveurs, un tiers d'entre elles an moins, selon certaines études, avaient été abusivement at-

Plusieurs gouvernements se sont

malfe » des retraites depuis une quinzaine d'années. Il a fallu attendre le gouvernement du socialiste Giuliano Amato, en 1992, pour commencer à inverser la tendance. Carlo Azeglio Ciampi, puis Silvio Berlusconi et enfin l'actuel président du conseil, Lamberto Dini, ont accumulé leurs efforts pour rvenir enfin à une réforme qualifiée d'« historique », le 4 août 1995.

Deux secteurs restent à réformer : l'assurance-chômage et les allocations

familiales

Le changement se résume à trois points: on part progressivement à la retraite plus tard (en l'an 2000 à 65 ans pour les hommes, 60 pour les femmes au lieu de 60 et 55 aujourd'hui); le montant de la retraite est déterminé par les cotisations effectivement versées et non plus calculé sur la base de la moyenne des dix dernières années de salaires. Et ce, sans plus pouvoir bénéficier de cette particularité toute italienne qu'était la « retroite d'ancienneté » qui permettait de s'arrêter de travailler après 35 ans de cotisations, indépendamment de

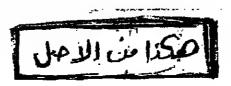
Autre problème majeur pour les finances publiques : les dépenses de santé, avec un système intégré un peu sur le type anglais. Financées directement par l'Etat et par des contributions atteignant 10% environ du salaire brut (9% pour

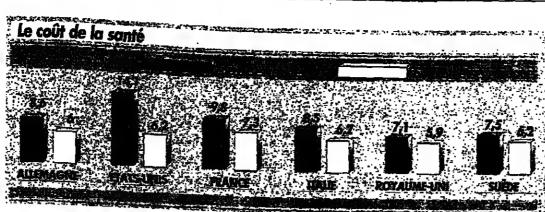
l'employeur et 1% pour le salarié), elles avaient tendance à « dériver » de quelque 6% par an. Là aussi, les 🌹 différents gouvernements ont essayé de trouver des remèdes, ramenant l'enveloppe globale de la santé à « seulement » 90 000 milliards de lires (270 milliards de francs) prévus pour 1995, contre 94 000 (282 milliards de francs) en 1993. Il y a trois ans a été mise en place une importante réforme bospitalière : les directeurs des hôpitaux ont été « responsabilisés » y compris sur le plan juridique et transformés en

De même, on a essayé de casser le système trop centralisé par lequel le ministère de la santé gérait tout l'édifice à travers 600 « unités sanitaires locales »: celles-ci ont été réduites à 220, mais surtout elles ont été restructurées et, là encore, responsabilisées. A la gratuité complète a succédé un « ticket modérateur » à géométrie variable sur tous les soins (analyses, etc.) ambulatoires, et même une taxe (6 000 lires - 18 francs) par ordonnance. Enfin, les remboursements de médicaments ont été réduits, seuls ceux dits « de première nécessité »

restant pris en charge en totalité. Deux secteurs restent encore à réformer : le chômage, mal indemnisé bors du système coûteux mais commode de la « Cassa integrazione », qui forme une réserve de main-d'œuvre à la disposition des entreprises; et les allocations famitiales, presque inexistantes, calculées en fonction du revenu du « noyau familial » – y corupris au sens large - mais accessoirement du nombre d'enfants.

Salvatore Aloise et Marie-Claude Decamps





La part de la cichesse nationale consacrée à la saaté varie du inte ou double d'un pays àantre. Ces dépenses sont inéaulement prises en charge par des systèmes collectifs : oux Étots-Unis, potamment, une grande partie est couverte par des assurances privées. La charge des budgets publics est réduite d'autant, mais non le poids sur l'économie : les entreprises doivent en assumer la plus grande partie.

Royaume-Uni : les conservateurs ont privatisé les pensions mais gardé le système national de santé

LONDRES

712-UT

.

Olesanna .

stock in all I

tanta des silico

4.545.0

¥*175.5

grandes dates

Take the cert of the con-

Brassey -

B: Deed.

2 familiaries (1997) a months

5 Print - Congress

The talk of the same of

Trender

Althorate Street

an extra tribute.

....

5 W.C.

ATTENDED OF

· CF CD F

Company of the

सम्बद्धान्त्रीय है। एक

THE THEFT

TO STATE OF

· am alleriti-

See transaction

All Company

m merker.

dec Ristin

THE MEANER BY : Martiner of the

Da Mirte Mr. Week has the - A ---

Photos .

T. M.

ere alt.

May to the

Brook to a

the armin of

Seattan air

and well

Section .

P. 12.

TE STATE

E part

4 4 1

AND WAR

-

44.00

FRED SAME TONG

correspondance Poursuivant son combat pour l'allègement des dépenses publiques, le gouvernement conservateur a lancé une attaque tous azimuts contre le Welfare State, cet Etat-providence, dont le fondateur, lord Beveridge, disait qu'il devait couvrir chacun « du berceau d la tombe ».

Le ministre de la sécurité sociale, Peter Lilley, entend restaurer les «incitations au travall» et concentrer le filet de sécurité sur les plus démunis. Pour ce croisé du libéralisme économique, il fant distinguer clairement entre les dépenses sociales indispensables. que PEtat continuera à assumer, et celles qualifiées de « souhaitées » qu'il ne peut plus se permettre en raison du vieillissement de la population, de la bausse du nombre de chômeurs de longue durée et de ceiui des familles monoparen-

Sévérité étonnante, compte tenu du poids relatif des dépenses. Pour une quasi-gratuité des soins, le budget du Service national de santé (National Health Service, ou NHS) n'atteint que 37,9 milliards de livres (près de 292 milliards de francs), soit 5,3 % du PNB; son financement est presque entièrement fiscalisé, une toote petite partie étant fournie par le système d'assurances national et un « ticket modérateur » modeste sur les médicaments. Tout le reste (re-

traites, revenu minimum, famille, chômage...), en bloc, représentait 85 milliards de livres (environ 654 milliards de francs), soit 12 % du PNB, financées par l'Etat (57%), les cotisations des employeurs

(23 %) et des salariés (19 %). Face à la croissance jugée trop rapide des dépenses de sécurité sociale, les gouvernements conservateurs ont adopté une double stratégie. Pour les reretraite privés : « Si les Britanniques épargnent en vue de leur retraite, s'ils l'améliorent sans cesse, ils délestent les générations futures de lourdes charges », estime le mi-

Aux yeux de ses partisans, la réforme de 1991 du National Health Service, introduisant certains mecanismes de marché et de concurrence interne, a permis d'atteindre un rapport qualité-coût enviable.

Modification des régimes complémentaires

Les régimes de retraites complémentaires d'entreprise mis en place en Grande-Bretagne au cours des années 80 comportaient deux inconvénients : d'une part, la difficulté pour un salarié quittant une entreprise de conserver ses droits à pension; d'autre part l'ab-sence, dans bien des cas, de toute possibilité de regard sur la gestion

Ce dernier aspect a été mis en lumière par l'affaire Maxwell, ce tycoon propriétaire de journaux qui, oo le découvrit après sa mort, avait puisé dans la caisse des retraites pour financer l'extension de son groupe. Le Pension Act du 19 juillet dernier s'est efforcé de corriger ces deux défauts, en rendant les droits « portables » d'une entreprise à l'antre, et en encourageant une gestion paritaire des fonds.

traites, l'équipe au pouvoir favorise les pensions privées.

Au cours des années 80, le minimum garanti par l'Etat a été réduit et le régime complémentaire public, proportionnel au revenu d'activité, aboli. Il est remplacé pour l'essentiel par des régimes d'entreprise, mais des dégrèvements fiscaux doivent inciter les salariés à recourir à des plans de

Les hôpitaux qui négocient euxmêmes les contrats, les tarifs et le cboix des sous-traitants (entretien, blanchisserie, laboratoires ou restauration) sont gérés de ma-

nière performante. Le ministère de la santé est parvenu à maîtriser les dépenses du NHS mais ao prix, il est vrai, de fermetures de services dans les bôpitaux, d'un allongement des

listes d'attente ~ cinq mois en moyenne - pour des opérations, et d'un recours de plus en plus fréquent à la médecine privée. Le rationnement des soins est également à l'ordre du jour, comme l'atteste le nombre grandissant d'interventions chirurgicales que le service natinoal de santé ne prend plus en charge, du traitement des verrues à la fécondation in vitro. Mais le système repose toujours, à la base, sur le généraliste, dont la réforme a parfois

étendu le rôle. Fondamentalement les turies n'ont pas remis en cause les cnnquêtes sociales de l'aprèsguerre, mais ont limité allocations et budgets sociaux, grignotant les aides à la famille et restreignant surtout celles aux chômeurs qui. faiblemeot indemnisés pendant un an au plus, ne touchent ensuite que le revenu minimum.

Au détriment du bien-être collectif, comme le montre l'élargissemeot dn fossé entre riches et pauvres. « Sans l'Etat-providence, la situation aurait été plus grave, souligne Julian Le Grand, expert auprès de la London School of Economics. C'est le seul abstacle à la montée de la violence, d la misère et peut-être à l'instabilité sociale. La question n'est pas de savoir si, sur le plan financier, nous pouvons naus permettre la Sécurité sociale, mais de savoir si l'on peut s'en passer ».

Suède: les socialistes sont moins généreux

La récession économique, le déficit budgétaire et la dette publique contraignent l'Etat-providence à de douloureuses révisions

de notre correspondant

en Europe du Nord En Suède, pays qui détient le recard moodial des prélèvements obligatoires (52 % du PIB), le contribuable ne peut savoir à la lecture de soo hulletin de paie quelles parts de ses contributions sont destinées à l'assurance-maladie ou aux retraites. Ainsi, un salarié payé 13 200 couronnes (environ 9250 francs) s'en voit prélever à la source 3 940 (2 760 francs), sous la mention « impôts prétiminaires » et sans le moindre détail. L'Etat collecte les recettes et assure à tous une protection sociale générale par le trucbement des communes et des conseils généraux.

Pourtant on a rarement vu ici contrairement à ce qui s'est passé au Danemark, en Finlande ou en Norvège – des partis protestataires partir eo guerre contre les dépenses sociales de l'Etat et les taxes. Mais une étude de l'université de Göteborg mantre que les cootribuables « en veulent aussi pour leur argent ». Parmi les dix principales préoccupations des Suédois, la santé publique (7 % du produit national brut), les retraites et la prise en charge des personnes âgées ainsi que la politique familiale arrivent respectivement eo quatrième, sixième et neuvième position (chômage, sltuation économique et immigration étant les trois premiers soucis). Cela dit, l'Etat-providence suédois, construit surtout dans l'euphorie de l'aprèsguerre - et qui absorbe quelque 40 % du PNB - a été quelque peu

La récession écocomique, le déficit budgétaire et la dette publique ont forcé ces quinze dernières an-

nées les gouvernements suédois, indépendamment de leur couleur politique, à revenir petit à petit sur de généreux avantages sociaux jugés peu incitatifs. De retour aux af-faires, voici un an, les sociaux-démocrates d'ingvar Carisson ont dû nublier ce qu'ils avaient promis pendant la campagne électorale. Pour rétablir les finances publiques, le gouvernement a en effet décidé de ramener de 80 % (voire 85 %) à 75 % l'indemnisation nu le remboursement des assurances sociale parentale et des congés-maladie (comme du chômage) à compter de janvier 1996. Les allocations familiales passeront de 750 à 600 couronnes (520 à 420 francs) par mois et par enfant, tandis que le calcul de points de retraite de base est révisé à la baisse.

UNE PETITE PLACE AU PRIVÈ

Ce plan, vivement dénoncé par la Confédération générale du travail (LO), alors que le taux de chômage réel est de l'ordre de 12 %, explique en grande partie la chute spectaculaire des snciaux-démncrates dans les sondages. Sous la pression des réalités économiques, le système de protection sociale auquel la phipart des Suédnis sont attachés est en cours de « rénovation ». Le modèle « tout public » a laissé ces dernières années une petite place au secteur privé, notamment pour la santé. Le gouvernement ne reviendra sans doute pas sur le plafond des 75 % qu'il a fixé à la couverture sociale offerte par l'Etat; il invite maintenant syndicats et patronat à oégocier des assurances complémentaires qui permettraient d'alléger les effets de la réforme.

Alain Debove

Etats-Unis: bataille au Congrès

WASHINGTON

de notre correspondant Qui peut dire ce que sera l'organisation de la protection sociale aux Etats-Unis dans un délai de deux ans ? « Monument » d'une grande complexité, le système actuel fait l'objet d'une profonde remise en cause et constitue un enjeu politique, notamment dans la pers-

pective de l'élection présidentielle

La notion d'assurance-maladie générale et obligatoire n'existant pas, la couverture des dépenses de santé est foncièrement libérale, tout en étant complétée par des programmes financés par l'Etat fédéral, eux-mêmes réservés à certaines catégories de populatioo. Quelque 1 600 compagnies d'assurance privées se livrent à une coocurreoce acharnée pour étendre leur cilentèle, cette rivalité n'épargnant pas les médecins et les hôpitaux.

Les dépenses de santé ne cessant de croître (de 7,8 % en 1993), leur poids (14 % du produit întérieur brut) est devenu difficilement supportable, à la fois pour le Trésor, les employeurs et les citoyens. Parallèlement, le nombre d'Américains non assurés augmente, atteignant 37,5 millions, mais ceux qui sont insuffisamment assurés sont deux fois plus nombreux. Cette évolution a suscité une telle inquiétude au sein des classes moyennes que, en 1992, la réforme du système constituait l'un des points essentiels du programme du candidat Bill Clinton. Son projet prévoyait à la fois de garantir un accès universel aux soins et une maîtrise des coûts. Le Congrès n'a pas suivi le nouveau chef de la Maison-Blanche, pour l'essentiel parce que la réforme, instituant le principe d'une contribution de tous les employeurs, aurait été financée à 80 %

par les entreprises. Rien n'a donc changé. Environ 150 millions de salariés sont assurés par l'intermédiaire de leur employeur. Les contrats conclus avec les compagnies d'assurances varient considérablement d'une entreprise à l'autre, en fonction des risques couverts. D'autres Américains achètent directement leur asde plus de soixante-cinq ans ou velle naissance, les mères

handicapées (37 millions) sont prises en charge par le programme Medicare, financé par l'Etat fédéral, et les plus démunis par un autre programme fédéral, le Medi-

Cette pyramide de l'assurancemaladie est complétée par le Welfare, aide sociale destinée aux familles avec enfants à charge. Le Welfare et la Social Security (les pensions de retraite) constituent un héritage du New Deal des années 30. Devenus majoritaires au Congrès en 1994, les républicains ont commencé à mettre en œuvre leur principale promesse électo-rale, c'est-à-dire le retour à l'équilibre budgétaire. Or, à eux seuls, Medicare et Medicaid (272 milliards de dollars) représentent 30 % des dépenses globales de santé, mais 70 % des dépenses publiques.

37.5 millions d'Américains n'ont pas de couverture sociale, et les personnes insuffisamment assurées sont deux fois plus nombreuses

Cette chasse aux économies s'accompagne d'une volonté de transférer du gouvernement fédéral aux Etats la gestion des programmes sociaux, et de supprimer plusieurs prestations, an nom d'une certaine conception de la responsabilisation individuelle et de la morale.

Première victime : le Welfare, accusé par le Grand Old Party d'avoir favorisé une culture de la dépendance, de la pauvreté et de l'exclusion. Cette aide ne serait accordée que pour cinq ans au maximum, et à condition que les intéressés trouvent un emploi an bout de deux ans. Le texte adopté par la Chambre des représentants (le Sénat est contre) prévoit que les mères bénéficiaires de l'aide sociale ne recevront aucune prestasurance. Enfin, les personnes agées tion supplémentaire en cas de nou-

célibataires de moins de dixhuit ans ne pouvant, quant à elles, prétendre à aucun secours. Le président Clinton a armoncé qu'il userait de son droit de veto si ces deux demières dispositions étaient finalement retenues.

Mais d'autres batailles sont en cours. Les républicains entendent en effet économiser sur sept ans quelque 270 milliards de dollars (environ 1350 milliards de francs) sur les dépenses du Medicare, et 182 milliards de dollars (910 milliards de francs) sur le Medicaid. Pour le premier, la réforme prévoit tme augmentation du « ticket modérateur », ainsi que le passage de certains bénéficiaires à des organismes privés comme les Health Mainteoance Organizations (HMO), qui parviennent à freiner les dépenses de santé d'un numbre croissant de salariés. Pour le Medicaid, le projet supprime la garantie d'une aide du gouvernement fédéral aux indigents : chaque Etat recevrait un montant fixe de subventions, qu'il otilisera selon ses propres critères.

Le vif débat provoqué par ce projet (un veto présidentiel est également envisagé) a convaincu un sénateur démocrate de New York, Patrick Moynihan, de proposer une diminution des fonds de la Social Security. Aux Etats-Unis, comme ailleurs, s'attaquer aux retraites, c'est prendre un risque politique. Néanmoins, partant de l'idée que la situation des retraités s'est largement améliorée depuis un quart de siècle, le sénateur propose de faire passer graduellement l'âge de départ à soixante-dix ans, et surtout d'économiser quelque 280 milliards de dollars (sur sept ans) en révisant l'indice des prix à la consommation, qui sert de référence pour le calcul des pensions : celui-ci, selon de nombreux économistes, exagère le niveau de l'inflation.

Le débat est engagé. S'il est donc encore impnssible de prévnir quand ces différentes réformes entreront en application, une chose est sûre : ce jour-là, le « paysage » de la protection sociale aux Etats-Unis aura été profoodément

Laurent Zecchini

SOLIDARITE

1. Dépendance muinelle entre les hommes. 2 Sentiment ent pousse les hommes à s'accorder pre aide properte. I pr. Modalite d'une obligation faisant obstaclé à sa division:

CHAQUE JOUR, DEPUIS PLUS DE 30 ANS Nous Faisons TOUT POUR DONNER UNE RÉALITÉ à CE MOT.

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE DES SALARIÉS

L'AVENIR Le « grand débat » sur • ALAIN JUPPÉ a déjà fait connaître la protection sociale, promis par le premier ministre, aura lieu à l'occasion des forums régionaux organises du 9 au 30 octobre à travers la France.

quelques-unes des solutions qu'il prèconise. Tout le monde s'accorde à reconnaître, avec Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française

qu'une « réforme profonde s'impose » pour sauver la Securité sociale.

• DÉMOCRATIE. Mais il ne s'agit pas simplement de réduire le déficit, souligne Pierre Rosanvallon, secrétaire



général de la Fondation Saint-Simon, dans un entretien au Monde. Au-delà de mesures techniques, la « Sécu » doit être un champ d'expérimentation de la démocratie.

techniques

Minnile

ب معتمد

La « Sécu » ne sera pas sauvée par des mesures

Beaucoup de choses ont changé en France depuis 1945, notamment la manière dont est perçue la santé. Au-delà d'une révision des recettes et des dépenses, la survie de la protection sociale suppose d'importantes mutations

LE GOUVERNEMENT va poser aux Français, dans les semaines à venir, une question à 2 300 milliards de francs : quels efforts sontils prêts à consentir pour sauver le système de protection sociale. l'un des piliers du « pacte républicain » défendu par Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle? Cette interrogation ne peut tomber mieux, alors que l'on fête le cinquantième anniversaire de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui a ieté les base de la Sécurité sociale. Elle est aussi d'une brulante actualité au moment où le régime géoéral des salariés – pour ne parler que de lui - accuse un deficit sans precédent (180 milliards de francs sur la periode 1994-1996).

Dans le cadre des vingt-deux forums régionaux organisés du 9 au 30 octobre à travers la France, le premier ministre a l'intention de poser « des questions fortes » aux syndicats, au patronat, aux grandes associations et aux parlementaires. Bref, à tous ceux qui représentent -

plus ou moins bien, il est vrai. - les 58 millions de bénéficiaires de l'Etat-providence. Le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, a probablement raison d'y déceler un + sous-entendu référendaire ». Ce débat n'en est

pas moins nécessaire. Encore fautil que les questions qui le nourriront ne soient pas seulement « fortes », mais également à la hauteur des enieux. Le gouvernement a pris, sur ce

point, un mauvais depart. Dans

une France où la « fracture sociale »

diagnostiquée par M. Chirac est chaque jour plus ouverte, Alain Juppé a commence par focaliser le débat sur la « culture du RMI », les « faux chômeurs » et les « avantages acquis » des fonctionnaires. Sans doute ces problèmes méritent-ils d'être posés. Mais îls ne peuvent l'être en dehors d'une approche globale. Ni, a fortiori, tenir lieu de débat. Si ces mini-états généraux sont aussi ambitieux que l'annonce le premier ministre, ils devront se faire l'écho de quelques grandes questions. Sans tabou, ni souci de clientélisme.

M. Juppé a commencé à le faire sur les prélèvements obligatoires (impots et cotisations sociales). qu'il veut rendre économiquement plus efficaces et socialement plus justes. Sur ce point, il a déjà apporté des éléments de réponse en préconisant de transférer, en cinq ans, 480 milliards de francs de cotisations sociales salariales vers une ressource à assiette plus large qui ressemble fort à une CSG vraiment étendue à tous les revenus.

Si un tel transfert, voire une augmentation des prélèvements, semble inévitable, il ne pourra s'opérer sans un renforcement de la maitrise des dépenses (notamment dans le domaine de la santé) et une redistribution plus équitable de l'effort. Ce point sera, bien évidemment, le plus délicat des forums d'octobre. Sans grand luxe de précautions, M. Juppé a déjà tracé quelques pistes de réformes. Il envisage de « poursuivre » la réforme des retraites engagée par Edouard Balladur en l'adaptant aux cinq millions de fonctionnaires (allongement de la durée de cotisation). Il étudie une mise sous conditions de ressources des allocations fami-

les responsables du gouvernement, qui reconnaissent que l'ampleur des déficits les met « au pied du mur », auront-ils le loisir d'aborder Prélèvements obligatoires, maîtrise

formes « d'application immédiate »

et d'autres « de moyen terme » (hô-

pital...) sont en préparation. Mais

des dépenses de santé, réforme des retraites, inégalités, nouveaux risques : le « grand débat » promis par Alain Juppé ne devra rien laisser dans l'ombre

liales, leur fiscalisation ou une réforme du quotient familial. L'attribution du RMI au plus près du terrain, par des commissions cantonales, est aussi dans les cartons. Quant à un renforcement de la maîtrise des dépenses médicales, elle est à l'ordre du jour. Des ré-

des problèmes moins connus mais tout aussi importants?

La complexité croissante du système en est un. Comme ces cathédrales qui ont traversé les ages et les styles, la protection sociale est devenue un édifice d'une extraordinaire complexité. Elle ne peut plus échapper au débat désormais public sur la complexité croissante de la législation, Simple pour ceux qui sont « dans le système », celui-ci se révèle labyrinthique pour les plus fragiles. « Par l'effet d'une sorte de force centrifuge, une formidable complexité se concentre dans sa périphérie, dans ses prapres banlieues, là où il rencontre la précarité, la pauvreté, l'exclusion », résume Jean-Jacques Dupeyroux (Droit social, nº 9-10, septembre-octobre 1995).

Un exemple? Les caisses d'allocations familiales doivent gérer 21 15 000 règles de droit. Faut-il simplifier ce dispositif, comme M. Juppé en a l'intention, au risque de ne plus coller à la diversité des risques sociaux? Ou adapter le mode de fonctionnement des caisses et former ses agents pour maintenir un ciblage des prestations qui garantisse leur bonne adéquation aux

Autre question, plus fondamentale: l'Etat-providence doit-il se montrer moins égalitaire et plus équitable ? En d'autres termes, être (plus sélectif en faveur des plus défavorisés? Ce débat a longtemps opposé une gauche égalitariste et universaliste à une droite favorable à un plus grand ciblage des prestations. Les positions ont évolué. Au Parti socialiste notamment, où la notion d'« inegalités pasitives » n'est plus vouée aux gémonies.

Cette redistribution de la manne sociale vers les plus modestes susciterait immanquablement d'autres débats de fond. Trop de sélectivité ne va-t-elle pas engendrer l'assistanat? Face à la montée de l'exclusion, ne risque-t-on pas d'isoler, puis de stigmatiser, des catégories de la population qui finiront par relever de la seule solidarité nationale dans le cadre de caisses spéciales?

Les inégalités entre catégories sociales se doublent d'inégalités entre générations. Au nom d'un juste partage de l'effort, le premier ministre a implicitement préconisé d'accroître la contribution des retraités au financement des dépenses de santé. Franchira-t-il le pas? Enfin, le système social doit faire face à une montée de risques sociaux de toute nature, qui engendre chez les citoyens un besom accru de protection : dépendance au grand age, insertion professionnelle des jeunes, précarité de l'emploi après cinquante ans, sida, etc.

Ces risques, qui n'existaient pas en 1945, ne sont qu'imparfaitement donnance créant la Sécurité sociale ne donnait-elle pas déjà la réponse en affirmant clairement son objectif: « débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain »? C'est à cette question aussi que devra répondre le « grand débat » proms par le gouvernement.

Jean-Michel Bezat

POINT DE VUE

Une réforme profonde s'impose par Jean-Pierre Davant

De nombreuses manifestations officielles sont prévues pour cette commémoration. A quelques mots près, les discours ressembleront à s'y méprendre à ceux prononcés lors des cérémonies du quarantième anniversaire. Le terme « soliarité » sera sur toutes les lèvres. Si, passé les incantations de circonstance, tout est mis en ceuvre pour assurer son avenir, alors, oui, cette célébration a un sens. Car la Sécurité sociale va mal, notamment sa branche maladie. En Europe, les Français sont ceux qui cotisent le plus pour un niveau de remboursement des plus

Un quart de nos concitoyens reconnaissent avoir déjà renonce à des soins pour des raisons financières. Cinq cent mille personnes environ

A Sécurité sociale a cinquante ans. seraient exclues de notre système de soins, souvent en raison de la complexité de l'ouverture des droits dès lors que l'on est sans travail ou sans logis. En juillet dernier, une étude de l'Insee est venue confirmer un constat établi empiriquement par la plupart des acteurs sociaux : la décennie 80 a été marquée par une soins, cela sous « la pressian canjuguée des difficultés écanomiques et du renchérissement de certains services de santé ». Les plus faibles font les frais des différents plans de redressement décidés par les gouvernements de gauche comme de droite, que ce soient la création du forfait hospitalier ou la baisse des remboursements. Reconnaissons-le, notre système de Sécurité sociale n'assure plus sa fonction de cohésion

Dans ces conditions il n'est pas suffisant de s'interroger sur la manière d'augmenter les prélèvements. Aulourd'hui, nous demeurons incapables d'utiliser correctement les 750 milliards de francs que nous injectons déjà dans le système de soins. Si celui-ci était géré convenablement, nous devrions pouvoir améliorer la qualité des soins, monter le niveau des remboursements de la Sécurité sociale. Une réforme profonde, tant culturelle que structurelle, du dispositif de santé s'impose si nous voulons dans dix ans fêter dignement la sexagénaire. Sinon il nous faudra constater que la France aura socialement régressé.

Jean-Pierre Davant est président de la Mutualité française.

Pierre Rosanvallon, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon

« Ce qui est en jeu va bien au-delà d'une question de déficit »

tioo, la Securité sociale est-elle adaptée à la France d'aujourd'hui ?

- Au départ, notre système de protection sociale a melé trois objectifs de nature très différente : l'assurance des personnes, l'organisation de la solidarité et le soutien de la consommation économique. Dans l'assurance des personnes, il s'agit de protéger le salarié par rapport à un certain nombre d'aléas (maladie, accident, retraite...) et d'offrir des revenus de substitution en cas de nécessité. L'objectif solidariste, lui, vise à organiser des formes de péréquation et de redistributioo, ce qui a pris avec le temps une importance croissante. La troisième fonction, très peu présente au début, est une fonction de consommation économique: l'Etat-providence joue un rôle de stimulation de la demande à travers le domaine de la santé et orgaise, avec le système de la retraite, le report des revenus dans le

- Ces trois fonctions ne sont-

elles pas toojours présentes ? - Oui, mais elles sont en train de se dissocier. Le niveau technique de la médecine s'est considérablement développé et la notion de santé n'est plus la même. Autrefois, la médecine avait exclusivement une vertu réparatrice. Aujourd'hui, s'y aioute la recherche de l'équilibre psychologique et du bien-être. La santé est devenue l'une des formes de la gestion de la personnalité, et pas seulement la réparation des corps. Cela change completement la nature de la consommation médicale. Nous ne sommes plus. d'autre part, dans une économie keynésienne dans laquelle les déniquement l'activité. La consommation médicale n'est plus considérée comme un facteur de dynamisme: elle apparait comme un poids sur le reste de l'économie,

dès lors que les prélèvements obli- d'abondance et d'égalité dans une gatoires ont dépassé un certain ni-

- Pourquol l'assurance et la solidarité ont-elles tendance à se dissocier?

- La connaissance plus grande des situations sociales et médicales



PIERRE ROSANVALLON

change les rapports que la société entretient avec la solidarité ou la justice. Désormais, chaque catégorie, chaque profession sait avec précision si elle est gagnante ou perdante. D'ou la tentation vers un repli mutualiste. Car il y a deux visions très différentes de la solidarité: celle du groupe homogène et celle de la natioo hétérogène. La solidarité primitive, c'est celle du groupe homogène: la famille, la corporation, le métier. La solidarité moderne, qu'on peut qualifier de solidarité démocratique, c'est celle du groupe hétérogène. Pour Pierre Laroque, le fondateur de la Sécurité sociale en France eo 1945, la sécurité sociale était le peodant de l'idée de citoyenneté. C'était la ci-

toyenneté en actes. - La santé n'a pas de prix, selon les uns. Elle sera inévitablement rationnée, selon les

- Le slogan « La santé n'a pas de prix » est moralement juste mais économiquement illusoire. L'Etatprovidence ne peut être un flot société de límites et d'inégalités. Il ne faut pas se bercer d'illusions: nous n'éviterons pas un rationnement des dépenses de santé. Sinon, ce serait insidieusement ouvrir la voie à une médecine à deux vitesses, à l'américaine.

 Pour sauver l'assurance-maladie, étes-vous favorable à une privatisation, an moins partielle?

- Dès la fin des années 70, cer-

tains - comme Simon Nora dans un rapport remis à Raymond Barre - ont suggéré que l'on dissocie la médecine de ville, légère, et la médecin bospitaliére, lourde. La première pourrait être couverte par un financement privé, la seconde relevant toujours d'un financement collectif. L'idée est séduisante mais impraticable. On s'aperçoit qu'il est difficile, voire impossible, de faire cette distinction. Croire ensuite que l'on peut faire de la santé un secteur économique libre est une idée funeste. Je ne suis pas favorable à une assurance privée. Il faut tenir ferme, se battre si nécessaire, pour maintenir l'idée sociale de l'assurance-maladie, ce qui ne sera pas nécessairement facile dans le climat actuel. Mais, parallèlement, il faut réguler l'offre et organiser une maîtrise des dépenses de santé par des formes de disciplines collectives, tant du côté des prescripteurs que des consommateurs. La responsabilisation des acteurs doit être d'autant plus forte que la dé-

pense est socialisée. – Et pour la retraite ? -C'est tout autre chose, parce qu'il oe s'agit pas seulement d'un aléa: la responsabilité de chaque individu est partiellement engagée. A l'origine, il s'agissait de prévenir la perte du reveou. C'était une loque de réparation sociale. Quand la retraite fut instituée, après la seconde guerre moodiale. l'espérance de vie d'un travailleur manuel était de 67 ans alors qu'il prenaît sa retraite à 65 ans. Au- sont, certes, organisées sur des jourd'hui, la même personne va bases paritaires, mais ce ne sont ni prendre sa retraite à 60 ans avec une espérance de vie de 77 ans I Le problème a changé de nature : on est passé d'une converture de la perte de revenu à une fonction de report des revenus dans le temps. Il faudra donc inévitablement aller vers l'instauration de mécanismes comme les fonds de pension. Ne confondons pas la solidarité de base (assurée d'ailleurs par le minimum vieillesse) et la fonction de report des revenus qui implique davantage les individus. N'oublions pas aussi que, derrière les

traite, ce sont les formes de la solidarité entre les générations que -L'un des grands axes de la réforme en préparation consiste à asseoir davantage le finance-

ment de la protection sociale sur

modalités de financement de la re-

les caisses qui décident, ni elles qui contrôlent

- Les dépenses sociales devraient-elles être votées par le Parlement?

 La démocratie, c'est la transparence des dépenses publiques. En France, nous avons, d'un côté, un paritarisme de façade et, de l'autre, il n'y a ni débat ni contrôle parlementaire. Faut-il se contenter de sonner le glas du paritarisme pour faire rentrer banalement les dépenses sociales dans le giron des dépenses publiques? Un débat parlementaire serait déjà un progrès. Mais ne doit-on pas faire de ces dépenses sociales un laboratoire de nouvelles formes de démocratie et de contrôle social ? Il faudrait profiter de la sortie de l'ancien système pour expérimenter un nouveau type de démocratie

« Faisons de la réforme des institutions sociales un champ d'expérimentation démocratique et pas simplement une rationalisation technocratique »

l'ensemble des revenus plutôt que sur le travall, c'est-à-dire sur l'impôt plutôt que sur les cotisations. Ou'en pensez-vous?

- Cela est tout à fait souhaitable. Mais quelles en seront les conséquences sur les institutions? Dans ootre protectioo sociale, oous o'avons ni les vertus du système allemand (une discipline collective, tant du côté des consommateurs que des prescripteurs), ni les vertus du système anglais (un contrôle étatique, dans lequel la maîtrise des dépenses de santé passe par un ra-tionnement affiché). En France, nous vivons dans la fiction du paritarisme. Les caisses gestionnaires

écocomique. Pourquoi ne pas mettre en place des institutions pluralistes d'évaluation, de contrôle, de propositions? Entre une démocratie sociale fissurée avec le déclin des syndicats, et une démocratie parlementaire souvent trop lointaine, il faut inventer un entre-deux. L'occasioo est là: faisons de la réforme des institutions sociales un champ d'expérimentation démocratique et pas simple-ment une rationalisation technocratique. Ce qui est en jeu va bien au-delà d'une question de déficit. Le débat sur la protection sociale ramène au cœur du fonctionnement de la vie démocratique, des

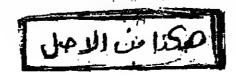
valeurs de la démocratie, de l'organisation sous un même toit de différentes communautés. Ce débat a lieu alors que l'on assiste à un affaiblissement de l'idée de nation, à une tendance à la « désolidarité » sociale, à la recherche de solidarités à l'intérieur de groupes homogènes plutôt qu'au sein d'une société hé- i térogéne. C'est l'un des fondements de la sécurité sociale qui est ainsi remis en cause. Il y a là un réel danger. Même si la Sécurité sociale n'était pas en déficit, il faudrait la réformer.

-Les pays de l'Union européenne sont-ils appelés à avoir une organisatioo unique de la protection sociale?

- Nous avons des systèmes de protection très différents. Dans l'avenir, je suis convaincu que l'on aura une Europe de la défense, une Europe politique, mais que la protection sociale restera pour très longtemps encore ce qui est de plus spécifiquement national. Elle exprime, eo effet, la véritable contrepartie de l'idée nationale. Si, un jour, Flamands et Wallons se dotent de deux systèmes de protection sociale séparés, il n'y aura plus de Belgique. L'Etat-providence est au coeur de l'idée de nation. Il incarne le principe de solidarité. Faire partie d'une même nation, c'est accepter des différences de compor-

C'est pour cette raison que la solidarité nationale est plus exigeante qu'une simple solidarité professionnelle: elle implique la reconnaissance de la légitimité des différences, elle est fondée sur l'acceptation d'une interdépendance. On peut dire que c'est une manière d'expérimenter de façoo limitée un certain universalisme. Le jour où l'on aura une sécurité sociale européenne, il y aura déjà une nation européenne, »

Propos recueillis par Erik Izraelewicz et Robert Solé



HOKIZONS-EDITORIAVA

Tribut to provide A SECULAR THE ARE LE THE RESERVE mer went hats, who the President Co. ME OF MINISTER ENGINEERS the your do bet . . THE REAL PROPERTY AND AND **新加州西亚沙河河** CHARLES A SE-MAN COMPANY TO THE STATE OF THE PERSON NO. 1 大学 とはなる 一年 かんだれ かない Married World a Michigan

John Michel Merel

華 養 連合では ので、本 湯 Maritim to the same a THE PROPERTY OF THE PARTY. Marie Mirate & Samuel The second secon The Part was stronger The second second second second The same of the sa **原子生水水平 ###** The state of the state of the

page the Francis state the second second · 祖子 20 元 70 元 五年

mer Reingrute. Date THE PARTY AND LOS THE RESERVED BY · 新兴 (14) (1) MANAGE POLICE STATE Man an and and by THE PERSON THE THE PERSON NAMED IN marker in the party of 医无神经病 医红海红 The same and the THE PERSONAL PROPERTY. The second of the · 大学 ルンド ラギリア MARKET & SAME

made the phierry of the the state of the state of to marriage it is A SHARMAN A A STATE OF THE PERSON NAMED IN THE NAME OF PERSONS CONTRACT OF STREET The second second

<u> Le Monde</u>

L'Amérique d'« O. J. »

OUT était réuni pour l'un de ces grands psychodrames dont l'Amérique a le secret, une de ces tragi-comédies, évi-demment télévisées, qui révèlent queiques-unes des plus persistantes lignes de fracture des Etats-Unis: Noirs contre Blancs, riches contre panyres, hommes contre femmes. Et, comme souvent, c'est la salle d'audience d'un tribunal qui a accueilli ce grand débat à l'américaine, à Los Angeles où, comme dans un circult fermé bien hullé, Hollywood va dorénavant s'attacher à faire un film de «l'affaire O. J. Simp-

D'un côté, donc, Orenthal James (O. J.) Simpson, Noir, ancienne gloire do football américain, richissime, reconverti dans la télévision, accusé du meurtre de sa femme, Nicole, bloude, blanche, belle, sauvagement assassinée il y a quinze mois ; de l'autre, un jury populaire dont nenf des donze membres sont des Noirs; et, an milieu, présidant les débats, l'impavide et austère juge Lance Ito, d'origine japonaise. Filmés et retransmis en direct, les neuf mois d'andience eurent souvent l'allure d'un gigantesque cirque médiatique, pour déboucher, mardi 3 octobre, sur un verdict d'innocence qui divise l'Amérique.

On vit l'accusation et la défense rivaliser d'effets de manches à destination des caméras, avec, parfois, Pévidente intention de faire peser sur les jurés le poids de l'opinion publique - d'un côté, la communauté noire ; de l'autre, la majorité blanche. Oscillant entre le drame et la pantalon-

nissent pas de revenir

sur la scène politique.

Alors que s'achève à

Lyon le procès d'Alain Carignon,

contre lequel se procureur a requis une peine de quatre à cinq

ans de prison pour corruption

passive, recel d'abus de biens so-

ciaux et subornation de témoins,

et que l'enquête continue sur les

ressources occultes du Parti ré-

publicain, dont l'ancien pré-

sident, Gérard Longuet, vient

d'être une nouvelle fois entendn

par le juge Mireille Filippini, la

polémique rebondit sur les mé-

thodes de financement du PS:

un de ses anciens porte-parole,

Jean-Pierre Destrade, l'accuse

d'avoir bénéficié de commis-

sions versées illégalement par

plusieurs grands groupes de dis-

tions en leur faveur.

tribution en échange d'interven-

Ces trois affaires sont certes

différentes l'une de l'autre. Dans

un cas - celui d'Alain Cariguon -.

il s'agissait pour l'essentiel d'as-

seoir le pouvoir d'un homme sur

sa ville, son département, sa ré-

gion en tissant un réseau politi-

co-financier qui assure solide-

ment sa prééminence. Dans un

autre - celui du PS -, la primauté

était donnée au financement du

parti, même si, an passage, quel-

ques intermédiaires y trouvaient

sans doute un profit personnel.

Dans le troisième - celui de Gé-

rard Longuet -, le doute persiste

sur la destination des fonds dont

on se demande s'ils servaient

senlement à alimenter la tréso-

Au-delà de ces différences, ce

qui est reproché aux respon- et sou hometir.

rerie du Parti républicain.

2.

. 27

largement donné de quoi nourrir « plusieurs procès dans le procès » : celui de la présence des caméras dans le prétoire, celui du rôle de l'argent dans la justice (coût estimé pour la défense : de 80 000 à 160 000 francs par jour), voice celui des verdicts rendus par un jury populaire. Mais l'essentiel, la leçon principale du procès Simpson, n'est sans doute pas là, pas plus que dans la manière dont le procès d'une affaire tragique a pu être converti en feuilleton télévisé mondial.

L'essentiel tient en deux chiffres: très vite, quelque 70 % des Américains blancs se sont déclarés persuadés qu'O. J. Simpson était coupable, cependant que la même proportion d'Américains noirs le disaient innocent. Quels que solent les faits. Car il a suffi que la défense prouve, sans aucun mal, qu'une des pièces à conviction - incontestée - de l'accusation avait été procurée par un policier blanc ouvertement raciste pour que l'impressionnante quantité de faits accumulés à l'encontre d'O. J. Simpson s'effondre. A ce moment-là, l'affaire Simpson s'est transformée. Majoritairement noir, le jury ne faisait plus le procès d'une affaire criminelle; il falsalt le procès d'une police dont l'affaire Rodney King avait déjà révélé les tendances an racisme; il faisait le procès d'une histoire judiciaire américaine qui, trop longtemps,

fut celle de la justice des Blancs. On sortait du fait divers pour entrer en politique. On quittait Hollywood pour en revenir à une constatation brutale: la permanence de la fracture raciale.

sables politiques incriminés,

c'est d'avoir abusé de leurs fouc-

tions pour obtenir des avan-

tages, à leur bénéfice propre on à celui de leur parti, dans des

conditions qui échappent à la loi d'amnistie de 1990 – soit que les

faits relèvent de la corruption,

explicitement exclue par la loi,

soit qu'ils soient postérieurs au

15 juin 1989, date fixée par le lé-

qu'avant la foi de 1990 nom-

breuses étaient les entreprises

tiques des services appréciés.

« Dons lo dernière décenoie, a

ainsi déclaré Alain Carignon au

terme de son procès, il n'y a pas

un homme politique qui n'ait pos

utilisé des avions privés, des bu-

reaux à Paris, ou qui n'ait pas ten-

té d'influencer un journal, mais

aucun d'entre eux ne s'est senti lié

por une contreportie. » On

comprend que l'ancien maire de

Grenoble se défende d'avoir ja-

mais accordé ancune « contre-

partie » à ses blenfaiteurs en

échange de leurs faveurs et que,

dans un élan de générosité, il

bianchisse aussi l'ensemble de

la classe politique. Mais la ques-

tion est bien de savoir si les diri-

geants politiques ont été ca-

pables de s'abstraire des intérêts

particuliers auxquels ils étaient

liés pour pe se dévouer qu'à l'in-

Comme l'a dit Henri Emma-

nuelli, « c'est à la justice de fuire

le tri entre ce qui est vrai et ce qui

ne l'est pas ». La connaissance de

la vérité est indispensable pour

rendre à la politique son crédit

térêt général.

nde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance, irectoire : Jean-Marie Colomband, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noti-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel

Rédactions en chef :
Thomas Fenencii, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction lean-Paul Reset, Rumo de Cranas, Lament Greikames,
Lumièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Lucbert, Inc Rosenzweig

Méditeur : André Laurens

Conseil de sutveillance : Alain Minc, président : Olivier Biffand, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Betwe-Méry (1944-1969), Jacques Fattet (1969-1982), Andre Laurens (1982-1985), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lésouthe (1991-1994)

e Monde est échié par la SA Le Monde. Durée de la société ; cent are à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les réflacteurs du Monde », Association Hubert-Reuve-Méry, Société anonyme des Jecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Jean-Marie Colombara, présidem du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 TEL.: (1) 40-45-25-25 Télécopieur.: (1) 40-65-25-99 Téles: 206-8/06F

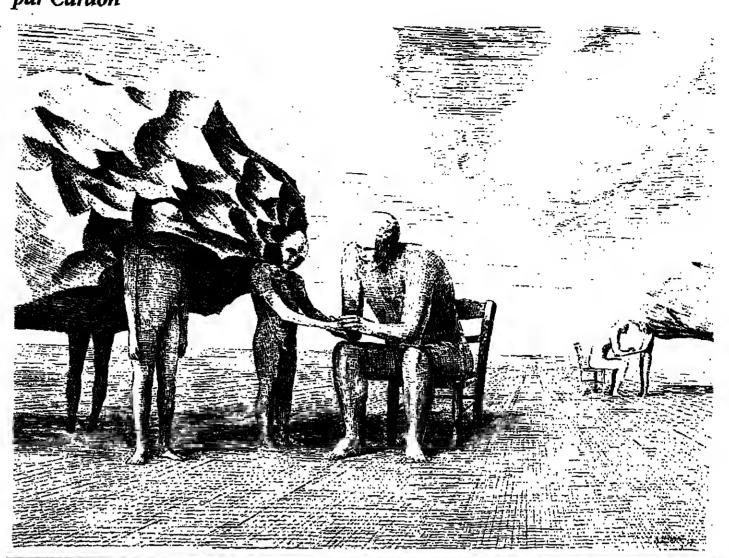
ADMINISTRATION: I, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL.: (1) 46-45-25-25 Telécopieur: (1) 49-40-30-10 Telex: 25L311F

and officient any hommes p

Anjourd'hui, chacun convient

L'honneur de la politique

Parole par Cardon



Le futur précaire de la Bosnie

Suite de la première page

A chaque étape que franchit le médiateur américain apparaît un peu plus oettement ce qui séparera ces deux entités (par exemple la possibilité pour chacune d'entretenir des « liens spécifiques » avec la Répubbque voi-sine, Croatie d'un côté, Serble de l'autre), tandis que paraît de plus en plus fragile ce qui est supposé les unir, en particulier les institutions centrales du futur Etat.

Le document agréé par les parties à New York la semaine dernière prévoit certes que les deux entités auroot en commun un Parlement et une présidence. Mais, outre que les Serbes y disposeront d'un droit de vero, ces institutions ne seroot pas dotées, il s'eo faut, des attributions qui reviennent normalement aux autorités ceotrales, même dans un Etat fédéral. Le texte de New York indique que la politique étrangère sera du ressort des institutions centrales, mais pas plus: les Serbes s'opposent à ce que toute autre prérogative leur revienne. A Washingtoo oo indique que « le gauvernement central n'aura pas de préragatives en matière de défense ». « Chaque entité maintiendra son ormée », précise un haut responsable du département d'Etat.

un ENGAGEMENT FORT »

A partir de tels ingrédieots, a-t-oo quelque chance de maintenir l'unité de la Bosoie? L'un des responsables du dossier bosniaque à Paris fait valoir que le pari o'est pas absurde, que « plus les structures centrales du futur Etat seront minces, moins certains s'acharnerant à les détruire ». « Si lo guerre prend fin et si le plan de reconstruction est assez attrayant, ce serant des incitations fortes, ajoute-t-il. Mais il ne faut pas croire que ce sera un accord stable. Il y faudra un engagement très fort des grondes puissances. Il faudra que ce bébé soit sous couveuse pendant très longtemps. » L'idée est que les différentes communautés

soot lasses de la guerre et que, sous la protectioo d'une force d'interpositioo musclée et véritablement dissuasive, des élections pourraieot faire émerger une représentation politique modérée : celle-ci ferait fooctionner les institutions le temps que les Bosniaques de toutes origines réapprenne ot, s'ils le peuveot, à vivre ensemble. Une participation importante des Américains à la force multinationale qui sera chargée de faire appliquer l'accord paraît à peu près acquise, même si Washingtoo souhaite la limiter à une durée d'un an. « Cette force pourrait être à pied d'œuvre en auelaues semaines après un accord de paix ». affirme un diplomate américain. Les Européens travailleot de leur côté à un plan d'aide à la recoostruction pour lequel Washington leur laisse bieo volontiers l'essentiel des responsabilités.

Mais des élections ne pourront être organisées moins de six mois ou un an après la signature d'un accord de paix, vu les conditions mises par les Bosniaques, qui portent eo particulier sur la réinstallation préalable des persoones déplacées dans les territoires reconquis. Reste à savoir, enfin, si pourroot réellement émerger dans ce pays des secteurs démocratiques de l'opinion, oostalgiques de la Bosnie ancienne manière, qui n'oot le pouvolr actuellement dans aucune des trois commuoautés. « Evidemment, les chases

peuvent évoluer outrement, vers la séporation, reconnaît un respoosable américain, mois si celo se fait pacifiquement, ce sero déjà un maindre mal. » Ainsi l'accord auquel travaille M. Holbrooke aurait au moins la vertu d'arreter la guerre, même s'îl n'a pas celle de sauver la Bosoie de l'éclatement. Les Occidentaux ont cepeodant tiré des leçons de ces trois dernières années : ils oot appris, en particulier, que les déséquilibres militaires entre les communautés soot des incitations à la guerre. Ils enteodent donc préparer une éventuelle évolution vers la dislocation de la République - et en même temps la préveoir - en armant la plus faible des trois communautés: les Musulmans bosniaques.

LES APPÈTITS DE ZAGREB

Uo règlement global devra s'accompagner, dit-on à Washingtoo, d'une levée de tous les embargos qui frappent l'ex-Yougoslavie, c'est-à-dire non seulemeot l'embargo économique imposé à la Serbie mais aussi l'embargo sur les armes en Bosnie. « Il faudra lever l'emborgo sur les armes et dispenser une farmotian oux cadres de l'ormée bosniaque », affirme un conseiller du président Bill Clinton. « Naus devrans nous assurer, ajoute-t-il, que les Bosniaques [les Musulmans] paurront renforcer leurs moyens de se défendre seuls », c'est-àdire sans avoir à compter sur l'appui de Croates dont ils ont de bonnes raisons de se

Zagreb dissimule à peine ses appétits envers la communauté musulmane de Bosnie et le président Franjo Tudjman n'a jamais caché que la meilleure formule de règlement serait, à ses yeux, la division en deux de la Bosnie, avec lotégration de sa partie musuhnane à la Croatie. Si division il doit y avolt, elle se fera eo trois parties, pas en deux, lui répondent eo quelque sorte les Occideotaux. Leur proiet d'armer la Bosnie est aussi une façoo d'inciter Zagreb à adhérer sans arrières-pensées au plan de paix occidental : le présideot Tudjman est en effet aussi peu désireux que les Serbes de voir s'installer à ses portes un petit Etat musulman irrédentiste.

Les Musulmans bosniaques, du moins leurs dirigeants, semblent nourrir pour l'instant de plus grandes ambitions. Ils réveot de « libérer » la Bosnie toute entière, c'est-à-dire en fait d'y établir leur contrôle, sur les Serbes en particulier, de couper leur territoire en deux. Mais il leur faudrait pour cela un appui militaire des Croates qui leur est aujourd'hui refusé. M. Tudiman leur a fait savoir que, pour lul, l'heure de la négociation est venue. Il le leur redira sans doute plus clairement encore s'il se confirme que son principal problème celui de la Slavonie orientale - est en voie de règlement.

Claire Tréan

RECTIFICATIF

ELECTIONS SÉNATORIALES

Deux erreurs se sont glissées dans les résultats des élections sénatoriales (Le Mande du 26 septembre). La première concerne le Tarn-et-Garonne où, cootrairement à ce que nous iodiquions dans notre commentaire, l'accord passé entre Radical - dont les candidats, Jean-Michel Baylet et Yvon Collin, oot été élus au premier tour de scrutin - et le Parti socialiste, dont sont membres les deux suppléants, n'englobe pas la préparation des élections législatives de 1998. La seconde concerne l'Essonne où Max Marest, RPR, réélu sénateur, n'est plus maire de Breuillet.

AU FIL DES PAGES/Société

Un ministre en larmes

E malheur se fiche bien de nos positioos sociales. Il frappe qui il veut, quand il veut, de préférence sans s'annoncer. Vous êtes juriste de formation, mère de sept enfants. Le chef de l'Etat, qui se prénomme Valéry - nous sommes en 1978 -, vous a fait l'honneur de vous nommer ministre de la condition féminine. Votre mari, un cadre dynamique, qui a tout réussi dans la vie, à commencer par son couple et sa famille, dirige l'une des plus grandes banques françaises. La veille de Noël, atteint d'un malaise consécutif à une thrombose, il est bospitalisé d'urgence et sombre dans un coma profond : hémiplégie aphasique. La médecine ne lui accorde aucune chance de survie, ou alors avec d'effrayantes séquelles. Et le ministre que vous êtes n'y peut rien, malgré tous les moyens genti-ment mis à sa disposition. Ni les préfets de la République, ni les avions du GLAM, ni le grand ponte spécialement descendu de Paris ne sont en mesure d'effacer ce malheur qui va bouleverser

Monique Pelletier a attendu dix-sept ans pour raconter ce drame intime. Elle le fait dans un livre d'une rare authenticité, sans jamais chercher à se donner le beau rôle. « Je n'étais plus un ministre du gouvernement français, raconte-t-elle, mois une femme comme toutes les femmes. » Une femme qui éclate en sanglots, devant ses collègues, à l'Ely-

En sortant du coma, Jean-Marc ne sait plus parler. On dirait que quelqu'un d'autre s'est glissé dans son corps. Nul ne sait encore qu'il a une conscience aigué de son handicap et souffre atrocement d'être réduit à « un légume », selon la détestable expression en cours.

lean-Marc Pelletier n'est pas mort : il a déserté la vie. C'est pis, d'une certaine manière. Sa femme a alors l'impression d'être « une veuve toujours mariée ». Devant ce drame, apparemment sans issue, elle en arrive à la plus douloureuse des situations: souhaiter la disparition de l'homme qu'elle aime. Ministre en semaine, aide-soignante le week-end, elle vit dans deux univers opposés. Son métier l'oblige à « commimiquer » eo permanence alors que toute communication semble impossible avec soo compagnon de trente ans.

La médecine avait sous-estimé la volonté du malade de s'en sortir. Avec achamement, Jean-Marc Pelletier réapprend, un à un, les gestes de la vie. Mais, comme beaucoup d'hémiplégiques aphasiques, il a tendance à se croire guéri, ce qui entraîne des malentendus et des accidents. Outre des crises d'épîlepsie impressionnantes, Il n'est plus - et ne sera jamais plus - le même qu'avant. Ses difficultés d'expressioo, par exemple, l'amènent à parler de manière brutale, sans nuances. En 1990, finalement, il pourra proconcer un premier discours en public...

Monique Pelletier a frôlé la dépression mais n'a pas quitté son poste de ministre. Et quand elle aura tiré un trait sur la politique, ce sera pour redevenir avocate, à cinquante ans passes. Uoe conviction intime la poussait à continuer pleinement une activité sociale. « Peut-ètre Jean-Marc n'aurait-il pas triomphé de sa maladie si je lui avais sacrifié mo vie », constate-t-elle avec une belle lu-

Robert Solé

* La Ligne brisée, de Monique Pelletier. Flammarion, 190 p., 89 F.

de fonctionnement.

A ZWICKAU, où 12 500 personnes fabriquaient les célèbres voitures Trabant dans des ateliers obsolètes, à peine 1 500 ont restent employées dans la chimie été embauchées par Volkswagen, qui est-allemande, dans le « triangle

n'a, pour l'instant, réalisé que 70 % de ses engagements dans la région. • QUELQUE 35 000 personnes

d'or » entre Halle, Leipzig et Leuna, sur les 300 000 personnes qui y tra-vaillèrent. • L'INDUSTRIE des cinq nouveaux Lander a perdu, au total, plus des deux tiers de ses effectifs.

La mutation des anciens combinats se poursuit en ex-Allemagne de l'Est

Cinq ans après la réunification, le passage à l'économie de marché s'effectue au prix de sacrifices douloureux. Outre un taux de chômage de 13,9 %, on prévoit cette année dans les nouveaux Lander 7 500 faillites d'entreprises. Malgré ces difficultés, le processus apparaît aujourd'hui nécessaire et inéluctable

COLOGNE correspondance

ans, les anciens combinats des nou-

veaux Länder allemands se transfor-

ment. Ils ont été fractionnés, vendus,

voire détruits et reconstruits pour

Du haut des tours du centre-ville, léna a des allures de champ de bataille. Les vestiges de l'ancien combinat Carl-Zeiss font la joie des bătisseurs qui ont commencé par raser nombre d'anciens bâtiments chargés d'histoire. Avant la chute du mur, la marque, ses vingt entreprises et ses soixante-dix mille employés, ses produits réputés dans le domaine de la mécanique fine et de l'optique remplissaient de fierté les dirigeants de l'ex-RDA. A léna, en Thurioge, vingt-sept mille personnes étaient affectées dans les bureaux d'étude et les ateliers de l'entreprise phare, la société Carl-Zeiss. « Elle régnait sur la ville, n'en ne se faisait sans san accord ». constate Hermann Zuber, embauché en 1971, et dont la vie quotidienne, comme celle des cent mille habitants de la cité, a été modelée par l'activité de ce géant technolo-

gique à la mode communiste. Quand, en mai 1990, le combinat cesse de fonctionner, c'est le choc. Dès juillet, la Treuhandanstalt, l'office chargé de privatiser l'économie est-allemande, prend les choses en main. Jusqu'à la fin de l'année, le persoonel honore les derniers contrats passés avec les Soviétiques.

Vivre sans Trabant

A lėna, quelques mois après la chute du mur, l'euphorie est alors à son comble mais un monde s'écroule. Comme ailleurs en RDA. l'industrie locale est essoufflée, inadaptée aux exigences de l'économie de marché. Commence alors un long processus de reconversion. soutenu par des subventions massives et par le gouvernement du chancelier Helmut Kohl qui veut préserver certains « noyaux industriels » dans les nouveaux Länder.

Cinq ans après, le combinat est un vieux souvenir. L'essentiel de l'ancienne Carl-Zeiss, privatisée rapidement, a été réparti entre deux sociétés. D'une part, Carl-Zeiss Jena a hérité des produits existants avant d'être reprise par sa sœur occidentale, installée près de Stuttgart. D'autre part, Jenoptik, dirigée par l'ancien ministre-président du Bade-Wurtenberg, Lothar Spath, ambitionne de devenir un pôle

technologique. Selon les cas, lors des rachats des anciens combinats, les nouveaux venus reprennent une partie du personnel, mais la purge est de toute façon drastique: à Zwickau, où douze mille cinq cents personnes fabriquaient les celèbres voitures Trabant dans des ateliers obsolètes, à peine mille cinq cents

A Zwickau, la SAQ, qui a récupéré nombre des anciens employés

des usines Trabant, est un projet piinte dont la vocation est de

« reconstruire l'économie locale ». « Nous avons d'abord cherché à limiter les conséquences sociales de la fermeture des usines », explique son

directeur, Gunter Schmalz. L'entreprise est née en juillet 1991, à peine deux mois après l'arrêt définitif des chaînes de montage, à l'initiative

des syndicats, du personnel et de la direction du constructeur auto-

Depuis, sept mille personnes ont profité de ses services. Pour en-

rayer les départs (treize mille jeunes nnt quitté la ville depuis la chute

du mur de Berlin), une politique de formation a été mise en place.

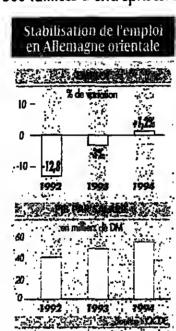
Creches, théatre, rénovation d'un musée de l'automobile, plus de cent

projets sortent petit à petit des cartons. Près de deux mille employés

se sont en nutre reconvertis dans la démolition et l'assainissement :

ils ont principalement détruit leur ancienne usine et libéré trois cent

mille mètres carrés de terrain pour les nouveaux investisseurs.



La privatisation de 12 000 . entreprises par la Treuhand entre 1991 et fin 1994 a permis de stabiliser l'emploi.

ont été embauchées par Volkswagen, qui a investi 2,5 milliards de deutschemarks dans une unité de production ultramoderne. Sur les trois cent mille personnes qui ont fait briller le triangle d'or de la Leipzig et Leuna, à peine trentecinq mille restent employées dans la branche! On estime que l'industrie des cinq nouveaux Länder a perdu, au total, plus des deux tiers de ses effectifs

Malgré tout, l'arrivée d'un investisseur « de référence » a bien arrangé les affaires des régions concernées. Autour des principaux repreneurs, un tissu de petites et moyennes entreprises essaie de prospérer. « Il y a deux types de PME, celles crèées par des patrons de l'Ouest venus dans les bagages des grands groupes, et celles issues des

restes de nos combinats », explique Josef Dittrich, qui privatise ce qu'il peut de l'ancien constructeur de Trabant. « Dans la région, nous avons suscité la naissance et l'installation de vingt-cinq entreprises, soit environ six mille emplais, après l'arrêt de la production des Trabant », poursuit M. Dittrich. A quelques kilomètres de là, dans la nouvelle usine Volkswagen, Gunter Sandmann indique qu'une de ses « missians est de dévelapper un réseau d'équipementiers et d'entreprises de services indispensable à la production en flux tendu ». De même, la nouvelle raffinerie en cours de construction à Leuna – un investissement record de 5,2 milliards de deutschemarks réalisé par la compagnie Elf et ses partenaires doit faire vivre environ mille cent personnes, dont la moitié dans la sous-traitance.

REVERS ET PARADOXES

Paradoxe de l'unification, les grands investisseurs ont été attirés par une main-d'œuvre bon marché et compétente et les traditions locales se maintiennent. A Leuna, le phénomène est spectaculaire: la chimle, qui faisait travailler 90 % des actifs avant la chute du mur, en occupe encore entre 30 % et 40 %. La médaille a son revers: les filiales d'Allemagne de l'Est et leurs soustraitants restent dépendantes des nich, Cologne ou... Paris. Les promesses ne sont pas toujours tenues: Volkswagen n'a, pour l'instant, réalisé qu'à peine 70 % de ses engagements dans la région de Zwickau. Certains n'apprécient pas cette tutelle « extérieure ». Un ingénieur de Zwickau regrette que « trut ce qui est intéressant, comme les laboratoires de recherche, reste à l'Ouest. Nous sommes surtout bons à

recevoir les chaînes de montage ». Jenoptik demeure une des rares entreprises à essayer d'inverser la tendance grâce à l'action de son médiatique patron, Lothar Spath, et qui détient la totalité du capital social. L'initiative est pourtant révélatrice. La société a dû d'abord réinventer sa gamme. « Il y a quatre ans, nous n'avions pas un seul produit vendable », explique Jörg Hettmann, le porte-parole, en évoquant les optiques pour laser, automatismes et autres outils de fabrication de puces qui commencent à faire la réputation de sa société. S'est posé ensuite un épineux problème de commercialisation : «Naus manquans de contacts à

au soutien actif du land de Thuringe Hermann Zuber, devenu cadre à jenoptik. Ces firmes n'ont pas pu obtenir de la Treuhand et des pouvoirs publics les mêmes garanties que les gros investisseurs et sont confrontées à des problèmes croissants de trésorerie. De plus, leurs dirigeants, parfois d'anciens cadres des entreprises d'Etat, manquent d'expérience. Selon Jürgen Rabe, «l'esprit d'entreprise et d'innovation fait encore cruellement défaut ». Résultat : les caisses d'épargne des nouveaux Länder prévoient cette année sept mille cinq cents faillites, soit un tiers l'Ouest et à l'étranger, les préjugés du total de l'Allemagne. Le taux de

Des vestiges à conserver

Les repreneurs, venus des anciens Länder nu de l'étranger, ont été largement soutenus par la Treuhand, soucieuse de privatiser au plus vite en subventionnant jusqu'à 30 % des investissements. A Leuna, en Sachse-Anhalt, « plus de 80 învestisseurs, comme Elf, Linde et le groupe Domo ont repris les raffineries et les usines chimiques et investi environ 8 milliards de Deutschemarks », raconte jürgen Dassler, chargé de privatiser ce qui a été l'un des fleurons de la chimie est-alle-

Mais à Zwickan, même si le maire « souhuite éviter le piège de la mono-industrie », la diversification est timide : plus de la moitié des PME travaillent pour l'automobile. Jürgen Rabe, un des gérants de l'équipementier Sachsenring Automobiltechnik, souhaite d'ailleurs « maintenir cette histoire centenaire dans une ville où le fondateur d'Audi a conçu ses premiers modèles ». Sa société, qui occupe depuis deux ans une partie des anciens ateliers, a dépiché plus de 400 Trabant neuves qui seront mises en vente cet automne après rénovation.

veaux Lander », commente un cadre. Jenoptik a donc racheté deux PME ouest-allemandes pour profiter de leurs réseaux de vente. Mais Pavenir est incertain. L'entreprise, qui devrait atteindre le milliard de deutschemarks de chiffre d'affaires cette année, ne peut pas encore vivre de ses innovations technolo-

Pour les cent soixante petites et moyennes entreprises créées autour de Jenoptik, « les principales difficultés sont à venir car les banques deviennent de plus en plus prudentes; l'heure de vérité approche », assure

en août demier.

« C'est le prix à payer pour l'unification », commente Josef Dittrich. Dans quelques mois, cet homme aura vendu les derniers restes des usines Trabant où il a commencé sa carrière. 70 % des anciens bâthments sont détruits, la moitié des friches rééquipées. Josef Dittrich poursuit : « Il y a cinq ans je n'imaginais pas de changements si radicaux. Aujourd'hui, plus personne ne croit que l'on aurait du essayer de poursuivre les vieilles productions. »

Philippe Ricard

Les salariés de GEC-Alsthom au Havre réclament l'application du plan social négocié

de natre correspondant Les salariés de l'usine GEC-Alsthom du Havre se préparent à vivre à nouveau des heures difficiles. Le conflit qui se prolonge depuis trois ans était pourtant près de trouver une issue acceptable pour toutes les parties. Le 28 septembre, à 4 h 30 du matin, à la veille de la visite du président de la République au Havre, un projet d'accord avait été conclu entre les syndicats et la direction. Il prévoyait le maintien de 210 emplois au lieu de 170 sur le site du Havre, garantissant alnsi le maintien d'une activité chaudronnerie et l'aménagement de conditions de transfert du personnel muté au Petit-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, à 100 kilomètres du Havre.

Lundi matin 2 octobre, les salaoés d'Alsthom, réunis en assemblée générale, ont eu la surprise de constater que le document final soums à leur vote et rédigé par la direction * revenait une nauvelle fois sur les acquis de la négociatian ». Ils ont donc refusé de l'approuver. Mardi 3 octobre, après une manifestation de deux cents d'entre eux devant la sous-préfecture du Havre, ils attendaient une médiatioo du directeur départemeotal du travail et de l'emploi, Jean-Paul Montois.

LA VISITE DE JACQUES CHIRAC

Vendredi 29 septembre, Jacques Chirac avait consacré quelques instants de sa visite bavraise pour recevoir une délégation de salariés. La poignée de main du président de la République à Gérard Busson, élu emblématique de la CGT Alsthom, sous le regard du maire RPR du Havre, Antoine Ru-

plus haut niveau de l'Etat à l'engagement de toute la communauté havraise dernère les salariés

Celle-ci avait refusé d'une même voix la décision initiale du groupe franco-britannique de démanteler l'usine du Havre, où sont fabriqués des transformateurs lourds. Les défilés dans les rues du Havre qui avaient réuni, il y a deux ans, le maire communiste de l'époque, André Duroméa, et Antoine Rufenacht, alors deputé RPR, les journées « portes ouvertes », les délégations chez les ministres successifs de l'industrie, pas plus que la déclaration du chef de l'Etat affirmant dans les salons de l'hôtel de ville du Havre avoir « entendu » l'appel des syndicalistes, ne semblent en définitive

En 1993, lorsque GEC-Alsthom a décidé de transférer la fabrication des transformateurs vers ses sites de Saint-Denis et du Petit-Quevilly, l'usine bavraise employait 745 salariés. Une première application du plan avait ramené l'effectif à 362 personnes en 1994. Le transfert définitif de l'activité transformateurs vers Le Petit-Quevilly a été fixé à la fin de 1998. A cette date, l'usine du Havre ne sera plus qu'une unité de cbaudronnerie employant quelques dizaines de personnes.

Aussi le personnel attend maintenant la mise en œuvre d'un plan social solide dont les termes ne seront plus remis en question.

Etienne Banzet

L'Organisation mondiale du commerce dénonce les accords bilatéraux dans les télécommunications

dossier des télécommunications, l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce (ex-GATT), vient de faire une entrée remarquée à l'occasion du Salon spécialisé de Genève. S'exprimant, mardi 3 octobre, le directeur général de l'organisation, Renato Ruggiero, a mis en garde contre les accords bilatéraux dans le secteur où des monopoles nationaux freinent encore la pleine exploitatioo des nouvelles technologies. Les solutions bilatérales aux problèmes commerciaux, a-t-il déclaré, peuvent paraître « séduisantes à caurt terme», mais « leurs bénéfices s'avèrent généralement décevants et le coût politique très élevé ». Ces accords bilatéraux échappent eo outre aux mécanismes de règlement des différends prévus par l'OMC, a ajouté M. Rug-

giero. De quels accords bilatéraux s'agit-il? M. Ruggiero n'a pas donné de précisions supplémentaires. Mais cet avertissement n'est pas anodin. Il intervient à un moment critique. D'abord, France Télécom et Deutsche Telekom, soutenus par leurs gouvernements respectifs, espèrent pour janvier 1996 un feu vert définitif de la Commission européenne à leur projet Atlas, un projet dénoncé par l'américam ATT et son compatriote MCI. Ensuite, les deux opérateurs européens sont engagés dans des négociations délicates avec l'administration fédérale pour l'approbation de Phoenix, volet dn projet Atlas étendu à l'améri-

cain Sprint. Enfin, les négociations sur la déréglementation des télécommunications engagées depuis mai 1994 dans le cadre de l'OMC doivent

alors que l'on attend la position de l'Europe, après celle des Etats-Unis et du Japon. Selon le président de la Commission européenne, Jacques Santer, la position européenne sera connue « très prochainement ». Les Américains n'ont pas renoncé à exiger une accélération de la libéralisation des télécommunications en Europe, estimant que l'échéance de 1998 risque d'être à la fois trop théorique et trop tardive. Tout cela constitue un entrelacs de niveaux d'intervention, dont personne ne sait très bien ce qui va

SOFTIE. Côté français, François Fillon, ministre des technologies de l'information, présent à Genève, a annoncé mardi 3 octobre l'ouverture cette semaine de la consultation publique sur la future loi française des télécommunications, qui sera présentée au Parlement au printemps prochain. « Les premières licences pourront être délivrées aux apérateurs entrant sur le marché français au printemps 1997 », a indiqué M. Fillon, pour une mise en

ceuvre à partir du 1ª janvier 1998. Le nombre de licences ne sera pas limité a priori. Les futurs opérateurs devront toutefois répondre à un certain nombre d'obligations vis-à-vis du consommateur et verser une redevance d'accès an réseau local, qui financera le service public. La future loi doit aussi déterminer le statut d'une autorité de régulation. Le ministre a par allleurs une nouvelle fois dissocié le vote de la loi de réglementation des télécommunications du changement nécessaire de statut de l'opé-

rateur public France Télécom.

Caroline Monnot

Les cheminots appellent à une nouvelle journée nationale de manifestation

LES SIX FÉDÉRATIONS syndicales représentatives de la maitrise et cadres de la 5NCF oot appelé leurs adhérents à une journée nationale de manifestation le 12 octobre. Les Fédérations CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC et FMC (autooomes) entendent ainsi exprimer leur mécontentement face à « une reconnaissance insuffisante des qualifications des personnels et de leur investissement, un climat social dégrade et une evolution autocratique

du fonctionnement de la SNCF ». Cette journée nationale d'action interviendra deux jours après la grève du 10 octobre dans la fonction publique et le secteur public, à laquelle l'ensemble des cheminots sont appelés à se joindre par cinq de leurs Fédérations syndicales. Cet appel syndical est intervenu juste après la vidéo-conférence organisée le 3 octobre par Jean Bergougnoux, président de la 5NCF, qui s'adressait par ce biais à 12 000 cheminots pour dresser le bilan des douze derniers mois d'activité et définir les perspectives de l'entreprise. Le président de la société a notamment confirmé la réduction d'un tiers des effectifs des directions des entreprises (environ 10 000 personnes), mais o'a pas apporté de précision sur le contenu du contrat de plan qui pourrait être signé avec l'Etat avant la fin de l'année, ni sur le montant de la dette dont le gouvernement pourrait décider l'apurement. Il a en revanche appelé à la

mobilisation des cheminots et insisté sur les efforts auxquels l'eosemble de l'eotreprise devra

consentir pour revenir à l'équilibre. La notion « d'effort partagé », ca-ractéristique du « dannant-dannant » gouvernemental, revenant de plus en plus fréquemment et avec insistance dans les propos de la direction de la SNCF et du gouvernement, les syndicats de cheminots s'inquiètent. La fédératioo CGT a jugé que le président de la SNCF avait, malgré un discours rassurant, confirmé des scénacios qui « conduisent à l'éclatement progressif mais programmé de l'entreprise, par la filialisation, la cessian de patrimoine, et l'abandon de la notion de service public ». Il aurait également

r quasiment onnoncé un gel des salaires ». Cette perspective n'est toutefois guère surprenante, le gouveroement jugeant abusive la dérive des augmentations au cours du précédent contrat de plan, estimée à 2 points au-dessus de l'inflation

Seloo la CFDT, le bilan est la « confirmation de la poursuite de la baisse des emplois, des restructurations, la contraction du réseau ferroviaire, la pression sur les salaires et l'élagage des activités annexes ». La fermeture de lignes (embranchements et voies annexes) et la filialisation du Sernam, le service de messagerie de la SNCF, vietment en appui des craintes syndicales,



and supply

-

THE PERSON

7. 22.7 PM

127

المتينا شوا

7 Company

13.3.5

pourtant des signes d'essouffle-

meot. L'impasse serait alors totale,

puisque le ralentissement de la

conjuncture rendrait plus difficiles

la réduction des déficits et la lutte

toutefois d'un certain optimisme.

Ils estiment que la défiance des in-

vestisseurs internationeus à

l'égard du marché français a au-

jourd'hui atteint son point culmi-

nant. Sauf crise politique au so-

ciale majeure, ils jugent que toutes

les mauvaises oauvelles aot été

données aux opérateurs des mar-

chés financiers. Dans ce contexte,

le poteotiel de hausse du marché

français leur paraît plus important

que la marge de baisse, d'autant

que les valeurs françaises soot lar-

gement sous-représentées dans les

portefeuilles des gestionnaires in-

Pierre-Antoine Delhommais

DEMANDES

D'EMPLOI

ASSISTANTE

DE DIRECTION

TRILINGUE

responsables, 48-74-28-48 repondeur).

Lectrice-consernes, diplômée de Cotomo, recherche corrections Etudia toutes propositions

Pel. (rep.) 46-54-36-50

H 37 ons, gda exp dans la protection des personnes arrès et public, tech, missions Etud res propos. Tel·(province) 54.85-01-15

NEGRE DE TALENT prite sa plume pour mémorres, romon, sago d'entreprise, these let : (1) 42-28-71-92

Certains analystes font montre

contre le chômage.

ENTREPRISES

sont, de tous les professionnels mique en France, laquelle donne

Le dollar s'inscrivait en housse, mercredi matin 4 octobre. Il

s'échangeait à 1,4415 mark, 101,60 yens et 4,97 francs. Les investisseurs

sont convaincus que les responsables des sept pays les plus industria-

lisés (G7), réunis samedi 7 et dimanche 8 octobre à Washington, vont

réaffirmer avec force leur engagement à faire remonter le dollar. Se-

lon des informations parues dans la presse japonaise, l'objectif d'un

dollar à 110 yens pourrait être officiellement annoncé à cette occasion.

Certains analystes se montrent plus sceptiques. Ils estiment que la

falblesse actuelle da peso mexicain face à la monnaie américaine

rend délicate une intervention massive de la Réserve fédérale améri-

caine pour soutenir le dollar. Les spécialistes de la banque Parlhas

jugent également que la dégradation des comptes extérieurs améri-

cains est incompatible avec une remontée durable et solide du billet

vert. En particulier, le déficit de la balance commerciale des Etats-

Unis evec les pays asiatiques émergents ne cesse de se creuser.

naie unique et à la détérioration des finances pu- des marchés financiers. Cet environnement défavo-

bliques de la France. Le sommet européen de rable contraint la Banque de France à maintenir une

Valence n'a pas entièrement rassure les opérateurs politique monétaire restrictive.

des marchés financiers, les plus

sensibles à la situation des fi-

nances publiques. Un déficit bud-

gétaire accru se traduit par une

affre plus importante d'émissions

de l'Etat, ce qui entraîne une déva-

Les investisseurs craignent enfin

Remontée fragile du dollar

que cet environnement internatio-

nal et netional défavorable

n'oblige la Banque de France à

maintenir durablement une poli-

tique monétaire restrictive afin de

tenter de préserver la parité du

franc à l'égard du deutschemark.

Selon leurs anticipations, reflétées

par les cours des contrats à terme

sur le Pibor trois mois du Matif, les

taux d'intérêt à trois mois s'établi-

raient à 6,4 % en France à la fin du

mois de décembre, soit un écart de

2,4 % par rapport à l'Allemagne. La

conjugaison d'une pression fiscale

accrue et de taux d'intérêt réels

aossi élevés aurait de graves

conséquences sur l'activité écono-

REPRODUCTION INTERDITE

lorisation mécanique des titres.

La Banque de France est condamnée

Le franc ne parvient pas à se redresser face au deutschemark

joue le deutschemark sur le mar-

ché des changes (le quart des tran-

sactions, soft environ 400 milliards

de dollars par jour, s'effectue sur la

par les incertitudes entourant la

caostruction de l'Union écono-

mique et monétaire européenne.

Se plaçant dans l'hypothèse où la

monnaie unique ne verrait pas le

jour, certains investisseurs bésitent

à détenir des devises faibles qui les

exposent à un risque de change. Le

sommet européen de Valence n'a

pas entièrement rassuré les opére-

teurs des marchés financiers. L'ef-

fet epaisant des déclarations te-

nues en Espagne par les responsables allemands a vite été

effacé par les propos d'Otmar Is-

sing, économiste en chef de la

Bundesbank. Il a estimé que la ré-

daction d'un nouveau traité serait

nécessaire afin d'imposer, après le

la janvier 1999, des règles de disci-

pline budgétaire aux différents

SIGNES D'ESSOUFFLEMENT

Le franc est également affaibli

parité dollar-mark).

1977 Congress

Section .

123

Marie Barra

han and the Lander on the other and the state of t Bange & W. der engente and the second of the second of the second A S. P. Section Control of the Control Bart Bie des Bermite. ile ma ere.

能够 **美国教育** 2 55 511 Brandon and though the same Auften der ber den dem un. . . the same of the sa B WARRY A ROW. THE PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON OF THE

15 24 .

A. 100.2

commerce denca les télécommunica

7.4 7 . . . 7/

My San Artist

٠ - ٠ - ٠ - ١

September 1

10 F

75.11.75

1994

241 2 -

200

21.5

- " -510

www.lo

150 1 1 1

4

the pop and THE THE PERSON . 43.52 Jan Brand Note: Application 1 8 0 5 5 F V

Carrier Control

والمراسيين 35)1 -Spires a . 2 P = 1 theer and 51.99 1.00 to 1.00

and his 300 coc And day delta turn on the

à maintenir une politique monétaire restrictive Les remous monétaires observés en France depuis plusieurs sernaines sont liés è la faiblesse persise chomage de

tante du dollar, aux doutes sur l'avenir de la mon-MALIEU VECENSAILE LES TENSIONS monétaires ne parvienneot pas à se dissiper en France. Le franc reste faible face à la monnaje allemande. Il s'échangeait mercredi matin 4 octobre à 17 Physics 19 3,45 francs pour 1 deutschemark, soit un recui de 3 centimes par Service of the conrapport à ses cours atteints à la 20 47 m mi-août. Cette mini-crise se tragartini i in Prijen inter duit également par une remontée des taux d'intérêt à court terme. Le mouvement de détente monétaire quasi ininterrompu observé depuis **W. E.** (2)

> mois sont remontés à 6,2 %. Les remous observés en France ont d'abord une origine externe. ils résultent en premier lieu de la faiblesse du dollar. Les ventes massives de billets verts auxquelles procèdent les grands investisseurs internationaux profitent de façon mécanique, par un mouvement de bascule, à la monnaie allemande, en raisoo du rôle prédominant que

le mois de juin – les taux d'intérêt

à trois mois étaient tombés an

cours de cette période de 7,5 % à

5,5 % - a pris fin. Les taux à trois

Tensions sur les taux

Les tensions monétaires se tradifisent par une remontée ... des toux d'intéret à court

Des raisons internes contribuent aussi à expliquer le faiblesse du marché français. Le projet de budget pour, 1996 n'a pas convaincu les investisseurs. Les efforts de rigueur entrepris par le gouvernement ne leur paraissent pas à la hauteur de la gravité de la situation des finances publiques de la Prance. En évoquant pour la décrire « un péril national », le premier ministre Alain Juppé a confirmé leur propre diagnostic. Les opérateurs des marchés financiers attendent également d'en savoir plus sur le contenu des mesures destinées à réduire le déficit des comptes sacians. Ils ne se contentent pas des promesses

L'état « calamiteux » des comptes publics de la France est reflété par la forte dégradation du marché obligataire français. L'écart de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne s'est sensiblement élargi an cours des deux dernières semaines, passant de 0,74 % à 0.90 %. Les intervenants sur le compartiment des obligations

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Yves Haberer

dans natre édition des 24-25 septembre, concernant le projet du rapport de la Cour des camptes sur le Crédit lyonnais, Jean-Yves Haberer, ancien président du Crédit lyannais, naus a envayé la lettre suivante :

« I. - Le document dont Le Mande a présenté un résumé o'est pas le projet de rapport pnblic de la Cour sur le Crédit lyonnais. C'est une version provisoire et ancienne, établie avant que ne soient engagées les procédures contradictoires, auxquelles j'ai, bieo entendu, participé.

* 2. - Le Mande a présenté à ses lecteurs un résumé d'un document qui n'intégrait pas encore les modifications issues des procédures cootradictoires et des auditions de la Cour auxquelles elle a procédé. C'est ainsi que, dans sa version définitive, le rapport oe fait pas état, « des 1988. de nombreux indicateurs d'alerte laissant entrevoir l'évolution dangereuse des comptes du Crédit honnais». De même, la prétendue citation seloo laquelle « entre 1988 et 1993, le Crédit lyonnais a oinsi vecu en puisant de manière craissante dans les richesses accumulées au caurs des années antérieures » oe figure pas dans le projet de rapport public. Il en est de même pour les prétendus extraits du repport rassemblés sans commentaires dans une rubrique spéciale : le formulation du projet de rapport de la Cour est différente.

» 3. - Plus grave encore, le sous-titre qui prétendent que tendre la publication du rapport et de sa « l'institution présidée par Pierre réponse au Journal officiel - Ba. S.]

A LA SUITE de l'article publié Joxe est sévère à l'égard de M. Hoberer, auquel elle impute la responsabilité des pertes » sont parfaitement inexacts. Le projet de rapport public de le Cour ne mentionne le nom d'aucune personne et ne comporte aucune phrase qui ressemble de près ou de loin à la fausse citation rapportée par Le Mande.

* 4. - Il est regrettable que Le Monde ne se soit pas préoccupé de la teneur de ma réponse eu rapport de la Cour. Le statut de la Cour des comptes prévoît en effet sagement qu'afin que soient respectés les droits de la défeose. soieot publiées dans le Jaurnal afficiel, en même temps que le rapport public de la Cour, les reponses qu'elles a obtenues des personnes au institutions qu'elle a entendues dans le cedre de ces procédures cootradictoires. » En réponse au contrier de M. Habe-

L - Nous avons tenu compte des . procédures contradictoires » qui peuvent modifier la rédaction du rapport de la Cour des comptes, en précisant, dès la nière phrase de l'article mis en cause par M. Haberer, que «la Cour des comptes mettalt la dernière mala an repport sur les comptes du Crédit lyonnais . 2. - Nous nous sommes assurés que les

modifications apportées an rapport portalent sur la « formulation » et non sur le 3. - Le titre et le sous-titre de l'article résumant le projet du rapport de la Cour des comptes ne sont pas des citations ti-

rées du rapport. 4. - Nous avons demandé à M. Haberer de nous transmettre sa réponse à la Cour sommaire de l'article et soo des comptes. Il a refusé, préférant atDES CARRIÈRES

International Translation and Publishing recharche des TRADUCTEURS/ÉDITEURS

enp. est localisation por contrats de 6 mois, renouv d Dublin (irlande). Env CV + prèl. a notre Con 1 Coutrier IIP 15, rue Montplaisir, 03630 Désettines. ÉTABLISSEMENT TECHNOQUE lamant du niveau V au niveau II)

> DIRECTEUR **DES ETUDES** Mission: organisation animation pedagogique Ingénierie pédagogique apponsable d'une équipe de 100 enseignants et famuseurs.

Statut Cadre.
Niveat II indispensable.
Experience professionnelle
dans la formation exigèe

Env CV + photo à . OPTHA-R 142-176, av de Stalingrad, \$2700 COLOMBES

ASSOCIATIONS

Appel

Cours **COURS D'ARABE** Edensal, semi-intensal Ins : AFAC - Tel. : 42-72-20-88.

L'AGENDA

Traductions

astradul ssociation des traduct diplômés de l'universi de Londrés Une équipe de traducteurs

Bijoux

BUOUX BRILLANTS

ACHAI - ÉCHANGE BUOUX PERRONO OPERA
Angle boulevand det libiliers
4, rue Choussind l'Anha
Magazin à l'Etale
37, overnue Victor Hupo
Autre grand chaix

Formation

EUROPEAN AND AMERICAN MANAGEMENT PROGRAM EN LANGUE ANGLASE A LONDRES EY A PARIS Amélore votre option DYEMPLOI EUROPEEN CONCENTIAL PROGRAM EN LANGUE OF LA CHAMBRE DE LA CHAMBRE DE LONDRES. La formation est assurée por une équipe d'inferenceis ANGLO-SAXONS et EUROPÉENS spécialisés du Monogement internationner?

Jeune femme 35 ans cherche emploi à temps partiel ou mi-temps SERVICE RECOUVREMENT COMPTABLITE Vacances VACANCES
DE LA TOUSSABIT
borteit 9 jours
(occompagnement A/R
en IGV)
HOME D'ENFANTS 16 ans exp. bankeue sud. Ecrine le Monde Peblicité nº 8924. 133, Champs-Elysées. 75008 Paris (900 m altitude)

(900 m atthude)
pris frontière suisse)
Agrément Jevresse et Sports,
Yes et Lilione occuellient vos
enfonts dons une crocerno
ferme XVP s., confortablement
sénevée, 2 ou 3 enfits
por chère avec sie bra,
wric Saule au miteu
des poturages er faréts.
Accuel volont, limité 6 15 enfits,
idigel en cos de 1° séparation
Antièrase le mittel et choleur
Activ. 'VII, jeun collect,
pentitue s'hoir, lemnis, poney,
mittel éches, labrit, du port.
Sejour 3 200 F/ par enfond
Tèt.: (16) 81-38-12-51

L'Assemblée nationale ouvre le débat sur le Crédit lyonnais

LES PARLEMENTAIRES ont engage le 4 octobre la discussion sur les plans de redressement du Crédit iyonnais et du Comptoir des entrepreneurs (au total 150 milliards de francs) qui font, tous deux, appei eux finances publiques. La commission des finances de l'Assemblée s'est résignée à entériner l'architecture financière définie pour la banque publique par le gouvernement et approuvée par la Commission de Bruxelles, En présentant lundi 3 octobre son rapport sur les plans, Philippe Auberger, le rapporteur général de la Commission des finances (RPR, Yanne), a avoué sa double insatisfaction : « La première est qu'il n'est pas possible, compte tenu des textes actuels, de mettre en jeu la responsabilité des dirigeants du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs, en dehors du pênal. La seconde est que nous nous interrogeans sur le fonctionnement de la commission bancaire et de l'article 52. » Les députés envisagent de modifier les textes actuels pour élargir la saisine de la Cour de discipline budgétaire aux dirigeants des entreprises publiques « avec effet rétroactif ».

DÉPÊCHES

■ CANARY WHARF: Pirmense complexe londonien de bureaux e été racheté à ses banques créancières par un consortium comprenant le promoteur canadien Paul Reichmann, le prince Al-Walid Beu Talal Ben Abdel Aziz, neveu du rol Fahd d'Arabie saoudite, connu pour son sauvetage d'Euro Disney, Larry Tisch, qui vient de vendre la télévision américaine CBS, et l'homme d'affaires américain Michael Price. Paul Reichmann était propriétaire du géant immobilier canadien Olympia & York, qui a construit Canary Wharf à partir de 1988 avant de s'effondrer sous le poids de ses dettes en 1992, en pleine crise immobilière britannique. La transacdon est estimée à environ 800 millions de livres (6 milliards de francs).

■ NORWEB : la bataille boursière pour le contrôle de cette compagnie britannique qui distribue l'électricité dans la région de Manchester s'est intensifiée le 3 octobre. Les groupes américains Houston Industries et South West Corp (SWC), concurrente de la firme britannique North West Water. ont augmenté leur offre. Narweb ne fait pour l'instant aucune recommandation en raison de la quasi-égalité du montant des deux offres et des incertitudes liées à leur approbation par les autorités.

ARJO WIGGINS APPLETON: le groupe papetier franco-britannique a annoncé mercredi 4 octobre l'acquisition de Graphtec, premier distributeur sud-africain de papier graphique, pour 129 millions de rands (180 millions de francs). Basée à Johannesburg, cette société affiche un chiffre d'affaires de 700 millions de rands. C'est le cinquième rachat réalisé en 1995 par AWA, qui voit son endettement atteindre plus 40 % de ses fonds propres (contre 27 % en 1994).

■ UAP : le groupe d'assurance français a annoncé le 3 octobre un recul de 5,5% de son résultat semestriel (part du groupe) à 806 millions de francs. L'activité assurance contribue au résultat final à hauteur de 1,8 milliard de francs (en hausse de 7 % sur le premier semestre 1994). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, stable par rapport au premier semestre 1994, s'est établi à 81 milliards de francs.

■ AIR FRANCE: quatre beures de discussions « très constructives » ont eu lieu entre le PDG d'Air France, Christian Blanc, et les syndicats du personnel oavigant commercial (PNC) mardi 3 octobre. Les négociations avec les syndicats sur la refonte du métier des hôtesses et stewards, destinée à réaliser 30 % de gains de productivité d'ici à la fin 1996, reprendront vendredi 6 octobre.

■ EDF-GDF : les fédérations CFDT et CFE-CGC d'Electricité de France et de Gaz de France ont quitté le 3 octobre, une séance de consultation avec les directions de ces deux entreprises, celles-ci ayant annoncé « leur volonté de réduire notablement le volume des mesures salariales individuelles

proposition commerciale



Aéroports Roissy-Charles de Gaulle et Orly

Aéroports de Paris lance deux consultations pour l'exploitation de surfaces de vente dans l'aérogare 2, terminaux C et/ ou D de Roissy-Charles de Gaulle et dans l'aérogere Sud

Les activités commercieles sont Les prévisions de trafic pour les suivantes :

 Ventes de lunettes de soleil CDG 2

Journe sirchteate d'intérieur diplômée ESAM Paris, expérience en banel d'architecture d'intérie Terminel C Zone sous-dauane Terminal D

40-33-11-07 Repondeur hars dauane

ASSISTANTE EX COMMINACATION

20 ans, box + 3.
communication as publicate,
e quisinense de 3 tens
organisation de stalons
at de confinences, réalisation
d'interviews et de communiqués
de presse, chef de publiciré,
étudie toules propositions
ss et 8 796 La Monde Publiciré,
133. av. des Channet-Elvière. Orly Sud Zone publique 1" sous-sol

27,50 m²

actuellement zone 50 m² env.

 Supermarché Galerie commerciale 900 m² maxi.

Trafic international départ : 1750 000 passagers

1996 sont les suivantes:

Terminel D Trefic national total errivée + départ traité dans cette zone : 3 000 000 de passagers.

Orly Sud Trafic total errivée + départ : 11 201 000 passagers.

Les candidats aux consultations doivent se faire connaître, par écrit, avant le 16 octobre 1995

Adresse : Aéroports de Paris - Service concessions commerciales - Orly-Sud 103 - 94 396 Orly Aérogare Cedex.

Joindre: Extraits K bis - Références bancaires et professionnelles - Comptes d'exploitation 1994.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la seance du mercredi 4 octobre quasiment inchangée, l'indice Nikkei dôturant avec un gain de +0,01 % à 18 145,08 points.

■ LA BOURSE DE MEXICO a terminé en baisse de 0,65 % mardi, son indice principal perdant en clôture 14,88 points à 2 277,08 points, après avoir lache jusqu'à 74,48 points.

■ WALL STREET a perdu du terrain mardi pour la deuxième séance consécutive. L'indice Dow Jones a cédé en clôture 11,56 points (-0,24 %) à 4 749,70 points.

MIDCAC

¥

■ LE DOLLAR s'échangeait à 101,43 yens mercredi à Tokyo, en hausse par rapport à son niveau de mardi à Tokyo (100,22 yens) et en léger recul par rapport à celui de New York.

PRINCIPAUX ÉCARTS

L'OR a ouvert en hausse mercredi 4 octobre sur le marché international de Hongkong, à 382,40 dollars l'once, contre 382,20 dollars l'once mardi 3 octobre en dôture.

LONDRES

1

EW YORK

7

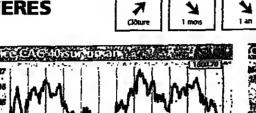
31/12

200

1 2 N 4 N

٠.

LES PLACES BOURSIÈRES



semestriels continuent de rythmer la vie du marché. La grande déception sur les résultats de Sommer Allibert (+1.4 %) provoque une baisse de 13 % du titre.

Dans son sillage, Plastic Omnium abandonne 6,70 %. Recul de 7,5 % de Radiotechnique et de 4,7% de CCMX. Le GAN est en baisse de 4,5 %.

CAC 40

CAC 40

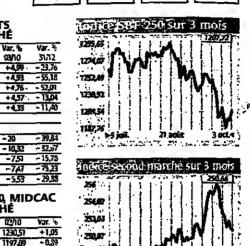
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

VALEURS LES PLUS ACTIVES

04/10 Tipres Capitalisation

en KF 178845093,90





MILAN

¥

FRANCFORT

 \rightarrow



Paris s'effrite

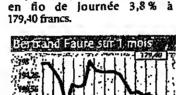
APRÈS UN DÉBUT de séance bien orienté, la Bourse de Paris perdait un peu de terrain mercredi 4 octobre dans le sillage du marché obligataire français, qui ne profite pas de la nouvelle détente des taux d'interêt en Allemagne. En hausse de 0,36 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,12 % à 1798,02 points. La veille, cet indice avait réussi à repasser au-dessus du seuil des 1800 points après une hausse de

Le Matif, qui avait ouvert sur une note ferme (+ 0.08 %), cédait mercredi 0,12 % à 115,40. Le Bund allemand progressait de 0.09 % a la suite du nouveau geste de la Bundesbank lors de sa prise en pension. Elle a alloué des liquidités au taux marginal de 4,05 %, en baisse de quatre centièmes de point.

En France, les milieux financiers restent sur leurs gardes avant la grève des fonctionnaires de mardi prochain. Les résultats

Bertrand Faure, valeur du jour

L'ACTION BERTRAND FAURE a fortement baisse mardi 3 octobre à la Bourse de Paris à la suite de déclarations du président du groupe Daniel Dewayrin, devant les analystes financiers, M. Dewavrin a notammeot souligné que les mesures en faveur de l'automobile auront un effet relativement limité sur les performances de l'équipementier. Un discours qui a refroidi brutalement l'enthouslasme autour d'une valeur récemment recommandée par de nombreux

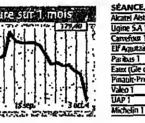


NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

analystes. Du coup, le titre perdait

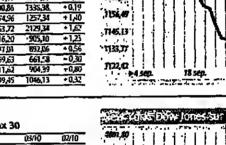
au plus bas près de 8 % et cédait



50,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100





Tokyo fait du surplace

LA BOURSE DE TOKYO a terminé sans grand changement mercredi, après avoir effacé ses gains en fin de séance. L'indice Nikkei 225 a fini sur un gain modique de 0,01 %. lué dans une marge de 18 056,20 à 18 346,55 points.

« Il est difficile de faire un commentaire sur les mouvements irréguliers d'aujourd'hul. Comme beaucoup s'attendaient à ce que le marché se replie cette semaine avec un Nikkei å 1,7 500 points, voire moins, la hausse des derniers jours rend perplexe », indique Kazuhiko Nagami, d'Okasan Securities. Le Nikkei avait bondi de 2,27 % mardi.

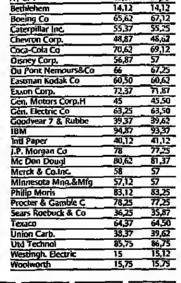
Pour sa part, Wall Street a broyé du noir mardi pour la deuxième journée consécutive, les investisseurs hésitant à s'engager avant la publication des résultats financiers

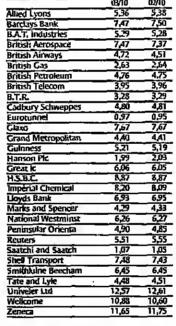
des entreprises américaines au troisième trimestre, qui seront commumqués à partir de la semaine prochaine. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 11,56 points (-0,24 % à 4749,70 points). Les valeurs en hausse ont été nettement moins nombreuses que celles en baisse: 918 contre 1 324, 777 acbons sont restées inchangées.

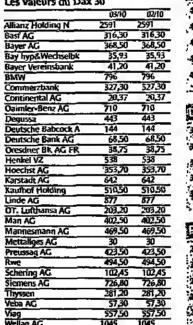
INDICES MONDIALIX

	Cours au	Cours au	Var.
	03/10	02/10	en %
Paris CAC 40	1800,70	1780,71	+1,11
New-York/DJ indus.	4732,72	4761.26	-0,6
Tokyo/Nikkei	15143	77739,80	+2,2
Londres/FT700	3524,20	3520,20	+0,1
Francfort/Day 30	2205,02	2205,02	
Frankfort/Commer.	807,47	- 807 A7	_
Bruxelles/Bet 20	1695,09	1697,35	-0,1
Bruxelles/General	1461,94	1464,30	-0,10
Milan/M1B 30	985	989	- 0,4
Aristerdam/Ge. Cbs	305	305,40	-0,1
Madrid/Ibex 3S	302,48	304,39	-0,6
Stockholm/Aifarsal	1442.55	1457,16	-0.60
Londres FT30	2613,90	2607,70	+0.2
Hong Kong/Hang S.	9805.46	9724.98	+0,8
Singapour/Straft t	2110,40	2120,19	- 0,40

6,46 %







US/F

7



DM/F

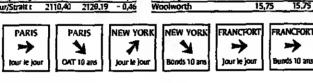
1

3,4521

£/F

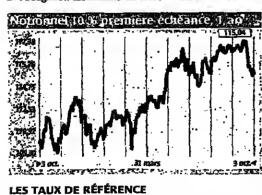
1

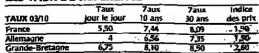
LES TAUX



Légère baisse des taux de la Bundesbank

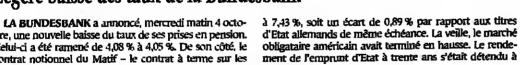
bre, une nouvelle baisse du taux de ses prises en pension. Celui-ci a été ramené de 4,08 % à 4,05 %. De son côté, le contrat notionnel du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en hausse. L'échéance décembre gagnait 8 centièmes à 115,60 après quelques minutes de transactions. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans s'inscrivait





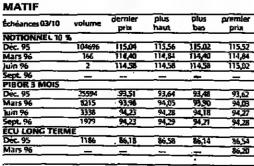
MARCHÉ OBLIGAT DE PARIS	TAIRE		
	Taux	Taux	indice
TAUX DE RENDEMENT	au 03/10	au 02/10	(base 100 fin 941
Fonds d'État 3 à 5 ans	6,76	6,74	103,79
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,02	6,33	104,46
Fonds d'Etat 7 a 10 arts	7,41	7,38	105,56
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,57	7,59	104,84
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,08	8.05	106,14
Obligations françaises	7,68	7,57	105,22
Fonds d'Etat à TME	- 1,07	1,07	101,19
Fonds of Etat & TRE	- 0,83	- 0,89	101.52
Obligat, franc, a TME	- 0,81	- 0,88	100,66
Obligat franc a TRE	+0,05	+0.05	100.47

- -



Malgré la faiblesse persistante du franc, les taux d'intérèt à court terme se détendaient légèrement. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en hausse de 6 centièmes.

	Achat	Vente	Achat	Vente
	03/10	03/10	02/10	02/10
lour le jour	5,5625	-	5,5625	_=
1 mois	6,05	6,20	6,15	6,30
3 mols	6,20	6,45	6,30	6,45
6 mois	_ 6,30	6,50	6,35	6,50
l an	6,15	6,30	6,18	6,31
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	6,0742	-	6,2500	
Pibor Francs 3 mois	6,2891	-	6,4375	-
Pibor Francs 6 mois	6,3906		6,5117	
Pibor Francs 9 mois	6,3359		6,4375	
Pibor Francs 12 mois	6,2520		6,3750	
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	5,6823		5,7344	
Pibor Ecu 6 mois	5,6875	-	5,7396	-
Pibor Ecu 12 mois	5,7083		5,7500	



CONTRATS	À TERM	IE SUR	INDICE	CAC 4	0
Échéances 03/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Oct. 95	16649	1776	1814	1776	1811
Nov. 95	129	1785,50	1816,50	1785,50	1819.50
Déc. 95	441	1795,50	1,830	1794	1829,50

LES MONNAIES

Reprise du dollar LE BILLET VERT était en bausse, mercredi matin

4 octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,44 mark, 101,15 yens et 4,9670 francs. L'approche de la réunion du G7 incite les investisseurs à la prudence. Ces derniers préfèrent solder les positions à la baisse sur le dollar qu'ils ont prises au cours des dernières semaines. Le sommet du G7 pourrait en effet se traduire

prochainement par des interventions concertées des banques centrales pour faire remonter la devise améri-

US/¥

7

US/DM

1

1,4370

PARITES DU DOLLAR

Malgré le rebond du dollar, le franc restait faible, mercredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,45 francs pour 1 deutschemark. Les doutes entourant la construction de l'union économique et monétaire européenne continuent à profiter au deutschemark.

04/10 03/10



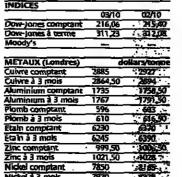
FRANCFORT: USE		1,4370	7,4300*	+0,49
TOKYO: USD/Yens		101,2000	190,5200	+0,67
MARCHÉ INT	ERBAN	CAIRE D	ES DEVISE	S
DEVISES comptant:	demande	offic	demande 1 mois	offre 1 mos
Dollar États-Unis	4,9420	4,9380	4,8943	4,8943
Yen (100)	4,9337	45258	4,9850	4,9886
Deutschemark	3,4478	3,4473	3,4552	3,4552
Franc Suisse	4,2589	4,2518	4,2948	4,2945
Lire ital (1000)	3,0586	3,0583	3,0418	-3,0018
Livre sterling	7,7921	7,7808		7,7350
Peseta (100)	3,921B	. 3,9839	- 3,9866	3,96667
Franc Beige	16,758	76339	16,802	*36,501
TAUX D'INTÉ				
DEVISES	1 mois		3 mois	6 mois
Eurofranc	6,18		6,37	6,A3
Eurodollar	5,81		5.67	5,87
Eurolivre	6,68		_6,75	6,75
Eurodeutschemark	4,02		4.03	4,03

L'OR

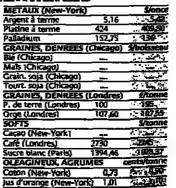
	cours 03/10	cours 02/10
Or fin (l. barre)	60500	60250
Or fin (en lingat)	61450	61100
Once d'Or Londres	383,25	382,20
Pièce française(20f)	351	351
Piece suisse (201)	350	353
Piece Union lat(20f)	353	350
Piece 20 dollars us	2405	2360
Pièce 10 dollars us	1250	1252,50
Pière EO oprov esse	2220	3345

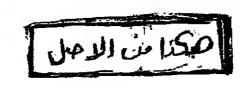
L	E PÉT	ROLE	
En -	dollars	cours 03/10	
	nt (Londres)	16,10	16,
	(New York)	17,30	17,
Ĉ'n	de Oil (New Y	fork) 16,16	16,

LES MATIÈRES PREMIÈRES



٥





運転車 2 6525 (1

Australia ... Mr Homestern

C

mediae 157 16

1

At W

A ...

-

...

-

**** - ?

1 1 mm

THE R

72.7

1 de la

100円の対象を持ち、スペット

Parkers .

PREMIERES

American

Atout Fixtur C

Avenur Alices

Cadence 1

Cadence 2

Cadence 3 -

Aug Valeurs PER...

AUTOCAL

Euro Solidarité
Euro Solidarité
Euro Solidarité
Eurock Leades
Europy
154,52
Fonskov
France

161552 Francic Plene 778597 Francic Plene 778597 Francic Region 7829,78 Géobilys C

136,06

France Obligations ...

18440,63 463,31 471,99 106,94 1453,63 577,06 562,68

7

SYMBOLES

: cours du jour ; • cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

13050.51

653,67 1638,71

795,09 1640,61

1007.04

106270,73

14237,47 842,74 901,02

1657,02

1017,11

166270,73 5112,15

123,52

O IF MONDE / CALLED FINANCES ET MARCHÉS LE MONDE / JEUDI S OCTOBRE 1995 / 'Z1 FINANCES ET MARCHÉS 1(5,30 375 217 400 40,50 412 137,90 + 3,41 - 1,57 450,30 395 87,40 59 17 + 0,28 + 0,25 - 2,88 31/07/95 30/11/94 04/07/95 300352 UFB Locabail 1 381 217 400 61,90 41750 136 483 513 85,35 237,20 219,80 161 215 668 700 01/08/95 31/05/95 92 401,20 298,40 333,60 240 5030 804 394 183,80 LT.T. 10. 15/06/95 91/07/93 91/06/95 RÈGLEMENT + 0.57 Credit Local Fce 1 Credit Lyonn.CIP 1 Credit National 1 CS(ex.CSEE)1 ho Yokado 18 ... Matsushita 10 ... - 0,36 - 4,37 + 0,68 Ugine 5.A1_ CAC 40 - 2,26 - 1,31 05/07/93 31/07/95 + 0,74 + 2,88 - 0,13 - 0,75 - 2,60 Mc Donaid's 1a_ MENSUE - 0,83 - 0,39 Merck and Co 1s. 215,50
104
730
119,80
379,90
401
19,80
277,10
669
1070
463,50
1257,10
669
1070
463,50
1252,30
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50
1253,50 04/07/95 12/06/95 15/06/95 Michelin 1 . Moulinex 1 140992 100995 Minnesota Mg 14 Missubshi Corp.14 PARIS 15/05/95 16/06/95 27/06/95 - 0,43 MERCREDI 4 OCTOBRE 467 506 25,35 231,20 215 162 219,90 689 697 Navigation Mixte 1 Nord-Est 1 _____ Union Assur. Fdai 1 Usinor Sacilor 1 25/02/95 14/03/92 13/06/95 16/06/95 24/03/95 27/06/95 15/06/95 -0,22 % Dassault Electro 1 Mobil Corporat 17 118,90 - 2,52 - 2,18 - 0,62 + 2,77 + 1,79 Liquidation : 24 octobre Usinor Sacilor 1 Morgan J.P. 1#..... Nestle SA Nom.1# 16/06/95 06/06/95 Taux de report : 6,25 CAC 40 : De Dietrich 1 2490 442 45 258 757 102,50 478 850 798 337 371 751 854 1465 166 480 1080 8 624 NRJ #1 208,30 1521 412 238 + 1,37 12,26,95 - 2,12 10,07,95 - 0,75 12,07,95 - 0,14 11,75,95 Nipp. MeatPacker18..... Norsk Hydro 18...... Cours relevés à 12 h30 190695 01,0695 100092 Via Banque 1. 1528 412,70 238,20 126 385 246,40 30,90 219,10 608 73,20 773,30 42,90 236 59,25 Petrofina 14..... Philip Morris 14. Paiement dernier Pechiney CIP 1. VALEURS FRANÇAISES Cours Derniers précéd. cours Zodiac 1... 23/05/95 25/09/95 15/08/95 Philos N.V 18... coup. (1) 06/07/95 03/07/95 04/07/95 Procest Camble 14..... 12/07/5 3406/95 12/07/5 31/07/5 12/07/5 04/07/5 Pengeot 1 _____ Pinault-Prin.Red.1 ____ Plastic-Oran.(Ly) 1 ____ - = : = Ecco 1 -750b - 6,04 EDF-GDF 39 Quilmes 1 Randfortein 1 Rhone Poul Rorer#1 ののので の例のする ではのの のかのので ないのから ないのから ないのから にはのから ないのから ないのから にはのから ないのから にはのから ないのから にはのから ないのから にはのから ないのから ないのから ないのから ないのから はいのから ないのから ないのがら ない - 0,31 + 0,14 + 0,56 - 0,16 + 1,07 08/16/95 12/06/95 09/06/95 B.N.P. (T.P), 960 870 1931 2036 1136 1088 598 791 441,60 257,80 267,80 454,60 450 179,40 458 497 1191 464 2600 557 849 145,70 2881 149,30 113,10 132,00 Eli Aquitaine 1.... ERAMET 2..... Eridania Beghin 1 Cr.Lyonnais(Y.P.)_ Renault (T.P.)____ - 0,04 - 0,04 + 0,35 - 0,27 - 0,83 + 0,37 + 0,58 + 1,44 + 2,44 + 0.39 Rhone Poulenc(T.P)......
Saint Gobain(T.P.)..... Publicis 1 Radiotectriqu - 0,70 Cours Demiers précéd. cours VALEURS 27/66/93 27/13/94 25/03/93 05/03/95 05/03/95 25/03/95 25/03/95 25/03/95 05/03/95 15/03/95 112/10/95 04/07/95 03/07/95 Esso 1_ Thomson S.A.(T.P)...... + 4*6*7 + 0,34 - 0,18 - 0,88 - 0,42 + 1,80 - 1,38 02/10/95 23/05/95 ÉTRANGÈRES + 1,25 - 0,31 03/07/95 - 3,45 03/07/95 + 0,44 25/06/92 + 2,46 19/05/95 + 1,15 10/03/95 + 1,06 19/06/95 + 2,06 19/06/95 205 217 274 435,40 19,30 318,30 204 1,26,70 ____ 06/10/45 - 0,23 10/08/95 Air Liquide 1 - 1,87 - 0,92 10/09/5 21/07/5 01/07/5 15/11/5 01/11/6 01/11/6 31/07/5 15/06/5 12/06/9 21/04/5 01/07/95 15/09/5 2500 259,70 91,80 245,50 66 36 643 430 319,80 1629 119,20 168 106 2,22 Alcatel Cable... - 3,75 - 0,96 - 1,05 - 0,26 + 0,36 + 2,33 - 0,50 - 0.76 - 0.07 + 1.38 + 0.15 + 0,59 + 0,24 + 0,24 - 1,20 + 0,88 - 4,68 + 0,65 + 2,01 - 0,36 - 0,02 + 0,38 - 0,47 - 1,78 Rue Imperiale(Ly)1 Sade (Ny) 1 Sagern SA 1 Saint-Gobain 1 27/07/75 Axa 1 ____ Bail Invest. 1 Bancaire (Cie) 1 + 1,06 - 1990c/55 + 2,06 - 300075 - 0,50 - 320075 - 0,60 - 320075 - 0,65 - 320075 - 0,65 - 320075 - 0,65 - 320075 - 1,96 - 300075 - 1,11 - 300075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 130075 - 1,11 - 300075 - 1, T.D.X 18
Telefonica 18
Toshiba 18
Unilever 18
Unilever 18
Unilever 18
Volkstragen A.G 18
Volkstragen A.G 18
Volkstragen Deep 1 2720 -591 1337 2601 - 4,11 + 0,63 + 0,62 + 0,64 - 0,29 + 0,25 19/05/95 10/09/95 15/09/95 02/05/95 15/09/95 + 0,23 + 0,22 15,05/75 + 0,18 12,05/75 - 0,15 27,04/75 + 5,22 27,04/75 - 16,05/75 - 16,05/75 - 0,60 - ---+ 0,98 26,05/75 + 1,40 24,05/75 + 0,08 19,05/75 Galeries Lafayet. Barnet Gold 16.... BASF. 10..... Bazar Hot. Ville 2_ Saint-Louis 1.... Salomon (Ly) 1. 1098 1276 17 28,30 298,20 8,20 2426 135,70 235,80 134,70 66,50 329,30 3,16 52,80 290 3,16 52,90 290 Bayer 16 Berheim Group 1 Buffelsfontein 1 Chase Manhantan 14 Cordiant PLC 1 Dameer Benz 16 Cordiant PLC 1 Cordi Gascogne (B) 1... Gaz et Eaux 1 Geophysique 1 ... G.F.C. 1.... Salomon (Ly) 1 ...
Salvepar (Ny) 2 ...
Saroff 1
Sat 2
Saupiquet (Ns) 1 ...
Schneider SA 1
SCOR SA 1
SEB.1 304 1910 1300 187,50 148,10 628 303,60 174,70 106 880 + 2,08 + 0,94 171,50 107 2,34 Bodore Techno.1 _ Bongrain 1 ____ + 0,51 + 2,91 + 1,40 + 1,15 + 1,15 + 1,13 + 0,08 + 1 - 0,08 + 1,01 - 0,56 - 0,17 - 1,02 + 0,47 - 1,04 + 0,55 + 0,9 Zambia Copper - 0,44 + 0,75 Selimeg 1 SEITA 1... + 0,13 - 1,60 + 0,61 + 0,73 - 0,32 - 4,70 ~ 0,09 Casino Guichard 1 Casino Guich ADP 1 SFIM 2. + 3,24 - 0,63 - 0,76 02/10/95 15/08/94 30/05/95 16/05/95 LDLIAI 1995 380 815 1288 450 505 1220 1470 192,50 366 450, 509 117,86 308 307,50 Castorama DI (Li)1 214,70 CCF.1 + 1,26 - 0,16 **ABRÉVIATIONS** CCMX(ex.CCMC) Ly 2 ... Cegid (Ly) 1 CEP Communication1 ... 40,50 375,10 520 71,10 789 965 1026 454 189 420 475 149 848 7,60 1627 SUPPLY SU Ericsson 18 Exton Corp. 16 Ford Motor 16 ... + 0,78 - 1,17 + 2,29 355 153,70 56,70 18,35 315 225,20 357 34,15 41 16 46,30 52,95 1221 + 0,38 + 0,84 - 0,76 - 1,03 + 0,77 + 1,62 + 0,79 - 0,71 - 1,34 - 0,94 + 3,28 + 0,62 + 0,62 Ny = Nancy; N SYMBOLES Force Motor 16 ______
Freegold 1 ______
Gencor Limited 1 _____
General Elect. 16 ______
General Elect. 16 ______
Gel Belgique 1 2 ______
Grd Metropolitan 1 ______
Grd Metropolitan 1 ______
Hanson Ptc 1 ______
Harmony Gold 1 ______
Hicchi 16 ______ Cerus Europ.Reum 1 ___ Ceselem 1 ____ CGIP 1 ____ 1 ou 2 = catégories de cotation - sans El coupon détaché; O droit détaché, - 0,31 - 0,08 + 1,68 Labinal | Largardere (MMB) | Lapyrdere (MMB) | Lapyrdere (MMB) | Lapyre | Lebon 2 | Legrand ADP | Le 27/19/2 ml coupon détache; w triun.
29/19/3 DERNIÈRE COLONNE (1):
28/19/3 Lundi daté mardi : % variation 31/1,
28/19/5 Mardi daté mercredi : montant du
10/10/3 Mercredi daté jeudi : paiement der
18/19/9 Jeudi daté vendredi : compensation
31/19/3 Vendredi daté samedi : nominal + 1,31 + 1,10 - 1,14 + 0,16 Christian Dior 1 ____ Christian Dior 1 ___ Chrients Fr. Priv.B_ Lundi daté mardi : % voriation 31/12 Mardi daté mercredi : montant du coupo - 012 - 031 + 151 Mecredi daté jeudi : paiement denier coupon Mecredi daté jeudi : paiement denier coupon Jeudi daté vendredi : compensation Vendredi daté samedi : nominal Suez 1 ______ Synthelabo 1 _____ Technip 1 _____ Thomson-CSF 1 ____ + 2,49 - 0,77 - 2,72 - 1,38 - 0,75 148 19950 425,25 r 255 460 109,90 570 140 145 354 ACTIONS ÉTRANGÈRES Cours précéd. Demiers COUIS France SA1 Cours précéd. Demiers cours ACTIONS 135,50 1118 18 275 500 251,80 207,90 400 135,40 Florat9,75% 90 CA# OAT 9,8% 1/86-96 CA# OAT 8,5% 87-97 CA# 135,58 1138 18 101,10 103,75 107,33 101 98,15 107,73 99,65 105,20 106,88 103,55 112,30 FRANÇAISES COMPTANT Saga..... Salins du Midi 2... 291 667 Arbel 2.. Fiat Ord... Une sélection Cours relevés à 12h30 OAT 89-98TME CA..... From Pau Balms C. Monaco 2 ... 362,70 122,10 29,10 7,282 sl 45, 152,40 342 137 364,20 2591 1550 122,10 29 4,80 44,30 304,30 110 7,90 780 600 162 265 29 21 670 140 165 354 76,81 OAT 985-98 TRA...... OAT 9,509.88-98 CAI OAT TMB 87/99 CA SILP.H. MERCREDI 4 OCTOBRE Kubota Corp. G.T.J (Transport)2... Immobali 2.... Immobalique 2.... Montedison act.ep. Olympus Optical OAT 8,125% 89-99 4 OAT 8,50% 90 0 CAU 185 341,40 136,60 76.80. 3615 971 -393 -3050 -297 230 494 134 **OBLIGATIONS** Carbone Lorraine 2 162: 365 29: 14: 312: 3515 46:30 685 15:60 du nom. du coupon 3615 971 400 2050 297 230 520 134 108,60 103,31 BFCE 9% 91-02 CEPME 8,5% 88-97CA — CEPME 9% 92-99 CAI— CEPME 9% 92-99 CAI— CEPME 9% 92-99 CAI— ASSE OAT 85/0 TRACA

2.06 OAT 108/5/85-00 CAI

2.07 OAT 89/0 TME CA

2.07 OAT 8.92 87-02 CAI

2.07 OAT 8.92 87-02 CAI

2.07 OAT 8.90 89-19 8

2.07 OAT 8.90 89-19 8

2.07 OAT 8.90 89-19 8

2.08 OAT 8.90 89-19 89-1 Invest (Ste Cle.) 361,80 2591 1550 107,43 104,85 107,20 107,16 112,56 107,56 108,03 104,52 2515 405 661 15,60 30 365 600 3616 655 3613 691 95 336 103 493,10 CLT.RAM.(B). 101,50 105,05 168 630 19 65 15,60 385 600 3616 3617 3114 991 18230 486 ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. 107,50 105,44 109,06 105,90 105,31 106,30 107,46 Mors 24 Navigation (Nie) . Paluel-Marmont ... CLF 8.9% 88-00 CA4... 340 319 775 1001 210 CLF 9%88-93/98 CA/____ CNA 9% 4/92-07_____ SYMBOLES Pap.Clairefort(Ny)-Parfinance 2 Eaux Bassin Vichy. 1 ou 2 = catégories de cotation - sans Indication catégorie 3; III coupon détaché;

o = offert; d = demandé; 1 offre réduite;

demande réduite; il contrat d'animation. CRH 8,6% 92/94-03..... CRH 8,5% 10/87-88#..... EDF 8,6% 88-89 CA/..... Ent.Mag. Paris Partmance 2

Paris Orleans

Piper Heidsleck

Poscher

Promodes (C1) 37/3 F EDF 8,6% 92 CM... Em Etat10,26% bi 96. 99,72 mp.Etat 6/67/93-97_ PSB Industries 21.y. 109,06 106,24 mansder 99:91 CB4 Imansd 8,6% 92 CA4 HORS-COTE

194.50 Une sélection Cours relevés à 12 h 30

283 MERCREDI 4 OCTOBRE 128 63 62.50 475 128 1215 1060 458 103 203 287 Reydel Indust.L. 2... Robertet # 170 64 79 470 129 5430 301 400 379 LC.C.2 55 301 400 410 Creeks

Creeks

Deka Prot.a C2 Ly

Devantay 2

Devantay 2

Deveaux(Ly) 150 390 157 273,90 Immob.Hotel 2 7 C.E.E.20 Installus (Ly)2 SECOND 56 634 130 424 116,80 5405 351 203 261 263 263 263 263 277 200 200 200 200 200 200 200 200 Cermex 2 f (Ly). Invest.Paris1 Siparex (Ly) # --Smoby (Ly) 2 --Sofco (Ly) ----Demiers cours MARCHÉ
Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 4 OCTOBRE
CHILDRICA COURSE CHILDRICA COURSE CO MARCHÉ 86,50 Cours précéd. 58,10 360 22 515 262 293 290 519 330 81 116 430 508 264 490 150 170,50 306 890 312,20 77 448 595 502 125 384 176 88 420 740 Ducros Serv.Rapide 72 446 599 582 1110 380 167 635 130,10 **VALEURS** ExcoTrav.Tempo 1...... Elysee Inv. 1...... Emin-Leydier# (Ly)...... 165,10 150,10 153 927 424 115,20 596 280 Sté lecteurs du Monde... 153 304,90
305,90
303
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
304,50
Final
Final Marie Brizard 2 Demiers Comp.Euro.Tele-CET Maxi-Livres/Profit .-Genérale Occidentale.... 65,10 442 215 **VALEURS** . 85,10 Steph Kelian # __ Mecclec 2 (Ly)-68 480 205.30 118 425 740 69 56,20 539 C.A. de la Brie 2. 68,50 77 118 438 508 240,10 56,90 MG3 Coutier 2# Acial (NS) 4. CALHaute North 485 205,50 113 TF1-1 496,90 445 72 324 370 134 99,50 339 672 443 71,95 530 Monneret Jouet # ... Thermador Hold(Ly)..... CAIR & Vilaine Trouvay Cauvin 2# Albert S.A (Ns) CA Paris IDF1. Norbert Dentres 24 N.S.C Schlum 2 Ny OCF Own Cest.Fin.1 **ABRÉVIATIONS** 586 455 365 23,78 560 570 185 625 345 67 499 236,20 1290 524 Altran Techno 1 4 _____ ♦ Unilog2... CAde l'Isere Ly B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Union Fin.France | ______ • 950 783 170,60 33 CALDITE ATLNS #. Ny = Nancy; Ns = Nantes. CALoire H.Loires. CAMorbihan (Ns) 54,55 452,50 452 171 308 569 347,30 198 Paul Fredault 6 ... Viel et Cle #_ **SYMBOLES** . 3: MEDULE3

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégoris 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; □ = offert; d = demandé; 1 offre réduite; 1 demande détains de course d'applimation Bque Picardle (Li)-Bque Soffrec (M)-Vilmorin et Ciel2____ CAdu Nord (LI)-CA Oise CCI. Virbac... Petit Boy 4_ Boue Tarneaud(B)#..... CAPas de Cala 84,90 C.A. Somme CCI 2...... C.A. Toulouse (B) CF. JPE(exGAN part/2 Chaine et Trame # C.A. Midi CCH(Ly) Pier Import _____ Pochet 2 _____ Poujoulat Ets (Ns) _____ Radiali 24 _____ 1100 215 520 144 réduite; a contrat d'animation. 51 491.50 256.26 1290 495 BIMP. Boiron (Ly) 1 4... Railye(Cathlard)Ly -Bet S.A. 1 Credit de l'Est... 1121,39 561,80 1518,36 HLM Monetaire Indica In 1301.73 1402.60 1375,10 Sicav Associations __ 1109.06 7067,31 Sicav 5.000 ____ 74356,44 74356,44 S.J. Est _____ 1039,48 1629,28 Sinstitute 2301,73 483,32 1149,50 575.85 473,84 1116,02 763,05 Natio Patrimoine Natio Perspectives ... Natio Placements 1547,21 1343,03 1431,37 1789063 1032,61 168,27 Uni-Garantie C. 1317 59 1396 46 291 65 1382 07 2053 30 2395 22 1058,62 108,54 5932,64 518,18 176,80 354,79 1673,43 Uni-Garantie D 7455.6.44 F506.84 1033.48 11632.95 Silvafrance 11894.95 11632.95 Sogenfrance C 11895.17 Sogenfrance D 11895.17 Sogenfrance D 11895.17 Sogenfrance C 11895.17 Sogenfrance D 11895. 778,31 424,49 215,95 522,81 1259,49 1177,30 316,79 1142,46 1624,80 2285,57 12439,24 10521,19 2716,16 327,95 1587,95 824,69 89,94 89,94 1052,01 1062,01 124,61 1224,61 10531,72 308694,92 2772,48 115,82 Correcti CIC ______
Crédit Mutuel Capital ____
Créd.Mut.Ep.Cour.T ____ 416.17 SICAV 211,72 512,56 Univers Actions... Univers Obligation Natio Securité Natio Valeurs Nord Sud Dévelop Une sélection 1234,79 1154,22 313,65 1120,06 1590,94 Créd Mut Ep Ind. Cap Créd Mut Ep Ind. Dis Cours de clôture le 3 octobre 33522.17 Latitude C/D_ 2811,56 16277,67 11268,47 16277/97 Oblicic-Regions Oblituta 1258/97 Oblituta 1258/97 Oblituta 1258/97 Oblituta 1258/97 Oblituta 1258/97 Oblituta 1258/97 Oblituta 1259/97 Oblituta 1259/97 Oblituta 1259/97 Oblituta 1259/97 Oblituta 1259/97 Oblituta 1259/97 Permitra 1259/97 Permitra 1259/97 Permitra Oblituta 1259/97 Permitra Oblituta 1359/97 Permitra Oblitu 250.50 Émission Frais incl. Rachat net Cred. Natz. Ep. Januaria.
3580,95 Créd. Mart. Ep. Monde.
3580,95 Créd. Mart. Ep. Quatre.
369,35 Ecock.
1098,35 Ecock.
1098,36 Ecur. Actions futur.
2695,26 Ecur. Actions futur.
2695,26 Ecur. Actions futur.
2695,26 Ecur. Eparasion.
278,91 Ecur. Eparasion.
278,91 Ecur. Cécnaleurs.
2995,26 Ecur. Reparasion.
278,91 Ecur. Cécnaleurs.
2995,26 Ecur. Hovestissement.
2995,26 Ecur. Actions futur.
2995,26 Ecur. Ecur. Ecur. Ecur. Ecur.
2995,26 Ecur. Ecur. Ecur. Ecur. Ecur.
2995,26 Ecur. net VALEURS 39002.68 2779.57 Lion Institution 1279,19 2221,41 12135,64 10264,38 1302,08 321**87,3**5 112,68 \$66,25 789,87 238,98 10102,64 1232,14 958,07 1382,44 1010,81 681 1438,98 Agipi Ambition (Aus).... 994.70 112498,88 705,78 8265,71 9159,20 8353,62 16741,84 628,17 36648,41 1130,54 116,53 93,52 508,46 494,46 1419,05 1864,27 140,62 1059,63 1025,69 7793,76 798,08 Amplitude Monde D.... .1000,50 657,75 1389,84 .1354,15 Artigore Tresorerie

Arbits Court Terme

Arbits Première

Arbits Scuriée Mensuel CIC. 86709,85 10526 11267,82 17267,82 52116,34 17356,83 13316 361618 21541,17 14196,46 1388 113,82 8921,72,85 96 4592,66 195,38 1457,95 1240,95 1344,64 1526,35 13506,93 1024,16 13373,20 1014,92 1108,45 10790,19 927,23 162,24 5210,36 1157,41 725,37 9429,35 2165,09 1740,55 33666,91 103,57 1383,13 Asia 2000 ... 95.26 Mutourité dépôts

852.56 Nazio Court Terme

122.39 Nazio Court Terme

122.39 Nazio Epurgne

135.48 Nazio Ep. Capital

136.58 Nazio Ep. Croissance

148.72 Nazio Ep. Croissance

148.72 Nazio Epurgne Retraite

158.72 Nazio Epurgne Retraite

158.73 Nazio Epurgne Valeur

103.33 Nazio France Index

158.73 Nazio France Index

158.73 Nazio France Index

158.73 Nazio Inter 1136,19 13050,81 885,74

2132729

173,75 5208,85

14176,46 2043,79 207,60 122,22 9946,46 494,01 966,09 1157,57 1758,23

5209.09

Natio immobilier Natio Inter Natio Monétaire

57796 . 562,68

140,42 S.G. Monde opport. D.

S.G. France opport. C.

S.G. France opport. D.... S.G. Monde opport. C....

19656.91 191,04 18,4881

132458

1351,07 1905,27 1905,27

- - --

Tresor Plus

Tresor Trimestriel

9923,61 Securitatix 484.32 Sensivalor... 947,15 SEVEA..... 1134,87 S.G. France

l'observatoire du pic du Midi est menacé de fermeture. ● CRÉÉ EN 1880 par deux passionnes, le général de Nansouty et l'ingénieur Vaussenat, ce nid d'aigle, dédié à l'astronomie

d'altitude, a toujours eu beaucoup de difficultés à trouver les crédits nécessaires à son fonctionnement.

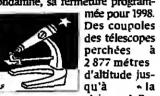
et perché à près de 3 000 mètres mentée, il a pourtant été à l'origine de réussites scientifiques. • UN PLAN de sauvetage d'environ 100 millions de francs, finance par les collectivités, l'Union européenne

et des fonds privés qui restent a trouver, prévoit la création sur ce site d'une « plateforme touristique et culturelle » qui pourrait accueillir 60 000 touristes par an.

Le sauvetage de l'observatoire du pic du Midi dépend du tourisme

Menacé de fermeture, le plus célèbre site astronomique français pourrait survivre grâce à un savant montage financier mêlant astronomie et développement régional. Ce nid d'aigle dédié à la science a été inauguré le 30 juillet 1880

LA NOUVELLE éclata par un beau jour d'avril 1993, terrible, comme un coup de tonnerre dans le ciel pyrénéen: « le Pic » est condamné, sa fermeture programmée pour 1998. Des coupoles



2877 métres d'altitude jusplaine », à Ba-

gnères-de-Bigorre, à Tarbes et à Toulouse, la mobilisation fut immédiate et « sans précédent », raconte l'un de ses acteurs. Toute la région, élus en tête, fit front aux « autorités parisiennes » pour défendre « l'un des plus beaux fleurans nationaux de la recherche scientifique ». Aujourd'hul, și l'on en croit ses défenseurs, le plus célèbre observatoire astronomique français semble sorti de la tourmente, Sauvé, provisoirement, grace à un savant montage financler melant science, tourisme et développement régional.

Un miracle de plus dans une histoire qui en compte déjà beaucoup. Un simple coup d'œil suffit, en effet, pour s'en convaincre: l'observatoire du pic du Midi de Bigorre est un défi au bon sens et à la nature. Un ensemble de bunkers sur six niveaux, agrippés au rocher occupent arasé, de l'un des géants de la chaîne pyrénéenne. Dehors, l'hiver, la température peut descendre à - 30o, et les vents atteindre près de 300 km/h... Cet énorme « sous-ma-

rin » de béton parcouru par trois kilomètres de couloirs peut héberger en permanence une trentaine d'astronomes, servis par trois cuisiniers, trois ouvriers chargés de la maintenance et trois techniciens pour l'entretien des télescopes. Ce nid d'aigle dédié à la science est desservi aujourd'bui par un téléphérique (depuis la station de ski de La Mongie) et par une méchante route caillouteuse à peine carrossable, partant du col du Tourmalet et praticable seulement l'été. Jusqu'au début des années 50, on ne pouvait s'y rendre qu'à dos de mulet l'été et à peau de phoque Thiver,

A l'origine du projet, une forte tète : le général Charles Marie Etienne Champion du Bois de Nansouty. Héros de Reischoffen tombé en disgrâce, il s'installe à Bagnèresde-Bigorre à cinquante-six ans. Membre fondateur d'une société savante locale - la société Ramond -, il entame une nouvelle carrière dans les sciences de la nature et, avec l'ingénieur Célestin-Xavier Vaussenat, se bat pour faire édifier au sommet du pic du Midi un bâtiment destiné à abriter un observatolre... météorologique. Pour convaincre, il paie de sa personne, allant jusqu'à hiverner, avec deux aides, dans une petite cabane à 600 mètres sous le sommet. Une violente tempête écourtera le séjour des trois hommes qui échapperont de justesse à la mort en redescendant à pied à Bagnères, dans 1,80 mètre de neige fraiche. Mais le récit de leur exploit assure la réus-site de la souscription lancée par la l'aide d'un télescope en mas-

société Ramond, L'observatoire - un simple bâtiment en pierre de deux étages – est inauguré le 30 juil-

De Nansouty et la société Ramond avaient vu un peu grand; deux ans plus tard, ils cèdent l'établissement à l'Etat, en échange d'un apurement de leurs dettes et de la promesse que le fonctionnement en sera assuré. Cette première crise surmontée, l'observatoire se développe doucement. Un second bati-

Pour la NASA, les astronomes du pic ont dressé une carte de la Lune en vue de l'alunissage des cosmonautes d'Apollo en 1968

ment est construit en 1885. En 1908, la première coupole entre en service. En 1926 et 1927, deux grandes antennes de TSF - précurseurs du relais de télévision exploité au-Jourd'hui par TDF - sont érigées.

Mais la grande époque du pic du 1935, quand l'astronome Bernard Lyot y installe l'appareil qu'il vient d'inventer : le coronographe, qui

quant le Soleil avec un disque pour provoquer une sorte d'éclipse artificielle. En plaine, le filtre de l'atmosphère rend pratiquement impossible l'emploi d'un tel instrument. Le pic, en revanche, représente un site idéal pour ce genre d'observation en raison de l'altitude et, surtout, de la très grande pureté du ciel. Situé à l'écart des autres sommets de la chaîne pyrénéenne, il échappe à l'agitation atmosphérique occasionnée par le rayonnement thermique du sol et subit en outre l'influence bénéfique des vents dépourvus de poussières et

Ces qualités exceptionnelles sont à l'origine de quelques exploits. A la demande de la NASA, les astronomes du pic ont dressé, dans les années 60, une carte au millionième du relief de la Lune en vue de l'alunissage des cosmonautes d'Apollo en 1968. Richard Muller, directeur de l'unité de recherche du pic du Midi, y obtient actuellement des photos de la surface du Soleil qui ne sont, selon lui, réalisables que là. On y distingue parfaitement la « granulation » causée par les bulles de gaz à 6 000 degrés, de la taille de la France, s'échappant des profondeurs de notre étoile.

d'aérosols, venus de l'océan tout

« Naus avons réussi ici de remarquables intages de la collision de la comète Shoemaker-Levy avec Jupiter l'an dernier », affirme Jean Lecacheux, planetologue à l'observatoire de Paris-Meudon et « pilier » du pic. Il y réalise actuellement des clichés de Jupiter qui serviront de référence aux experts de la NASA pour guider l'approche finale de la sonde Galileo qui entreprendra, en décembre prochain, une exploration détaillée de cette planète et de « Le pic est probablement le meil-

leur site du monde en performance de pointe, quand toutes les conditions météorologiques favorables sont réunies », assure Jean Lecacheux. Le problème, c'est que cela ne se produit que « quelques nuits par mois ». C'est sans doute la raison pour laquelle, en dépit de ses qualités, l'observatoire fut toujours mal aimé des autorités scientifiques dispensatrices de crédits. Comment, dans ces conditions, alors que l'argeot est rare, rivaliser avec les observatoires que la France exploite sous des cieux nettement plus cléments, à Hawaī et au Chili, en coopération avec d'autres pays européens?

Depuis de nombreuses années, les rumeurs de fermeture reviennent périodiquement. « Sans les

travaux réalisés pour la NASA, naus aurions peut-être deid disparu », re-connaît Richard Muller. Il y a quarante ans déjà, c'est la physique des particules qui avait sauvé le pic. Pour qu'une équipe importante de l'Ecole polytechnique puisse y étudier les gerbes de rayons cosmiques découvertes dans les années 30 par Pierre Auger et ses collaborateurs, une ligne à haute tension, le téléphone et un téléphérique avaient été installés à l'observatoire au début des années 50. Hélas, cette période faste n'a duré qu'une décennie, Aujourd'hui, la physique des particules se pratique dans les grands accélérateurs. Les batiments du pic auraient besoin d'un sérieux ravalement. Engagé dans de coûteux programmes internationaux au Chili et aux Canaries, le CNRS ne veut plus payer.

A défaut de physiciens, les défenseurs de l'observatoire misent désormals sur les touristes, déjà nombreux à s'y rendre l'été. Les autorités locales et régionales esperent porter leur nombre à 60 000 par an, grace aux aménagements qu'elles vont financer avec l'aide de la Commission européenne et d'investisseurs privés.

Jean-Paul Dufour 🏻 🏓

1.00

المنتحاب بالداري

A MAN ROW

Le plan de la dernière chance

AU TOTAL, le sauvetage de l'observatoire du pic du Midi devrait coûter, au total, 80 à 100 millions de francs, dont 40 MF de deniers publics fournis à parité par les communautés régionale et locales et par le Fonds européen pour le développement des régions. Le reste sera apporté par un ou plusieurs investisseurs privés encore à trouver. Ces crédits permettront la réfection des bâtiments, l'augmentation de la capacité du téléphérique, l'aménagement des accès routiers et des abords et la construction d'une « plate-forme tauristique et culturelle » pour laquelle l'observatoire dégagera, au sommet, 3 000 mètres carrés de surface hâ-

Aux termes du plan, élabore par les autorités locales et accepté à l'époque par le ministère de la recherche, l'Etat reste propriétaire du site qui continuera à être géré, pour sa partie scientifique, par l'observatoire Midi-Pyrénées (université Paul-Sabatier de Toulouse) dont dépend le pic du Midi. En revanche, les activités de restauration et d'hébergement (y compris pour les chercheurs) et l'animation culturelle et touristique seront confiées à un (ou plusieurs) opérateurs privés, placés sous la tutelle d'un syndicat mixte comprenant la région Midi-Pyrénées, le département des Hautes-Pyrénées et les communes proches du site.

Ce montage devrait permettre à l'Institut des sciences de l'univers (INSU) du CNRS - qui fournit le personnel et finance l'entretien des télescopes - de diminuer immédiatement ses frais d'exploitation. Une partie du personnel travaillant pour le pic du Midi (au

sommet ou en plaine) sera redéployé dans la région. Il est prévu, notamment, de créer à Toulouse un « pôle d'instrumentation » où seront mis au point des détec-teurs et des systèmes électroniques destinés aux télescopes de 2 mètres. Par ailleurs, une base de données solaires destinée à recueillir la production des télescopes spatiaux et terrestres étudiant le Soleil devrait être installée à Bagnères-de-Bigorre ou à Toulouse.

DÉSENGAGEMENT PROGRESSIF

L'INSU n'en a pas abandonné pour autant son intention de se désengager totalement de l'observatoire du pic du Midi. « Obligés d'assurer l'aboutissement de grands projets internationaux à effectifs et budget canstants, naus devons écanomiser sur les structures existantes », explique Gérard Lelièvre, directeur adjoint de l'INSU. Le plan des autorités locales permet cependant d'étaler ce retrait dans le temps ; de reculer à 2001 (voire 2002 ou 2004, espérent certains) l'échéance prévue pour 1998, sans dépense supplémentaire pour l'INSU.

Tout dépendra ensuite du nombre de touristes. voire des succès scientifiques obtenus par les astronomes du pic. On peut aussi rêver d'une amélioration de la conjoncture financière, donc des crédits publics à la recherche. Michel Blanc, directeur de l'observatoire Midi-Pyrénées se veut confiant : « Le problème n'est plus, désormais, de fermer le pic, mais de voir combien de temps il pourra vivre sans crédits publics. »

Des milliers de chercheurs vous invitent dans toute la France à découvrir, expérimenter, comprendre la science

Villages des sciences, portes ouvertes, parcours scientifiques, ateliers, cyber-cafés, films, conférences, rencontres, spectacles...

Tout le programme sur 36 14 Science en fête





Netscape impose son logiciel pour naviguer sur Internet

voix. Internet achemine les données informatiques. Pour Jim Clark, le président de la société américaine Netscape, « la navigatian sur le réseau va devenir un autil aussi indispensable que le té-léphone ». Si l'usage de ce der-nier, dont l'invention remonte à 1876, a mis près d'un siéde à se généraliser en France, celui de la communication informatique pourrait blen se répandre beaucoup plus rapidement. En partie, d'ailleurs, grace au réseau téléphonique que les ordinateurs empruntent pour communiquer.

Mais l'infrastructure ne suffit pas. L'informatique requiert également du matériel (ordinateur, modem...) et un logiciel de navigation (brawser en anglais). Vén-table sésame d'Internet, cet outil sert à choisir, à localiser et à contacter l'un des ordinateurs reliés au réseau international. En-suite, il visualise les données recueillies. A ce titre, il est aussi indispensable pour « surfer sur le Net » que la carte, la boussole et le sextant pour naviguer sur les

Le développement considérable auquel semble promis le réseau internet pourrait propulser

les logiclels de navigation au même niveau d'« indispensabilité » que le trio traitement de texte - tableur - gestionnaire de base de données. Et, si Word, Excell et Access, trois produits de Microsoft, règnent aujourd'hui sur la hureautique, Netscape Navigator est hien parti pour s'imposer sur Internet. « Naus estimans natre part du marché mandial des lagiciels de navigation à 75 % », déclare Jim Clark. Il note également que le « site » de l'entreprise sur Internet (http://www.net-scape.com) est visité quinze milllons de fois... par jour. Il fant dire que l'entreprise offre des co-

évaluation. Forte de ce succès, Netscape se prépare à lancer sur le marché une version fortement améliorée de son logiciel vedette. Navigator 2 doit être commercialisé en décembre prochain. Des versions anglaise, japonaise, allemande et française seront disponibles dès le lancement du produit, qui coûtera 49 dollars (environ 250 francs).

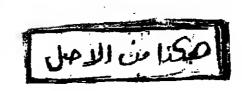
pies gratuites de son logiciel pour

Par rapport à la première mou-ture. Navigator 2 apporte de réels progrès. Au lieu du défilement continu des documents à

plusieurs fenétres simultanément. Dans certaines le texte restera fixe, tandis que d'autres permettront de le faire défiler. Ainsi, un sommalre restera en permanence visible pendant que l'on pourra parcourir l'une des parties d'un ouvrage. Pour changer de chapitre, il suffira de cliquer dans la fenètre fixe. D'où un confort

de navigation incomparable. De plus, Navigator 2 sera compatible avec de nouveaux formats d'images (PDF). Les maquettes des journaux en ligne pourront ainsi s'afficher dans leur forme originale. Ce sera le cas de celle du Wall Street Jaurnal début 1996. De même, le nouveau Navigator acceptera les séquences vidéo. Internet sortira alors de son état figé actuel. Il ac-cédera à la même animation que celle que l'on trouve sur les CD-ROM. Enfin. Netscape intègre à Navigator 2 la fonction de cour-rier électronique qui est assurée aujourd'hui par d'autres logiciels tels qu'Eudora. De quoi accroître encore la suprématie de cette entreprise que l'on présente parfois comme un Microsoft en berbe.

Michel Alberganti



L'élan béarnais Pau-Orthez donne l'exemple au basket français

Le club vice-champion de France veut allier rigueur budgétaire et résultats

L'Elan bearnais Pau-Orthez rencontre les Slo-

vènes de Ljubljana, jeudi 5 octobre, en match re-

pionnat d'Europe de basket-ball. Forts d'un avantage de 25 points acquis à l'aller, les Béar-de confirmer ainsi leur nouveau statut de chefs tour du deuxième tour préliminaire du cham-



de notre envoyé spécial L'heure de la reconnaissance a peut-être sonné pour l'Elan béarnais. Longtemps regardé avec



· Selfer m

.

3441 (3 - 1 : - 1

ERES

E 182 20 05 Aus en charte

> dance par ses pairs plus titrés du championnat de France pro-A, le club de Pau-Orthez im-BASKET pose son bas-

ket dans un début de saison aussi tonitruant que les bandas, ses fanfares de supporters. En tête dn championnat de France pro-A, les joueurs de Pan-Orthez sont allés chercher une victoire difficile à Cholet, samedi 30 septembre,

Fort d'une avance de 25 points glanés sur son parquet, le 28 septembre face à l'équipe cotée de Ljubliana, l'Elan béarnais se prépare également à un match-retour sans grand péril, jeudi 5 octobre en Slovénie. En passant ce deuxième tour préliminaire, Pau-Orthez devrait se retrouver parmi les seize grands clubs du championnat d'Europe. Avec l'objectif affiché d'être présent au Palais omnisports de Paris-Bercy, en mai prochain, pour un tournoi à quatre qui décidera du titre européen. Car l'Elan béarnais se sent cette année les moyens de participer à la demière phase d'une compétition dont il n'avait atteint que les quarts de fi-

Battu en play-off par Antibes à la fin de la dernière saison pour le titre de champion de France, dans l'ombre du succès européen de Li-

moges en 1993, ce club qu'on surnommait parfois « le petit Poucet des Pyrénées » est tout d'un coup chargé de tous les espoirs et de toutes les ambitions. Montré en exemple, il se voit de surcroît confier une lourde responsabilité: celle de montrer le chemin du reoouveau à un basket français un

« Le budget d'un club doit être géré comme celui d'une famille »

La non-qualification de l'équipe de France pour les Jeux olympiques d'Atlanta, à l'issue des championnats d'Europe d'Athènes en juillet, reste un traumatisme pour le basket national. Ses dirigeants ont ainsi vu échapper une chance d'officialiser la place d'un jeu en vogue dans le paysage sportif français. Une grave crise financière affecte Limoges et Anbbes, les deux clubs phares du basket professionnel (Le Monde du 9 septembre). La réélection triomphale de Pierre Seillant, le président de l'Elan béarnais, au burean de la Ligue nationale de basket-ball, vient de montrer que ses collègues avaient décidé de saluer ses méthodes. Une façon également de prendre au sérieux ses mises en garde contre les dérives

dans la gestion des grands clubs. e l'ai toujours dit que gagner des ie monde, rappelle Pierre Seillant, alors que le budget d'un club doit être géré comme celui d'une famille. Il ne faut pas dépenser plus qu'on ne gagne. Les moyens et les objectifs de notre équipe ont toujours été fixés en fonction de nos recettes. A Pau, les livres de comptes sant auverts et clairs comme ils auraient du l'être oilleurs. » Contrairement à ces clubs qui vivaient du soutien souvent inconsidéré des collectivités locales, l'Elan béarnais se targue aussi de ne compter que sur 9 millions de francs de subvention de la ville de Pau pour un budget annuel de 40 millions. Le reste des recettes provient en partie des droits de télévision, ainsi que des 12 millions de francs de parrainage

l'image du club. Mais la fierté de Pierre Seillant, ce sont ces 15 à 16 millions de francs de billetterie. Confortablement accueillis dans un Palais des sports intelligemment construit pour le basket par la ville de Pau, les abonnés de l'Elan béarnais sont aujourd'hui 3 500. Ils constituent plus de la moitié de l'assistance moyenne des matches du club en championnat de France. Chaleureux et connaisseur, ce public ras-semble des familles et de plus en plus de femmes. Ce sont elles qui ont fait de la « culture basket » un des points forts de la vie sociale dans tout le Béarn. Au détriment du football et du rugby.

et de la commercialisation de

« Notre public veut de la générosité, de l'engagement et de la volonté, explique Didier Gadou, le capitaine de l'équipe. Ici, an ne s'enthoutitres à crédit est à la portée de tout " siasme pas uniquement pour les exploits individuels. Les spectateurs apprécient le jeu de passes, la fluidité dons les contre-attaques. . Cet esprit d'équipe est forgé depuis six

ans par Michel Gomez. L'entraîneur, qui avait dejà fait de Limoges un club dominateur du basket trançais, cherche une maison dans la belle campagne béarnaise pour poser définitivement ses valises. Il s'attache à donner avec passion aux joueurs sa conception du beau jeu : disponibilité et attention aux autres, effacement au profit d'un joueur mieux placé pour faire aboutir une offensive. . Je leur ai appris qu'il y a autre chose que les « dunits » pour foire ploisir au public. C'est ou cantraire à des sports collectifs comme le basket de montrer que lo solidorité entre les hammes peut faire avancer les choses. »

Dans une équipe qui n'a gardé que quatre des dix joueurs de la saison passée, Michel Gomez mêle avec habileté la jeunesse d'Antoine Rigaudeau et de Fabien Dubos à l'expérience des frères Gadou. Il sait également démarrer la saison en fanfare avec un intérimaire de luxe de la NBA: l'impressionnant Gheorge Muresan, un Roumain de 2.31 mètres qui a su se souvenir qu'il avait été formé à Pau avant de rejoindre les Washington Bullets. Revenu à trente-cinq ans dans un club où il avait joué douze ans avant de passer cinq saisons sous d'autres cieux, Frédéric Hufnagel ne dit-il pas de son côté: « Il y o toujours eu un cœur et une âme ò l'Elan béarnais. »?

Christophe de Chenay

Les abonnés du Toulouse FC sont « satisfaits ou remboursés »

Ils bénéficient d'une place gratuite chaque fois que leurs footballeurs ne gagnent pas à domicile

TOULOUSE

carrespondance C'est devenu un sujet de boutade sur les bords de la Garonne : les footbaileurs du « Téfécé » gagnent à l'extérieur mais perdent à Toulouse. L'histoire est cruelle quand on sait que les dirigeants du TFC inaugurent une formule inédite: en cas de défaite ou de match nul à domicle, les 2658 abonnés reçoivent une place gratuite pour la rencontre suivante au Stadium, qu'ils donnent à un proche. « Comme nous ne sommes pas remontes en première division. naus avons voulu innover pour lancer lo campagne d'obonnement », explique André Labatut, président du TFC depuis mai 1992. L'ennui. c'est que le club n'a remporté que trois des sept rencontres disputées dans la Ville rose.

Heureusement, cela va mieux à l'extérieur. Les joueurs de Rolland Courbis ont aligné trois victoires pour une seule défaite. Le match gagné, samedi 30 septembre, à Charleville-Mézières a quelque peu rassuré l'ex-entraineur de Bordeaux. Venu à Toulouse en 1994 pour faire remonter le TFC en première division, Rolland Courbis menaçait il y a quinze jours de démissionner si ses ioneurs n'avaient pas un sursaut d'orgueil. « Nous devrians être plus généreux devant notre public au à l'extérieur... Mois quand nous jouons, nous ne pensons pas oux places grotuites ... », dit Courbis. « Ce système ne nous a pas porté bonheur! C'est une motivation supplémentaire pour les visiteurs, cor celo fait un peu prétentieux »,

ajoute François Calderaro. Auteur de quatre buts, l'ancien avaotceotre de Metz o'a pas autant de réussite que l'an passé. Il avait marqué vingt-cinq fois et terminé deuxième buteur de la D 2. Il avait pensé se retrouver en D1 avec Toulouse, mais une défaite eo fin de parcours contre Châteauroux à domicile - déjà! - en avait décidé autrement. Le TFC a fioi quatrième, juste derrière les trois qualifiés pour l'élite.

Vexés, les dirigeants ont voulu donner une assurance aux abonnés en offrant une place pour chaque match non victorieux. Chose promise, chose due: les supporters sont dejà passés quatre fois à la caisse depuis le 19 juillet. Le système fonctionne bien. « Après lo défaile contre Caen, 2 300 obonnés ont réclamé une entrée gratuite », note André Labatut. Le manque à gagner est im-portant; les dirigeants estiment que 30 % des places offertes sont données à des personnes qui auraient assisté aux matches. .. Mois celo permet ò d'outres gens de découvrir le jool », se console le président. Surtout, la campagne publicitaire menée sur le thème de « Satisfait ou remboursé » a porté ses fruits. Le TFC a 10 % d'abonnés de plus qu'en 1994, alors que le public toulousain commence à se lasser de voir son équipe naviguer depuis sept ans en fin de D I ou en D 2. A chaque match, 9 000 spectateurs en moyenne se rendent au Stadium cette année contre 10 000 la saisoo dernière.

Laurent Marcaillou

DÉGRIFTOUR

EGYPTE

Avion + Croisière 7 nuits en Pension Complète

Départ Paris 3,980 F 5,800 F

Remise en forme ADX LES BAINS 6 Nuits en Hôtel 3° Petits-Déjeuners + 3 Soins/Jours

2.320 F 4.080 F

CHICAGO Vals A/R Réguliers Départ Paris 2,200 F 3,150 F

3615 DT - (1.29 F/mn.)

HAUTES-ALPES

SAINT-VERAN (Perc rég. du Queyras), 2040 m., site cleasé du XVIIIè siècle. Eté-hiver, plus haute commune d'Europe

2 hôtels - Logis de France.

Piscine, tennis, billard, salle repos Meublés, chambres studios, chambres 1/2 pens., pens. complète, sej. libres

HÔTEL LE VILLARD * * * Tel : 92 45 82 66 - Fax : 92 45 56 22

et HÔTEL LE BEAUREGARD ** THI: 82 45 82 62 - Fax: 92 45 80 10

Pour faire oublier les trafics de drogue, la Colombie mise sur les championnats du monde de cyclisme

de notre envoyé spécial Il o'est pas exagéré de dire que l'organisation des championnats du monde cyclistes est perçue comme un moment d'anthologie en Colombie. Le département du Boyaca o'avait jamais accuellli pareil évécement depnis le 25 juillet 1819. Ce jour-là, les troupes de Simoo Bolivar avajent remporté une bataille décisive contre les Espagnols, conduisant à l'indépendance du pays. Un autre combat d'importance se Joue aujourd'hui dans le magni-Sque cadre de la cordillère des Andes: la réhabilitation d'un pays mis au ban de la planète. Chaque discussion démootre à l'envi combien les Colombiens sont profondément blessés de cette avanie collective.

Alors, même s'ils ne seront pas nécessairement les mieux organisés de l'bistoire, ses championnats seront sans conteste ceux qui auront suscité la plus grande ferveur populaire. Pas une maison de Paipa, Duitama ou Tunja qui ne soit pavoisée de drapeaux colombiens. Toutes les façades ont été fraichement repeintes et les retardataires s'activaient encore avec leur pincean, mardi 3 octobre, à la veille de l'épreuve du contre-lamootre. Sur le parcours, des jardiniers ont ajouté par camions entiers des carrés de gazon sur les bas-côtés, aux endroits où la terre était à nu. Rien d'inesthétique ne doit venir souiller le champ des

Le pays veut soigner son image et avant tont évîter tout incident. Les forces de sécurité ont été renforcées dans ce but (Le Mande du jeudi 28 septembre). Lors de leurs sorties d'entraînement, les

équipes soot chacune précédées d'un policier à moto, armé d'un fusil et d'un drapeau rouge. Les chauffards sont la hantise des autorités sur des routes où le mode de cooduite oe manque pas de témérité. Depuis un mois, des spots publicitaires incitent les automobilistes à la prudence quand ils rencontrent des coureurs. Voir les Colombiens lever ostensiblement le pied en apercevant un vélo n'est pas le moindre symbole de leur envie de bieo faire.

DES RADIOS OMNIPOTENTES Les médias nationaux se sont

mis au diapasoo de l'effervescence générale. Six cents journalistes et techniciens colombiens ont été accrédités. La télévision suit évidemment toutes les épreuves en direct. Les deux principales radios, omnipotentes dans le pays, se sont lancées dans une folle surencbère. Radio Caracol diffuse douze heures de cyclisme quotidiennes. RCN tient l'antenne vingt-quatre beures sur vingt-quatre. Selon certaines études d'andience, près de quinze millions d'auditeurs auraient suivi les épreuves sur piste qui se soot disputées à Bogota. Entre vingt et vingt-cinq millions sont attendus derrière leurs transistors lors des courses sur route (la population totale est de 35 millions d'babitants). Même les 200 000 spectateurs attendus sur le circuit de Duitama devraient être équipés de cette prothèse auditive qoi semble indispensable à la survie d'un Colombien.

Alors rien n'est de trop. Les sorties d'entrainement des favoris sont commentées en direct à partir de camionnettes munies d'antennes satellites. A l'occasion, les

champions Intervienneot depuis leur vélo pour commenter les passages difficiles. Miguel Indurain est bien sûr l'objet de toutes les attentions, et le cortège qui accompagne ses pédalées quotidiennes n'a rico à envier à celui de Jacques Chirac un soir d'électioo présideotielle. Quant à l'équipe colombienne, oo ne sait si elle peut encore arriver à se coocen trer!

Les coureurs ont le droit de se reposer, mais pas les journalistes de ce pays, car il leur faut parfois «meubler» à l'antenne. Comme tous les autres, Hector Urrego Caballero, l'animateur vedette de RCN, fait donc intervenir à l'antenne des étrangers, confrères, encadremeots d'équipe, et leur demande leur opinion sur ces cbampionnats. Immanquablement revient alors la même question: « Reportirez-vous avec lo même opinion de notre pays ? » Les anditeurs ne semblent pas se lasser d'entendre la terre entière venir devant le micro leur adresser

des louanges. Il y a quelque chose de pathétique dans ce besoin de reconnaissance. La presse ne reste pas à l'écart de cette entreprise rédemptrice. Les articles d'autocongratulation d'El Tiempo et d'El Espectadar, les deux principaux quotidiens du pays, vantant l'ex-cellence de l'organisation, tiennent de la méthode Coué. Les assassinats et les narcotrafiquants passent un temps au second plan. La Colomble voulait démontrer au monde qu'elle n'était pas seulement cela. Sans doute avait-elle également besoin de se le prouver à elle-même.

Benoît Hopquin

vasion.

Directours. • MARTINIQUE \$J/7N Vois + hotel**.

MAURICE 19,1/7N _______ 6690 Vol + hôtel Luce 1/2 pension, sports inclus. • CHYPRE BJ/7N ______ 2990 MARRAKECH BUTH DIRECTOURS, 102 av. des Champs-Bysé Brochures sur demande : 45 62 62 62 et 3615 DIRECTOURS (1,79 f(mn)

ACCESS

Le spécialiste des vols régullers à prix réduits Prix au départ de Paris A/R. NEW YORK: 1590 F MIAMI: 2790 F **MEXICO: 2925 F** RIO: 4855 F HÔ CHI MINH : 5265 F BEYROUTH: 2760 F LONDRES: 550 F

JOHANNESBOURG: 4685 F Ces prix s'entendent à partir de : Taxes en sus Jouez et gagnez des billets d'avion avec ACCESS au 36.68.07.10 (2,23 F/mn) Tél. (à Paris): 40.13.02.02 Tél. (àLyon): 72.56.15.95 Minitel 3615 ACCESS VOYAGES (1,29 F/mn)

ROME: 1035 F

· 13995 ... 6295 Minitel 3615 VADIR

ED FOR PARIS STATES

HÔTEL BOILEAU ** NN

Calme et sérénité en plein coeur du 16è. 350 à 395 F - Jardin + bar, bain, we, tv. - Salle de séminaire 81. rue Boileau - 75016 PARIS Tél: 42 88 83 74 - Fax: 45 27 62 98

PERIGORO-DORDOGNE

AUBERGE

LA CLÉ DES CHAMPS **NN LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE TV Satellite dans toutes les chambres 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD Tél : 53.29.95.94 - Fax : 53.28.42.96

TABLE TABLE

(départ le 28/10 retour le 01/11/95)

VENISE _______ 2.436 Frs (bôtel 2° à partir de ...)

ROME ______ 2.556 Frs (bôtel 3° à partir de ...)

FLORENCE _____ 2.880 Frs (bôtel 3° à partir de ...)

NAPLES _____ 1 446 Frs VENISE 2.436 Frs

NAPLES 1.906 Frs
(hôtel 4° à partir de ...)
Prix par personne : transport churter AR, trans£ AR, logt 4 muits en double petit déj.

T& : 44 51 39 27 MINITEL 3615 Cit Evarior (Licence 18)

RESULTATS

BASKET

COUPE D'EUROPE DES CLUBS ?" Lour crélimeraire retout

77-72 (95-52)

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE DI 12" pumbe inistih avance)

FOOTBALL: le retour d'Eric Cantona n'a pas suffi à Manchester United pour éviter de se faire éliminer de la Coupe de la Ligne anglaise par York, une modeste équipe de troisième division. Battus 3-0 à domicile au match aller, les joueurs de Manchester n'ont réussi à s'imposer à l'extérieur que sur le score de 3-1, mardi 3 octobre. Pour Maochester United, cette déconvenue s'ajoute à l'élimination récente de la Coupe de l'UEFA par les Russes de Volgo-

Jean-Clande Perrin, prépara-teur physique de la Fédération française de tennis (FFT) et ancien entraîneur des perchistes français, a été engage à mi-temps pour trois mois par le Paris-SG pour s'occuper de la préparation des joueurs blessés (Raī, Bernard Lama, Alain Roche et Dely Valdes).

3 heures d'initiation gratuites

Découcres le golf dans plus de 3c Clubs Blue Green à travers la France. Paur connaître le plus près de chez vons 36 15 Blue Green ou 36 68 00 15*

Blue Green. Et le golf se rapproche de vous.

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION" Tél.: 44.43,77.36 Fax: 44.43.77.30

Le Monde **IMMOBILIER**

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

LES CONSEILS DE LA FNPC



PERSON NATIONALES PARVIOR (TRANSPERS

Toute personne qui fait l'acquisition d'un logement neuf en vue de le louer bénéficie actuellement des avantages fiscaux suivants :

1/ Elle a droit à une réduction d'impôt égale à 10 % du prix du logement, dans la limite de 60,000 F pour un couple marié (30,000 F pour une personne seule). Cette réduction est répartie sur deux années fiscales.

Elle peut atteindre 15 % du prix pour les logements dits intermédiaires, pour lesquels le loyer demande et les ressources du locataire n'excèdent pas certains montants. Dans ce cas, elle est répartie sur 4 années fiscales.

L'acquereur ne peut bénéficier qu'une seule fois de cette réduction d'impôt, entre le 1ª janvier 1993 et le 31 décembre 1997.

2/ Au titre des charges déductibles du revenu brut foncier, cette personne bénéficie de la déduction forfaitaire à taux majore (qui est de 25 %, contre 13 % pour un logement

3/ Elle peut, enfin, impoter son déficit foncier, à savoir l'excédent éventuel de ses charges sur ses revenus fonciers, sor son reveou global. Cet excédent est imputable, sous certaines conditions, dans la limite de 70.000 F par exercice fiscal.

PARIS, RIVE DROITE

10° arrondissement

Résidence Saint-Louis A proximité du Canal Saint-Martin

NOUVEAU PROGRAMME 21,500 F to mi hors perking

Réalisation: CONSTRUCTION Groupe Bouygues 42'44, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE

Tél.: 46.03.22.00.

TAmerungement) • 2 % d'amérungroutais supplémentaires efferts. Conditions de vallétié sur nos bureaux de vealtpeute résidence de standing, sur une rue calam et aux prestations sojenées. Bellet terrasses jusqu'à 27 m², vidéophoue, hall
décoré, chopes acoustinges, Labels Préconciec et Confint Plus.
Bureau de venue: angle Quai de leumanças et rue Bichat,
ouvert hand, jeadi, vendredi de 14 h à 19 h, surnedi, dimanche
et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.
Reitsciparements et vente 7 jours sor 7 de 9 h à 19 h au
44.43.22.00.



PROMOTEURS, CONSTRUCTEURS DÉCOUVREZ "IMMO +"

500.000 EXEMPLAIRES DE DIFFUSION UNE PROXIMITÉ RÉDACTIONNELLE L'ALLIANCE DE TROIS TITRES

UN CONTACT AU MONDE PUBLICITE.

EMMANUEL PIERSON

AU 44 43 77 40

PARIS, RIVE GAUCHE

Studio a partir de 850,000 F 3 Pièces à parti de 2,250,000 F

Groupe SOFAP-HELVIM 66, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-Tél.: 41.05.79.00.



quelques Dupley. Prix : nous consulter

FONCIÈRE SATIS Groupe BANQUE INDOSUEZ 89, rue de la Faisanderie 75t té PARIS Tél.: 45.03.78.78.

Livraison: 1" trimestre 1997. Une des rues les plus côtées de Montpe Quelques uppartements ont one vue des Renseignements et vente : Tél.: 45.03.78.78.

E TOTAL

PARIS, RIVE GAUCHE (suite)

Villa Marmontel 107/109, rue de l'Abbé Grount, NOUVEAU PROGRAMME RÉSIDENTIEL

Realisation: FRANCE CONSTRUCTION Groupe Bonygues

42/44, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE Tél.: 46.03,22.00.





Grand Parc

XV^e sur Seine

Dans un site unique à Paris,

COGEDITI

sur 14 hectares d'espaces verts, la dernière résidence construite sur le Parc André Citroën, face à la Seine.

Tel. (1) 41 05 30 30 75835 Paris Cedex 17

RÉGION PARISIENNE

50, rue de Prony et 79, bd Voltaire A 200 m. du mêtro disposibles. Du studio au 4 pièces.

Prix à partir de 13.500 F le mi.

44, rue Jacques Ibert, Levallois. Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17. Tél.: 41.05.31.31. Du lundi au ve de 9 b à 18 b.

Livraison : introddiste.

Immemble à taille humaine. Toutes facilités à proximaté.
Façade habiliée en pierre de taille.
Genantie de mehat, gunutie locative et location-vente possibles.
Soumises à condrious particulières.
Appartement décoré et Bureau de Vente sur place ouverts tous les jours (WE compris), sanf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouverture à 14 h.
Tél.: 48,86,24,66.



Fontaine Val d'Or 29, 39, rue L-L Rous

42 аррепелент

Réalisation: SINVIM 44, rue Jacques Ibert, Levaliois. Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17. Tél.: 41.05.31.31. Du tundi su vendredi de 9 b à 18 h. Livraison: 2º trimestre 1996.
Lizière de Saint-Cloud, face à Paris. Entrée majestueuse, fontaine dats jardin, Qualité de l'erchitecture et des plans à la hanteur de sin.
Garantie de tachas et garantie locative possibles.
Soumises à conditions particulières.
Burunt de Vente et appartement décoré sur place, ouverts tous les jougs (WE compris), sanf mindi et mertredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h, lundi à 14 h.
Tét.: 42.84.91.85.



Realisation:

Résidence Ronsard Angle rue J.-P. Tumband e rue du Viaduc. 2 Pièces à partir de 900.000 F hors parking.

Groupe SOFAP-HELVIM 66, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET Tel.: 41.05.79.00.

Dans un environnement de veruser, ma tecture dégante et contemporaire.

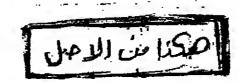
Des apparements avec baleons ou terrasses, du studio su 4 pièces disponibles immédiatement.

Possibilité de taux 0 %. Avantages fiscaux, lois Quilles/
Méthaignené et conchration des droits de promière musation à titre gratuit (jusqu'an 31/12/95).

Buresu de Verte sur place ouvert tous les jours de 14 h à 19 h (septiment) de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

- 21. 47.34.85.83.

The state of the s



حكتاب الاعل

Fonds de

commerce

Le Monde **IMMOBILIER**

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

R, OELAMBRE, 2 P.

735 000 F. 43-20-32-71

DENFERT S/JARDIN

3 P., bak., soled, imm. récen parking - 43-20-32-71

15º arrondt

BEL ANCIEN, 3 P.

61 m², asc., BON PLAN 1 100 000 f. 43-20-32-71

STUDIO 6 DUPLEIX volume 3º át., bel immedale cancien 450 000 F. Syndic. 40-47-67-82

16° arrondt

VICTOR-HUGO

8 PIECES, 370 m

TROCADERO 5P d'angle, 185 n² + 2 chb sr., 4° il., p.d. l., 5 800 000 F Partena. 42-66-36-53

17° arrondt

ETORE ancien stand.
P. princip., bear volum
330 m² env. 6 400 000 F
NOTAIRE, 42-36-91-00

2 P., LEGENDRE, 3º étago, contart, 40 m², 550 000 F. Syndic. 40-47-67-82

18° arrondt

31 m², 340 000 F J. Jolfrin, 2 P., relait neuf vmo. Marcadet. 42-51-51-51

78

Yvelines

ST-GERMAIN-EN-LAYE, place Morell, imm, récent, stand. 4 P. + jord, privé, 2 100 000 f 4 P. + terros, 8 °, asc. 2 \$10000, Fonce, 3451-62-59

VERSAILES, belo propriet divisio, tar 100 ar, pard, princ 134 ar, sejour, grands cusses equipte, 3 chambres. Princ; 1750000F. DANO, 3951-3445

VERSABLES, Notre-Dame

4" et., asc., vue, sud, 100 m², sèjour, 3 chlores, parking seed, 1 850 000 F Dana, 39-51-34-45

Hauts-de-Seine,

Villoneuve la Garenne mueuble standing, impeccuble, pièces, it ch. park. 675 000 f. 161.: 4008-05-51

NEUTRIY/ST-JAMES, record, 65 m2, env 3 P, 3 St., osc. park. 1 550 000 F. CM. 44-18-07-07

VILLE D'AVRAY CENTRE

TILLE U RITING ULITIFE dans resid, sid, bal opport.
4.5 P., 128 m², avc. étot, living 40 m², sur lemosses, est et sud 100 m², csix., équep., box, cave, 2 580 000 F. Exd. BRANCAS - 4534-66-60

COURBEVOE c^a Chorcat jp. Assistant, 3 P. 70 m², 4° sur lardin, von except, post, port, 920 000 F. 43-20-77-47

CLAMART studio, 40 m², orec terresse, confort en bordure de Châtilion. Vue et verdure. RARE, 480 000 F, gérant. 43-20-77-47

BOULOGNE, J. Jourds, 2P.

part., cave, imm. stand.

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ILE-DE-FRANCE

REPRODUCTION INTERDITE



16 * MIRABEAU, beau 4 P., 100 m², perfeit étet, 9 000 H. ch. PARTENA, 42-66-36-53

16 ° H. MARTIN, 220 m²

palorie dala risapi, 4 chares Libates, bolcons, 25 000 H ch PARTENA, 42-66-36-53

STUDIOS, 2 PIÈCES ET PLUS

près cimet. Montmortre de Maistre - 42-52-14-14

proclas Crosses, for stor 1330 Cr. 423618-42

2/3 P., 5 ° andt Panhéon double Rv + chambro 6 500 CC - 42-36-18-32

Loc. com., 16 *, 150 m² M° Rue de la Pompe 20 000 HC, 42-36-18-32

15 *VAUCARARD 2 P., 50 m², port, 4 980 F CC SERGE 4490-60-23

20 GAMBETTA, 4 P., lost confort loggic, parking, 7 455 P SERGESTION; 44900023

15 BR HAKEM 5 process roloit neuf, 11 100 F SEPIGESTION, 44-90-60-23

NEULLY BINEAU, studio cuis. bains sép., 3 775 ch. comp., 1/2 hon. 3 075 GIMCO. 39-18-29-20

SYNDIC: UN PLUS

La FNAIM vient de signer avec plusieurs organisations de consommateurs un protocole relatif au fonctinnnement de la copropriété. Il constitue un progrès et une amélioration des prestations que le syndic doit fournir à ses copropriétaires. C'est ainsi que le problème des ristournes, dont on a beaucoup parié, y est abordé et le principe de leur interdiction réaffirmé.

Mais la Chambre de Paris-Ile-de-France, compte tenu de nouvelles et récentes dispositions légales et réglementaires de juin 1994 et mars 1995, estime qu'il faut aller plus loin en utilisant ce processus, savoir l'établissement d'un référentiel par un organisme indépendant après concertation des organisations de consommateurs, de professionnels et des administrations concernées.

Ce référentiel définit les caractéristiques que doit présenter le service rendu ainsi que les modalités de contrôle de la conformité du service et tout cabinet pourra demander la certification qui consistera en un audit afin de vérifier que ses services sont conforme au référentiel. Dans la négative, la sanctinn sera le retrait de la certification par l'organisme certificateur. L'innovation, c'est l'intervention d'un organisme extérieur à la profession qui ne pourra être taxé de partialité.

Dans le même temps, la création d'une commission de conciliation chargée de prévenir et régler à l'amiable les litiges de copropriété permettra à toutes les parties de jouer un rôle actif et de rester en phase avec la réalité du quotidien.

La FNAIM Paris-Île-de-France ne peut rester en dehors de ce nouveao système qui doit permettre une amélioration de la qualité du service et un renforcement du professionnalisme.

Pr. Denfest, st. rue et jord. 5\5 P., 120 m², gde cuit. 2 brz coime, sol., park. 43-35-18-36

DENFERT p. de L. csc. 314 P. 79 m², roe et jard. chf. gaz, à roir. urgt. 43-35-18-36

MONTPARNASSE 2\3 P. clair, coline, prévoir tena. 100 000, Mel. 43-25-32-56

17º arrondt-

P., LEGENDRE, 3 4 610g4 confort, 40 m², 550 000 F. Syndia, 40-47-67-82

78

Yvelines

vERSABLES Note-Dame, 4º 6., asc., vie, sud, 100 m², séjau, 3 chlores, parking sesot, 1 850 000 F Dana 39-51-34-45

Hauts-de-Seine

COURREVOIE

Ch Chorus Int. Assistad. 3 P., 70 m²

Sur jundens, Van succept., pos. port.

920 000 F. 43-20-77-47

CIAMANI Sedo 40 =2

de charlier. Vive at verdire RARS. 480 000 F gérant 43-20-77-47

NEUILLY BOIS

140 m² + 22 m² configure, gd stand, Et. Maye. 40-54-89-31

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

3615 FNAIM (2,23 F/mn.)

Locations

offres

AlESIA, sidg, coc., rangeal strict.

cais, side, lies, bras, WC, 29 m² é.
post 570 000 f. 43-35-18-36

ALESIA, p. de-L, occ., 2 P. cuis.,
plan, colone. Light. 43-35-18-36

Elit. (294-95-95 rid. 18)

Life bd BEALISEICUR

& voice privies, ball surmeables, applicate side in a colone side construction.

Strict side construction.

2 vds, vc. 2 ch. sce., daile cons., stolico.
plan, colone. Light. 43-35-18-36

Elit. (294-95-95 rid. 18)

nt de la chambre FNAIM Paris-Ile-de-France

site unique	Jacques LAPORTE, Président de la chamb
à Paris.	Ventes
4 4 44	1er arrondt
SOF JAMES TO SE	R, STHONORÉ imm. rénové pre, Du studio au 3\4 P. MEL 43-25-32-56
al engineer	20
is demi	3° arrondt
constru	DANS HOTEL PARTICULER Duples de chome, termes, 2 boins, Tel., 4278-5433
Parc A	5º arrondt ≥
h has	Justies Imm. coroct, serio entr. box wc. Portoit état, poutres appor sud 540 000. 43-25-97-16
Tel. (1) 41 05 501	Lexambourg p. do I., gd shubo, cuis bas we. Et élené, solail, caires 690 000. 43-2597-16
5.7% 1.3	timembourg p. de t., 3 P., cuts. bns we bok, dressing prof. Mr. poss. 1 470 000, 43-25-97-16

2\3 P. PORT ROYAL

GOBEUNS cuisine boins 3º és. Qualité 43-36-17-36

7º arrondt

rue de Verneuil

3 P. 50 m²7 P 4t, sans sec. Px 1 270 000. 42-22-70-63

8º arrondt

ole orborée. Superbe 144 m², Jume 3,60 m, 2 boins, cour, ordin, parking, colme, soleil Tél.: 42-78-64-33

14° arrondt

ISIENNE

7

1

HE (suite)

11 33

情報 (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年)」 「日本 19 mm (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年)」 「日本 19 mm (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年)」 「日本 19 mm (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年)」 「日本 19 mm (All March 1997年) 「日本 19 mm (All March 1997年)」 「日本

COGERMA

Dans un

Bille Billion College Control of the College C

Le Mande PUBLICITE 133, av. des Champs-Elysées 75409 PARIS CEDEX 08 Rubriques :

Tarif de la ligne H.T. (T.V.A. 20,60%) Offres d'emploi Demandes d'emploi 400 F Propositions commerciales 125 F Agenda 125 F

Les annonces classées

du *MONDE*

Immobilier Passez vos annonces par téléphone au : 44.43.76.03 et 44.43.76.28 Fax: 44.43.77.32

	4	
MIA		Ċ

appartements ventes

1º arrondt PALAIS-ROYAL immes. XVIII-boou 130 m², cloir, charme volumes, jolie vue, box 3 800 000. 40-20-44-31

7 RUE DU MAIL 60 M², TERRASSE 1 900 000 s/ol, JEUD 12 h o 15 h 47-27-48-38

PLACE DES 2 ECUS jolie vse, degogée, 2° ct. lam. XVIII^a, beaux volume opport. 10 P. 290 m² cox. A rénover. 4 950 000 f Possibilité créer 3 lots AIM. 42-78-40-04

3ª arrondt PLACE DES VOSGES, vue encep 200 to² enc., à refraichir 7 500 000 F. 40-26-44-31

DUPLEX, ARTS ET MÉTIERS, 85 m², bolc. vérandos, poure 1 490 000 f. fel. : 42-52-14-14 4º arrondt CHATELET, 42 m² env. DUPLEX 2 P., bon ètot. Vive 780 000. AIM. 42-78-40-04

PROX. 80 HENRIV, 2 P., 48 m² env., 3° ét., sud 875 000 AlM. 42-78-40-04 FACE ILE STLOUIS STUDIO gd standing, 36 m² 930 000 AIM, 42-78-40-04

5º arrondt Vue s/Seine [5"], od. voluma 3,80 m ss plotono. 1 800 000 F. Fleures. 45-44-22-36

R. MAITRE-ALBERT 80 m², s/lordins, bel invn. 18 • 2 ° et., oc., soled cohne gd chorme. 45-32-76-73 6° arrondt

NOTRE-DAME-DESCHAMPS (6º) 6 pièces + service, 195 m² Fleurus, 45-44-22-36 CCEUR STGERMAIN
charme, séi, 3 chiares, 3 s. de
boins, irés bon état, 4 °, asc.,
4 500 000 F. 45-71-01-40

7º arrondt VANEAU (74 lam. p. de) P. + 2 servicas 3 200 000 (Flatma, 45-44-22-36

8 arrondt CHAMPS-ELYSEES

2 P., moublé, Paris 8* sur cour, bon étal 4 500 CC. 42-36-18-32 NOTAIRE MADELEINE, 160 m² 120 m³, standing, 7 765 P SERGESTION, 44-90-60-23

> 11º arrondt BASTRIE R. AMELOT 2 P., 44 m² em. 6 rénover bon imm. rovolé, 4 ° sur rue 660 000. AJM. 42-78-40-04

MAISON 110 m² trafalt architecte, sofour, bureau, 2 chambres, gde cuis 1 430 000 F · 48-06-63-69

15 * Proche MONTPARNASSE atult: 36 m², part, 4 200 F CO SERIGESTION, 4490-60-23 FAIDHERBE 128 m²

19 ° proche BUTTES CHAUMONT 4P. 80 m², 7 078 F CC SERIGESTION, 44-90-80-23 carcien, rénové, liv. 46 m² vaste cuts., 3 chbres, 2 bolns état parfait. 2 400 000 F avec parking. 47-00-77-27 ue Charles V. 2 F considere, chard-powies, Relait, 7 578 F SEFICES-TION, 4490-60-23. 12º arrondt

11 ° rue Arcelot, 5 P. 105 m², 9 604 F CC. SEPIGESTION, 44-90-60-23 BASTILLE TERRASSES reut., 5 ch., 5 s. d'eau, parking 6 800 000 F, Part. 43-44-01-90 12 * Nation, 3 P., 76 m², coime, 7 100 F SEFIGESTION, 44-90-60-23

Pl. Nation, 1 390 000 F 3/4 Pces, 5º ét. SURESNES contro, 4 P. 91 m², park., 7 566 F CC SEPIGESTION. 4490-60-23 13º arrondt

Val-de-Marne BOBBLOT, 4 P. 89 m², récent, terrosse/jordin, soleil. Century 21. Vál.: 4408-61-21

GENTILLY (94)
priss CITÉ UNIVERSITIARE
2 desiliars de painthe
(139 + 116 m²)
1 moisea (133 m²) exburgos
474 m² bösts ovec chassifag
control, eau, sicerricité
+ 2 couraites d'intériour
(16 at 50 m²), le lout
proposé 6 3 000 F/m²
Prievoir troceus pour hobites PARIS 13 ° 2 MAISONS INDÉP. an I lot, 85 a² + granler + cowes min. 120 a² + 100 a² de jard. + cetier 15 a², desma. L. bon alot. Pht.: 4 600 00 F. T. 43-5500-22 [r] Prievoir travaux pour habite FIX immo. 46-65-80-90

Près PLACE D'ITALIE beau stydio 26m², portang FRAIS REDUITS. STANDINGS Contury 21. Tel. : 4408-61-21 Mètro CHEVALERET (50 m) 2 pces, beau plan, 4° ét., asc. bel imm, ancien, 660 000 f Syndic, 40-47-67-82 5FMALR 3-4 p., 80 m², sma. bon stand., gard., asc., interph. 1 080 000 f. 42-33-61-73

14° arrondt

VENTE PARIS 14 * Entre Alésia et porte d'Orléans dans immeubla neuf façades pierre au 7 étage, calme, orienté ouest, un 3 pièces de 87 m² + 8 m² de terrasses. Sejour de 32 m² frais de notaire réduits : 2 500 000 F parking at cave compris visite 7 jours sur 7 sur rendez-vous

40 89 00 00

maison

Superbe demeure sur 2 ha 1 100 m², hobitables, piscome intérieure, tennas maison gardien, dépandance parc des, étang, 28 km de Paris Tél.: 48-00-91-00

proprietes

PAYS BASQUE
proprieté 25 fia etw. 30'
aéroport Storitz, superte
anos. bosque, charpente exporenté, écurse, monege, bonés
Rans. (10) 5937/07/91, de 10 de
12 heures et de 14 à 18 heures.

A SAISIR

vd couse décês, à 70 mn
de Poris, direct A6
MCNTARGES sud, carcionne
DEMEUSE: récept séj
rust. 70 m², chomm. + sol.
50 m², cuis., 4 choms., bms, WC
ir di boou grenier aménog.
+ en retour bouse chevoux
+ 4 P. + dépandances + pisc.
5/TERRAIN cn. source

15 HECTARES PX TOTAL 1 290 000 F Crédit 90 %. Tour 7,90 16) 38-85-22-92, 24 h/24

maison individuelle

POMPE, 2/3 P., 1 170 000 F gd liv., 3 fanètres, chôre s/ jard. it cft, pierre-de-1, asc. jeudi, vendred, samedi 9, Gustrev-Courbet, 13/16 h. Exclusil. Viou. 45/03/53/84 SANT-MAIR (94) 2 mn RER, le parc et commerces. Moison 1890, edension et rénovation en 1990, 160 m² hobitobles : sejour 50 m². 4 grandes chambres. 2 solles de bains, 3 wc, gorage, terrosse. Calme et emplacament privilègié. Urgant, cause mutation professiannelle 2 700 000 F; Plans et photos sur demande. [1] 48.89.96.50.

Domaine

re de COURCELLES, petil 2 3ª ét., bon état. 500 000 f Gérant, 40-47-67-82 **DOMAINE DE 40 HA** Tell : (16) 98-57-82-01

Viager

FONTENAY LE-FLEURY (78) studio 41 m², ozc. 70 ams. 5° osc. balcon 7 m², soled, inm. p. d.t. 90 000 5° i 1 200 F/mois france Viager: 43 66 65 65

12" Molrie, nisid., 3" élage Arcadia 30 m² + balcan 35 000 + 1 500 F/mois Fine 56 ans, acheté 900 000 Viage Thomassion, 42-30-57-57 16- AP KENNEDY, 3 P., balc. bel mm., p.-del accupé fraes 81/77 ans, 180 000 F + 5 000 F/mass, 42:30-57-57 Vager Thomassion

VANVES, près gore Vonves libre 3 P., 60 m², + pork, 400 000 F + 4 176 F/mois 74-72 ons, 42-30-57-57 Vioger Thomossion

FONTENAY/S/BOIS MAISONS NEUVES 5 P. entres. cuis boins + concles, jordin, parking. Lymbs avec ou sons trovaus histori. 1 050 000

prét 0 % possib. constructeur. 42-65-11-66 immobilier

d'entreprise VOTRE SEGE SOCIAL DOMICELATIONS at tous services, 43-55-17-50

93 MARIE DE MONTREUR deber de caractère de 75 m² 6 500 F CC. IP. 48-85-13-33

hôtel particulier

XVI RESIDENTIEL n jerrom 580 m² dos, rdr. v 2 éroges 22 m² + 176 m², ss. v jordin + ganaga abelins linmobilier 10 : 43-37-30-25

NEURLY, hôtel particulier 400 m², env. + jardin chaime, trav. 40-26-44-31

SPÉCIAL 78, 92, 94.

locations offres

Paris Studio 1º arrok. proche Châtelet, bon état. 3 300 CC - 42-36 18-32

Ports 11º, RARE APPART. prociare, 130 m² + 80 m² o terrosse, 15 000 F CC. 1P - 48-85-13-33 MADELEINE LUXUEUX

CONVENTION 2/3 P. 65 M2

16°, 17, av. V. Hugo, 35 m² Sõjour, 4°, osc., 2 P. cuis. scib 4 000 F ch. c. - 47-22-26-63

Fourbourg Statem (19, studio 5° ht. a/cout, s. csc., ch. ind. sloct. Entrino cutsine wife of son over WC Loyer mensual + prov. ch. = 2 870 F Ed.: 40090245 - Cab. REFAEHARD 12⁴, Nation, 3 p., 76 m². Colme, 7 100 F. Seli Gastion, – 44-90-60-23

Si-Deres 93 bon explacement proche centre, 300 m white Bossique, loce statem hear, einch local commercial finads is commercial cochellament groupel jurifice du sol 630 m², caré; 2 entires ser 2 nes differentes. Pour contact. EL: {1| 49-22-97.24 hres. bor VDS FONDS DE COMMERCE NORMANDIE (76) boissons IB rentabilde personnel qualité en place résultat 160 u/an crédit vendeur passible, discrétion assurée, foure au Mende Publicate Pél 8923 133, av des Change-Elyseos. 75409 Paris Cedes (18

bureaux

PROCHE GOBELINS - 56 m² bureou, Ecoloque exceptionnel :
- 800 m² divisible tros claim, tros colores - Gobelius approblem 181 · 43.37.50-22

NEURLY 3/4 P., 125 m² LARITE, Vue pard, 11 000 H. Ch PARTENA - 42-66-36-53

2" etg., osc., cloir, colme. 5 800 H Ch 42-66-36-53 CHATELET 2 P., 37 M². Charms, poures, refert of. 3 600 H. Ch. 42-68-36-53

20° Gambelta 4 pièces tout conf. Loggia. Parking. 7 455 F. Sefi Gestion. – 44-90-60-23 Fembourg SAMorini (IP, lib 24-10, 3P,4° H ser rue, tota csc., ch, ind., élect., cultime-toile d'ecru + prov. ch. = 4 095 F Tal.: 4009-02-05. Çeb. FRO-NEHARD

Fourbourg St. Martin 10°, bis. 5-11, studie 4° lit. tor pow, tous asc., ch incl. ideat. Estato-auis, sollo of sou once WC Layer nowinsel; + prov ch. = 3070 F Tel. 40.0940205 · Cab. FRENEHARD

libre Voucresson (gare) moison caractère à renover gar., jord., ime 74 ans 550 000 F + 1 000/mois Viagers Cruz, 42-66-19-00 15° Vougirard, 2 p., 50 m², Park, 4 980 F CC. Seli Gestion, - 44-90-60-23

Banlieue

94 VINCENNES Georges Huchon Bon Immerble, 2 pièces n. ch., refau neuf, 3900 CC. Tel., 4008-05-51 JF sculnate partager boas 3 P. avec éta-dionte non larseuse, proche basilione Sed/Ouest à 10 mm de Montparreuse, 2 500 F kr. comprè. Ed - 46-26-88-94 (ap. 19 H)

92 Sureunes. Centre 4 pièces 91 m², Part. 7 566 f. Sefi Gestion. = 44-90-60-23 Neuilly Bineau Studia, cuis., bains. Sep. 3 775 ch. comp. 1/2 hon. 3 075. GIMCO. ~ 39-18-29-20

78. Le Pecq centre 5 pièces. 120 m², Standing, 7765 F. Sefi Gestion - 44-90-00-23 If souhaite partager boau 3 P avec étudiante non fumeuse proche bankeue sud/14 6 10 am de Montparnesse, 2 500 Fit compr. Fil 46-26-88-94 (ap. 19 h)

92 ASNIERES RUE MONTAIGNE 3 P. 50 m² env. qu 2° et, 1. asc., cuta., sol. d'eou, WC, chout col. Loyer mens. + pr. ch. = 3 650 f Tel.; 400°0205 Cob, FRENEHARC STAANDE - RUE JOUY Studio, rdc s/jordia, ch. ind. elect layer mensuel + prov. ch. = 2 6501 RC : 4009 0205 - Cob FREHEHARD

92 kue 4 p., 120 m², 1º ét. 2 porkings, choulloga central a 10 000 F.c., Tel.: 45-96-03-07 NEUILLY 200 M2

7 p., gd st., 3 m sous plat, 20 000 PARTENA 42-65-36-53

recherche

Part, we have # * 24 chares a Québec. Alfaire très soine Idéa

INTERPROJETS recherche SUR PARIS ET EST PARISIE grands opportements, dupid lots, atekars d'arisie, masso caractère, produits organous, louer ou o vente, luer 24-63-46-46

locations

demandes **EMBASSY SERVICE** 43, avenue Mascoau, 75 Rech pour CUENTS ETRANGERS APPTS

HAUT DE GAMME HOTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST Parts VIDES et MEUBLES GESTION POSSIBLE (1) 47-20-30-05

DIPLOMATE FRANÇAIS charche 2/3 pces meublé (min, 50 m²), od nov centre Paris Tál. (1) 43-40-63-84,

INTER-PROJETS recherche SUR PARIS ET EST PARISIEN grands appartements, duplex, lotte, atteiens d'ortate, maisons coroctère, produits originais, à louis au 6 vendres, luis 22-83-46-46

CILLABORATRICE JOUR-NAL RECHERCHE 3/4 pièces Paris I, 2, 3, 4° arrendt, loyer mo dère, Iél.: 420046-94 (rép.)

ATTIQUE echarche pour clients étran appartements et maisons vides ou meubles Paris beniñete Quest gestion possible (1) 45-07-19-67

L'IMMOBILIER C'EST CHAQUE MERCREDI daté JEUDI

Le Monde

immobilier etranger

ARGENTINE
Propriété de 2 100 ha
nard de Cordoba (150 km), Bôtiment ancien rénové et machie. Te
léphone, piscine, tennis, bax à
chevar. Grand pare arbaixé, si
té 6 800 m d'une petite ville de
25 000 habit. Carviant pour élevage et le urisme. Prix :
US\$ 700 000. Eventuellement
echange partiel contra appartement bord de mer. Pro à discuter.
Ecrire sous chiffre m 018-815942. Publicitas. Case postale
3575 CH-1211 Genève. NEUILLY BOIS 140 m² + 22 m² contigus, gd stand., èt. élevé. 40.54.8931

Choiet 5/6 personnes, Villars-s-Otion en Suisse, bout contort, 1 300 FS par semame. Fil.: 19 41-22-774-21-52

PROFESSIONNELS DE EMMOBILIER UN CONTACT, POUR REPONDRE A VOS QUESTIONS 44.43.77.40

appartements achats

Rech. URGENT 100 è 120 m² PARIS, Paiement complant chez notaire - 48-73-48-07. jeune couple rech. 2 pces Paris 11*, 12*, 20*, sur rue princ pale, quartier tous commerces tel. 40-33-11-07 (repondeur)

SÉCURITÉ ET STABILITÉ

Une adresse commerciale en Suisse, près de Montreux, dans un site magnifique, à 100 mètres du Lac et face aux Alpes.

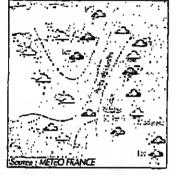


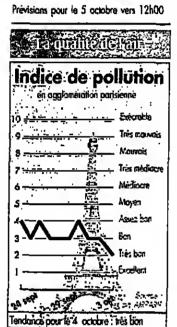
A une heure de l'aéroport de Genève et 5 minutes de l'autoroute, a vendre CASTEL, 1 166 m² habitables, pour multiples usages, garage 15 places, parc arborisé 15 000 m². Renseignements: REGIE DUBOUX SA / SUISSE Tel.: 41-21-320-35-65 - Fax: 41-21-323-90-69

Pluie à l'est éclaircies à l'ouest

LA FRANCE reste soumise à un courant océanique commandé par un minimum dépressionnaire centré au nord des iles Britanniques. leudi, une perturharion se situera sur le flanc est du pays avec des plules soutenues sur le Sud-Est, alors que les régions de l'ouest retrouveront un ciel variable agrémenté d'éclaircies.

Jeudi matin, il pleuvra moderement de l'Alsace et de la Lorraine à la Bourgogne, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes et



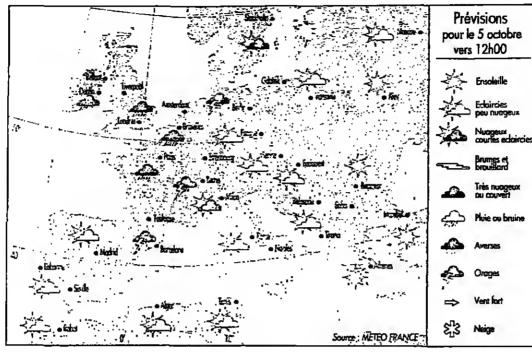


le littoral méditerranéen. Les plujes pourront avoir un caractère orageux et être localement fortes. notamment sur les versants sud des montagnes. Seule la Corse sera plus favorisée avec simplement des passages nuageux. Des Pyrenées à l'ouest du Massif central et à la région Champagne-Ardenne. les nuages occuperont encore le ciel mais les pluies se raréfieront. Plus à l'ouest, des éclaircies assez belles se dessineront du littoral atlantique aux côtes de la Manche en passant par le Poitou, la Touraine, la région parisienne et le Nord. Cependant, celles-ci seront entrecoupées de quelques averses des le matin sur la Manche occi-

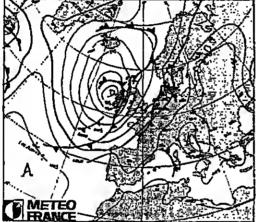
dentale et la façade atlantique. leudi après-midi, les éclaircies gagneront du terrain vers la Champagne et les Ardennes, le Berry, le Massif central, le Bassin aquitain, a l'exception de la chaine pyrénéenne qui restera très nuageuse, ainsi que du Roussillon a l'ouest du Languedoc. La Lorraine et la Bourgogne verront également le ciel s'éclaireir dans l'aprèsmidi. Le risque d'averse se déplacera pour se situer plutôt sur la Haute-Normandie, la Picardie et le Nord - Pas-de-Calais. Sur les régions de l'est, la pluie s'attardera sur la Provence, le massif alpin, alors que sur la Franche-Comté et l'Alsace, les précipitations s'atténueront pour disparaître en fin de journée. La Corse sera sous l'emprise d'un ciel menaçant où les courtes éclaircies seront interrompues par des ondées orageuses.

Les températures minimales seront douces avec 12 à 16 degrés sur la moitié nord et 16 à 18 degrés plus au sud. L'après-midi, le mercure atteindra 16 à 18 degrés sur la moltie nord, 18 à 20 degrés du Sud-Ouest aux Alpes et 20 à 24 degrés au bord de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo



LISBONNE 24/15
LONDRES 19/15
LOS ANGELES 34/17
LICEMECURG 20/13
MADRIO 28/12
MARRAKECH 34/17
MEXICO 24/13
MILAN 19/14
MONTREAL 25/10
MOSCOU 16/1
MUNICH 22/11
NAIROBI 37/24
NEW OELHI 37/24
NEW YORK 24/13
PRAGUE 20/10 PRETORIA
RABAT
RIO OE JAN.
ROME
SAN FRANC.
SANTIAGO
SÉVRILE
ST-PETERS.
STOCKHOLM
SYDNEY
TENERIFE
TOKYO
TUNIS
VARSOVIE
VENSE
VIENNE TOURS TEMPÉRATURES 26/11 15/12 25/25 17/12 16/15 21/25 18/10 27/15 28/25 18/10 27/15 28/25 17/15 ETRANGER du 3 oct. 1995 ALIGER 2478
ALIGER 2478
ALIGER 2474
ATHENES 2475
BANGKOK 34725
BARCELONE 2474
BERLIN 2174
BOMBAY 32725
BRASILIA 3274
BRUKELLES 2076
BUCAREST 192
BUENOS-AIRES 1774
CARACAS 24721 DAKAR
DIAKARTA
DUBAT
DUBBIN
FRANCFORT
GENEVE
HANOI
HEISINKI
HONGKONG
ISTANBUL
IERUSALEM
KITSV
KINSHASA FRANCE BANGKOK BARCELONE BELGRADE BERLIN BOMBAY BRASILIA BRUXELLES BUCAREST BUGAPEST BUGAPEST BUGAPEST BUGAPEST BUGAPEST BUGAPEST BUGAREST CARACAS AJACCIO BLARRITZ BLARRITZ SANS
BORDEAUX 25/17
BOURGES 24/14
BREST 17/15
CAEN 20/15
CHERBOURG 17/15
CLERMONT-E, 24/16
OIJON 22/14
FORT-OE-FR 30/23 KINSHASA LE CAIRE LIMA



Situation le 4 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 6 octobre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Joseph Darnand condamné à mort

PUISQUE, contre toute attente, il s'est trouvé un nombre suffisant de iurés pour que la Haute Cour de justice put se réunir en cette période electorale, le proces de Pierre Laval commence aujourd'hui même, celui de Joseph Darnand ayant eu lieu des

Une audience a permis, en effet, de régler le sort de celui qui fut secrétaire général au maintien de l'ordre et secrétaire d'Etat à l'intérieur dans les derniers mois du gouvernement de Vichy, mais dont le nom restera surtout lie à celui de la milice exécrée, au souvenir de sa honte et de ses abominables forfaits : de celui qui fut aussi le premier Waffen SS et le premier à prêter serment à Hitler.

Comme devait le dire l'avocat général Carrive, les faits sont constants, flagrants et reconnus ». Pour avoir entretenu des intelligences avec l'Allemagne, entrepris de démoraliser la nation et s'être rendu coupable de vols qualifiés, Joseph Darnand a été condamné à la peine de mort, à la dégradation nationale, à la confiscation de ses biens et à la radiation de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

L'accusation n'avait cité aucun témoin. La défense non plus, mais le R.P. dominicain Bruckberger a demandé à déposer. Ce religieux a servi dans le corps franc de Darnand, dont le prestige était immense ; il raconte les faits d'armes de ce dernier, qui alla près de Forbach rechercher le cadavre d'un camarade dans les lignes allemandes. D'après lui, l'accusé était, après l'armistice, dans « les meilleures dispositions de revanche ». Mais, sans culture, ayant besoin de gens qui pensent pour lui, Darnand a subi l'influence d'un entourage maurrassien et surtout celle de Pétain. « Jamais, s'écrie le R.P. Bruckberger, je ne pardonnerai à ceux qui ont signé l'armis-tice d'avoir privé la Résistance de ce splendide compagnon d'armes. »

A Park A Section

ali e e seguido de Se

وفراء المراتوة والماريي

المراجع عدياتها

فنشد وندوناهم الداالوي

The second section in hand the contraction of the cont

Yes A

4.8 %

14.2 V/S

37.0

-

 A_{-2}

 $\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}}}}}}$

- - - -

Art of Sec

1. 30 30 26 45

n properties 🚉

one one graph

 $\overset{\text{def}}{=} \{ (-\tilde{x}) \mid \tilde{x} \in \mathcal{X}_2^{(k)} \}$

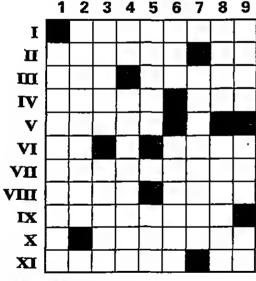
in Angel

--- ----

(5 octobre 1945.)

MOTS CROISES

PROBLÈME № 6663



HORIZONTALEMENT

3 mois

☐ 6 mois

□ 1 an

I. Des gens qui font parfois des repas froids. - II. Fit du plat. Devint vralment bête. - III. Cri dans un combat. Du vent ! -

536 F

1 890 F

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-60-32-90.

« 12 MONDE » (USPS » 0009729) is published daily for \$ 892 per year « LE MONDE » 1, place Hubert-Beer 90052 (vry-sur-schoe, France, second class postage paid at Champiato N.Y. US, and additional mading of POSTMASTER: Send address changes to 1065 of H-Y Box 1518, Champiato N.Y. 12979-1538 Pour les absumentais sounciès aux USA: 1971ER94371004AL MEDIA SENTYCE. Inc. 1339 Facilic Avenue S

Virginia Beach VA 21451-2963 USA Tel.: 800.428.30.03

Suisse, Belgique, Autres pays Luxembourg, Pays-Bas de PUnion européenne

572 F

1 123 F

2 086 F

790 F

1 560 F

2 960 F

IV. Un château en Dordogne. Un point. -- V. Utile en cas d'embarras. - VI. Elément de jupe. Les faux dieux dans la Bible. -- VII. Quand il est majeur, peut être mis en tutelle. --VIII. Apporte une protection. Coule en Bretagne. - IX. Traverse des régions froides. - X. On pouvait y mettre un oignon. - XI. Pas ramassé. Qui est bien rentré.

VERTICALEMENT

1. Un livre à consulter pour bien connaître les quartiers. -2. Pas loué. - 3. Dans la banlieue de Bruxelles. Danse à Cuba. - 4. Quartier de Vienne. On saute dessus pour la saisir. - S. Prit sur le champ. Ce qu'il y a de meilleur. --6. Se précipite quand la chasse est ouverte. Peut être attendue par un joueur. – 7. Qui peuvent être défendus. - 8. Sur des côtes bretonnes. Viennent après les parents. - 9. D'un auxiliaire. Héros dans le Sud. Pas

SOLUTION DU Nº 6662

HORIZONTALEMET

I. Vihrisse. -- II. Pétrolier. -- III. Arioso. Ré. - IV. Nuitée. -V. Miettes. -- VI. INRl. CIA. -- VII. Alcools. -- VIII. Epileur. - IX. Dorer. Tri. - X. Eté. Nuées. - XI. Se. Sensée.

VERTICALEMENT

1. Palmipèdes. - 2. Ver. In. Pote. - 3. Itinéraire. - 4. Broutille. - 5. Rosit. Cerne. - 6. Ilote. Ou. Un. - 7. 5i. Escortés. - 8. Séré. II. Rée. - 9. Ere. Rassise.

DU

Le Monde

Télématique

Documentation

LES SERVICES

Index et microfilms: (1140-65-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE 12,23 Firmn)

Commission pantaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN . 0395-2037

Imprimente du Moride : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 bry-cedex.

PRINTED IN FRANCE.

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani Directeur general : Gerard Morax Membres du comite

Guy Brouty

40-65-25-25

Monde

3615 code LE MONOS 3617 LMPLUS

3617 code LMDOC

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

PARIS. Au cours du premier semestre la croissance du nombre des passagers dans les aéroports parisiens n'a été que de 1,5 % en raison d'une faible hausse du trafic international (+2,8%), imputable à la concurrence des trains Eurostar sur Paris-Londres, et d'un recul du trafic la concurrence accrue des TGV. - (Reuter.)

SUISSE. La hanque oationale nouveaux billets (10, 20, 50, 100, 200 et 1000 francs suisses). La nouvelle coupure de 50 FS, mise en circulation mardi 3 octobre, est frappée à l'effigie d'une femme, Sophie Taeu-ber-Arp, une artiste dadaiste zurichoise. - (AFP.)

■ STRASBOURG. Air Liberté a mis en service, lundi 2 octobre, sa nouvelle liaison Paris-Strasbourg, avec quatre vois quotidiens dans les deux sens. A partir du 28 octobre, la compagnie en proposera un de plus. - (AFP.)

ECHECS

Championnat du monde : Kasparov gagne la quatorzième partie

« LA LUTTE pour le titre est ter- donc à peu près hien pour lui. Jusminée », a déclaré Garry Kasparov, mardi 3 octobre, après sa victoire dans la quatorzième partie du national (-1,1%), qui s'explique par championnat du monde qui l'oppose à l'Indien Vishwanathan Anand. Le Russe mène désormais sur le score de 8,5 points à 5,5, et il suisse va émettre d'ici à 1998 six lui suffit de 1,5 point - soit trois nulles - sur les six dernières parties, pour conserver son titre.

Le grand maître de Madras, avec les Noirs, a pourtant tenté, mardi, de déstabiliser le champion du monde en exhumant la défense scandinave, inusitée à ce niveau. Mais il fallait plus pour désarconner un Kasparov sur de son ascendant psychologique, qui proposa la nulle au 16 coup. Anand avait une position solide et refusa. L'Indien s'empara ensuite du contrôle de la colonne. Tont allait

d'Enfer (40 F + prix d'entrée),

14 h 30, angle de l'avenue Den-

fert-Rocherean et de la rue Cas-

alors un sacrifice de cavalier hautement spéculatif, un de ces coups de bluff que lui seul peut se permettre. Les exclamations et les applaudissements des spectateurs fusèrent et traversèrent même les parois de la cage de verre censée être insonorisée. Anand flaira le piége, déclina l'offre... et tomba dans le piège, comme l'assura Kasparov après la rencontre : cette fois-ci, dit-il, il fallait prendre.

qu'au 27º coup. Le Russe proposa

Le Russe réussit ensuite à faire « monter » une tour sur la septiéme rangée, au cœur de la défense noire. Les deux hommes, qui couraient après la pendule pour arriver au contrôle de temps du 40° coup (deux heures par joueur), échangèrent plusieurs pièces dont la dame, ce qui ne pouvait qu'avantager Kasparov, plus à l'aise dans la position. Anand se retrouva alors à court de « bons coups », perdit un pion au 41º coup et ahandonna aussitôt. Prochaine partie jeudi 5 octobre.

CHAMPIONNAT DU MONDE (New York, 1995) Blancs: Kasparov. Noirs: Anand. Quatorzième partie.

24. cxt5 25. Fb4 27. Ce5 29. Cog4 D/7 38.15 41. Tad5

Ý

PARIS EN VISITE

Vendredi 6 octobre

■MUSÉE DU LOUVRE (33 F+ prix d'entrée) : les objets d'art de la Renaissance, 11 h 30 ; L'Ex-Voto (11 43-37-66-11 de Philippe de Champaigne, 12 h 30 (Musées nationaux). Cours de la Bourse : 3615 LE MONOE MUSÉE D'ART MODERNE (25 F+ prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris). ■ MUSÉE D'ORSAY: Courbet et Le Monde est edite par la Sa la Monde, so-obté aroname anec cirectoire et conseil de formellance La reproduction de tout article est interdite sans

Manet (50 F+ prix d'entrée), 13 h 30, ball d'entrée du musée (Institut culturel de Paris). LE PARC ANDRÉ-CITROEN (50 F), 14 heures, angle de la rue Saint-Charles et de la rue Balard (Odyssée).

■AUTOUR DE NOTRE-DAME-

DE-LORETTE: hôtels et jardins (50 F). 14 h 30, sortie du métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite). ■ L'HÔTEL-DIEU (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois). **LA MAISON DU FONTAINIER** Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 et autres curlosités du quartier

sini (Approche de l'art).

MARAIS: sur les traces de
Mex de Sévigné (55 F), 14 h 30, parvis de l'église Saint-Gervais (Frédérique Jannel). **ELE QUARTIER PLAISANCE** (45 F), 14 h 30, sortie du métro

Plaisance (S. Rojon-Kern).

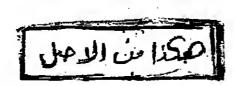
LA SAINTE-CHAPELLE (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Cité (Isabelle Hauller). ■LE SIÈGE DU PARTI COMMUNISTE (55 F), 14 h 30, sortie du métro Colonel- Fahlen (Europ explo).
■ L'ÉGLISE SAINT-ROCH (37 F), 15 heures, 296, rue Saint-Honoré

(Monuments historiques). ■ MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé). MUSÉE GUIMET: l'art khmer (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place d'Iéna (Paris et son his-

toire). EPASSAGES ET GALERIES (50 F), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal côté place Colette (Psalmodi).

Défense scandinave.

Prénom : Adresse: ... Code postal: Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bançaire ou Signature et date obligatoires par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Parts DTN par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) ements : Portage à domicile • Suspension vacances. Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels 33 (11 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.



ATT - 4 ...

\$40000 P

to the second

gradient pro-المراجع فيستنون وا

No. - 1 Magazine

一巻 (さいかく)

Park T

72.3

The state of

Maria Commence

Martine .

955 TT 52

all more resident

17.50

TAX COLUMN

CONTRACTOR CONTRACTOR

\$ 355 · V

-

to frage years.

the transferred to the second

 $S_{\mathbf{k}}(\mathbf{x}, \mathbf{y}_{k}) \in \mathcal{O}(N^{-1})$

Acres 4

多is my common

Separation is

Section Process

atting and the

TRACTOR OF STREET

Anterna er . . .

CULTURE

CINEMA Pour Land and Freedom, un des oubliés du palmarés du dernier Festival de Cannes, Ken Loach a quitté l'Angleterre et le présent pour l'Espagne et l'Histoire,

and the second

en reconstituant un épisode de la guerre : le sacrifice par les troupes républicaines, en 1937, d'autres mouvements antifranquistes, trotskistes notamment. • LA NOSTAL-

Life, Raining Stones et Ladybird, observateur intransigeant de la société

GIE de la solidarité et la vigueur des britannique, fait davantage place à espoirs alors en jeu éclairent ce film sa sensibilité d'homme de gauche, dans lequel le réalisateur de Family adversaire déclaré du stalinisme, qu'à l'analyse politique. • LA BRI-GADE de jeunes acteurs constituée

pour l'occasion porte un film dont les remous suscités lors de sa presentation en Espagne témoignent que, pour les combattants d'alors, une plaie demeure ouverte.

Ken Loach réveille les démons de la guerre d'Espagne

En évoquant un épisode tragique de 1937, le cinéaste anglais a réalisé un film, « Land and Freedom », empreint de nostalgie, histoire d'une trahison qui a marqué la fin de certaines illusions

LAND AND FREEDOM, film anglais de Ken Lnach. Avec lan Hart, Rosana Pastor, Iciar Bollain, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frédéric Pierrot. (1 h 49.)

Land ond Freedom commeoce comme un film de Ken Loach. A Liverpool, un bomme âgé est victime d'un malaise, une ambulance l'emporte vers l'hôpital, puis fait demi-tour. Caméra au poing, montage abrupt, rythme convulsif, ce cinéma capte la réalité et prend d'emblée à la gorge, il oe ressemble à aucun autre. Bientôt, en rangeant les papiers du défunt, qoi était son grand-père, une jeune fille découvre qu'il fut, près de soixante ans auparavant, un des militants qui combattirent le franquisme, le fascisme et tous les totalitarismes. Le flasb-back est amorce, Land and Freedom devient un autre film, un film d'Histoire. Est-ce encore un film de Ken Loach? Oui, mais pas le Ken Loach observateur lucide de la société britannique, ni celui qui, s'avennirant loin de ses terres d'enquête, perdait ses marques et livrait un film saas reperes (Fatherland, 1986). Un autre Ken Loach, dooc. plus secret, moins immédiat, plus nostalgique, plus sentimental aussi. De là un possible malentendu.

Un film d'histoire ou plurôt un film de mémoire. Mais d'une mémoire qui o'est ni celle du personnage qui enclenche le récit ni celle du cinéaste lui-même. Et qui n'est pas non plus vraiment celle de David Carr (Ian Hart), prolétaire anglais dont le film donne à suivre le parcours, de la projection, à Liver-pool, d'un film militant sur la situation espagnole, à sa transformation en combattant de la liberté, de sa découverte des réalités de la guerre à la tragique déception qui sanctionna la fin de

il s'agit plutôt d'une sorte de mémoire collective, qui s'est incarnée, au fil des années, dans l'évocation des illusions perdues d'un mouvement révolutionnaire dont les idéaux ont été trahis un à un Land ond Freedom apparaît ainsi d'abord comme l'histoire de cette trahison originelle, conclue par l'étouffement et le massacre, par les troupes républicaines aux y ordres de Moscou, des autres mouvements antifranquistes, notamment anarchistes et trotskistes, aux côtés desquels elles

avaient jusque-là combattu: Depuis 1936, il y a eu d'autres déceptions, d'autres échecs et d'autres trahisons, dont le film ne porte forcement pas mention, mais qui sont présents comme en pour lesquelles Ken Loach n'a pas abordé frontalement l'histoire de David et de ses camarades, pour au contraire organiser un va-etvient entre présent et passé, dont se courrit l'imagerie offerte par le film. Car il faut sans doute parler d'imagerie, en remarquant notamment ce que les personnages peuveot présecter de lisse, au point de devenir les incarnations des idéaux dont ils sont les por-

Optioo surprenante de la part d'un cinéaste d'ordinaire attaché à la complexité des caractères et décidé à éclairer toujours la part d'ombre de chacun. Choix logique de la part d'un militant lancé dans une entreprise dont la nostalgie le protège encore d'un cynisme qu'il a toujours su éviter, mais auquel pourrait le conduire la lucidité de soo regard sur l'évolution récente du monde, et singulièrement de la société britannique. La colère, dont Loach a toujours affirmé qu'elle servait de détonateur à ses films, s'est ici en partie effacée au profit de l'émotion.

Cette émotion porte essentiellement sur la notion de solidarité, dont le cinéaste déolore qu'elle soit aujourd'hiri dévalorisée, voire obsolète. Raison pour laquelle Land ond Freedom met en avant l'idée de groupe, au détriment de l'idée de personnage. En effet, la fonction essentielle de David Cart est de servir de guide, de trait d'anion entre le spectateur de 1995, représenté dans le film par le petite-fille de David, et la réalité de l'Espagne de 1936, que le film s'applique à décrire. Exaltation de

filigrane. C'est une des raisons la solidarité, le récit détourne ou gomme les aspérités de la vie de groupe et ne rend précisément compte que d'un conflit présentant une signification ouvertement politique, au cœur de la très loogue scèce, peut-être la plus belle du film, où est discutée la collectivisation des terres d'un village. Scène centrale, véritable pivot idéologique d'un film qui s'applique par ailleurs à faire l'impasse sur l'idéologie et apparaît paradozalement comme le moins directement politique des films de Reo Loach.

La reconstitution d'époque, si attentive soit-elle, n'est pas davantage l'enjeu du film que le débat politique sur le sens de la guerre d'Espagne. An plan historique, tout est joué avant même que le film oe commence, le réalisateur a pris parti, îl o'a pas de thèse à mettre en lumière et à défendre, pas de révélations à faire, tout juste quelques vérités à rappeler et, surtout, une aventure bumaine à retracer ou, mieux eocore, à recréer. Land and Freedom puise en effet sa force dans la sobriété, presque le minimalisme, de la descriptioo des combats, escarmouches doot l'enjeu n'apparaît aux combattants que de manière fugitive et parcellaire, et surtout dans l'enthousiasme et la vitalité dont font preuve de jeunes acteurs choisis par Loach autant pour leurs qualités bumaines que pour leur talent de comédiens. Leur évidente implication et leur totale adhésion à la vision du réalisateur porte Land and Freedom. film de mémoire collective et vi-

Pascal Mérigeau



Trente-deux mois de guerre

16 février : victoire du Front populaire aux élections générales 18 juillet : soulèvement militaire dans les garnisons. 29 septembre : Franco est

nommé, dans la zone insurgée « chef du gouvernement de l'Etat espagnol ». 19 octobre : début de la bataille

4 novembre : formation du gouvernement républicain dirigé par le socialiste Largo Caballero avec des ministres communistes et anarchistes.

1937 26 avril: l'aviation allemande bombarde Guernica. 3-6 mai: affrontements armés entre membres du POUM et anarchistes d'un côté. communistes et socialistes de

octobre : chute du front nord (Pays basque, Cantabrie, Asturies).

14 avril : les troupes de Franco atteignent la Méditerranée. Le camp républicain est coupé en deux. Octobre : retrait des brigades

internationales. 1939 26 janvier : Franco entre à Barcelooe. 5 février : loi des « responsabilités politiques » et début de la

repression. 28 mars : entrée des troupes franquistes à Madrid. 1" avril : fin de la guerre civile.

Persévérer dans le refus de se prendre au sérieux

IL EST sans doute le seul cinéaste qui, pour réaliser un film, réverait de se passer de camera. Mais le cinéma l'intéresse-t-il vraiment? A l'en croire, pas tant que cela. S'il consent, contraint et forcé, à discuter de la iestion du l'éalisme dans les tilms, c'est pour affirmer aussitôt qu'il préférerait parier du rôle des syndicats dans les sociétés occidentales. Et il lui arrive souvent de dire qu'il a l'impression de passer plus de temps à parler de ses films qu'à les réaliser. Normal, alors, qu'il saisisse le moindre prétexte pour parler d'autre chose. De politique de préférence, ou alors de football.

Avant la politique, en effet, il y eut le football pour Ken Loach, dont le père était électricien dans une usine et dont l'enfance passa sans heurts, dans l'atmosphère paisible d'une petite ville des Midlands. Ce n'est qu'au début des années 60, quand il commence à travailler pour la BBC, qu'il s'intéresse à la poli-

tique, notamment sous l'influence du producteur Tony Garnett et du dramaturge Roger Smith. Dans les romans d'Alan Sillitoe (Samedi soir, dimanche matin, La Solitude du coureur de fond) et de John Braine (Les Chemins de la haute vive), il retrouve l'a de la vie de province et apprend, grâce à eux, à s'intéresser aux « petites gens », aux « classes laborieuses ».

UN HUMOUR SANS RÉSERVE

Proche des trotskistes, il ne s'est lamais considéré comme un extrémiste, et le mot l'amuse toujours, mais n'a jamais fait mystère ni de son antistalinisme ni du profond mépris que lui inspirent les sociaux-démocrates, « qui ont toujours trahi les intérets des classes qu'ils feignent de représenter et de défendre ». Sans Illusioo sur les démocraties occidentales (« Elles n'ont à offrir que le vernis de la démocratie et en aucune façon ne permettent aux lui viendrait pas à l'esprit de se définir comme un révolutionnaire, vocable qu'il persiste à juger « plutôt embarrassant ».

Il fait des films pour, dit-il, « donner la paroce a ceux qui en ont toujours en sujet l'intéresse en premier lieu. La technique est entièrement soumise aux acteurs, choisis pour leur capacité à transformer de manière réaliste une situation de fiction et à enrichir le film de leur personnalité. Sur sa conception du cinéma, il ne dit guère plus, affirme souhaiter seulement que ses films provoquent une prise de conscience et porte sur soo propre travail un regard dépourvu d'aménité, qui le conduit à se montrer impitoyable pour le manque d'humour dont il sait s'être parfois rendu compable. Défaut majeur, à ses yeux, de ceux de ses films qu'il juge les moins réussis.

Grace à cet bumour dont il use sans réserve au quotidieo, il a su ne iamais se prendre au

gens de décider de ce que sera leur vie »), il ne sérieux. Il peut ainsi prétendre que, s'il est le seul des grands cinéastes britanniques à n'avoir jamais cédé au chant des sirènes hollywoodiennes, c'est que celles-ci ne doivent pas connaître son numéro de téléphone, alors transigeance est seule responsable de cet en

Il a, certes, filmé Land and Freedom en Espagne, et Il tournera en grande partie son prochain film, Corlo's Song, au Nicaragua, mais il se consacrera ensuite de nouveau à la réalité anglaise, dont il considère que les cinéastes n'ont, jusque-là, fait que griffer la surface. Pour se distraire de cette réalité, selon lui de plus en plus impitoyable et sans espoir, Ken Loach ne compte évidenment pas sur le cinéma. Mais le retour d'Eric Cantona sur les terrains de football, peut-être...

P. M.

Wilebaldo Solano: « Pourquoi les communistes voulaient détruire le POUM »

IL AVAIT 18 ANS en 1936. Wilebaldo Solano était à l'époque secrétaire général de la jeunesse du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Réfugié en Prance après la victoire de Franco, maquisard dans le bataillon « Libertad » pendant la guerre, secrétaire général du POUM en exil jusqu'en 1976, journaliste à l'Agence France Presse, il partage aujourd'hui sa vie de retraité entre son petit appartement de Ponte-



nay-sous-Bols (Val-de-Marne) et Barcelooe. Le temps n'a pas eu d'influence sur ce presque octogénaire qui se définit toujours comme marxiste révolutionnaire indépendant (pas trotskiste: le POUM n'a jamais adhéré à la IV-Internationale), et collabore eocore à de nombreuses revues.

« Le film dépeint parfaitement, dit-il, la pureté des idéaux que nous partagions alors, tous unis dans lo même espérance : renverser Pranco et transformer radiculement la société espagnole. Et puis Moscou est intervenu pour briser l'unité antifranquiste, en arguont de notre radicalisme déviationniste... La vérité est que nous étions les seuls à apporter une critique idéologique et intellectuelle de gauche au stalinisme, que nous dénoncions la terreur et les procès de Moscou qui dévoyaient l'idéal socialiste. »

conditions exactes de la mort d'Andreu Nin sont longtemps restées une énigme. Les archives de Moscou, ouvertes au lendemain de l'ef-

fondrement du communisme, ont révélé comment ce compagnon de Lénine, de Trotski, de Boukharine, député du soviet de Moscou et un des fondateurs du POUM, fut assassiné, au printemps 1937, à 45 ans, près d'Alcala de Henares, en Castille, par les agents du général Orlov, représentant du GPU en Espagne. Ceux-ci tentèrent de cacher leur forfait, en faisant courir le bruit que Nin était détenu par les nazis à Salamanque ou à Berlin. Deux journalistes catalans out révélé les détails de cet assassinat dans un film, Opération Nicolai, diffusé sur la télévision de Barcelone en novembre 1992. Les recherches pour retrouver les restes de Nin sont toutefois restées vaines. Wilebaldo Solano et ses amis veulent maintenant obtenir de la télévision nationale espagnole, curieusement frileuse, qu'elle diffuse ce docu-L'Histoire a livré sa vérité. Les ment - tourné en catalan - qui est pour eux la preuve ultime de la tra-

LAND AND FREEDOM (Tierra y libertad en espagnol) est sorti en Espagne au début du mois d'avril. Ce fut l'occasion pour les Espagnols de se pencher à nouveau sur les raisons qui ont poussé le Parti communiste à voulair onnihiler par

tous les moyens le Parti ouvrier d'unification morxiste (POUM). L'ex-secrétaire général du PCE, Sontiago Carrillo, s'est expliqué dons un orticle publié par le quotidien El Pais, le 6 avril

« (...) Une scèae du film est particulièrement intéressante: la discussioo sur la collectivisation de la terre eatre les habitants d'un village libéré et les miliciens, discussion qui reflète la différence de vues cotre les paysans sans terre et les petits propriétaires, tous pourtant antifascistes. C'est, pour moi, la première erreur du film, car il commence à situer ici la rupture entre révolutionnaires et non-révolutionnaires dans un conflit antifasciste où le concours de tous était né-

le fascisme, Franco, Hitler et Mussolini » « Ren Loach a voulu readre le la réalité historique en attribuant plus concret possible l'affroote- au seul PC la création de cette arment entre ceux qui pensaient mée - et, au-delà, à Staline. que le premier objectif devait

Santiago Carrillo: « Le film oublie

être de gagner la guerre et ceux qui défendaient l'idée qu'il fallait d'abord faire la révolution. Mais, en le traitant de cette manière, il n'a fait que ressusciter une polémique que la défaite de la République semblait pourtant avoir tranchée.

» Le soulèvement fasciste a précipité uoe révolution populaire en Espagne. Mais une révolution populaire, plurielle, ne pouvait preadre forme sans que la guerre soit préalablement gagnée, et, donc, sans que soit levée une armée régulière, populaire, disciplinée, capable d'affronter un adversaire militairement puissant, appuyé par des unités italiennes et allemandes. Cette armée, c'est le Front populaire et le gouvernement de la République qui l'ont voulue. Certes, le Parti communiste en appuyait la formation, mais le film ne correspond pas a

» (...) En voulant faire la critique de Staline et du stalinisme exagérément d'ailleurs -, le film, aussi sincère que soit l'intentioo de ses auteurs, oublie le fascisme, Franco, Hitler et Mussolini. En échange, il offre l'image d'une République qui ne paraît pas mériter qu'on se sacrifie pour elle.

» le ne sais commeot la pureté des idéaux révolutionnaires peut survivre à ce tableau de ce qui fut pourtant l'une des plus grandes épopées de la lutte pour la liberté



TOUS LES NOUVEAUX FILMS

LAND AND FREEDOM Film britannique de Ken Loach. (Voir page 27.)

LA FOLIE DU ROI GEORGE

Film britannique de Nicholas Hytner, avec Nigel Hawthorne, Helen 📕 Un embouteiljage de titres Mirren, Ian Holm, Rupert Everett (1 h 45).

Le roi déraille, le roi est dingue, Gracieuse Maieste de l'Empire britannique supportant mal la perte des colonies américaines et les attaques d'une maladie alors indécelable (la porphyrie), George III perd les pé-dales, et manque de perdre sa couronne avec. Dans l'univers de la cour d'Angleterre de la fin du XVIII siècle, le respect des apparences et de l'étiquette est le ciment du royaume et de la hiérarchie des pouvoirs. Si le chef branle, tout l'édifice vacille, tous les ambitieux se mettent en chasse, et comme, en l'occurrence, le chef branle diantrement, c'est le bazar à Buckingham. la foire d'empoigne à la Chambre des lords et Hellzapappin à Hampton Court - les malicieux y verront sans difficulté crime d'allusion à l'actuelle situation de la royale fa-

On pouvait, de semblable épisode, tirer une tragédie shakespearienne, ou un délire à la Monty Python. Nicholas Hytner, homme de tbéâtre qui fait ses debuts au cinema, s'est contenté d'une transposition appliquée, où chaque thème est mentionné, chaque piste désignée, chaque ingrédient utilise avec une mesure très sage. Le résultat, servi par quelques dignes représentants de la vaste corporation des excellents acteurs britanniques, est plaisant, ce qui n'est pas rien. Avec un peu moins de décorum et un peu plus de souffle, il aurait pu être bien davantage.

Film américain de Mel Gibson. Avec Mel Gibson, Sophie Marceau, Patrick McGoohan, Catherine McCormack, Angus McFayden (2 h 45). La mode est aux films d'aventures médiévaux, et les landes d'Ecosse attirent les équipes hollywoodiennes. Hier, c'était Rab Roy, voici qu'arrive Braveheart, mégaproduction aux commandes de laquelle Mel Gibson cumule les fonctions de réalisateur, de vedette et, dit-on, de scénariste. Comme il se doit, les paysages sont magnifiques et les mœurs brutales, les figurants en pombre et les batailles terribles.

L'Anglais est là encore l'ennemi à abattre, dont la morgue et les exactions provoquent la colère de William Wallace, béros national écossais dont le film s'applique à décrire la personnalité et le tragique destin. De même que Spartacus fit trembler Rome, Wallace fut bien près de faire rendre gorge à l'Angleterre, à l'aube d'un XIVe siècle dont Braveheart restitue la sauvagerie avec un certain éclat. Avant que ne vienne pour lui le temps de mourir, trahi par certains des siens et torturé par l'Anglais, il faut au héros (et à Mel Gibson) prendre le temps d'aimer. Ce qui ne va pas sans un sentimentalisme passablement envahissant, auquel Sophie Marceau est associée au prix de quelques fugitives apparitions.

Le rythme du film souffre cruellement de cette propension au bavardage et au badinage, qui atténue le fracas de batailles filmées avec un réalisme surprenant.

CASPER

Cathy Moriarty, Eric Idle (1 b 40).

Casper Casper propulse au milieu d'un univers réel un personnage de dessin animé créé en 1945 pour la Paramount, Casper le gentil fantôme. On reconnaît bien là le système Splelberg (producteur du film) : réacclimater ce que fut l'imaginaire enfantin des quadragénaires pour le revendre

Casper hante ici, avec trois spectres farceurs, une vétuste propriété appartenant à une ignoble héritière flanquée d'un avocat véreux (très caricaturalement interprétés par Cathy Monarty et Eric Idle), qui espère en reprendre possession pour y découvrir un hypothétique trésor. Casper se lie d'amitié avec la fille d'un chasseur de fantôme à la recherche de sa femme morte. Ils viendront à bout des méchants, mais le petit fantôme devra se résigner à

demeurer pour l'éternité une créature immatérielle. Comme souvent chez le réalisateur d'E. T., la technologie la plus avancée (elle permet ici la cohabi-tation d'ectoplasmes polymorphes avec des êtres de chair et de sang) est au service des bonnes vieilles morales. Le film débouche étrangement sur deux conclusions contradictoires : le père de la petite fille est amené à accepter l'entrée dans l'adolescence de son enfant et sa découverte de la sexualité, alors que les ultimes plans semblent exalter la régression et le refus de gran-

lean-Francois Rauger

BELMONTE

Film hispano-franco-portugals de Juan S. Bollain, Avec Achero Manias, Jesus Bonilla, Lautaro Murua. Luis Miguel Calvo (1 h 40). Belmonte retrace en cent minutes la vie d'un des toréadors les plus talentueux et admirés (en particulier par Hemingway) du XXº siècle. Le film passe laborieusement en revue toutes les motivations secrètes qui ont

déterminé le destin du personnage : sa volonté d'une promotion sociale, l'instinct du suicide, sa recherche d'une ascèse quasi spirituelle. Soulignés très maladroitement par des dialogues parfois ridicules à force d'être explicites, les motifs cachés de la hiographie de Belmonte sont malheureusement traités sans parti pris, et le scénario ne tente aucune hypothèse un peu originale. La mise en scène, platement illustrative, appliquée et anonyme ne sait, de surcroit, pas vraiment tirer profit des ri-





ayant quelque prétention au succès a nui, cette semaine, à la fréquentation globale comme à la réussite de chacun d'eux. Aucune catastrophe, mais des résultats inférieurs à ceux auxquels auraient pu prétendre ces films.

■ Ainsi « Desperado » se contente d'un 60 000 dans son énorme combinaison de 40 salles, La Fleur de man secret végète un peu à 54 000 dans 34 salles, Paul Newman n'attire que 21 000 supporters devant les 22 écrans d'Un homme presque parfait, Jack et Sarah ne séduisent que 15 000 spectateurs dans leurs 20 salles. Et Cyclo se contente d'un honorable 24 000, dans seulement 13 salles. Le seul à tirer son épingie du jeu est La Mutante, avec 73 000 entrées dans 29 salles.

■ « Le Hussard sur le tolt », qui focalise une part des espoirs économiques du cinéma français, n'obtient pas tout à fait le niveau attendu dans la capitale, avec 110 000 spectateurs en deuxième semaine, soit un total de 264 000. Mais le succès exceptionnel du film en province pourrait permettre à Jean-Paul Rappeneau de gagner son pari.

Les trois grosses productions hollywoodiennes des semaines précédentes connaissent des fortunes diverses (qui, une fois n'est pas coutume, correspondent à la qualité des films): Sur la route de Madison reste vaillant en quatrième semalne avec encore 46 500 compagnons (total: 287 000) tandis que Piège à grande vitesse ralentit brutalement, et que USS Alabama est près d'être envoyé par le fond.

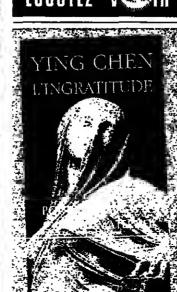
CINEMA

Accès direct en 2° année



nardi 10 octobre à 20h45 Théâtre de Cherbourg cène national 33 88 55 50

vendredi 20 octobre à 20h30 Centre Culturel de l'Albigeois 63 49 72 72



Une rétrospective du cinéma lettriste au Centre Pompidou

Une cinquantaine de films de 1951 à 1995 sont présentés

Dans le sillage d'Isidore Isou, l'inventeur du lettrisme qui ne fit qu'un bref détour par le grand écran, Maurice Lemaître, invente depuis quarante-cinq ans des films expépassion rebelle pour les images. ne fit qu'un bref détour par le grand écran, Maurice Le-maître, invente depuis quarante-cinq ans des films expé-

RÉTROSPECTIVE MAURICE LE-MAÎTRE. Du 4 au 22 octobre au Georges-Pompidou. Séances à 18 heures au cinéma du musée, 3º étage.

Au commencement, Jean-Isidore Isou Goldstein avait créé le lettrisme. L'Europe n'était que solitude et chaos : la deuxième guerre mondiale venait d'anéantir une certaine Idée de l'homme. Natif de Roumanie, débarquant à Paris en 1945. Isou propose, quant à lui, l'anéantissement du vocable au profit de la lettre, comme fondement d'une nouvelle poésie phonético-musicale. La doctrine est révélée - avec l'alde d'un petit noyau d'apôtres germanopratins - au cours de quelques raids mémorables de l'année 1946, avant d'être publiée dans Introduction à une nauvelle poésie et à une nouvelle musique (Gallimard, 1947). Elargi en « créatique » quelques années plus tard, le lettrisme ne sera plus qu'un des aspects d'une interprétation globale du monde, à mi-chemin entre le nihilisme dada et l'eschatologie d'une « société paradisiaque ».

Dans le droit fil des avant-gardes do début de ce siècle, les « polyartistes » lettristes s'attachent à brasser les genres, n'en laissant indemne aucun. Au cinéma, Isou s'emploie aînsi à ce qu'il nomme la phase « ciselante » (déconstruction de l'art jusqu'à son principe constituant), destinée à produire « un Hollywood vers Saint-Germain-des-Prés ». Voici donc le film-manifeste Traité de bave et d'éternité (1951), at-

tentatoire à la fois à l'image (la pellícule est griffée avec des ciseaux) et aux rapports qu'elle entretient avec le son, qui s'autonomise et devient prédominant (c'est le « montage

discrépant »). « Tu ne te feras point d'image » : telle est en effet toute la religion lettriste en matière cinématographique. D'autres membres du groupe s'y emploieront allègrement. On doit notamment à Gil J. Wolman L'Anticoncept (1952), soit une beure de flashs noirs et blancs projetés sur un ballon-sonde et agrémentés d'une bande sonore passablement désintégrée. Dans le même esprit, mais avec des textes (déjà) détournés, ces Hurlements en faveur de Sade (1952) du futur situationniste Guy-Ernest Debord. La flambée est de courte durée, même si le plasticien Roland Sabatier prend la reiève dans les années 60, ou plus récemment Michel Amarger et Frédérique Devaux.

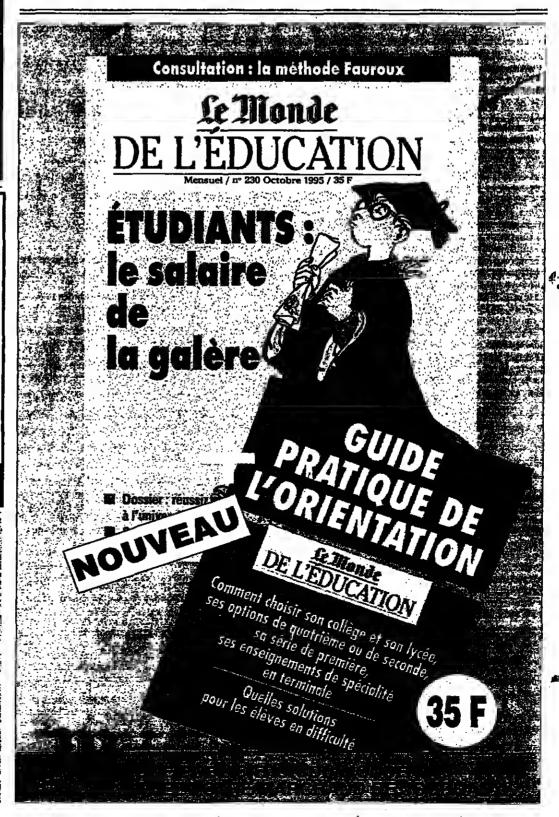
FILMS & SUPERTEMPORELS >

Par la constance et l'ampleur de sa production, Maurice Lemaître s'impose donc comme «le » cinéaste lettriste. Critique littéraire au journal anarchiste Le Libertoire, il fait la connaissance d'Isou en 1949. Assistant et monteur sur Traité de bave et d'éternité, il réalise la même année Le film est déjà commencé? qui systématise et diversifie les procédés d'altération de l'image. Un concept nouveau y apparaît: « la séance de syncinéma ». A savoir que le film n'est plus désormais le pôle principal de l'œuvre. une setie d'interventions in vivo, depuis l'arrosage et le talcage de la file d'attente. La première projec-

tion de ce « cinéma en relief » a lieu le 12 novembre 1951 au ciné-club du Musée de l'homme. Il n'y en aura pas beaucoup d'autres. Dix ans plus tard, son second film, Un soir au cinéma (1962), amorce une activité régulière puisque sa filmographie compterait aujourd'hui une centaine d'œuvres. Elles vont du libelle économico-politique (Le Soulèvement de la jeunesse, 1969) à la pointe autobiographique (Tous derrière Suzanne, jeune, dure, et pure! 1978-1994) en passant par certains films « infinitésimaux » (n'importe quel objet ou idée tient lieu de support à un film unaginaire) ou « supertemporeis » - ouverts indéfiniment à la contribution du public.

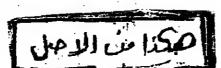
De la saturation au minimalisme la cinquantaine de films présentés (de 1951 à 1995) par la rétrospective du Centre Pompidou restitue le fil d'une œuvre reliant les avantgardes du début du siècle à la résurgence des années 60. Dès Le film est déjà commencé?, bon nombre de procédés anticipent sur les recherches des réalisateurs expérimentaux américains (clignotement, récupération de plans, happening...). Mais ce cinéma, qui offre depuis plus de quarante ans le spectacle de sa mort annoncée. court le risque de discréditer son propre principe. Pourtant, si cet lconoclasme fasciné peut prêter au sarcasme, on peut aussi y voir plus d'amour pour les films que dans le régime de syntbèse auquel ils semblent promis aujourd'bui. Au sens paradoxal où Eric Rohmer distinguait très tôt en lui le « respectelles qu'elles sont ».

Jacques Mandelbaum





Tout ce illici



du cinéma

Pompidou

ode famous

o I F MONE

OBRE 1995 / 19



La Folie du Roi George aujourd'hui au cinéma

Le cinéma vivant d'Archaos, cirque de caractère

Pierrot Bidon et Guy Carrara sont les auteurs de « Game Over », véritable show multimédia que le second met en scène au Zénith de Marseille, en première mondiale

et quarante minutes de spectade total, où

se mêlent des arts souvent rebelles à la

cohabitation : des numéros de cirque tradi-

Finis les chapiteaux. Elle est loin cette année 1984 où des artistes bizarres, maniant la tronconneuse et ionglant avec la ferraille, étaient regardes comme des extraterrestres venus faire du bruit dans le

le biais de l'écran, un film réalisé GAME OVER, de Pierrot Bldon et dans les murs du Théâtre du Merlan Guy Carrara. Mise en scène de par le metteur en scène de Game Guy Carrara, avec la troupe Over, Guy Carrara, et interpreté par neuf enrants choisis dans les cités Archaos. ZÉNITH-DÔME DE MARSEILLE. pour conduire la narration de cette avenue de Saint-lust, 13. histoire un peu folle, un peu tara-Mº Sainr-lust. Jusqu'au 7 octobre biscotée, mais quoi qu'il en soit anihitieuse.

TV Infini.

TÉLÉVISION TOTALITAIRE

Tous sont alors reclus dans ce qui

à 20 h 30 et le 8 à 15 h 30. Tel.: 91-39-94-00. 120 F et 150 F.

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Un show, un show avant tout, Game Over est un show dont on aurait dit, il y a quelques années encore, qu'il était « à l'américaine » : profusion d'art et de techniques, et donc d'artistes (vingt) et de techniciens (vingt-cinq), spectacle conçu pour les grandes salles de concert, comme ici le Zénith-Dôme de Marseille qui marque, au pied du - bateau bleu *. Immeuble abritant les bureaux du conseil général des Bouches-du-Rhône, la frontière entre les quartiers nord et sud de la

métropole phocéenne. Quartiers nord de reputation nationale qui, ici, entrent en scène par d'age avoisine les dix ans, vieux en-

tion, la troupe Archaos - grâce à laquelle on dit le cirque sauvé, renouvelé - choisit les mégasalles et lance sur les routes du spectacle multimédia son Game Over, écrit

tionnel (contorsionnistes, ionoleurs, acrofants de la manipulation par l'image, qui décident de leurs programmes en cognant sur un fiboer dont le tableau vérifie sans cesse les

Cette virtuelle direction de l'in-

formation communique avec ses commensaux par l'intermédiaire de l'image – des images fixes et un film Première image, en phase avec 35 millimètres projeté sur un écran géant qui barre le fond de la scène l'actualité la plus chaude de ces derniers mois : dans de méchants caret par un drôle de bonhomme, miclown d'opérette ml-Monsieur tons à même le sol, un petit monde Loval obèse et tonitruant, M. Legro s'éveille, hommes et femmes sans (Jean-Pierre Venet, gargantuesque). domicile et sans travail, sans papiers, bientoi railes par des Il règne sur une petite cour, dont le hommes d'ordre brutaux à la solde fou (Cyrius) est un homme-ord'un trust audiovisuel prêt à tout : chestre de la génération informatique. Chanteur, il s'accompagne lui-même en frappant sur des pas-

courbes d'audience.

ressemble à un camp d'internement fils reliés à la console de son, des efoù ils doivent quitter leurs oripeaux fets et mélodies pré-enregistrées ordinaires pour endosser le cospour le seul plaisir de son maître. Dans sa course à l'audience, tume préparé pour eux, desormais TV Infini ne reculera devant aucum prisonniers à la discrétion d'une chaîne de television totalitaire. Elle sacrifice, qu'il s'agisse du goût ou est dirigée par un comité de neuf de l'intelligence. Les désormais sages hystériques, dont la moyenne vieilles recettes de la communication sont ici réunles : les bonnes

tilles cousues dans son costume,

mouvement qui déclenche par des

nouvelles bien propres d'un pouvoir politique absolu dans la voix et le visage charmants d'un Alex Taylor (le vrai Alex Taylor) absolument complice; un magazine sportif, puissant dérivatif aux soucis de l'actualité; un magazine de « séduction » qui ne répugne pas au sadomasochisme; un sujet « argent » qui s'avérera des plus frappants, manquant d'emporter ce mauvais M. Legro ad patres; et, pour faire bonne mesure, un reportage sur la guerre qui s'achèvera dans une

apocalypse nucléaire figurée par l'image sur l'écran et par la performance hallucinante de deux motards enfermés dans une boule d'acler de 4 metres de diamètre pour un ballet mécanique, vir-Chacune de ces séquences est l'occasion d'évolutions de cirque pur, qui rassemblent des jeunes ar-

tistes formés aux meilleures écoles - Archaos bien sûr, Châlons-sur-Marne, Rosny-sous-Bois, Annie Fratellini - et d'autres qui n'avaient encore jamais rien fait en grand, comme l'acrobate Benoît Belleville, vingt et un ans, ou le trampoliniste

monde du cirque. Pour sa neuvième créa- par Guy Carrara et Pierrot Bidon. Une heure bates, trapézistes, fil de fériste, clowns, sauteurs à l'élastique, trampolinistes...), une musique omniprésente et hétérodite (du baroque à la techno), live ou enregistrée par deux frères d'exception, Denis et

Lionel Pioline, deux fois champion

du monde dans sa discipline.

TRANSITIONS DE COMÉDIE

Si tous n'ont pas encore parfaitement intégré les rythmes de Game Over, ses transitions de comédie ou de ballet, ils sont, chacun dans son art, de vrais phénomènes. Les contorsions de Claire Joubert et d'Ericka Maury Lascoux, le numéto de jonglage de Franck Ténot, celui de fil-de-fer de Jean-Thierry Barret, les évolutions aériennes au trapèze, à l'élastique et au tissu de cinq performers hors pair, le trio de trampolinistes emmené par Pioline qui se joue de l'apesanteur pour une partie de basket mémorable, sont au-

tant de grands moments du show. Sachant enfin la somme des talents réunis autour de la scène. comme les frères Lefdup pour la

35 millimètres projeté sur un écran géant qui barre le fond de la scene), de la danse et... de la moto, sans quoi Archaos ne serait plus tout à fait Archaos. musique, Jean-Marie Prouvèze, nom claudélien de l'un des meilleurs concepteurs de lumières au-

Jérôme Lefdup, du cinéma (un film en

4. A. A. A.

- 10 Birth

in the same training

e progression regions

the same of

والمتعطور والمراجع

on the said of the said

ではかり

ها موام مها معلیان از دیان

and grade the second second

and the second s

erandran trac god Al

 $(a_{1}, a_{2}, a_{3}) \in \mathbb{R}^{2} \times \mathbb{R}^{2}$

الوميط ليجهز وهنديه بالان

y total to went

والمعارض والمناه والمارية

a 100 miles

and the same

المناهية كالمراء يواجده er in er en 1777

اللبير وعاره وا

11.00

10.00

jourd'hui en activité, on peut parier que ce Game Over, encore un peu vert dans ses rythmes et ses enchafnements, indubitablement naif aussi dans l'écriture de son scénario, pas tout à fait au point non plus dans ses courtes chorégraphies, trouvera un jour très prochain sa forme définitive. D'autant que Guy Carrara, voix de velours au service d'un engagement intransigeant, a déjà réussi la prouesse de marier en scène des arts rebelles, souvent, à la cohabitation. Un bon génie paraît l'accompagner sur le chemin d'un art encore à naitre, ce « cinéma vivant » qu'il poursuit en bon soldat du spectacle hors normes.

Olivier Schmitt

Onze ans d'art et de chaos

En 1984, apparaît sur la scène française d'une troupe d'ovnis aussi inattendus qu'indispeusables, Archaos et son Cirque de caractère, premier spectacle devenu emblématique. Sous la férule de deux presque frères jumeaux, Guy Carrara et Pierrot Bidon, nés un même jour de janvier 1954, un nouveau cirque s'invente, qui mèle les arts traditionnels aux formes artistiques dn moment. Par eux, et avec quelques autres, on dit le cirque sauvé, renouvelé, prèt à passer le cap du siècle. Depuis, Archaos a produit sept spectacles, réuni un peu moins de cinq millions de spectateurs sur les cinq continents, vi-sité vingt-deux pays, produit vingt-cinq beures de programmes de télévision vus par plus de vingt-deux millions de téléspectateurs. Archaos, ce sont aussi près de cinq cents artistes, presque autant de techniciens, de vingt-huit nationalités différentes, qui ont, pour certains, créé leurs propres troupes. Game Over est la neuvième création d'Archaos, coproduite par le Théâtre du Merlan de Marseille, d'un coût initial de production de 4 millions de francs.

Lefdup et Lefdup, frères-et-maîtres de l'invention-musicale

MARSEILLE

de notre envoyé special Ils sont deux, Lefdup et Lefdup, Denis et Jérôme, ex-Maîtres du monde, groupe de performers (vidéo et musique) aujourd'hui disparu, désormais unis pour le meilleur du son et de l'image, compositeurs - tous les deux - et vidéaste (Jérôme, réalisateur méconnu d'un programme-phare de Canal Plus, L'Œil du cyclone, hebdo de l'image planétaire dans toutes ses anomalies et sa démence, ses inventions et sa virtualité). Tandis que la troupe d'Archaos met la dernière main à son nouveau spectacle, les deux frères, le devoir accompli, boivent et fument - trop - autour d'une méchante table de cantine à l'extérieur du Dôme, sous la caresse du soleil automnal. Le devoir, en l'occurrence, c'est une partition de plus d'une beure et trente minutes, qu'ils ont minutieusement concoctée durant plus de six mois dans l'atmosphère confinée du studio parisien dirigé par Denis Lefdup, le

Snark. Ce sera l'une des surprises les plus fortes, les plus indiscutables de Game Over, dont l'univers sonore est une sorte de voyage dans l'his-toire de la musique, depuis son âge baroque jusqu'à aujourd'hui, techno industrielle mêlée d'une jungle tranquillement novatrice, fluide invisible et omniprésent de la représeotation. Les deux « siamois des oreilles », joli patronyme et titre de leur premier album disponible dans les bacs des bons disquaires, avaient écrit une chanson, 15 h 38. librement inspirée d'un flash de France-Info et diffusée avec dévotion pendant un an sur Radio Nova. C'est en écoutant cette station que l'auteur-metteur en scène de Game Over, Guy Carrara, a connu puis rencontré les deux composi-

DUGBUL À ANCHE Lefdup et Lefdup jouent d'à peu près tous les instruments, Jérôme confessant une prédilection pour le dugbul à anche, tuyau de machine à laver sur lequel est fixé un embout de saxophone, qui produit un son grave d'une incroyable intensité. Leurs goûts musicaux se promènent sur toute la gamme des différents répertoires, « de la musique ancienne à Colargol », avec une admiration sans borne pour Brian

Eno - producteur du nouvel album de David Bowie que Jérôme Lefdup connaît bien pour avoir réalisé il y a trois ans un portrait du « maitre », diffusé dans L'Œil du cyclone. A leurs heures perdues, ils ne détestent rien moins que d'inventer de nouveaux instruments, comme un mystérieux sifflet glozélien... Pour écrire la musique de Game Over, ils ont travaillé dans leur coin, sur un storyboard précis, et laissé . libre cours a leur sampling virtuose. Ils ont pu vérifier l'adéquation de leur travail avec le spectacle une semaine seulement avant les premières représentations. C'est à peine s'il a fallu modifier quelques plages, comme celle du numéro des trapézistes, qui oot demandé un 4 changement de rythme afin d'éviter tout plongeon intempestif...

Denis Lefdup a du aussi remixer toutes les bandes en peu de temps, pour tenir compte du système définitif de diffusion sonore, solt huit sources sur le plateau et tout autour de la salle permettant de créer un relief, une épaisseur et des effets constants. Enfin, l'un des acteurs principaux de Game Over est Cynus, jeune chanteur et musicien qui a composé ses propres chansons. écrit ses textes et réuni ses sons à partir du travail des frères Lefdup, mais loin d'eux. L'essentiel de ses recherches a été bien accepté par les deux compositeurs et tous se sont vite entendus sur des modifications mineures. Cyrius peut ainsi librement donner de la voix et, par une petite claque sèche sur l'un ou l'autre des « pad Midy » - petites pastilles fixées sur ses bras, son torse et ses jambes, reliées par fil à la console de sonorisation - déciencher des séquences musicales soigneusement préenregistrées.

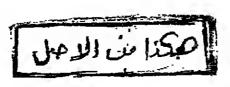
Les frères Lefdup ont déjà signé de numbreuses musiques de spectacles et de cinéma, ils se sont plusieurs fois produits sur scène, mais le concert n'est pas leur fort car il exige qu'ils « recomposent » leurs morceaux pour de « vrais » instruments, une tache exténuante. Ils lui préfèrent les événements ou les installations plastiques, et les spectacles évidemment, comme ce Game Over auquel ils ont apporté leur génie musical, leur humonr aussi, et une couleur qu'un seul mot résume, Lefdup.

Personnellement SAS in a conquise! Conquise par sa ponctualité, la qualité de ses services. l'efficacité de son personnel, ainsi que par les attentions particulières qu'elle nous réserve. En voyageant sur SAS, on se sent vraiment privilégiée... d'ailleurs cet été, je pars aux USA ou en Chine grâce aux points EuroBonus si rapidement accumulés! Le téléphone à bord est très important. Il me permet de prévenir mes clients ... ou ma famille de mes changements de dernière Sur nos longs counters le reces à la carte vous sermet de composer votre menu. Vous evec désormets le chob Un repas équilibré et varié : rien de tel pour se régénérer avant une réunion. Sur SAS. japprécie de pouvoir composer mon repas et la qualité des produits est toujours irréprochable. La pause-déjeuner? Toujours un savoureux moment en compagnie de SAS... l'aime profiter du temps de vol pour me détendre, mais il m'est bien souvent indispensable de travailler. Sur SAS, je dispose de la place nécessaire pour étaler mes affaires sans gêner personne! Et avec mon ordinateur équipé d'un modem-fax, je peux faxer mes travaux depuis l'avion. MI ISAS The same of the sa The Scandinavian way Notre objectif: vous permettre d'organiser

vos voyages comme vous le souhaitez. Notre ambition : faire de SAS EuroClass Your Own Class, "votre" Classe Affaires.

Remplissez le coupon, ci-contre, vous recevrez notre cadeau de bienvenue lors de votre prochain voyage en EuroClass SAS: le meilleur choix pour la Scandinavie.

oM. ⊃Mme	Nom		Prénom	
anetion		Société _		
dresse souheitée :	□ Domicile	☐ Professionnelle	Adresse	
listeog obo:		Pays		
r de tel domicile	catul I	N° de tel	professionnel	



Petit appel au peuple des mélomanes Marine Language Communication of the Communication

the selder of the second

(本)

14 S-

美国工作

40

2.5

C ...

×=

)* 5- 1 -- 1

.....

1000

and the second

1000

.

-

War Sir

-

in Mer his

6 B4 3

1 Miles 15

t de chaos

efdup et Lefdup.

أفحر لتصبو

the state of

de from to

National Co.

in the desire

Part Street

The state

And the second

me fut give

- The Co.

使到进行的

tres de l'invention ma

Contract to the

AN OWNER OF THE PARTY.

24,000 1000

2400

.

ಪ್ರಾಪ್ಯ <u>ಸ</u>ಿ ಬ

-/* ... \ \

42 x 2 x 2 x 2 x 2

N. 4.

18/18⁷⁶ - 11

1000

4.5

 $+7.50\pm 7$

 $Q(x) = x^{n-1}$

g Special Control

100

.-. -

\$ 1000

 $\rho_{\rm eff} \sim 10^{-12}$

50,000

 $M_{BC} f^{\alpha}$

1-1-2-1-1

1.5

1.149

7.50

references as all a

18.00

 $(A^{n+1})^{-1} \in M^{n+1}$

Charles and the

উপ্তেক্ত করেন

2.5

The or Sec. 1

第二

Le pianiste Shura Cherkassky sera à Paris, le 5 octobre

LORSQU'IL ÉTUDIAIT la mu-

sique à Paris, le pianiste roumain Dinu Lipatti rédigeait des critiques musicales pour un grand journal de Bucarest. Dans l'une d'elles, il s'étonna qu'Emile von Sauer, le dernier élève de Franz Liszt en activité, ait joué devant une salle quasi vide. Le 5 octobre. Shura Cherkassky, quatre-vingtdeux ans et tous ses doigts, ouvre la saison de la Salle Gaveau. Ce prodigieux planiste, vénéré par tous ses confrères, revient à Paris, qui l'a ignoré trop longtemps. Ses interprétations sont tonjours marquées par un sens de l'improvisation admirable et une splendeur pianistique stupéfiante. Les amoureux de musique ne doivent



pas manquer ce récital dont la location reste étique. Il ne faudrait pas qo'un lointain jeune collègue de Lipatti écrive pour un journal de son pays que cette grande figure de l'interprétation a malheureusement joué pour des

Bach-Liszt: Fantaisie et fugue. Beethoven: Sonote pour piono op. 101. Chopin: Sonate pour piano « Marche funebre ». Tchaikovski: Thème et variations. Liszt: Paraphrase sur Faust de Gounod.

★ Salle Gaveau, 45, rue La Boé-tie, Paris 8°. M° Miromesnii. 20 h 30, le 5 octobre. Tél. : 49-53-05-07. De 120 F à 270 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

 $(0, i_{R_{2}^{\ast}, 2^{\ast}})$ Les premières rencontres internationales de cinéma Créées à l'initiative de la Vidéo-MARKET PLANSING COLUMN TO PERSON thèque de Paris, les Rencontres in-BARRES SERVICES OF THE SERVICES ternationales de cinéma offrent un premier rendez-vous annuel aux ci-néastes indépendants. Trente-deux Cart gray Toronto to the Bras films inédits issus d'une vingtaine A manufacture of the state of t de pays, dont vingt longs métrages the second of the second of the second de fiction, quatre courts et huit do-Fig. all the second for the second second cumentaires. Le public pourra, par And a property to the control un vote, affirmer ses choix afin de me de que ser la suite de la ser la s remettre son prix. Les matinées seront consacrées à des rencontres-And the state of t débats sur l'actualité du cinéma. Vidéothèque de Paris, porte Saint-The state of the s And the second of the second o Eustache, 2. Grande galerie, Paris 19. Mª Châtelet-Les Holles, Du 4 au The state of the s 10 octobre. Matinées ouvertes au punem per in Thektyn Zi ti blic de 11 heures à 12 h 30. Projections de 14 h 30 à 22 heures. Tel. : 44-76-62-00.

lean-Claude Vannier La reprise décalée d'un spectacle magique créé il y a trois ans à l'Auditorium des Halles, Pleurez pas les filles. Avec un orchestre féminin

(piston, trompettes, saxophones planches à repasser...), Jean-Claude Vannier se promène avec intelligence dans la chanson française. Léger, badin, tragique, celui qui fabrique des identités de stars (Gainsbourg, Maurane, etc.) ione les innocents aux côtés d'excellentes musiciennes qui bricolent sans en avoir l'air.

Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. Mª Gatté ou Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, les 4 et 5 octobre. Tel : 43-21-56-70. De 100 Fà 150 F.

Dannik Lazro, Joe McPhee Le duo sublime d'Elan_ impulse (In Situ), que trop de programmateurs hésitent à acqueillir par méconnaissance. Leur musique est poésie, chant d'espérance, bonté. C'est im-

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 4 octobre. TEL: 42-87-25-91. De 35 Fà 80 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, rock, chansons et musiques du monde à Paris et en lie-de-France

JAZZ

Paris

Antoine Hervé, François Moutin, Louis Petit Opportun, 15, rue des Lavandiares-Sainte-Opportune, Paris 1. Mª Châtelet. 22 h 45, du 4 au 14 octobre, relache dimanche et lundi. Tél.: 42-

FNAC des Halles, 1, rue Pierre-Lescot. Paris 1". Mº Halles, 17 h 30, le 5 octobre. Entrée libre. Trio Dice, Trio Cache cache Maison de Radio-France, 116, avenue du

20 heures, le 5 octobre, Tél.: 42-30-15-Théatre Clavel, 3, rue Clavel, Paris 19.

Président-Kennedy, Paris 16t. Mt Passy.

Mª Pyrénées. 20 heures, le 5 octobre. TEL: 40-33-44-72 Billy Cobham Group New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. M° Château-d'Eau. 20 h 30, le 6 octobre. Tél.: 45-23-51-41.

Location PNAC, Virgin. De 110 F à 130 F. The Jazz Crusaders New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. Mr Château-d'Eau. 20 h 30, le 7 octobre. Tél.: 45-23-51-41.

Grand Bai de la Compagnie Lubet Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19- Mª Porte-de-Pantin, 21 heures, les 7 et 8 octobre, Tel.: 42-00-14-14, 100 F. Sharon Evans Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris

19. M. Porte-de-Pantin, 21 heures, le 10 octobre. Tél.: 42-00-14-14. Location FNAC 100 F. lle-de-France

Dee Dee Bridgewater Sextet Montigny-le-Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pom-pidou. 20 h 30, le 6 octobre. T&L: 30-96-99-00. Location FNAC. 170 F. Et à Rueil-Malmaison (92). Théâtre André-Mairaux, place des Arts. 20 h 45, le 7 octobre. Tél. ; 47-32-24-42. Location FNAC De 150 F à 175 F. Daunik Lazzo, Joe McPhee Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue

Richard-Lenoir. 20 h 30. le 4 octobre. TEL: 42-87-25-91, De 35 F à 80 F. Les Improvisateurs réunis Montreull (93), Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 5 et 6 octobre. Tél : 42-87-25-91, De 35 F à 80 F. Charles Gayle Trio

Montreuil (93), Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 7 octobre. Tel.: 42-87-25-91, De 35 F à 80 F. Philippe Deschepper Montreuil (93). Instants chavines, 7, rue

Richard-Lenoir. 20 h 30, le 10 octobre. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F. Hal Singer Quintet Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 7 octobre. Tél.: 41-37-94-20. De 70 F à

ROCK

Paris Gnawa Diffusion

Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2. Mº Sentier. 22 h 30, du 4 au 7 octobre. Tel.: 42-36-37-27. Location FNAC Virgin.

Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie-II), Paris 73°. Mº Place-d'Italie. 19 heures, le 6 octobre. Tel.: 53-79-00-11. Location FNAC De 80 F à 100 F. Therapy?

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris &. M. Opera, Madeleine. 19 heures, le 9 octobre. Tél.: 47-42-25-49. Location FNAC

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Roechouart, Paris 18. M Anvers. 19 heures, le 10 octobre, Tél.: 42-31-31-22 Pisteoirideo

Café de la clanse, S. passage Louis-Phi-lippe, Paris 11: MP Bastille. 20 heures, le 10 octobre. Tél.: 47-00-57-59. Location FNAC 100 F.

lle-de-France Les Nonnes Troppo, VV Ivry-sur-Seine (94). Petit Chapiteau. 20 heures le 4 octobre, Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F.

Raymonde & les Blancs Bocs, ivry-sur-Seine (94). Petit Chapiteau. 20 heures, le 5 octobre. Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F. Love Bizzrre, Cry Rabies

Rambouillet (78), L'Usine à chaneaux. 32. rue Gambetta. 21 heures, le 7 octo-bre. 781 ; 30-88-89-05. 40 F. Ris-Orangis (91), Le Plan, avenue de

l'Aunette. 20 h 30, le 6 octobre. Tél.; 69-43-03-03. Location RNAC. Raggasonic, Habeas Corpus Saint-Germain-en-Laye (78). La Clef-21 heures, le 7 octobre. Tél.: 39-73-38-13. Location FNAC 70 F.

CHANSON

Paris

Théatre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2. M Opéra, 19 heures, du 4 au 14 octobre ; 15 heures, les 8 et 15 octobre, relâche dimanche et lundi. Tel: 42-51-44-16. De 70 F à 90 F. **Clara Finster**

Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2º, Mª Sentier. 20 heures, du 4 au 21 octobre, relâche dimanche et lundi TAL: 42-36-37-27, Location FNAC, Vir gin. De 50 F à 80 F. Michel Fugain Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris

9. Mª Trinité. 20 h 30, du 4 octobre au

5 novembre, 17 heures, dimanche. Tél.: 49-95-99-99. Location FNAC. De 160 F à Robert Charlebois

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11. Mr Voltaire. 20 h 30, du 4 au 7 octobre. Tél.: 48-06-21-11. Location FNAC. the Lember

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^a. Mª Trocadéro. 20 h 30, du 10 au 28 octobre, relâche dimanche et lundi. Tél.: 47-27-81-15.

Guy Marchand et Christian Gauhert Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. Mª Gaité ou Montpamasse-Bienvenüe. 21 heures, les 10, 11 et 12 octobre Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Ile-de-France Bernard Lavilliers Argenteuil (95). Salle Jean-Vilar, 9, boulevard Héloise. 21 heures, le 10 octobre. TH : 34-23-44-70 130 F Juliette Gréco, Claude Leveillée

Cathan (92). Théâtre, 21, avenue Louis-Georgeon. 20 h 45, le 10 octobre. Tél. : 45-15-07-07. De 50 F a 100 F. L'Affaire Louis Trio, les Colocs Champigny-sur-Marne (94). Centre Gé-rard-Philipe, 54, boulevard du Château. 20 h 30, le 7 octobre. Tél.: 45-15-07-07.

Bill Deraime, Kevin Parent Chevilly-Larue (94). Centre culturel communal, 102, avenue du Général-de-Gaulle. 20 h 30, le 7 octobre. Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F.

Hubert-Félix Thiéfaine Créteil (94), Maison des arts, place Salvador-Allende. 20 h 30, le 6 octobre. Tél.: 45-13-19-19. Location FNAC. De 70 Fà 100 F.

Fabienne Thibeautt, Fabienne Pralon L'Hay les Roses (94). Centre culturel Ois-pan-de-Floran, 11, rue des Jardins. 21 heures, le 7 octobre, Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F.

Louise Forestier, Laurent Malot hry-sur-Seine (94), Theatre, 1, rue Si-mon-Dereure, Mª Mairie-d'Ivry, 20 h 30, le 6 octobre. Tel. : 45-15-07-07. De 50 F à

Cilles Vignault, Virginie Pasdeloup Le Kremlin-Bicktre (54). Espace culturel André-Mairaux, 2, place Victor-Hugo. Mr Le Kremlin-Bicktre, 21 heures, le 5 octobre. Tel.: 45-15-07-07. De 50 F à

Alain Chamfort Maisons-Alfort (94). Espace culturel le Charentonneau, 107, avenue Gambetta. 20 h 45, le 7 octobre, Tél. : 45-15-07-07, Location FNAC, Virgin. De 50 F à 100 F.

Rueil-Malmaison (92). Théatre André-Mairaux, place des Arts. 15 heures, le 8 octobre. Tél.: 47-32-24-42. Location FNAC De 125 F à 150 F.

Renaud, les Voleurs de poules Saint-Germain-en-Laye (78). Theatre Alexandre-Dumas, place André-Mai-raux. 20 h 30, le 6 octobre. Tél.: 30-87-07-07. Location FNAC 165 F. Enzo Enzo, Melika

Saint-Germain-en-Laye (78). Theatre Alexandre-Dumas, place André-Mai-raux. 20 h 30, le 7 octobre. Tél.: 30-87-07-07. Location FNAC. 150 F.

Gabriel Yacoub, Danièle Martineau Villejuif (94), MPT Gérard-Philipe, 118, rue Youri-Gagarine. 20 h 30, le 6 octo-bre. Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F. Merre Vassiku. Plume Latraverse Villeneuve le Roi (94). Centre commu nal Pierre-Martin, rue du Docteur-Calmette. MP RER Villeneuve-le Roi. 20 h 30, le 5 octobre. Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F.

Allam Leprest, Stephen Faulkner Vitry (94). Théâtre Jean-Vilar, avenue Youri-Gagarine. 17 heures, le 8 octobre. Tél.: 45-15-07-07. De 50 F à 100 F.

MUSIQUE DU MONDE

Jean-Pierre Jumez Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, Paris &. MP Odéon. De 18 heures à 19 heures, jusqu'au 4 novembre. Tél. : 46-34-61-04. 50 F et 70 F.

Trio Esperança La Cigale-Kanterbráu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 16°. Mª Pigalle 20 heures, les 4 et 5 octobre. Tél.: 42-23-15-15. Location FNAC.
Pandit Manilal Hag. Sankha Chatterjee
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris
13*. Nº Glacière. 20 h 30, le 4 octobre.
Tél.: 45-89-01-60. 90 F.

Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris

9. Mª Saint-Michel. 20 h 30, du 4 au 7 octobre. Tél.: 43-29-86-51.

Gheorghe Zamfir Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1". Mª Cité, Saint-Michel ou Châ telet. 19 heures, les 5 et 11 octobre. Tél. :

48-01-91-35. Location FNAC, Virgin. De 90 F à 150 F. en Esther Marrow & the Harlem

Gospel Singers Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9°. Mª Trinité, Chaussée-d'Antin ou Havre-

Caumartin. 20 h 30, du 6 au 29 octo-bre; 15 h 30, les 7 et 8 octobre; 15 h 30 et 20 h 30, les 14, 15, 21 et 22 octobre. Tél.: 53-32-32-00Location FNAC. De 150 F à 250 F. Ensemble Paban Das

Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13°. Mª Glacière. 20 h 30, le 7 octobre. Tél. ; 45-89-01-60. 80 F. Cristina Azuma

Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5. M Saint-Michel. 20 h 30, du 10 au 14 octobre. Tel.: 43-29-86-51. lle-de-France

Colombes (92), Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 6 octobre, 76l. : 47-81-69-02. 90 F.

Mny-sur-Seine (94). Chapiteau, parç des Cormailles, 20 heures, le 7 octobre, Tél. : 45-15-07-07. De 50 F à 100 F.

Massy (91), Centre culturel Paul-Bail-liart, 6, allée du Québec 21 heures, le 6 octobre, Tél.: 69-20-57-04, 100 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une selection des films en exclusivité

et les reprises NOUVEAUX FILMS

BELMONTE Film espagnol de Juan S. Bollain, avec Achero Manas, Jesus Bonilla. Lautauro Murua, Monica Molina (1 h 45). VO: Latina, dolby, 4º (42-78-47-86); Sept Pamassiens, dolby, 14º (43-20-32-20).

Film américain de Mei Gibson, avec Sophie Marceau, Mel Gibson, Patrick McGoohan, Catherine McCormack (2 h 45).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1ª (36-68-68-58); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1ª (36-68-68-58); Publicis Saint-Germain. dolby, 6: (36-68-75-55); UGC Danton, dolby, 6: (36-68-34-21); UGC Danton, 6: (36-68-34-21): UGC Rotonde, 6" (36-65-70-73; 36-68-41-45); Biarritz-Majestic. dollar Rt (36-68-48-56; reservation; 40-30-20-10); Gaumont Marignan, dolby, 8* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8º (36-68-49-56); UGC Opéra, dolby, 9" (36-68-21-24); Gau-mont Gobelins Radin, dolby, 13" (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10). VF: Rex. dolby, 2* (36-68-70-23); Bre-tagne, dolby, 6* (36-65-70-37; réserva-tion: 40-30-20-10); Seint-Lazare-Pasquier, dolby, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88; reservation: 40-30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9º (47-42-56-31; 36-68-81-09; reservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12* (43-43-04-67; 36-65-71-33; reservation: 40-30-20-70); UGC Lyon Bastille, dolby, 12" (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13" (36-68-22-27); Mis-

CASPER Film américain de Brad Silberling, avec Christina Ricci, Bill Pullman, Cathy Moriarty (1 h 40).

(36-68-20-27)

tral, dolby, 14* (36-65-70-41; réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15*

(36-68-29-31); Pathé Wepler, dolby, 184

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1º (36-68-68-58); UGC Danton, 6 (36-68-34-21); Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); George-V, THIX, dolby, 8º (36-68-43-47). VF: UGC Cine-cité les Halles, 1" (36-68-68-

SE); Rex (le Grand Rex), dolloy, 2º (36-68-70-23); USC Montparnasse, dolloy, 6º (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Marignan, dolby, 8' (36-68-75-55; réserva-tion: 40-30-20-10); George-V, THX, dol-by, 8' (36-68-43-47); Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31; 35-68-81-09; reservation: 40-30-20-70); UGC Lyon Bas-tille, dolby, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13 (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14" (36-65-70-4); reservation: 40-30-20-10); Gaument Convention, dolby, 15 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18" (36-68-20-22); Le Gambette, THX, dolby, 20" (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

LA FOLIE DU ROI GEORGE Film britannique de Nicholas Hytner, avec Nigel Hawthome, Helen Mirren, Ian Holm, Amanda Donohoe, Rupert Graves,

Rupert Everett (1 h 45). VO; UGC Cine cité les Halles, dolby, 1e (36-68-68-58); UGC Odéon, dolby, 6' (36-68-37-62); La Pagode, 7' (36-68-75-07; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8º (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opera Français, dolby, 9 (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Goumont Grand Ecran Italia, dolby, 134 (36-68-75-13; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 154 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Bierwenille Montparnasse, dolby, 15 (36-65-70-38; reservation: 40-30-20-10); UGC Maillot dolby, 17 (36-68-31-34); Pathé Weplet,

dolby, 18t (36-68-20-22). VF: UGC Montpernasse, 5º (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Alesia, dolby, 14th G6-68-75-55; réservation: 40-30-20-10). LAND AND FREEDOM Film britannique de Ken Loach, avec lan

Hart, Rosana Pastor, Idar Bollain, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frederic Pierrot VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* (36-68-68-53); Europa Panthéon (ex-Re-flet Panthéon), 5 (43-54-15-04); L'Arie-

quin, dolby, 6" (36-68-48-24); UGC Rotonde, dolby, 6 (36-65-70-73; 36-68-41-45); Le Balzac, dolby, 8 (45-61-10-60); Max Linder Parorama, THX, dol-by, 9° (48-24-88-88; reservation: 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11° (43-07-48-60); Escurial, dolby, 13° (36-68-48-24). SÉLECTION

James Le Gros.

de Karim Dridi. avec Sami Bouajila, Nozha Khouadra, Philippe Ambrosini, Ouessini Embarek. François (1 h 45). Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77;

36-65-70-43). CA TOURNE À MANHATIAN de Ton Dicillo, avec Steve Buscemi, Catherine Keener, Dermot Mulroney, Danielle von Zemeck,

Américain (1 h 30). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1" (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2º (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6º (45-33-79-38; 36-68-68-72); Gaurront Ambassade, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81; 35-58-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55; reservation; 40-30-20-10); Bienvenüe Montpamasse, 15 (36-

65-70-38; réservation : 40-30-20-10); Pathe Wepler, 18" (36-68-20-22). LA CEREMONIE de Claude Chabrol, avec Isabelle Huppert, Sandrine Bonnaire, Jacqueline Bisset, Jean-Pierre Cas-Français (1 h 51).

Rencontres Internationales

de Cinéma à Paris 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3t (35-68-69-23); 14-brillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); 14-brillet Odéon, dol-

by, 6" (43-25-59-83; 36-68-68-12); 14-Juli-let Hautefeuille, dolby, 6" (46-33-79-38; 36-68-68-12); Elystes Lincoln, 8" (43-59-36-14); Gaumont Ambassade, dolby, 8-(43-59-19-08; 36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Garmont Opéra Français, dolby, 9° (35-58-75-55; réservation: 40-30-20-70); 14-Juillet Bastille, dolby, 11° (43-57-90-81; 36-69-69-27); UGC Gobefirs, 13* (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolby, 14" (35-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Miramar, 14" (36-65-70-39; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet 84 grenelle, dolby, 15" (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, dolby, 18" (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation; 40-30-

TE COUVENL de Manoel de Oliveira, de Mandel de Chivera,
avec Catherine Deneuve, John Malkovich, Luis Miguel Cintra, Leonor Silveria,
Duarte D'Almeida, Heloisa Miranda.
Franco-portugais († h 30).
VO: 14-Luillet Beaubourg, dolby, 3° (3668-69-23); Epée de Bois, 5° (43-37-5747); Reflet Médics, selle Louis-Jouvet, 5°

(36-68-48-24); Studio 28, 18t (46-06-36-CYCLO (*)

de Tran Anh Hung, avec Le Van Loc, Tony Leung-Chiu Wai, Tran Nu Yên Khé, Nguyen Nhu Quynh, Nguyen Hoang Phuc. Franco-vietnamien (2 h). VO: Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-

55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opèra Impérial, dolby, 2º (35-63-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuffle, dolby, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 36-65-70-43); La Pagode, dolby, 7º (36-58-75-07; reservation: 40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, dolby, 8* (47-20-76-23; 35-68-75-55; réservation : 40-30-20-10): 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Roder, dolby, 13º (36-68-75-55; réserva-

tion: 40-30-20-10): Gaumont Alesia, dolby, 14- (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14º (43-20-10); Sept Partnessers, coop, 12-20-20; Gaumont Convention, dolby, 15- (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22).

DIAS CONTADOS d'imanol Uribe. avec Carmelo Gomez, Ruth Gabriel, Javier Bardem. Espagnol (1 h 33). VO: Latina, dolby, 4 (42-78-47-86). LA FLEUR DE MON SECRET

de Pedro Almodovar, avec Marisa Paredes, Juan Echanove, Imanoi Arias, Carmen Elias, Rossy De Palma, Chus Lampreave. Espagnol (1 h 42).

VO: USC Cinécité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); 14-hillet Beaubourg, dolby, 3° (36-68-69-27); Les Trois Luxem-bourg, 6° (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Odéon, dolby, 5º (36-68-37-62); UGC Montparnasse, & G6-65-70-14: 36-68-70-14); UGC Champs-Elysées, dolby, 8 (35-68-66-50); UGC Opera, doby, 9" (35-68-21-24); Majestic Bastille, dolby, 11" (36-68-48-56); UGC Gobelins, 13" (36-68-22-27); Sept Parnassiers, dolby, 14r (43-20-32-20); 14-Jufflet Beaugreneffe, dolby, 15r (45-75-79-79; 35-68-69-24); Majestic Passy, dolby, 16r (36-68-48-55); réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17* (35-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18t (36-

68-20-22). FORGET PARIS de Billy Crystal, avec Billy Crystal, Debra Winger, Joe Mantegna, Cynthia Stevenson, Richard

Americain (1 h 43). VO; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-58-58); UGC Odéon, 6 (36-68-37-621: Gaumont Ambassade, dolby, 8" (43-59-19-08: 35-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, 8* (35-68-43-47); Les Montparnos, 14º (36-65-70-42; réservation: 40-30-20-10). HISTORES POUR PRENDRE L'AIR

desin animé canadien (45 mn).

Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09 ; réservation: 40-30-20-10); Le République, 11º (48-05-51-33). LE HUSSARD SUR LE TOIT

de Jean-Paul Rappeneau, avec Juliette Binoche, Olivier Martinez, Jean Yanne, Pierre Artiti, François Cluzet, Français (2 h 15). UGC Ciné-cité les Halles, dotby, 1º (36-68-68-58); UGC Danton, dolby, 6º (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6º (36-65-70-14;

36-68-70-14); Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pesquier, dolby, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88; reservation: 40-30-20-10) : UGC Normand 68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9º (35-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11 (43-07-48-60); Les Nation, dolby, 12 (43-43-04-67; 36-6S-71-33: réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10) : Miramar, dolby, 14 (36-65-70-39; reservation: 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 154 (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15° (43-06-50-50; 36-68-75-15: réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10): Majestic Passy, dolby, 16" (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, dolby, 17 (35-58-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18" (35-58-20-22); Le Gambetta, dolby, 20" (45-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10). MEURTRE À ALCATRAZ

de Marc Rocco avec Christian Slater, Kevin Bacon, Gary Oldman, Embeth Davidtz, Brad Dourif, William h. Macy. Americain (2 h 02). VO: George-V, 8º (36-68-43-47). NOR COMME LE SOUVENIR

de Jean-Pierre Mocky, avec Jane Birkin, Sabine Azema, Benoît Régent, Jean-François Stévenin, Matthias Hablch. Français (1 h 32). 14-Juillet Parnasse, 5º (43-26-58-00; 36-58-59-02); Studio 28, 18* (46-06-36-07). LE REGARD D'URYSSE

de Theo Angelopoulos, avec Harvey Keitel, Mala Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yor-gos Michalakopoulos, Dora Volanaki. Grec (2 h 56). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, ?"

(35-68-68-58); Le Saint-Germain-des-Près, selle G. de Beauregard, 6' (42-22-67-23); Saint-André-des-Arts II, dolby, 5° (43-26-80-25); Le Balzac, dolby, 8° (45-61-70-60); Majestic Bastille, dolby, 17 (36-68-48-56); Escurial, dolby, 13* (36-68-48-24). LES SABOTS EN OR de Nouri Bouzid. avec Hichem Rostom, Michket Krifa, Ha-

madi Zarouk, Fathi Heddaoui. Franco-tunisien (1 h 44). VO: Espace St-Michel, 5* (44-07-20-49). **SUR LA ROUTE DE MADISON**

de Clint Fastwood avec Clint Eastwood, Meryl Streep, Annie Corley, Victor Slezak, Jim Haynie, Sara Kathryn Schmitt. Americain (2 h 15).

American (2 h 15), VO: UGC One-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); 14-Juillet Odénn, dolby, 6º (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Mont-parnesse 6' (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Ambæsade, dolby, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8º (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15th (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, dolby, 16° (36-68-48-56; reservation: 40-30-20-10): UGC Maillot, 17" (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18" (36-68-20-

UN HOMME PRESQUE PARFAIT de Robert Benton, avec Paul Newman, Jessica Tandy, Melanie Griffith, Bruce Willis, Dylan Walsh, Fruitt Taylor Vince.

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (36 68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Elysées Lincoln, dolby, 8" (43-59-36-14): Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15. (45-75-79-79; 36-68-69-

VIVE L'AMOUR de Tsai Ming-Liang, avec Yang Kuei-Mel, Chen Chao-Jung, Lee Kang-Sheng. Chinois (1 h 58)

VO : Lucemaire, 6 (45-44-57-34).

REPRISES FLAMMES

avec Caroline Loeb, Xavier Grandes, Dvo-Français, 1978 (1 h 30). L'Entrepôt, 14º (45-43-41-63). LES INTRIGUES DE SYLVIA COUSKI d'Adolfo Arrieta. avec Howard Vernon, Michèle Moretti,

Marie-France Jacky, Xavier Grandes. Français, 1973 (1 h 30). L'Entrepot, 14" (45-43-41-53). LE MUR de Serge Roullet, avec Michel Del Castillo, Denis Mahaffey, Matthieu Klossowski, Bernard Anglad

René Oarmon, Anna Pacheco. Français, 1967, noir et blanc (1 h 30). Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). LA VIE PRIVÉE D'HENRY VIII avec Charles Laughton, Robert Oonat, Franklin Dyall, Miles Mander, John Loder,

Merle Oberon. Britannique, 1933, noir et blanc (1 h 36). VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30 ; 36-65-70-62); Mac-Mahon, 17° (43-29-79-89;

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

Un journaliste de « Charlie Hebdo » a été agressé après l'émission de Christophe Dechavanne

PHILIPPE VAL, rédacteur en chef de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, a été agressé par plusieurs personnes, dans la nuit du lundi 2 au mardi 3 octobre, sur le parking de la Maison de la radio, à Paris, Il veoait de participer à l'émission eo direct de Christophe Dechavanne « Comme un fundi ». sur TF1, qui avait pour thème « Trop de débauche ou trop de morale? ... Au cours de cette émission qui met face à face deux équipes aux idées diamétralement opposées, Philippe Val avait affirmé: « Il n'v a pas débat entre ceux qui vont à la messe et ceux qui vont aux putes parce que généralement, ceux qui vont à la messe sont ceux qui vont aux putes », interventioo qui avait provoqué un tollé dans l'assistance.

Sorti de l'hôpital Ambroise Paré, avec deux molaires en moins, séquelle de son agression, le journaliste était l'invité de l'émissioo de France-Inter, « Synergie ». Philippe Val a déclaré: « Il y avait un directeur de serveur Minitel rose et, de l'autre côté, des garants de l'ordre maral, des cathaliques intégristes. obsédés par le fait qu'il ne faut pas mettre des capotes malgre le sida, des commandos anti-avortement (...) Avec ces gens là, il n'y a que l'insulte, l'invective. Quand je suis sorti après l'émission, les gens du public qui étaient venus en car, pour certains de Mantfermeil (Seine-Saint-Denis) dont le maire est un odepte de la secte de Villiers, c'est dire si le public est trié sur le volet - ils étaient tous d'extrême droite, dans la salle, ou intégristes -, nous attendaient. Quand J'ai essayé de m'éclipser discrètement

parce que je sentais qu'ils étaient dangereux, je me suis fait attaquer par derrière. J'ai été mis à terre et

Philippe Val, qui a décidé de porter plainte, a fait part de sa peur face à la montée de l'extrême droite et à la place que lui accordaient les médias, « Ca fait de l'audience, l'extreme droite. Ca fait trois fais, en une semaine, que TF1 l'in-vitc : deux fais Le Pen, dans une émission de clawn, une autre avec Durand et là, chez Dechavanne », at-il affirmé, en faisant allusioo à l'émission de Patrick Sébastien « Osons! » et à celle de Guillaume Durand « LMI ». Informé juste après l'agression, Christophe Dechavanne accompagné de quelques personnes est sorti de la Maison de la radio « ulcéré, révolté et humainement degauté ». Dans un entretien accordé au Parisien du 4 octobre, l'animateur déclare qu'il éprouvait « un certain sentiment de culpabilité à l'égard de Philippe Val », a-t-ù précisé. La direction de TF1 a déclare qu'elle se « sentait respansable » et a jugé « scandaleuse » cette agressioo sur l'un de ses invités. Elle a en revanche démenti vouloir préter une tribune à l'extrème droite, remarquant que Le Pen o'avait été invité en plateau qu'à une seule émission, celle de Guillaume Durand. La directioo de la « Une » avoue qu'elle surveille le public, mais qu'elle « ne peut pas tout connaître de chacun » et encore moins sur les personnes qui peuvent se trouver à l'extérieur.

« France-Soir » obtient un sursis

Sans renoncer à l'hypothèse d'un arrêt du titre, le nouveau PDG propose d'étudier durant trois mois les moyens de relance du quotidien

YVES DE CHAISEMARTIN, DUméro 2 du groope Hersant et oouveau PDG de France-Soir, a accorde uo sursis de trois mois au journal, délai qui devrait servir à étudier une relance du titre. Il y a une semaine, il avait créé un électrochoc eo demandant au Comité iotersyodical du Livre parisieo CGT (le « comité inter ») de discuter des cooséqueoces d'uo éventuel arrêt de France-Sair (Le Mande du 29 septembre). Après avoir semblé imposer sa volonté aux salariés et dooc au Syndicat du livre CGT, M. de Chaisemartin a relâché cette pressioo, mardi 3 octobre, lors du comité d'entreprise de Fronce-Soir, alors que 300 ouvriers étaient préseots devant le siège de France-Soir et du Figaro, à l'appel de la CGT.

Saos renoocer à l'bypotbése d'un arrêt de la parution, le PDG de Fronce-Sair propose de chercber une solutioo de relance, et éventuellemeot une nouvelle formule, pour un titre qui diffuse à 186 000 exemplaires. M. de Chaisemartio se donne un délai de trols mois pour aboutir, Il n'a fourni aucune précisioo sur les changements rédactionnels eovisagés, les moyens qu'il compte y coosacrer ou les cooditions de fabrication. Il o'a pas noo plus évoqué de plan de réduction d'effectifs pour France-Soir, titre qui perd 10 millions de francs par mols.

Le groupe Hersant est eo quête d'économies, afin de réduire son eodettemeot et de régler ses échéances financières, les banques du groupe faisant preuve de moins de patience. Après la vente de ses magazines « grand public » et de journaux à l'Est, d'autres cessions soot attendues. Entretemps, le groupe se restructure daos les journaux de l'Ouest - Presse-Océan, Le Courrier de l'Ouest, Le Maine libre - mais aussi

Cette recberche d'écocomies semble difficilement compatible avec une relance du journal, qui oécessite des moyens importants. A moins que l'éveotuelle nouvelle formule de France-Soir ne se rapprocbe de l'ancieo projet Paris-Star, un quotidien populaire mis à l'étude en 1989 par le groupe Hersant et qu'auraient réalisé une cinquantaine de journalistes et un minimum d'ouvriers du Livre. Les oégociatioos avec le Llyre o'avaient pas abouti et le projet avait dû étre abandonné.

DÉBATS CRUCIAUX Le Syndicat du livre CGT redoute que l'objectif de M. de Chaisemartin soit la suppressioo de l'ensemble des ouvriers du secteur de la préparation. Il estime que les ouvriers ont déjà payé leur tribut à la modernisatioo, - leur nombre a été réduit de 200 à 40 salariés en cinq ans -, sans enregistrer d'amélioration des résultats. Le conflit entre les deux parties s'est traduit par une grève de 24 heures dans les trois titres parisieos du groupe : Le Figaro, Fronce-Soir, Paris-Turf (Le Monde du 22 septembre).

Mais ce conflit a lieu alors que des divisions syndicales se foot de plus en plus criantes. Le « comité inter » est divisé en deux, eotre les photograveurs, les typographes et les services du départ à l'imprimerie, d'une part, et les rotativistes et les correcteurs, d'autre part. Aocune positioo commune o'a pu être adoptée, pas plus après les déclarations brutales de M. de Chalsemartin, la semaine der-

nière, que mardi3 octobre, au soir. Redoutable oégociateur, M. de Chaisemartin joue de cette divisioo. Il a proposé une réunioo entre le Syndicat du livre, mercredi 4 octobre, et le Syndicat de la presse parisienne (5PP), organisation patrooale des éditeurs. Pour Daniel Légerot, secrétaire général du « comité inter », l'informatioo doit avoir lieu prioritairement devant les salariés de l'entreprise : il propose à M. de Chaisemartin de le reocootrer après la réunion d'un nouveau comité d'eotreprise de France-Soir qui pourrait avoir lieu la semaine prochaine. Les rotativistes souhaitent reocontrer M. de Chaisemartin, dans le cadre

du SPP, dès mercredi 4 octobre. Apparemment techniques et protocolaires, ces débats soot cruciaux, ooo seulement pour l'avenir de Fronce-Sair, mais aussi pour celui de l'eosemble des titres du groupe Hersant et de la presse parisleooe. France-Sair a obtenu trois mois de sursis. Mais en trois mois, il peut se produire de nombreux évécements - et de surprises - au sein du groupe de Robert Hersant.

Alain Salles

Un nouvel hebdomadaire pour la droite américaine

WASHINGTON

de notre correspondant The Weekly Standard, journal de la droite conservatrice, financé par le magoat de la presse anglosaxonne Rupert Murdoch, est paru au milieu du mois de septembre. Issu du raz-de-marée électoral des républicains en 1994 et se situanto dans la perspective de l'élection présidentielle de 1996, l'hebdomadaire veut «interpréter, guider et parler en faveur du réalignement» de la politique américaine. Rupert Murdoch, qui n'a jamais dissimulé ses sympathies pour Margaret Thatcher et Ronald Reagan, veut ainsi élargir l'influence de son empire de presse aux Etats-Unis.

Le rédacteur en chef est William Kristol, « gourou » réputé du Parti républicain et proche de l'ex-viceprésident Dan Quayle. L'équipe de direction comprend aussi John Podhoretz, ancien rédacteur des discours de Rooald Reagan, éditorialiste au Woshington Times et au New Yark Post (autre journal de M. Murdoch), et Fred Barnes, an-cien directeur de The New Republic.

Rupert Murdoch a déjà versé 3 millions de dollars au Standard. Veodu 2,95 dol(ars (environ 1S francs), Il devra affronter la concurrence de magazines conservateurs déjà solidement installés sur le marché, comme The Spectator et The National Review, qui sont imprimés respectivement à 280 000 et 240 000 exemplaires.

LA CINQUIÈME

La Poice scientifique.

13.30 L'Esprit du sport

14.30 Atous vents:

15.30 Qui vive ! Stérdité et PMA.

16.30 Pareil, pas pareil. Sévile.

17.00 Rintintin. Lefto Arthur.

17.30 Les Enfants de John.

18.00 images et sciences.

16.00 La Preuve par cinq.

15.45 Alió I La Terre. L'Espace [3/5].

D'une guerre à l'autre (3/5).

Arctique, migration polaire.

Jean du Sud : après le naufrage.

11.45 Oui vive !

12.30 Atout savoir.

13.00 Documentaire:

Patrick Segal.

Laurent Zecchini

T (20 -

تريد <u>.</u>

T.

The real

£ 2 ---

12.

و دوراند

f. Ed Ed. 14

Uz es :

9 4. ...

-

Ĭ@ ..

200

244

العامير فأنسران

: :4: *u*

78.1.7 (74)

TF 1

inë : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo.

13.38 Magazine: Femmes. 13.40 Feuilleton: Les Feux de l'amour.

14.35 Club Dorothée. 17.20 Série: Premiers baisers.

17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Hélène et les garçons.

19.00 Série : Alerte à Malibu. 19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Magazine:

Unis pour vaincre. Présenté par Jean-Pierre Pemaut. Les animaux aident les hommes à Un plaidoyer en faveur des animaux un « hommage » à ceux qui aident

les hommes, à l'occasion de la sep-

tième Joumée mondiale des ani-23.05 Magazine : Grands Reportages. Chasseurs de primes, de Christophe Weber et Jean-Xavier Delestrade.

0.10 Magazine : Formule foot. Présenté par Nicolas Hulot. L'Alped'Huez. Horizon vertical ; Traversée de l'Antarctique ; La Trajectoire du fou ; Gregory Riffi ; Atlantis. 1.45 Journal, Metéo.

2.25 Fr 1 nut (et 3.30, 4.10) ; 2.35, naturelles (et 5.05); 4.20, Série: Côté cœur ; 4.45, Musique

FRANCE 2

12.55 Météo (et 13.35). 12.59 Journal.

13.45 Teléfilm ; Bonjour la galère 2/2].

1S.15 Couleur Maureen (et 16.05, 16.40). 15.20 Série : Hartley cœurs à vif. 16.10 Série : Seconde B.

17.10 Série : Les Premières Fois

17.40 Série : Génération musique 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.

18.40 Jeu : Que la meilleur gagne. 19.15 Bonne nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel (et 1 45).

19.50 Loto (et 20.45). 19.59 Journal Météo.

20.50 Téléfilm : L'Instit. D'une rive à l'autre, d'Edouard Nier-

22.35 Magazine : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. Je n'ai pas toujours été star. Avec Jacques Lanzman, Mane Lafaret, Enrica 23.45 Les Films Lumière.

23.50 Journal, Météo 2. 0.05 ▶ Le Cerde de minuit. Presenté par Laure Adler. Fin de

Delumeau, Druillet. 1.25 Programmes de nuit.
Histoires courtes: Quelqu'un, de
Marie Vermillard, avec Antaine
Chappey, Daniel Berlioux; 2.20,
Emissions religieuses (rediff.); 3.20,
Urti; 3.45, 24 heures d'info; 4.55,
Outromes (rediff.); 5.0 Dessin

MERCREDI 4 OCTOBRE >

13.05 Jeu: Tout en musique. 13.40 Série : Magnum. 14.30 Dessins anim 14.45 Le Magazine du Sénat.

FRANCE 3

14.55 Questions au gouvernement 16.05 Woof. 16.35 Dessin animé,

16.45 Les Minikeums. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. Yram de nuit, de John Burningham. 18.55 Le 19-20 de l'information.

19.08, Journal régional. 20.05 Jeu: Fa si la chanter.

20.35 Toutie sport. 20.45 Consomag.

20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada en collaboration avec Telérama junior. Banquises : l'aventure blanche. Avec Jean-Louis Etienne, Claude Lorius Jean Malaurie, Bernard Clavel L'épopée des pôles, de Jean-Charles

22.30 Météo, Journal. 22.55 Un siècle d'écrivains.

Yukio Mishima, de Jean-Claude Lubitchansky Novembre 1970 : Yukio Mishima, siècle : qui en a peur ? Avec Jean-Pierre Petit, Paco Rabanne, Jean âgé de quarante-cinq ans, met fin à ses iours selon le rite des samourais. Génie littéraire précoce, il a mis en scène sa mort comme sa vie...

23.45 Documentaire: Les Quatre Dromadaires. [4/12] La Grande Migration (rediff.). Feuilleton: Dynastie. Outremers (rediff.); S.50, Dessin animé. 1.30 Musique Graffiti. Récital Catherine Ribeiro aux Bouffes du Nord (15 min).

M 6

dans la prairie. 13.25 Magazine: M 6 Kid. Les cartes de géographie. 13.30, Crypte Show; 14.00, Les Aventures de Tintin: Les Cigares du pharaon [1/2]; 14.30 Draculita; 15.00, 20000 Seues dans l'espace ; 15.30,

Rahan: 16.00. Hoblander. 16.30 Variétés : Hit Machine. 17.00 Fanzine (et 0.40, 5.10).

La pop est-elle éternelle ? Etienne Daho ; La famille Dutronc. 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : Highlander.

19.00 Série : Surfers détectives. 19.54 Six minutes d'informations,

20.00 Jeu: Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Ecolo 6.
Sacs plastique, le mauvais procès.

20.48 Théâtre : Le Père Noël est une ordure. Pièce de l'équipe du Splendid, avec

Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Anémone En cette veille de Noël dans les locaux de SOS Détresse-Amitié, Therese et Pierre sont prêts à recevoir les appels téléphoniques de correspandants en mal de

22.30 Téléfilm : Il faut sauver Bobby. De Ludovica Gasparini Un jeune garçon est atteint du syn-drome ALD, une maladie rare, handicapante et incurable. 0.10 Secrets de femmes.

2.30 Rediffusions. Culture rock; 3.25, La Tête de l'emploi ; 3.50, 5tarnews ; 4.15, Qu'est-ce qui fait murir les fans ?

CANAL +

12.30 La Grande Famille.

13.45 Décode pas Bunny. 14.40 Documentaire : Les Babouins de la pompe à eau. De Christine Weber et Maureen Dans la vallée du grand Rift, au

Kenya, une anthropologue partage depuis près de vingt ans la vie d'une quarantaine de babouins. 15.15 Téléfilm : Un si joli bouquet. De Jean-Claude Sussfeld

16.40 Dessin animé: Les Simpson, 17.05 Sport: Football américain. 18.05 Le Dessin animé. - EN CLAIR JUSQU'A 21.00

18.40 Nulle part ailleurs. 19.30 Flash d'informations. 19.55 Les Guignois. 20.30 Le Journal du cinéma.

Présenté par Isabelle Giordano.

21.00 Cînema : A la folie. 🗍 Film français de Diane Kurys (1994). 22.30 Magazine : Jour de foot. 11º joumée du championnat de France de D1.

23.15 Flash d'informations. 23.20 Těléfilm : Les hommes et les femmes sont faits pour vivre heureux. mais pas ensemble. De Philippe de Broca. Un couple qui mène une vie sans nuage se sent menacé par l'ennui et décide de redonner du piment au

1.00 Cinéma : Le Général Della Rovere. II II De Roberto Rossellini (1959, N.

127 min), avec Vittorio De Sica. piano nº 21 op. 53 Waldstein, de Beetho

ARTE

18.15 L'Œuf de Colomb, La Radio.

18.30 Le Monde des animaux.

Dinga chien sauvage

19.00 Série :

Les Root en Europe De Mark Chapman [8/10]. Les Root à Palerme.

19.25 Documentaire : Bionique. es inventions de la nature. [1/4] Notre maître, l'arbre. De Thomas Brodbeck. 20.20 La Dessous des cartes.

Chronique de géopolitique, de Jean-Christophe Victor. Océan Paci-

20.30 8 1/2 Journal

20.40 Documentaire : Les Mercredis de l'Histoire. Hitler: un inventaire. [6/6] Le Criminei. De Guido Knopp et Ralf-Peter Piechoviak (v.o.). consacrée à Hitler. Aujourd'hui : l'organisation industrielle du crime, les camps de la mort et l'externination des juifs et des tziganes.

21.40 Soirée Musica : Le Son de Hollywood Documentaire de Joshua Waletzky

23.05 Magazine : Musicarchives

Herbert v*o*n Karajan, d'Henri Seorges Clauzot. 23.50 Entretien.

Avec Ervin Laszlo et Betty Williams. 0.40 Magazine :

Velvet Jurgle.

Présemé par Valli: Espagne, de Pierre Barboni ; Top Live : Fabulous Troubadors (rediff., 100 min).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du cáble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche lundi. Signification des symboles : Signalé dans « le Monde radio-télévision »; ci Film à éviter; mon peut voir; me Ne pas manquer; me me Chef-d'œuvre ou dassique.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Metèo des and continents let 21.55), 19.30 Jour-nal de la RTBF. En direct. 20.00 Faut pas rèver. Invitée : Bulle Ogier. 21.00 Faits divers. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Feutileton : Emilie, fille de Caleb. Avec Marina Orsini, Roy Oupuis. de Caleb. Avec Marina Orsini, Roy Oupuis. 23.30 Le Prince Harfang. Oe Jean-Louis Frund. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Aménque (15 min). PLAMÈTE 19.35 Le Mystèredu temple du Soleil. De Roland Theron. 20.35 5ida, paroles de familles. [1/2] De Paule Muxel et Bertrand de Solliers. 21.20 Les Hauts Leuisspirituels français. [9/10] François de Sales, saint et homime d'actualité. De Règis Crolard. 21.50 Nautièus 12/51 Les Assassins. Sales, saint et homme d'actualité. De Règis Crolard. 21.50 Nautilus. [2/5] Les Assassins du silence. d'Anifa Lowenstein. 22.40 > Sentimental Journey. De Noël Burch. 23.50 Monfreid. De Daniel Grandclément. 0.40 Terrorisme. [4/4] IRA, la toile d'araignée. De Peter Taylor et Stephen Walker (50 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Premières loges (et 0.45). 19.30 Stars en stock. James Stewart. 20,00 20 ls Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Paris match première. 22.20

modes. 21.55 Paris march première. 22.20 Concert: Mort Shuman. 23.20 Paris der-nière. 0.15 Concert: Mother Earth (30 min).

CANAL J 17.25 L'Ile au trésor. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.10, Oodo, le retaur ; 19.00, Cajou l'invité : Christian Clavier ; 19.30, Mission

top secrel. CANAL JIMMY 20.00 Série : Elvis, Good Rockin' Tonight Sun Sessions, 20.25 Série : Route 66. La Fugue. 21.20 Serie . Au cœur du temps. Les frompettes de jericha.
22.05 Chronique de mon canapé. 22.10
Série: Seinfeld. L'Appartement (v.f.), 22.40
Serie: Les Incorruptiblesde Chicaga.
Hold-up au casino. 23.25 Série: Liquid
Television. 23.50 Cancest: Janis Japlin.
Enregistré au Festival pop de Manterey
(Californie), en 1967. 0.30 Nonante

SÉRIE CLUB 19.00 Série . Chapeau melo net bottes de cuir (et 23.15). Les Cybernautes. 19.50 Sene . Cher oncle Bill. Attention, on vous écoute, 20.15 Séne : Skinov le kangourou. Les Echines 20.45 Serie: The Thunderbirds (et 0.00) Sabotage à Tusine atomique. 21.40 Série : Les Espions. Taña. 22.30 Série : Highlander. Péchès mor-tels. 0.45 Série : Mission impossible. Les Baladins de la liberté.

MCM 19 00 Zoom zoom (et 19.45). Invitée: Guesh Patti. 19.10 Mangazone (et 23.25). 19.15 Buzz Tee Vee Z1.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. AC/OC. 22.30 Cinémascope. 22.45 Clips non-stop (et 1.00). 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.30 Blah-Blah Groove 0.00 Passion cinéma (30 min)

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most

WTV 20.00 Greatest HIS. 21.00 MOSI.
Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head.
23.00 News at Night. 23.15 CineMatic.
23.30 The State. 0.00 The End? (90 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.30 Cyclisme. En direct. Championnats du monde sur route : contre la montre individuel féminin. Tuta-Tunja (26,8 km). En Colombie. 23.00 Formule 1 Magazine. 23.30 Moto Magazine. 0.00 Equitatian. Caupe du monde de saut d'abstacles: lique d'Eurape centrale. 17º et 18º manches. A Prague et Athènes

CINÉ CINÉFIL 18.05 Le Fil du rasoir. Film américain d'Edmund Goulding (1946, N., v.o.). 20.30 Falstaff. gnol d'Orson Welles (1966, N., v.o.). 22.20 Le Bois des amants. ☐ Film français de Claude Autant-Lara (1960, N.). 23.55
L'implacable Ennemie. I Film britannique
de Charles Bennett (1949, N., v.o., 95 min).
CINÉ CINÉMAS 20.00 Séquences. 20.30 Le Consul honoraire. ■ Film américain de John Mackenzie (1983). 22.10 Ça n'arrive qu'aux autres. E film franco-talien de Nadine Trintignant (1973). 23.40 Ciné-Cinécourts. 0.35 Teléfilm : Les fautives. Classe X (100 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Antipodes. Festival de Limoges ; Les résidences d'écri-ture des auteurs dramatiques, avec des auteurs québecois, français et africains. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Cammunautédes radios publiquesde langue française. Eugénio Barbas (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. La poste du Lauvre. 0.05 Du jour au lendemain. Myriam Revault d'Allames (Ce que l'homme fait à l'homme), 0.50 Musique : Coda. Jazz courtois. 3. Pleine Lune. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. En direct de Natre-Dame-du-Travail, par le Chœur de Radio-France, dir. Vladislav Tchemautchenka . Vèpres ap. 37, de Rachmaninav. 22.00 Sollste. Thamas Hampson, baryton. 22.30 Musique plunel. Concerta grosso no 6, de Schnittke, par l'Orchestre philbarmonique rayal de Stockholm, dir. Guennadi Rojdestvenski : Song of The Ch'in, de Zhou Long, par le Quatuor Shanghai. 23.05 Ainsi la nun. Quatuor à cordes nº 23 K 590, de Mozart,

ven ; Bedeckt mich mit Blumen, de Wolf. 0.00 Jazz vivant. Festivals de Marciac et de Vienne, La chanteuse Dee Dee Bridgew ter chante Harace. Avec Stéphane Belmonda, Lianel Belmanda, Thierry Filez, Hein Van De Geyn, André Ceccarelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. La Damnation de Faust de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano, sol. Susan Graham (Marguerite), Thomas Moser (Faust), José van Oam (Méphisto-Moser (Faust), Jose van Dain (Mephisto-phélés), Frédéric Caton (Brander). 22.45 Les Soirées... (Suite). Briséis, 1º acte d'un apéra inachevé, de Chabrier, par le Chœur de l'Opéra d'Ecosse et l'Orchestre symphonique de la BBC Ecossaise, dir. Jean Yves Ossonce, sol. Joan Rodgers (Briséis), Mark Padmore (Hylas) Simon Keen-lyside (Le Catéchiste), Michael George (Stratoklès), Kathryn Hames (Thanastò). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

LE MONDE / JEUDI 5 OCTOBRE 1995 / 33

France 3 donne à voir l'Estaque

Du petit port, proche de Marseille, où se réfugia Cézanne, Viviane Candas a tenté de retrouver les lumières et les couleurs pour « Les Cavales de la nuit »

AU DÉBOUCHÉ d'un tunnel, sur rautoroute qui vient de l'aéroport, Marseille vu de l'Estaque. Le bleu dur de la mer bute contre les colines blanches, et les toits rouges d'un ancien village se lovent dans le béton sauvage des quartiers nord. Un viaduc qui s'envole d'un trait vers le centre, des grues, des silos et des cargos en rade : elle est lon, l'harmonie tranquille du tahieau de Cézanne. « Dans quelques années, il sera parfaitement inutile de vivre ici, mais ce qui reste est encore bien cher au cœur et à la vue », écrivait-il déjà, conscient de vivre les demières années d'un village

aux portes de la ville. Il est vrai que l'Estaque (en provençal: le poteau d'amarrage) a changé. Les usines qui formaient son horizon sont en friche, les pêtheurs s'en soot allés, et l'on prévoit d'ouvrir, dans l'une des tuileries qui firent la fierté du quartier, un grand centre commercial. De ce petit port du début du siècle si fier de ses différences, il reste de succulents beignets (les « chichis » qui s'exportent jusque sur la Canebière), une bonne table pour la bouillabaisse, quelques bastides d'où la baie se découpe entre pins

et palmiers. Et la lumière. Uoe lumière si tranchante qu'elle fait vibrer la roche. Si violente à midi, l'été, qu'elle contraint le voyageur à plisser les yeux. Alors, quand les contours vacillent, ce paysage irisé, épuré et bronillé raconte l'histoire de la peinture cootemporaine. Pas seulement parce que les visiteurs de l'Estaque furent aussi combreux qu'illustres.

TF 1

12.50 Magazine: A vrai dire.

Les Feux de l'amour.

16.15 Jeu: Une famille en on

18.25 Serie ; Hélène et les garçons.

19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.

La Minute hippique, Météo.

Une petite fille, de Joël Séria, avec Cados, Noella Dussart.

Boris Corton, le juge d'application

une adolescente dont la mère est

morte accidentellement et le pere,

Invité: Jean-Marie Bigard. Ma vie hors du commun avec l'abbé Pierre;

Les repentis avec Dominique Ferry

Les couples pas commes les autres avec Gilbert Montagné, Mme Ara-

fat, Evelyne Ledercq, David Copper-

médecin, est en prison.

Tout est possible.

0.00 Série : Paire d'as.

1.05 Programmes de nuit.

0.55 Journal, Météo.

13.38 Magazine : Femmes.

75.25 Série : La loi est la loi.

17.20 Série : Premiers baisers.

17,55 Série : La Philo selon Philippe.

19.00 Série : Alerte à Malibu.

13.00 Journal, Météo.

16.45 Club Dorothée.

20.00 Journal, Tierce,

20.50 Série: Le JAP.



C'est vrai qu'entre 1870 et 1914 Cézanne, Renoir, Monticelli, Derain, Braque, Dufy, Othon-Priesz, Macke ou Marquet sont passés par ici.

LE DOUTE DE LA PEINTURE Mais l'Estaque n'est pas un lieu moodain. C'est une problématique. Depuis Cézanne qui casse la perspective de la Renaissance et les fauves qui perturbent le spectre des couleurs, jusqu'aux premières expériences cubistes, l'Estaque met en scène le grand doute de la peinture, la disparition de l'objet et la décomposition de l'espace traditionnel.

Le film proposé par France 3,

réalisé par Viviane Candas, relate avec beaucoup de clarté et de taleot cette révolution. Le récit est assuré par la lecture des lettres des peintres à leurs amis de l'époque (Zola, Apollinaire, Kahtiveiler...). Cézanne y est affublé d'un accent méndional prononcé, mais pourquoi pas? Oo compreod mieux ainsi pourquoi le peintre d'Aix-en-Provence, réfractaire de la guerre

ses racines. L'illustration, elle, va et vient entre les toiles et les lieux et distingue une roche ou un éciat de vague derrière un coup de pin-

de 1870, vient se réfugier ici plutôt

qu'ailleurs. Il y retrouve un peu de

ceau. Mieux encore, le réalisateur qui travaille sur un support film essaie d'établir une correspondance entre ses propres images et les tableaux. La caméra repère posément des portions de mer et de ville et multiplie ses angles d'attaque pour traiter de Cézanoe. Puis elle s'envole pour donner à voir le réel en vibration de Derain. Calmée, elle se fixe enfin sur les cootainers du port autocome, cubes bruns et roux enchevêtrés comme chez Braque.

Malheureusemeot, ce dernier type de plan est pratiquement la seule concession du film à la modernité de l'Estaque. Quitte à contorsionner soo objectif, la réalisatrice s'acharne à retrouver le monde tel qu'il fut avant-guerre et gomme systématiquement l'auto-

route, les grues et le viaduc. Les peiotres de ce début du siècle marqués par la photo, le cinéma oo la production industrielle ne sont pas venus à l'Estaque trouver un com de Côte d'Azur. Ils ont. tout au contraire, tourné leurs regards vers les cheminées des usines et les vapeurs des trains. Pourtant, comme le pressentait Cézanne, les mutations du paysage qu'ils pouvaient voir o'étaient rien eu égard à ce qui serait. Pulvérisée par les urbanistes, l'Estaque s'est chargée depuis de toute notre histoire. Cette réalité-la aurait mérité aussi d'être montrée.

Jean-Louis André * « Les Cavales de la nuit : L'Es-

Tous jurés!

par Luc Rosenzweig

A L'INSTAR de ce qui est maintenant devenu la regle pour les paquets de cigarettes, un avertissement solennel et obligatoire devrait être inscrit sur chaque téléviseur. Cela pourrait donner quelque chose du genre: «L'usage abusif de cet instrument peut constituer une entrave dangereuse au bon déroulement de la jus-

Qu'il le veuille ou non, le téléspectateur est désormais sollicité de prendre parti dans les affaires judiciaires en cours. Il est chaque jour convoqué au grand jury de l'opinion publique, incité à lever ou à baisser le pouce. La soirée du 3 octobre était à cet égard exemplaire: le verdict de Los Angeles acquittant O. J. 5 impson, le réquisitoire contre l'ancien maire de Grenoble Alain Carignon, la mise en examen de Karim Moussa, le retour sur la profanation du cimetière juif de Carpentras, faisaient le gros de la pitance du jour. Nous étions amenés a faire intrusion dans des actes judiciaires à tous les stades de la procédure, de l'instruction en cours jusqu'au juge-

Sommes-nous pour autant armes pour jouer sereinement ce rôle de juré en fauteuil que l'on nous impose? Evidemment non! Depuis que les « grands médiateurs » qu'étaient les célèbres journalistes judiciaires d'antan ont fait place au traitement « news » de ce type d'actualité, on assiste à un spectacle étrange. Dans les couloirs des palais de justice. chaque soir ou presque au 20 heures, on nous offre une répétition de l'audience qui vient de se dérouler, vue du seul côté de la défense. Les avocats défilent devant les caméras pour conjuguer à tous les modes et à tous les temps la litanie de l'innocence de leur client. On ne peut certes le leur reprocher, il ne font la que leur métier même si leur intervention fait parfois songer à la justesse du vieil argot truand qui les qualifiait de

 bavards ». Mais, à de rares et controversées exceptions près, l'autre partie, celle des juges et de l'accusation, ne se permet pas de solliciter aussi ouvertement l'appui du peuple. Au contraire, on a pu voir mardi soir le juge d'instruction Laurence Le Vert faire une entrée d'accusée dans la prison-hôpital du présumé terronste Karim Moussa, entourée d'une nuée de policiers et un manteau sur la tête

pour éviter micros et caméras l 50yons cooséquents, et ouvrons alors les prétoires aux caméras!, pourrait-on conclure. Les leçons qui nous viennent des Etats-Unis devraient nous inciter à considérer cette option avec une extreme circonspection. Oue les retransmissions du procès Simpson aient occupé deux fois plus de temps d'antenne que la couverture de la guerre dans l'ex-Yougoslavie o'est pas le signe d'une bonne santé de l'esprit public. Il fut un temps où, dans notre pays, le peuple se faisait une fête d'assister aux exécutions capitales publiques. Ce n'ont jamais été des pénodes d'épanouissement de la démocratie et des droits de

CINQUIEME

Leader over $\mathcal{L}_{K_{1},K_{2},K_{3}}$

WASHINGTON

----The Maria

Wagner of

The second

Bar Carrier Contract

THE WAY OF THE PARTY

在 种道 。

have you as you as

M. Belle Barrier

Mary of River

The state of the state of

THE SECOND SHIP IS IN

A STATE OF THE PARTY OF

Art Control Santon

・ 大学ではまる。

the white the same

Marie Walter

Terr se

Water and the same

Secretary Land

Mark Miller

Company of the control of

be the design of

TOTAL COST NO.

Marie San Marie Con Con

* 355 AN 35 ...

Sept 16

Water of outer.

The State of the same

PR STATE OF THE STATE OF

the Books and

The Street of

Mark Marketin THE PARTY NAMED IN The second second Apple to the second of the

WHITE BUT VALUE A SHAPER TO THE TO N. Marie Balley Marie de James THE RESERVE NO. F CHILDREN Berger State Souther Hill. & 10 mm

ARTE

Min Barriger to the state of merining Franciscon. 44 T W. T.

military for it wastern BOTH STATE A ava

4'4. Personal Property Alexander Services

to make the second

食物 独立 计设置证

7 situaters de 非特殊性 超多 安然说 to spire outlier. ● 最重要 #冷息/# STREET, SALL STREET, The Restaurance of 14 3 3 3 3 m ** *** ***

Out of the same

FRANCE 2

12.50 Météo (et 13.35). 12.55 Loto, Journal.

13.45 Série : Derrick. 14.45 Série : Soko. 15.35 Tiercé à Longchamp.

16.40 Des chiffres et des lettres. 17.10 Série : Les Premières Fois. 17.40 Série : Génération musique

Les paris sont truqués.

19.15 Bonne Nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel (et 2.05). La Dent de lait de Nicolas.

0.20 Les Films Lumière.

0.25 Journal, Météo. 0.40 Le Cercie de minuit.

tandoun. 2.35 Programmes de nuit. Permeke ; 2.40, TF 1 nuit (et 3.40, 4 20) : 2 50. Histoire de la vie : 3.50. Histoires naturelles (et 5.05); 4.30,

voisé, Dominique Picard, Alain Mon-

Naumachos, le poisson maudit 3.55, 24 heures d'info; 4.05 leu : Pyramide ; 4.35, leu : Les Z'amours ; 5.45, Nuit blanche; 6.00, Dessin

15.55 Variétés : La Chance

Un billet pour Hong-Kong. 18.05 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Que le meilleur gagne (et 3.25).

19.59 Journal.

20.15 Invité spécial.

20.50 Météo, Point route. 21.00 Magazine : Envoyé special.

minielli. 22.40 Expression directe. RPR.

22_45 Cinéma : Le Môme. Film français d'Alain Corneau

Présenté par Laure Adler. Savoir boire, savoir vivre. Avec Georges Blanc, Michel Guillard, Guy Ren-

JEUDI 5 OCTOBRE

FRANCE 3 12,45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique.

13.35 Magazine : Si vous partiez. 14.35 Série : Les deux font la loi 15.05 Série : Simon et Simon. 15.35 Série : Magnum.

16,30 Dessin animé : Félix le chat. 16.45 Les Minikeums. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. Alcibiade, de lacqueline de Romilly. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional,

20.05 Jeu: Fa si la chanter, 20.35 Tout le sport.

20.50 Cinéma : Crésus. ■ E Film français de Jean Giono (1960).

20.45 Keno.

22.25 Météo, Journal. Magazine : Ah I Quels titres Présenté par Philippe Tesson. Quel monde pour demain 7 Invités : Philippe Delmas (Le Bel Avenir de la guerre); Bernard Kouchner (Ce que je crois); Jean-François Poncet; Yves Lacoste (Dictionnaire de géopolitique); L'événement de la ren-

trée : Journal d'Italie et Papiers de familie, du marquis de Sade. 23.55 Espace francophone. Tran Anh Hung, regard sur le Viet-

0.25 Les Cavales de la nuit. L'Estaque (1870-1914), de Viviane

1.20 Feuilleton: Dynastie. 2.10 Musique Graffiti. Sonate KV 526, 1" mouvement, de Mozart, par Raphael Oleg, violon, Gerard Wyss, piano (15 min).

M 6 12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Série : Drôles de dames

taque ». France 3 à 0 h 25.

14.20 Série : Wolff, police criminelle.

La Grande Magouille, 15.15 Boulevard des dips 17,00 Variétés : Hit Machine.

Emission présentée par Charly et 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : Highlander.

A la santé du diable. 19.00 Série: Surfers détectives. Que la fête commence.

19.54 Six minutes d'informations, 20.00 Jeu: Le Grand Zap. Présenté par Olivier Carreras.

Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1935 ; les grands paquebots. veritables villes flottantes, connaissent leurs dernières heures de gloire avant le développement

20.45 Cinema : Green Card. Film américain de Peter Weir (1990) Avec Gérard Depardieu, Andie Mac-

Dowell, Bebe Neuwirth. 22.45 Cinèma : Darkman. Film américain de Sam Raimi (1990). Avec Liam Neeson, Frances McDor-mand, Colin Friels.

0.20 Magazine: Culture rock. 2.30 Rediffusions. Rock express; 2.55, Jazz 6; 3.50, Fanzine; 4.15, Saga de la chanson française (Claude Nougaro); 5.05,

CANAL + EN CLAR RISOU'A 13.45-12.30 La Grande Famille.

Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vecchi. 13.40 Magazine : Le Journal de l'emploi.

13.45 Cinéma : Drôles de fantômes. ■ Film américain de Ron Underwood (1993).

15.25 Documentaire : Tanzanie, la vallée des ancêtres. De John Sheppard.

16.15 Surprises. 16.25 Cinéma : Hear no Evil. Film americain de Robert Greenwald (1992).

18.05 Le Dessin anime. 18.30 Cyberflash.

- EN CLAIR JUSQU'A 20.35 18.40 Nulle part ailleurs. Gaccio el Valérie Payet.

19.30 Flash d'informations. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma Présenté par Isabelle Giordano.

20.35 Cinėma: Shining. Film américain de Stanley Kubrick

(1980). 22.30 Flash d'informations.

22.35 Cinéma : Dans la ligne de mire. Film americain de Wolfgang Petersen (1993, v.o.).

0.40 Cinéma: Cujo. ■ Film américain de Lewis Teague (1983, v.o.). 2.15 Série : Babylon 5

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique: Le Rythme et la Raison Les jésuites et la musique, un mariage de raison. 4. Les jésuites, théoriolens de la musique. Œuvres de Zipoli, Charpentier, Victoria, Daniells, Canssimi. 20.30 Fiction. Avignon 95. Maurice Roche, poésie (2). 21.2B Poésie sur parole. Poetes d'Espagne [4] 21.32 Profils perdus. Ernest Labrousse. 1. Le père de l'histoire économique et sociale. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les Arbres. 0.05 Du jour au lendemain. Martin Melkonian (Les Marches du Sacré-Cœur). 0.50 Musique: Coda. Jazz courtois. 4. Pondulum. 1.00 Les Nuits de France-

Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Festival Mahler. Donné le 14 mai au Concert-gebouw d'Amsterdam, par l'Orchestre des jeunes Gustav Mahler, dir. Bernard Haitink. Symphonie n° 10 (adagio), Das Lied von der Erde, de Mahler. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, baryton. 22.25 Depêche-notes. 22.30 Musique pluriel. L'épopée antique, de Long ; Sonatine pour piano, de Wang ; Quintette pour darinettes et cordes, de Yun, par le Quatuor Wilanow. 23.05 Ainsi la nuit. Quatuor a cordes nº 21 K 575 Prussien, de Mozart, par le Quatuor Amadeus;

Sonate pour piano nº 23 op. 57 Appassio nata, de Beethoven; Heimweh, de Wolf. 0.00 Tapage noctume, Steve Shehan : Percussions plurielles. 1.00 Les Nuits de

France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique, Joan Peter Salomon, violoniste el imprésario. Symphonie nº 104 Londres de Haydn, par le Quatuor Salo-mon, sol. Lisa Beznosiuk, flûte, Christopher Hogwood planoforte; Sonate nº 1 pour violon seul 8WV 1001, de Bach, Christian Tetzlaff, violon; Symphonie Wq 183 nº 1, de CPE 8ach, par l'Drchestre baroque d'Amsterdam, dir. Ton Koopman; Sérénade pour vents MK Anh 183, de Mozart, par l'Ensemble Mozzafiato; La Création, extraits, de Haydn, par les Solistes, le Chœur du New College d'Oxford et The Academy of Ancient Music, dir. Christopher Hogwood; Anacreon, ouverture, de Cherubini, par l'Academy of 5t Martin-in-the-Fields, dir. Neville Marriner ; Quatuor nº 3, de Beethoven, par le Qualuor Alban Berg. 22.40 Archives. Samson François. Concerto nº 3 pour piano, de Prokofiev, dir. Lorin Maazel (enregistrement inedit); Magies noires nº 2 et 3, de François; Sonnet 123 de Petrarque, de Liszt (enregistrement inédit); Ballade nº t, de Chopin; Concerto nº 23 pour piano K. 488, de Mozart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir. 13.00 Documentaire

Restauration d'art. 13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13,30 Arrêt sur images, 14,30 Les Grands Maîtres du cinéma.

Frank Capra. 15.30 Qui vive! Sterilité et PMA 15,45 Aliô! la Terre.

L'Espace [4/5]. Paul Ricceur [4/5].

16.00 La Preuve par cinq. D'une guerre à l'autre [4/5]. 16.30 Documentaire : Arctique, migration polaire. 17.00 Rintintin.

Le Marshall Higgins. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Images et sciences. 18.15 Alphabets de l'image.

L'impact de l'homme.

arte 19.00 Série : Les Root en Europe. De Mark Chapman [9/10].

19.30 Documentaire: Sandino suite. Souvenirs de la solidarité avec le Nicaragua. De Gerhard Widmer. 20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Mon Afrique. Quelques points de vue tres person-

Soirée proposée par Ute Casper. 20.41 Documentaire : Notre homme en Afrique. O'Albrecht Reinhardt. 21.05 Documentaire:

Mon combat quotidien à la télé. De Diatou Cissé Coulibaly et Luo Leysen (v.o.). 21.40 Documentaire:

De Jean-Marie Teno. 22.10 Documentaire: Noir et blanc en couleurs De Don Edkins (v.o.). 22.40 Documentaire : Le Roi.

La Tête dans les nuages

la vache et le bananier. De Mweze Ngangura. 23.15 Cinéma : Toulci-bouki. Film sénégalais de Diforil Olop Mambety (1973, v.o.). Avec Magaye

0.45 Documentaire : News Blues. De Moise Matura (v.o.). 1.10 Documentaire:

The First American Teenager. James Dean, une idole à l'améncaine. De Ray Conolly (v.o., rediff., 72 min).

Serie: Passions; 4.55, Musique.

CÂBLE TV 5 19,00 Paris lumières. 19.25 Météo des cino continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Australia. ■ ■ Film belgo-franco-suisse de Jean-Jacques Andrien (1988). 22.00 Journal de France Z. Edition de 20 heures. 22.30 Correspondances. 22.50 La Marche du siècle. Rediff. de France 2 du 6 septembre 1995. 0.05 Tell quel. 0.30 tournal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.10 Légendes vivantes d'outre-mer. (4/13). De Jérome Segur. 19.40 A quoi révent les boxeurs ? De Frédéric Laffont. 20.35 Lonely Planet. (8/13) fies du Pacifique. De Stephen Lennhof. 21.20 Le Mystere du temple du Soleil. De Roland Theron. 22.20 Sida, paroles de familles. II [1/2]. De Paule Muxel et Bertrand de Solliers. 23.05 Les Hauts Lieux spirituels français. [9/10] François de Sales, saint et homme d'actualité. De Régis Crolard. 23.35 Nautilus. [2/5] Les Assassins du Stence. D'Anita Lowenstein. 0.25 > Sentimental Journey. De Noël Burch (65 min). PARIS PREMIÈRE 19,00 Paris Match Premère 19.35 Stars en stock 20.00 20h Première. 21.00 La Soif du mal. E E E Film américain d'Orson Welles (1958, N., v.o.). 22.35 iotalement cinéma. 23.05 Concert:

Haendei. Le Messie. Enregistré à l'abbaye

de Westminster à Londres, en 1982 (140 min). CANAL J 17.25 L'île au trésor. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.10, Dodo, le retour; 18.15, Les Aven-tures de Black Beauty; 19.00, Atomes cro-

chus: 19.30, Mission top secret. CANAL JIMMY 20.00 Le Bel Antonio. ■ Film italien de Mauro Bolognini (1960, N., v.o.). 21.40 Quatre en un. 22.05 Chro-nique du from. 22.10 Des fraises et du sang. III Film américain de Stuart Hagmann (1970, v.o., 105 min). 23.55 Souvenir. Le Petit Mitchell illustré. Diffusé pour la première fois le 24 décembre 1981. 1.00 Série : Liquid Television. Episode nº 2 (25 min). SERIE CLUB 19.00 Serie: Chaneau melon et bottes de cuir (et 23.15). 19.50 Série: Cher oncie Bill, 20.15 Série: Skippy le kan-gourou. Les Lois tribales. 20.45 Série: Alló Béatrice (et 0.10). Sœur Béatrice de l'indice d'écoute. 21.40 Série : Les Espions. La Menace. 22.30 Serie : Highlander. Doute légitime. 0.00 Le Club. 1.00 Série : Mission impossible. Le Boucher des Balkans

(45 min). MCIM 19.00 Zoom zoom (et 20.15). kwités : les infidèles. 19.10 Mangazone (et

23.25). 1g.15 Passengers. 21.00 MCM

découvertes. 21.30 MCM Rock Legends.

AC/DC. 22.30 Buzz Tee Vee. 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Cinémascope. 0.15 Clips non-stop

(15 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Burt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série: Aeon Flux I 0.00 The End? EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et

1.00). 19.55 Football. En direct. Champion-nat de France D2 : 14º journée. Nancy-Marseille. 22,00 Boxe. Poids lourds: Shannon Briggs (E-U) / Sherman Griffin (E-U) (60 min). 23.00 Golf. En différé. PGA européenne : masters d'Allemagne. 1º tour, au golf dub de Motzener, à Berlin (120 min). CIMÉCIMÉFIL 18.35 Le Journal d'un curé

de campagne.
Film français de Robert Bresson (1950, N.). Avec Claude Film americain d'Irving Pichel (1945, N., v.o.). Afrec Orson Welles. 22.10 The Model and the Marriage Broker. Il Film americain de George Cukor (1951, N., v.o.). Avec Jeanne Crain, 23.55 Le Club (75 min).

CINÉCINÉMAS 19.05 Les Maîtresses de Dracula. Film britannique de Terence Fisher (1960). Avec Peler Cushing. 20.30 Les Collines de la terreur. ■ Film britannicoaméricain de Michael Winner (1972). 22.05 Le Beau Mariage. **III** Film français d'Eric Rohmer (1982). Avec Béatrice Romand. 23.45 New York, New York. **III** Film amé-

ricain de Martin Scorsese (1977, v.o.,

160 min). Avec Liza Minnelli.

Le Monde

En boîte

par Pierre Georges

COMMERCE. Une innovation. Le produit d'appel, au sens premier du terme, a fait son apparition en Grande-Bretagne. Les Anglais, qui ont tout de même plus d'un tour dans leur sac à provisions lorsqu'ils ne se consacrent pas aux filatures amaureuses. viennent de s'aventurer sur un terrain vierge. Une chaine de grands magasins a procédé à l'installation du piège absolu : sur les étalages, ont été installées des petites merveilles de boîtes parlantes chargées d'ameuter le chaland.

Achetez-mi. Achetez-moi. Le principe est fort simple. Et le prototype d'origine belge. Lorsqu'elle passe à proximité, la proie - ce malheureux et erraoque pousseur de Caddie - est détectée et hélée par la boîte-sirène, « Boniour, bonjour. Faites plaisir à votre Felix chéri. Achetez-lui une boite de natre merveilleux Purrfectt! Miaquoou.»

Voilà, en substance, ce que susurre la divine invention. Et on ne résiste pas si l'acilement à l'appel mélodieux des boîtes le soir au fond des gondoles. Pour l'instant, l'expérimentation est limitée à trois secteurs: les produits pour animaux, ce qui est évidemment l'art de prendre le consommateur par les sentiments, les produits laitiers, et la boîte à yaourt en plein monologue existendel. Et. plus curieux, les produits d'hygiène, le papier toilette notammeot, qui vampe l'usager. Message merveilleux et textuel: * Pourquoi ne me romenez-vous pas à la maison ce week-end? » Pourquol pas, en effet? Quand tout sera dit et que nous d'appons plus rien à oous dire, il restera toujours la ressource suprême : alker tutoyer les boîtes qui vendent les boîtes au fond des boîtes.

Commerce. Uoe exposition. Honoré de Balzac, s'il n'avait pas

inventé la boîte à parler, fut luimême une machine à écrire intarissable. Mais ce que l'on ignorait et qu'une exposition à la Maison Balzac raconte, c'est que le génie prolifique apprit le métier d'écrivain par le commencement. Ou par la fin, comme l'on voudra.

Comme éditeur, il but la tasse. Comme imprimeur et malgré de louables efforts pour promouvoir « les pilules antiglaireuses de longue vie », sa première commande, il but le bouillon. Comme fabricant de caractères, en « hamme de lettres de plamb », indique l'AFP, il mangea la gre-

Balzac fut d'abord éditeur, puis

imprimeur, brevetė, puis fondeur

de caractères d'imprimerie.

Cette succession d'avatars économiques annonçait le prodigue et le prodige. Déjà Balzac perçait sous Honoré. Il ne vivrait pas de mauvais commerce. Soit! Alors de bonne littérature.

Commerce. Une informatioo. lls sont sept, sept albums de chansons à s'être vendus comme des petits pains, cette année en France. Sept disques de diamant, à un million d'exemplaires et plus. Uo homme, sur ce plan, aura bien mérité de l'édition phonographique: Jean-Jacques Goldman. Un vrai cumulard! Disque de diamant pour Positif. Disque de diamant pour Rouge. Disque de diamant, par chanteuse interposée, la Québécoise Céline Dioo, pour D'eux. Sur sa rivière de diamants, Goldman flotte allegrement. Il o'y eut ootamment pour lui tenir tête qu'un as des bouts de gondoles. Juglio Iglesias, complètement Sentimental. Et qu'une américaine Mariah Carey, décidée à nous ramener au propos liminaire avec son Music Box, sa « boite à mu-

Un millier de soldats français interviennent contre les putschistes aux Comores

Les combats ont fait plusieurs morts chez les rebelles et dans la population

MORONI

de notre envoyé spécial A l'heure de la première prière, mercredi 4 octobre, plusieurs rafales d'armes lourdes déchirent le silence du côté de l'aéroport désaffecté d'Iconi. Sa défense avait été renforcée la veille par les putschistes : bus en travers de la piste et oids de mitrailleuses pointées sur le large. Sur le front de mer, les curieux sorteot des mosquées dont les murs blancs sont parsemés de graffitis. En s'approchant de l'aéroport et de la zooe des combats, dans une avenue déserte, une voiture de journalistes est prise sous des tirs croisés. Christophe Gautier, l'envoyé spécial de VSD, et le chauffeur sont blessés par balles. Tirés à l'abri dans une maison voisine par les passagers indemnes et un babitant, ils attendent en vain des secours pendant une demiheure avant d'etre évacués par des commandos françals qui progressent lentement sur l'aveoue vers le port.

Un rebelle se rend aux soldats français qui lui ordonnent de se déshabiller et l'Immobilisent les mains sur la tête contre un poteau. Aux questions sur le nom de leur unité, un des commandos français répond laconiquement : « Nous ne sommes personne. » Au carrefour de l'Hôtel Khartala, il y a deux morts à côté d'une voiture criblée de balles et une moto couchée en travers de la route. Plusieurs officiers de la gendarmerie locale, à bord d'une voiture civile ornée de chiffons blancs, s'approchent du barrage. Les soldats français les laissent passer. Il semble que s'ouvrent des négociacions dont la gendarmerie, qui a proclamé sa neutralité depuis le début du coup d'Etat, serait le médiateur. Quelques iostants plus tard, les commandos se replient vers l'ambassade de France. Dans l'enceinte de l'aéroport d'Iconi, des témoins ont aperçu plusieurs tués.

Au même moment, des unités de la force d'Intervection française s'emparent de l'aéroport internatiooal d'Hahaya, à 25 kilomètres au nord de la capitale, après quelques instants d'intenses combats qui font plusieurs morts et blessés, dont un mercenaire. En fin de matinée, les forces spéciales contrôlent les deux aéroports de Moroni. Dans le centre-ville, plus aucune voiture ne circule et les rebelles sont invisibles. Ils ont aussi disparu du bătiment de la radio nationale autour duquel ils étaient présents en masse mardi, mais ils pourraient rester dissimulés aux

« Ils vont remettre un autre président, et ça sera la même chose »

Les murs de la ville soot couverts de graffitis tracés dans la nuit et réclamant le « départ de Bob Denard », dénonçant la France (soupconnée par les rumeurs d'être detrière le coup d'Etat): « La première ennemie des Comores », ou encore « Paris complice de Denord ». Sur les murs, les politiciens ayant applaudi au putsch et défendu la présence des mercenaires, tels Mohamed Taki ou Saïd Ali Kemal, sont traités de « chiens ». « Qu'est-ce que ça va nous opporter? Ils vont remettre un outre président, et ço scra la même chose », assure un ieune homme en scooter qui n'ose pas trop s'aventurer dans les rues. Et un autre de s'exclamet : « La solution pour les Comores, c'est d'éliminer Bob Denord »

Joint à soo domicile, le chef du parti Chuma, le prince Said Ali Kemal, nommé co-président par les putschistes, dénonce « l'ingérence » de la France et ce « nouvel excès de colonialisme ». « Les diplomates de l'ambassade, explique-til, naus ont assurés que Paris veut faire signer à Djohar [le président renversé par les putschistes] sa demission pour le remplacer par Caombi el Yachaurtu (le premier ministre), qui est une personne docile, ainsi faisaient iadis les gouverneurs des colonies ». Dans la matinée, le premier ministre a annoncé la formadon d'un gouvernement « d'unian nationale » de douze membres, formé après consultadon avec les partis politiques.

De son côté, dans le camp militaire de Kandani, Bob Denard reçoit enfin la presse qui le traquait sans relache. Il se dit « écœuré » car « les Comoriens n'avait pas besoin de ça ». Il n'imaginait pas que la France lancerait cette operation et dénonce « l'ombassade française qui héberge des escrocs qui ont mis le pays en coupe rase ». «J'avais une dette d'hanneur ici, ajoute-t-il. l'ovais dit o Combo [son fidèle lieutenant qu'il avait nommé chef du comité militaire de transition) que je reviendral. S'ils ne l'ovaient pas mis en prison et lorturé, je ne serais

peut-être pas là ». Il refuse de faire désarmet ses hommes qui se sont tous replies sur le camp de Kandani, le quartier géoéral du chef mercenaire depuis sept jours. Les putschistes contrôlaient toujours les abords du camp mercredi en fin de matinée. Ils y oot établi des barrages, contrôlés par des hommes très oerveux. Deux Français qui se diseot coopérants ont été arrêtés à un de ces barrages « porce qu'ils rejusaient de se loisser fouiller », explique un soldat rebelle. Ils ont été conduits à l'intérieur du camp sous la menace d'un garde armé avant d'être relacbés. Selon certains témoignages, au moins un autre Européen a été « arrêté » et ses gardes auraient menacé de « tuer des coo-

SOMMAIRE

INTERNATIONAL Etats-Unis: Las Angeles troublée et

divisée par l'acquittement d'O.J. Simoson Nations unies : le pape souhaite un renforcement de l'autorité de Macédoine : le président Kiro Gligo-

rov grièvement blessé dans un atten-Afrique : les différentes réponses

des pays maghrébins à la menace is-

FRANCE

Aide : la prestation autonomie benéficiera d'abord aux personnes vivant Régions: les villes d'Ile-de-France sont rattrapées par la spéculation im-

SOCIÉTÉ

Enquête : la polémique autour de la mart de Khaled Kelkal Procès: le parquet a requis quatre à cinq ans de prison pour Alain Cari-

HORIZONS

Enquête : Le système Nobel Débats : Zoom, grand angle et point de vue, par Monique Dagnaud : Cinéma et résistance à l'argent-roi, par Marcel Ophuls; N'osons pas trop!, par Kenize Mourad

Editoriaux: L'Amerique d'« OJ. »; L'honneur de la politique

ENTREPRISES

Allemagne: la mutation des anciens cambinats se poursuit dans les nouveaux Länder Monnaies : le franc ne parvient pas à se redresser face au deutschemark

AUJOURD'HUI Astronomie: le sauvetage de l'ob-

servatoire du pic du Midi dépend du tourisme Sports: Pau-Orthez donne l'exemple

CULTURE

Cinèma : Ken Loach reveille les démons de la guerre d'Espagne Cirque : le cinema vivant d'Ar-

COMMUNICATION Presse: France-Soir obtient un

SERVICES

Annonces classées Finances et marchés 20-21 Immobilier 24-25 Agenda Echecs Météorologie Mots croisés Radio-Telévision 32-33

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE



OUVERTURE OES PLACES EUROPEENNES Cours au Var. en % Var. en % 03/10 02/10 fin 94 1800,70 +1,12 -4,28 Londres FT 100 3527,80 +0,22 +15,08 Franciort Dax 30 Bruxelles

DEMAIN dans « Le Monde »

« LE MONDE DES LIVRES » : à propos de Jean-Luc Godard et de ses Histoire(s) du cinéma, un dossier sur le thème « cinéma et histoire », avec des contributions de Giorgio Agamben, Jacques Rancière, Florence Delay, Marie-José Mondzain et Jean Narboni.

Tirage du Monde du mercredi 4 octobre : 499 876 exemplaires

Paris veut mettre fin à une « agression extérieure »

més mais « réduits des deux tiers »

en raison des restrictions budgé-

taires. Les services du premier mi-

nistre, qui achetaient chaque se-

commande à dix-buit exemplaires.

de diffusion du premier ministre,

on indique, en revanche, que Ma-

A THO NAL University

« CE MATIN à l'aube, la France a engagé une apératian militaire aux Comares à la demande du premier ministre de ce pays, et en application de l'accord de défense franco-comorien (de 1978) ». Cette intervention avait d'abord été annoncée, mercredi 4 octobre, par un communiqué du Quai d'Orsay. Ce texte rappelle que l'accord de défense prévoit « l'assistance militaire de la France en cas d'agression extérieure ». L'action de Bob Denard et de ses mercenaires dans le coup d'Etat est considérée comme telle.

Le communiqué souligne que « le premier ministre comorien [réfugié à l'ambassade de France] a présenté la demande d'intervention » et supplée le président Said Mohamed Djohar, encore détenu par les putschistes, « en application de l'article 27 de la Canstitution » comorienne. Il n'est pas dans les intendons de la France de remettre au pouvoir l'actuel chef de l'Etat. très impopulaire, mais d'unaginer une solution de rem-

placement avec le premier ministre. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, a affirmé que les forces trançaises étaient « en train de permettre de rétablir l'ardre des choses ». A propos de la durée de la présence aux Comores de ces troupes, il a indiqué qu'elles resteraient « probablement entre quel-

daté 4 octobre, indique que le chef

de cabinet de M. Juppé a ordonné,

le 27 septembre, aux services pla-

cés sous l'autorité du premier mi-

nistre « de ne plus acheter le

moindre numėra » du journal sati-

rique et de ne pas renouveler les

abonnements en cours. Pour l'beb-

domadaire, cette décision consti-

tue une réplique à ses révéladans

sur le logement de M. Juppé et de

University

ques jours et quelques semaines, mois pas au-delà ». Au sujet de Bob Denard, il a rappelé que « sa destination normale est d'être arrête », en concluant que « les probièmes politiques aux Comares » devront être « réglés »

par « les farmations » politiques locales. OPÉRATION « AZALÉE »

Sous le commandement du général Jean-Paul Dellenbach, l'opération « Azalée » a engagé un peu moins d'un millier d'bommes. Pour la plupart, il s'agit de formations qui stationnent en permanence à Mayotte, a la Réunion et à Diibouti. Ces unités out été renforcées par des détachements du Commandement des opéraoons spéciales (COS) et par des éléments du Groupe d'intervention de la gendamerie nadonale (GIGN). Outre les forces spéciales - plus d'une centaine de commandos -, qui viennent de France, les unités engagées comprennent une compagnie de la Légion étrangère basée à Mayotte, deux compagnies d'un régiment parachutiste d'infanterie de marine stadonné à la Réunion et une compagnie d'un régiment interarmes déployé à Djibouti. Ce dispositif est appuyé par des hélicoptères Puma, des avions Transall et trois bâtiments

> ognon a bien demandé d'arrêter tout achat de l'hebdomadaire.

■ PRESSE: Le Canard enchaîné, sa famille. Madgnon nous a précisé que les achats ne sont pas suppri-■ CULTURE: pour les cinquante ans du Festival d'Avignon, en 1996, l'aide de l'Etat passera de 10 à 12 millions de francs, devenant maine soixante-dix numéros du égale à celle des collectivités lo-Canard, limiteront désormais leur cales. Ces mesures, annoncées mercredi 4 octobre par le ministre Au 5ID, le service d'information et de la culture, Philippe Douste-Blazy, vont permettre à Bernard Faivre d'Arcier, directeur du festival, d'assurer la production des deux créations théâtrales de la Cour d'honneur: Edauard II, de Marlowe, et La Tragédie du rai Christophe, de Césaire. « Je veux, a déclaré Bernard Faivre d'Arcier, que ce festival soit un hammage aux

> ■ INONDATIONS: cinq personnes menacees par les eaux ont été évacuées et une trentaine d'autres mises en sécurité par les pompiers, à la suite d'inondations provoquées par de fortes pluies, au nord-est du département du Gard, dans la muit du mardi 3 au mercredi 4 octobre.

Le PS réfute les accusations de M. Destrade sur son financement

« IE NE SOUHAITE PAS faire de cammentaires sur une note que jc. n'ai pas vu, que je découvre dans la presse et sur laquelle, manifestement, j'oi beaucoup de doutes », a affirme, mardi 3 octobre, Henri Emmanuelli, à la suite de la publication dans Le Monde d'une lettre rie l'ancieo député (PS) des Pyrénées-Atlandques, Jean-Pierre Destrade, affirmant que le Parti socia-liste a encore bénéficié de fonds occultes après la loi de 1990 sur le financement des partis politiques.

Mis en liberté après plus de huit mois de déteotlon provisoire, M. Destrade a longuement expliqué, dans une lettre adressé au juge d'instruction chargé de son dossier, qu'il avait apporté 33 millions de francs de fonds au PS en tant qu'« intermédiaire » aoprès des dirigeants de la grande distri-

71-4

. - <u>. 4 .</u> .

- ---

.

- ta.

1986

5 - 5 - 52 %

« PRESSION PSYCHOLOGIQUE »

« Je n'ai pas l'intention de commenter ces déclarations, a déclaré M. Emmanuelli sur RTL, pas plus que je n'ai voulu commenter celles qu'il foisait hier, il y o quelques mois, lorsqu'il expliquait qu'il avait été rançonné par l'ETA pour expliquer ses difficultés finoncières. » « Aujourd'hui, a ajouté le premier secrétaire du PS, tout le monde peut regarder à livres ouverts ce que sont les comptes et lo comptabilité, les ressources et les dépenses du PS, et je sauhoiterais que, dans l'avenir, Il en soit louiours oinsi. »

« Jusqu'où peut aller la pression psychologique sur une personne en détention provisoire ? », s'interroge d'autre part Jean Glavany, porteparole du PS, dans une déclaration au Monde, en relevant que M. Destrade s'était vu refuser une dizaine de démandes de mise en liberté durant ses huit mois de détention, sa libération ayant suivi de deux jours sa confession. « Pr puis 1990, et sous l'autorité d'élenti Emmanuelli, conclut M. Glavany, le PS a supprimé ses réseaux de financement parallèles, Urbo [le bu-reau d'études qui assurait les rentrées d'argent du parti] a été dissous. Il a publié ses comptes et s'est mis en règle avec la lai sur le finoncement des portis politiques. Toutes les oilégations sur l'après-1990 me paraissent sons fondements. »

Professionnels, vous louez, vendez,

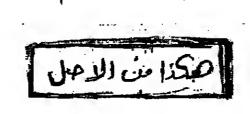
achetez, transportez, créez votre propre service réservation

51 F/heure, 0,89 F/mn, egalement diffusion d'annonce convocations... à vos fistes de

Carlon,

sur 3615 IDEO.





Cursus unique accrédité AACSB

11 mois à temps plein - 4 en France, 6 aux USA, 1 au Japoo

Programme enseigné en anglais

Conditions d'admission : Bac -4 (Ecoles de Commerce) (Impiriteurs, Maitrise de Gestion) Sciences Eco.) - CMAT, -TOEPL, - cours préventes

· Parts: Bob Crane, KCS, 25, rue François Ler, 73006 Paris - Tel. (T) 53 67 84 00

Lyon: Den Minday, CEFAM, 107 ros de Marvelle, 65007 Lyon - Tel. 72 73 47 83